

Registre des délibérations - décisions

TOME I

SEANCE PUBLIQUE DU:

Lundi 4 octobre 2010

SOMMAIRE

TOME I / IV

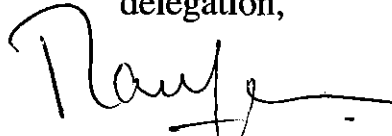
Convocation, émargement et Compte rendu du Conseil Municipal..... 11
du 04/10/2010

Délibérations et annexes12 à 200
(2010/392 à 2010/400)

Le présent registre contenant deux cent pages a été coté et paraphé par Monsieur Nicolas MAUPEU, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2010/769/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 07/02/2011

Pour Madame le Maire, et par
délégation,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'N. Maugué', with a long horizontal stroke extending to the right.

M. Nicolas MAUPEU

Ville de
Montpellier



Secrétariat général
Service de l'Assemblée



Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la séance publique du Conseil Municipal qui se réunira, en mairie, Salle des Rencontres, le **lundi 04 octobre 2010 à 18h00**.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

Les projets de délibérations et les pièces annexes sont mis à disposition des élus, pour consultation, au Service de l'Assemblée du Secrétariat Général, les 30 septembre et le 01 octobre 2010.

Veuillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Madame Le Maire,

Hélène MANDROUX

PJ :

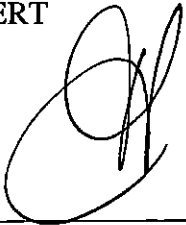
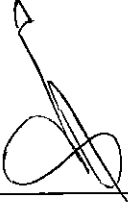
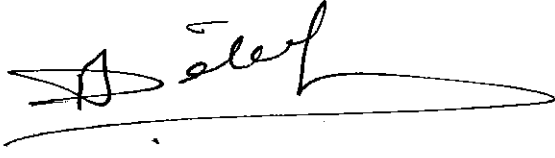
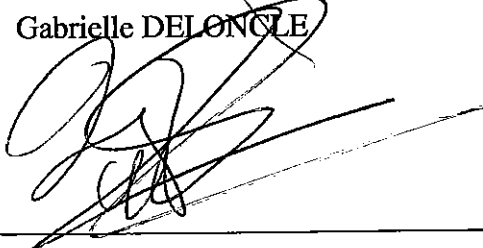

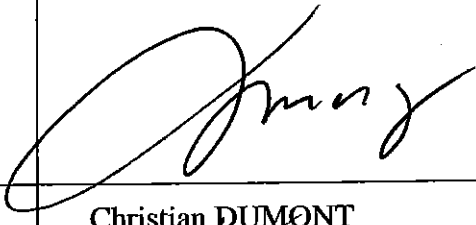
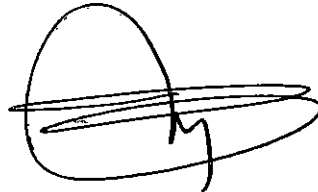

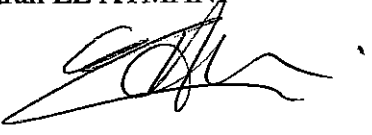
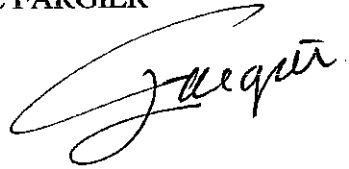
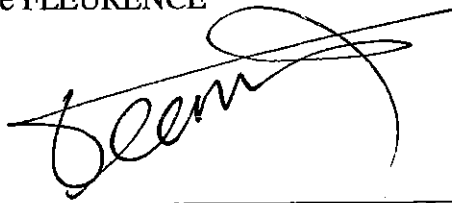

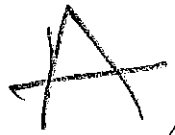

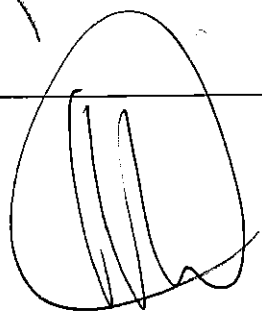
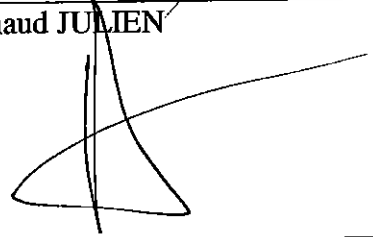
- Procès-verbal de la séance du 26 juillet 2010.
- Synthèses des affaires du 04 octobre 2010.

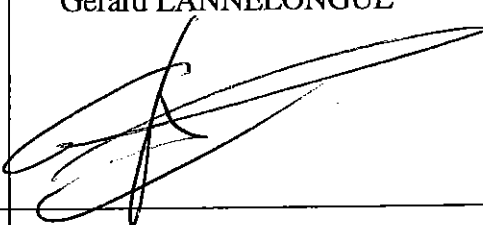

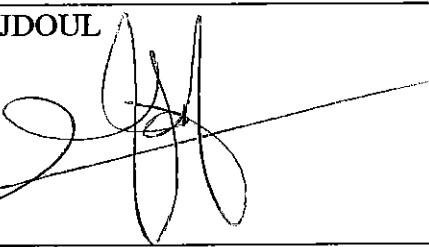
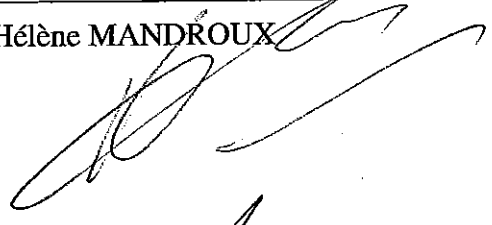
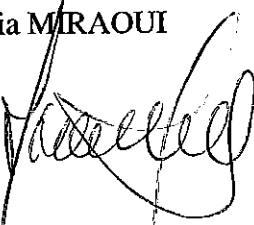


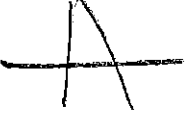
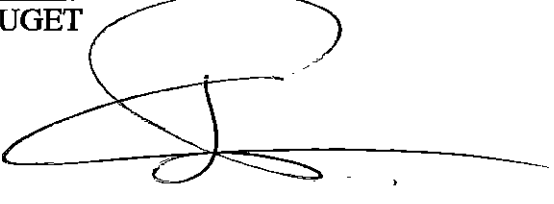

LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

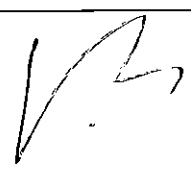
SEANCE PUBLIQUE du 04 octobre 2010

Présents = 53
 Absents = 3
 Absents = 4
 61

Brahim ABBOU 	Frédéric ARAGON 
Michel ASLANIAN 	Marie-Josée AUGÉ-CAUMON 
Eva BECCARIA 	Annie BENEZECH 
Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL 	Nicole BIGAS 
Stéphanie BLANPIED 	Sophie BONIFACE-PASCAL 
Christian BOUILLE 	Agnès BOYER 
Nancy CANAUD 	Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM 
Marlène CASTRE 	Josette CLAVERIE 

<p>Magalie COUVERT</p> 	<p>Perla DANAN</p> 
<p>Michaël DELAFOSSE</p> 	<p>Gabrielle DELONCLE</p> 
<p>Fanny DOMBRE-COSTE</p> 	<p>Jacques DOMERGUE</p> 
<p>Marc DUFOUR</p> 	<p>Christian DUMONT</p> 
<p>Sarah EL ATMANI</p> 	<p>Laure FARGIER</p> 
<p>Serge FLEURENCE</p> 	<p>Christiane FOURTEAU</p> 
<p>Georges FRÊCHE</p> 	<p>Nathalie GAUTIER-MEDEIROS</p>  <p><i>Procureur</i> J.L. Roussier</p>
<p>Jean-Louis GELY</p> 	<p>Arnaud JULIEN</p> 

Catherine LABROUSSE 	Gérard LANNELONGUE 
Max LEVITA 	Richard MAILHE 
Mustapha MAJDOUL 	Hélène MANDROUX 
Hervé MARTIN 	Jacques MARTIN 
Stéphane MELLA 	Nadia MIRAOU 
Christophe MORALES 	Nicole MOSCHETTI-STAMM 
Michel PASSET 	Martine PETTOUT 
Louis POUGET 	Françoise PRUNIER 

<p>Hélène QVISTGAARD</p> 	<p>Jean-Louis ROUMEGAS</p> 
<p>Philippe SAUREL</p> 	<p>Régine SOUCHE</p> 
<p>Robert SUBRA</p> 	<p>Cédric SUDRES</p> 
<p>Philippe THINES</p> 	<p>Jacques TOUCHON</p> 
<p>Claudine TROADEC-ROBERT</p> 	<p>Frédéric TSITSONIS</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Francis VIGUIE</p> 
<p>Alain ZYLBERMAN</p> 	

Compte-rendu du Conseil municipal
Séance Publique du lundi 04 octobre 2010

M^{me} le Maire Adoption de l'ordre du jour
Pour : 52
Adopté à l'unanimité

M^{me} le Maire Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 26 juillet 2010
Pour : 48
Abstention : 4
Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

MM. JULIEN, THINES (avec la procuration de Mme BENOUARGHA-JAFFIOL) et VIGNAL arrivent en séance.

Sport solidaire

Sophie BONIFACE-PASCAL 1 Marathon de Montpellier le dimanche 17 octobre 2010 - Convention d'occupation du domaine public
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

Sophie BONIFACE-PASCAL 2 Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2010-2011
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

MM. SUDRES et ZYLBERMANN (avec la procuration de Mme DELONCLE) sortent de la séance.

Jeunesse

Michel PASSET 3 Attribution de subvention - Université Montpellier 1 - Soutien à des étudiants haïtiens suite à la catastrophe naturelle du 12 janvier 2010
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

Michel PASSET 4 Mise à disposition d'un espace d'exposition à l'Espace Montpellier Jeunesse pour les jeunes artistes de Montpellier
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

Réussite éducative

Jean-Louis GELY 5 Désignation des organismes pour les classes de découverte de septembre à décembre 2010 - Budget 2010
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

M. ZYLBERMANN (avec la procuration de Mme DELONCLE) revient en séance. MM LEVITA et DELAFOSSE arrivent en séance. (M. LEVITA reprend sa procuration).

Petite enfance

**Françoise
PRUNIER**

- 6 Fourniture et livraison de denrées alimentaires aux crèches municipales - Autorisation de signer le marché
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

**Françoise
PRUNIER**

- 7 Attribution d'une subvention à l'association Mouvement Français pour le Planning Familial 34
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

Economie des ressources et du patrimoine

**Frédéric
TSITSONIS**

- 8 Convention tripartite entre la Ville, la SERM et ERDF pour l'éco-quartier PARC MARIANNE
Pour : 56
Adopté à l'unanimité

Projet urbain - Urbanisme et aménagement durable

**Philippe
SAUREL**

- 9 ZAC Nouveau Saint Roch - Approbation du dossier de réalisation
Pour : 55
Abstention : 1 (M. VIGUIE)
Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

**Philippe
SAUREL**

- 10 ZAC Nouveau Saint Roch - Convention de financement Ville / RFF relative aux travaux de reconstitutions des bâtiments et du train parc
Pour : 55
Abstention : 1 (M. VIGUIE)
Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

**Philippe
SAUREL**

- 11 ZAC Nouveau Saint Roch - Programme des équipements publics - Approbation
Pour : 55
Abstention : 1 (M. VIGUIE)
Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Mmes MIRAOU, BLANPIED et PRUNIER, M. ARAGON sortent de la séance. M. LANNELONGE arrive en séance.

**Philippe
SAUREL**

- 12 ZAC Port Marianne - République Concours - Choix d'un urbaniste - Approbation du contrat d'urbaniste-architecte coordonnateur - Désignation de l'équipe attributaire
Pour : 43
Abstention : 6 (Groupe UMP-SE)
Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

**Philippe
SAUREL**

- 13 ZAC Port-Marianne - Rive Gauche - Déclaration de projet
Pour : 47
Abstention : 6 (Groupe UMP-SE)
Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

M. TSITSONIS sort de la séance.

**Philippe
SAUREL**

- 14 Plan local d'urbanisme (PLU) - Quartier Mosson Lieu-dit « Truc de Leuze » - Parcelles TX n°27 à TX n°38
Pour : 52
Adopté à l'unanimité

M. ARAGON revient en séance.

- Philippe SAUREL** 15 Reproduction et commercialisation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et des dossiers relatifs aux procédures d'évolution de ce document - Fixation du prix de vente au public - Nouveaux tarifs
Pour : 53
Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 16 ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde - Parcelles DL n° 441, 442, 443 et 444 - Annulation de conventions de participation
Pour : 53
Adopté à l'unanimité
MM THINES (avec la procuration de Mme BENOUARGHA-JAFFIOL), Hervé MARTIN et DUFOUR sortent de la séance.
- Philippe SAUREL** 17 ZAC Port Marianne - Parc Marianne - Agrément de candidature - SNC VINCI Immobilier Résidentiel (Îlot 12)
Pour : 49
Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 18 ZAC Port Marianne - Parc Marianne - Agrément de candidature BOUYGUES Immobilier (Îlot 17 A)
Pour : 49
Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 19 ZAC Port Marianne - Parc Marianne - Agrément de candidature S.F.H.E. (Îlot 17c)
Pour : 49
Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 20 ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature Tranche 3 - lot 11BisB - Société Méditerranéenne de Construction "Les Villégiales"
Pour : 49
Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 21 ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature - Tranche 3 - lot 11B Société "BACOTEC"
Pour : 49
Adopté à l'unanimité
M. SUDRES sort de la séance.
- Philippe SAUREL** 22 Cession C.A.M. / Ville de Montpellier Parcelle HM 501 - Emprise située entre la rue Du Guesclin et l'avenue Frenay
Pour : 48
Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 23 Convention de servitude de passage de canalisation de gaz souterraine au profit de G.R.D.F. - Parking de la Mosson - Route de Lodève - Parcelle cadastrée LO 62
Pour : 48
Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 24 MONTPELLIER GRAND COEUR - Vente par la Ville à la SERM - Immeuble 2 rue Montpellieret - Cadastre HN 232 Lot - Volume 2
Pour : 48
Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 25 Terrain rue Cité Benoit - Vente à la SARL Euromer et Eurociel
Pour : 48
Adopté à l'unanimité

**Philippe
SAUREL**

- 26 MONTPELLIER GRAND COEUR - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions
Pour : 48
Adopté à l'unanimité

Rénovation urbaine - Logement social

**Christian
BOUILLE**

- 27 MONTPELLIER GRAND CŒUR - Opérations programmées d'amélioration de l'habitat - Attribution de subventions
Pour : 48
Adopté à l'unanimité

Action culturelle - Culture scientifique et technique

**Michaël
DELAFOSSE**

- 28 CENTRE D'ARTS CONTEMPORAINS LA PANACEE « CITE DES ARTISTES » - Résiliation des marchés concernant les lots n°14 - Chauffage Ventilation Climatisation et n° 15 Plomberie (entreprise SUD ENERGIE THERMI)
Pour : 48
Adopté à l'unanimité

M. ARAGON sort de la séance. Mmes MIRAoui et BLANPIED, M. SUDRES reviennent en séance.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 29 Convention de partenariat avec l'Association Montpellier contacts / Radio Clapas Co-production d'un programme radiophonique
Pour : 50
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSE**

- 30 Festival du cinéma d'animation - Convention de partenariat avec l'Association Festival du Cinéma d'Animation de Baillargues, Montpellier et Nomade
Pour : 50
Adopté à l'unanimité

Mme DOMBRE-COSTE sort de la séance. Mme PRUNIER, M. Hervé MARTIN, M. THINES (avec la procuration de Mme BENOuARGHA-JAFFIOL) reviennent en séance.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 31 Restauration de deux tableaux classés au titre des Monuments Historiques - Chapelle de la Miséricorde - Demande de subventions
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSE**

- 32 Culture et Patrimoine - Attributions de subventions à diverses associations culturelles, scientifiques et techniques
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSE**

- 33 Fourniture de services de télécommunications - Appel d'offres ouvert européen
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSE**

- 34 PEGASE - Convention de location de fibres optiques entre la Ville et la Région Languedoc-Roussillon Avenant n°2
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

Michaël DELAFOSSE 35 PEGASE - Convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et SFR - Liaison entre SFR et COGENT : L02770
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

Michaël DELAFOSSE 36 PEGASE - Convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et Completel - Raccordement du client EPITECH
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

Michaël DELAFOSSE 37 PEGASE - Convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et Hérault Télécom - Raccordement d'ABX
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

Cohésion sociale

Patrick VIGNAL 38 Attribution de subvention à l'association Confluences dans le cadre des actions territoriales
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

Mme BECCARIA quitte définitivement la séance. M. DUFOUR revient en séance.

Patrick VIGNAL 39 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre des actions territoriales
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

Qualité de l'espace public

Serge FLEURENCE 40 MARCHE DE MOBILIERS URBAINS PUBLICITAIRES - Attribution du marché
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

Serge FLEURENCE 41 Entretien des plans d'eau, du Lez et des ouvrages de régulation - Marché à bons de commande - Autorisation de signer le marché
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

Serge FLEURENCE 42 Entretien des ruisseaux, des bassins de rétention et de leurs ouvrages hydrauliques - Marché à bons de commande - Autorisation de signer le marché
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

Serge FLEURENCE 43 Modernisation du système d'alerte de crue - Rectification de la délibération n°2009/632
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

Serge FLEURENCE 44 Attribution d'une subvention pour l'association TELA BOTANICA
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

Serge FLEURENCE 45 Réalisation de serrureries dans divers espaces verts de la Ville - Autorisation de signer les marchés
Pour : 53
Adopté à l'unanimité

Mme DOMBRE-COSTE, M. ARAGON, M. TSITSONIS reviennent en séance.

Ressources humaines

**Serge
FLEURENCE**

- 46 MODIFICATION DU TABLEAU DE L'EFFECTIF
Pour : 50
Abstention : 6 (Groupe UMP-SE)
Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Finances communales, Centrale d'achats, Contrôle en gestion

Max LEVITA

- 47 ENJOY - Rapport des administrateurs - Exercice 2009
Le Conseil municipal prend acte de la communication du rapport
Mme AUGÉ-CAUMON quitte définitivement la séance.

Max LEVITA

- 48 SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2009
Le Conseil municipal prend acte de la communication du rapport

Max LEVITA

- 49 SOMIMON - Rapport des administrateurs - Exercice 2009
Le Conseil municipal prend acte de la communication du rapport

Max LEVITA

- 50 TaM - Rapport des administrateurs - Exercice 2009
Le Conseil municipal prend acte de la communication du rapport

Max LEVITA

- 51 Fin d'exercice 2010 - Attribution et ajustement de subventions et cotisations
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

Mme le MAIRE, MM TOUCHON, PASSET, LEVITA et DUFOUR, Administrateurs de la Serm, quittent la séance. Mme le Maire donne la Présidence de séance à M. FLEURENCE.

**Serge
FLEURENCE**

- 52 SERM - Concession Grand Cœur - Garanties d'emprunt - Emprunt de 3 M€ auprès de Dexia et de 3 M€ auprès de Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon
Pour : 50
Adopté à l'unanimité

Mme le MAIRE, MM TOUCHON, PASSET, LEVITA et DUFOUR, Administrateurs de la Serm, reviennent en séance. Mme le Maire reprend la Présidence de séance.

Max LEVITA

- 53 Intégration des résultats 2009 du budget annexe de l'eau au budget principal de la Ville de Montpellier et transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier
Pour : 55
Adopté à l'unanimité

Question d'Actualité sur la Police municipale

Plus rien n'étant à délibérer la séance est levée à 20h50

Madame Le Maire,

Hélène MANDROUX

Registre des délibérations - décisions

Délibérations et annexes

Lundi 04 octobre 2010

Direction Réussite éducative
de la Jeunesse et Sports
Jeunesse et Sports

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 392

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETTITOUT.

Marathon de Montpellier le dimanche 17 octobre 2010 Convention d'occupation du domaine public

Au nom de la Commission, Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

Fidèle à sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension nationale et internationale.

Le Montpellier Athlétique Méditerranée (MAM) organise, avec l'appui de la Ville de Montpellier, « le marathon de Montpellier » le 17 octobre 2010.

Cette épreuve de course à pied se déroulera entièrement sur le territoire de la ville de Montpellier sur une distance officielle de 42,195 km. Le départ et l'arrivée se feront sur la place de la Comédie, soit une seule boucle desservant l'ensemble des quartiers de Montpellier. Les coureurs pourront parcourir cette distance seul, ou sous forme d'un relais libre de 5 à 8 coureurs.

L'objectif de cet événement est d'organiser un des 10 plus importants marathons de France en véhiculant l'image dynamique et sportive de Montpellier ainsi que des valeurs populaires, de convivialité et de bien-être. Pour cela, le MAM et la ville de Montpellier organisent de nombreuses animations sportives et festives sur le parcours et sur le village du marathon situé sur la place de la Comédie les samedi 16 et dimanche 17 octobre.

Pour cette première édition, les organisateurs ont sollicité de nombreux partenaires et habitants afin que le marathon soit une fête pour tous, tout au long du parcours. Ils ont également retenus deux thèmes centraux : la santé et le tourisme. Pour cela, un colloque médico-sportif est organisé et un partenariat avec le CHU est également mis en place sur le thème de la lutte contre l'obésité (organisation d'un relais de 2km). Pour l'aspect touristique, un « pack découverte » de Montpellier est mise en place grâce aux partenariats avec l'Office de Tourisme et les prestataires d'hébergements et de restauration.

Afin de finaliser cette manifestation, une convention d'utilisation du domaine public de la ville, précisant la nature de l'autorisation, sera signée avec les organisateurs et la Ville.

Cette autorisation constituant une subvention en nature eu regard à l'intérêt manifeste que représente cet événement, ce montant ainsi valorisé sera calculé en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2009 fixant les tarifs pour 2010 applicables au domaine public occupé, à savoir la place de la Comédie:

Subvention en nature valorisable pour un montant de $6\,000\text{ m}^2 * 1,40\text{€} * 2\text{ jours} = 16\,800\text{€}$

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente cette manifestation sur le territoire de Montpellier telle prévue par la convention d'occupation du domaine public ci-annexée ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 16 800€ ;
- de dire que ce montant ainsi valorisé sera inscrit au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/10/2010

CONVENTION D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DANS LE CADRE D'UNE MANIFESTATION SPORTIVE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Madame Hélène MANDROUX, Maire de la Ville de Montpellier, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 02 Avril 2008, d'une part
et

L'Association **Montpellier Athlétic Méditerranée**

Représentée par Monsieur **Richard DESCOUX**

Adresse : Stade Philppidés – 2, avenue Charles Flahault – 34090 Montpellier

Téléphones domicile : professionnel : Portable : 0680015952

Courriel :

Président d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Nature de l'autorisation :

La ville de Montpellier accepte de mettre à disposition de l'Association Montpellier Athletic Méditerranée, dans le cadre de l'organisation du **MARATHON de MONTPELLIER**, l'Esplanade-Comédie :

- le 15 octobre 2010 (aménagement Village Marathon)
- le 16 octobre 2010 (fonctionnement du Village)
- le 17 octobre 2010 (village et course)

La ville accepte, également, le déroulement du Marathon dans les rues de Montpellier, le dimanche 17 octobre 2010 (plan ci-joint).

Article 2 – Nature juridique de l'autorisation :

L'occupation consentie est régie par le code général de la propriété des personnes publiques à l'exclusion de toute autre législation.

Différents services municipaux sont concernés :

Service Voirie : arrêtés de stationnement et de circulation.

Police Municipale : présence et rondes sur le village et mise à disposition d'une cinquantaine de policiers municipaux pour la sécurité de la course le 17 octobre.

Affaires Commerciales : autorisation de l'occupation du Domaine Public et déplacement du marché, sur la Comédie, les 15 et 16 octobre.

Service E.U.P. : gestion avec la S.M.N. de la mise en place du personnel de nettoyage et de containers

Service Hygiène : arrêtés de sonorisation.

Service Communication : mise en place des visuels, fourniture du portique Départ et mise en place du plan de communication.

Service Protocole : prêt de matériel, mise en place des coffrets électriques pour alimenter les stands du village et gestion des moments protocolaires (inauguration, remise des prix ...)

Service des Sports : coordination de la manifestation, prise en charge de la location de tentes, W.C. chimiques et du gardiennage du site, prêt de matériel, montage et démontage du village et, aménagement des différents points de ravitaillement sur le circuit, le jour de la course, fourniture de récompenses.

Article 3 – Redevance :

La présente convention est autorisée à titre gratuit pour les occupations du domaine public par des associations à but non lucratif concourant à un intérêt général, en application de l'article L. 2125-1 du code précité.

Cette occupation du domaine public, à titre gratuit, est considérée comme une subvention en nature, valorisable conformément à la délibération du Conseil Municipal, en date du 14 décembre 2009, soit : 6000m² x 1,40€ x 2 jours= 16800€.

Ce montant devra être inscrit dans les comptes de l'Association et dans le compte administratif de la ville.

Article 4 – Prêt en dehors des périodes de gardiennage :

Les clés seront remises à M./Mme.....titre.....

Présent(e) lors de l'activité ou de la réunion

Adresse.....

Téléphones domicile.....professionnel.....portable.....

Le

Et rendues au service des sports de la ville de Montpellier au plus tard leà

Article 5 – Conditions générales :

La présente autorisation est consentie sous les charges et conditions suivantes que l'occupant s'oblige à exécuter et accomplir, à savoir :

Article 5-1 : Assurances :

L'association organisatrice déclare avoir souscrit auprès de compagnies notoirement solvables des polices d'assurance de responsabilité civile. Sa responsabilité serait recherchée à la suite de tous dommages corporels ou matériels survenant durant son activité dans les lieux mis à disposition.

Nom de la compagnie d'assurance.....

Police n° souscrite le.....

Article 5-2 : Renonciation à recours :

La Ville dégage toute responsabilité en ce qui concerne les vols et les accidents survenus dans les lieux mis à disposition pour la manifestation. L'association organisatrice et son assureur renoncent à tout recours contre la ville pour toutes les conséquences pécuniaires qui pourraient résulter à son égard ou à l'égard du public du fait de l'organisation de la manifestation.

Article 5-3 Installations :

L'occupant prend à sa charge les installations et aménagements nécessaires à la manifestation. Il s'oblige de plus, à la fin de celle-ci, à remettre le domaine dans le même état qu'il l'a reçu de manière à ce qu'il ne souffre d'aucun préjudice, ni d'aucune dégradation.

Article 5-4 Sécurité :

L'utilisation des lieux devra se faire dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs. L'occupant s'engage à mettre en place toutes les normes de sécurité nécessaires pendant le déroulement de la manifestation et à les faire respecter. Il devra dès lors exécuter ou faire exécuter toute prescription rendue nécessaire par le respect des dites normes.

Article 5-5 Frais :

L'utilisateur prendra à sa charge l'ensemble des frais d'organisation engendrés par la manifestation.

Article 5-7 Publicité :

Aucune banderole ou support publicitaire ne devra être apposé sur l'installation mise à disposition, sans accord préalable de la Ville de Montpellier.

L'Organisateur communiquera la liste des sponsors et partenaires lors de cette manifestation, et précisera, s'il y a lieu, l'heure de remise des prix.

L'affichage sauvage est interdit sur le domaine public. Des sanctions et pénalités sont prévues. Une procédure pourra être engagée en cas d'infraction constatée.

Article 6 - Compétence juridictionnelle :

Dans les cas où un différent naîtrait sur l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord amiable dans le délai de 15 jours et après mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier

Article 7 - Procédure d'urgence :

En cas de graves problèmes, lorsque le personnel du service des sports n'est pas présent, contacter les pompiers (le 18) qui vous mettront en relation avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville de Montpellier.

Signature du Responsable
Précédée de la mention « lu et approuvé »

P/ Madame le Maire
de la Ville de Montpellier
L'Adjointe Déléguée au Sport Solidaire

Sophie BONIFACE-PASCAL

Convention à signer et dater, 1^{ère} page à parapher.

Présence des logos « Ville de Montpellier » sur tous documents en rapport avec cette convention.
Tous les documents de communication : affiches, programmes, flyers doivent être validés par la Ville de Montpellier

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETTOUT.

Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2010-2011

Au nom de la Commission, Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative.

La Ville de Montpellier attribue par an à 200 associations, plus de 75 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements.

L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement de disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que constitue l'attribution de créneaux. Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente un montant de 2 856 810 €.

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés sont calculés en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2009 fixant les tarifs pour 2010 applicables au domaine public occupé.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représentent la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste ;
- de dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer les conventions afférentes.

Le Conseil adopte.

Pour ~~ex~~ **conforme**, Madame le Maire



Hélène MANDELOUX

Publiée le : 05/10/2010

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE
PAR UNE ASSOCIATION DE LA VILLE DE MONTPELLIER

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 02 Avril 2008, d'une part

et

L'Association :
Représentée par Monsieur/Madame
Adresse
Téléphones domicile professionnel portable
Courriel

dont les statuts ont été déposés en Préfecture sous le numéro :
D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : OBJET ET DESIGNATION DES EQUIPEMENTS

La Ville de MONTPELLIER met à la disposition les équipements sportifs dont les plannings d'occupation sont joints (voir annexes).

Article 2 : CONDITIONS

Le représentant de l'association pourra désigner un correspondant qui sera l'interlocuteur privilégié de la Direction Réussite Educative de la Jeunesse et Sports.

L'association exprimera par écrit ses besoins en équipements sportifs avant le 16 mai précédant la nouvelle saison sportive.

La Direction Réussite Educative de la Jeunesse et Sports et après étude de toutes les demandes, établira la planification des équipements pour l'année sportive. Elle en informera ensuite l'association par écrit.

L'association s'engagera à respecter les plages d'utilisation qui lui sont attribuées. En cas de non utilisation, la Direction de la Réussite Educative de la Jeunesse et Sports réserve le droit de disposer de ces créneaux horaires.

L'association prend l'immeuble en l'état et déclare en avoir une parfaite connaissance. L'association doit restituer dans un état identique l'équipement sportif après chaque utilisation de ses adhérents et licenciés et en contrôlera les entrées.

La Direction Réussite Educative de la Jeunesse et Sports se réserve le droit de mettre en indisponibilité les équipements sportifs, en cas de manifestations exceptionnelles, pour des travaux de sécurité ou d'entretien ou fermeture annuelle nécessaire.

Si l'association souhaite utiliser l'équipement pour une manifestation ou des horaires exceptionnels, une autorisation préalable doit être formulée par écrit à la Direction des Sports et Jeunesse au moins 30 jours à l'avance.

L'utilisation des installations sportives pendant les vacances scolaires doit faire l'objet d'une demande écrite au moins 30 jours à l'avance.

L'association occupera les lieux pour des activités sportives conformes à son objet social. Elle devra se conformer rigoureusement pour l'exercice de ses activités aux lois, règlements, prescriptions administratives, et plus particulièrement en matière de sécurité ainsi qu'aux contraintes spécifiques des sports pratiqués.

La Ville de MONTPELLIER se réserve un droit d'accès discrétionnaire dans l'équipement mis à disposition.

Article 3 : REDEVANCE

La présente convention est autorisée à titre gratuit pour les occupations du domaine public par des associations à but non lucratif concourant à un intérêt général, en application de l'article L 2125-1 du code précité.

Cette occupation du domaine public à titre gratuit est considérée comme une subvention en nature valorisable conformément à la délibération du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2009 soit :

Installations	Nombre d'heures	Prix de l'heure	Total
Gymnases, installations d'athlétisme		45,00 €	
Mur d'escalade, skate-park, court de tennis		40,00 €	
Terrains		35,00 €	
Plateaux sportifs		7,00 €	
Montant valorisable			

Ce montant devra être inscrit dans les comptes de l'association et dans le compte administratif de la Ville.

Article 4 : REGLEMENT INTERIEUR

Le contrôle de l'utilisation des installations sportives sera assuré par les représentants de la Direction Réussite Educative de la Jeunesse et Sports qui ont pour mission la mise en application du règlement intérieur des équipements sportifs qui sera consultable dans lesdits équipements. Le règlement intérieur sera affiché au sein de chaque installation et devra être scrupuleusement observé.

Article 5 : ENCADREMENT DE L'ACTIVITE

L'association doit joindre à la convention la photocopie des diplômes du personnel encadrant soit le Brevet d'Etat de la discipline ou les brevets fédéraux. En outre, les diplômes et l'affiliation fédérale lorsqu'elle existe, doivent être affichés.

Article 6 : RESPONSABILITE

Les utilisateurs des équipements sportifs sont placés sous la responsabilité de l'association. L'encadrement, conforme aux réglementations et dont la qualification sera reconnue par la réglementation en vigueur pour l'encadrement et l'enseignement de la discipline, doit être présent du début à la fin des plages horaires attribuées par la Direction Réussite Educative de la Jeunesse et Sports.

Article 7 : BUVETTE

L'installation d'une buvette est réglementée par les articles L.333-1 et suivants et R. 3332-4 et suivants du Code de la Santé Publique, l'arrêté du 22 août 1991, le décret 92-880 du 26 août 1992 modifié par le décret 93-846 du 8 juin 1993.

L'association devra strictement se conformer à la réglementation en vigueur. Toute installation lors d'une compétition devra faire l'objet d'une demande préalable auprès du service des Affaires Commerciales de la Ville de MONTPELLIER.

Article 8 : PUBLICITE

Aucune publicité ne pourra être apposée dans un équipement sportif sans l'accord préalable de la Direction Réussite Educative de la Jeunesse et Sports. Celle-ci sera conforme à la réglementation en vigueur.

Article 9 : ASSURANCE

L'utilisateur devra justifier d'une assurance couvrant les risques de responsabilité civile et autres, ainsi que les conséquences de tous accidents, y compris ceux pouvant être éventuellement causés par ou à des tiers. Il appartient aussi aux utilisateurs de garantir contre l'incendie, le matériel et le mobilier leur appartenant.

Ils ne pourront exercer aucun recours contre la Ville en cas de vol ou trouble de nuisances.

Nom de la compagnie d'assurance.....

Police n° souscrite le.....

Article 10 : SOUS-LOCATION - CESSIION

En aucun cas, l'association ne pourra prêter ou louer de sa propre initiative les installations municipales mises à sa disposition par la Ville.

Article 11 : DUREE - RECONDUCTION

La présente mise à disposition est consentie par la Ville de MONTPELLIER pour une année concernant la période allant de la rentrée scolaire au 19 juin de l'année suivante.

L'occupant ne pourra, à aucun moment, se prévaloir d'une location, même si la mise à disposition est continue dans le temps. Il renonce expressément à toute instance et toute action contre la Ville pour quelque motif que ce soit.

Article 12 : MODIFICATION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 13 : DISPOSITIF SOCIAL

En contre partie de cette mise à disposition à titre gracieux, l'association s'engage à accueillir et à prendre en charge tous les frais inhérents à l'activité sportive d'un nombre d'enfants (maximum 5 à définir au moment de la signature avec le club) dont la famille est en situation de précarité ; les noms des bénéficiaires de ce dispositif social seront communiqués par le service des sports.

Article 14 : RESILIATION

La convention pourra être résiliée de plein droit et sans aucune indemnisation après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de deux semaines, en cas de non respect par l'association des dispositions de la convention et notamment dans les cas suivants :

- * - non respect de la vocation sportive des installations
- * - non respect des règlements d'utilisation des installations par les utilisateurs,
- * - en cas de force majeure pour des motifs tenant à l'intérêt général ou au bon ordre public,
- * - non respect des plannings d'utilisation déterminés par l'autorité municipale,

Article 15 : PROCEDURE D'URGENCE :

En cas de graves problèmes, lorsque le personnel du service des sports n'est pas présent, contacter les pompiers (le 18) qui vous mettront en relation avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville de Montpellier.

P/Madame le Maire

Le Représentant de l'Association

L'Adjointe déléguée au Sport Solidaire
Sophie BONIFACE-PASCAL



Convention à signer et dater, pages à parapher.

Joindre obligatoirement à la présente convention, une attestation d'assurance en cours de la validité et le(s) diplôme(s) de(s) animateur(s).

La présente convention est à retourner à :

Madame le Maire,

Hôtel de Ville

1 Place Francis Ponge,

34064 MONTPELLIER Cedex 02

ASSOCIATIONS SPORTIVES
Créneaux annuels
SAISON 2010-2011

ASPTT Basket	Gymnase Le Hetet	15	495	45 €	22 275,00 €	22 275,00 €
MUC Basket	Gymnase Cerdan	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
ARECREE	Gymnase Ramel	4,5	148,5	45 €	6 682,50 €	6 682,50 €
Croix d'Argent Basket	Gymnases: Couderc Gambardella Olympie	43,5	1435,5	45 €	64 597,50 €	64 597,50 €
ARM Association Ravinala Montpellier	Gymnases Rabelais et Ramel	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
Montpellier handiplus	Gymnase Cerdan et salle Rigoulot	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
Ass Etudiants Mahorais Montpellier	Gymnase Gambardella	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
Montpellier Basket Mosson	Gymnase: Bouin, Rimbaud, Couberlin	23,5	775,5	45 €	34 897,50 €	34 897,50 €
Basket Lattes Montpellier Agglomération	Gymnases Jouanique et Cerdan	23	759	45 €	34 155,00 €	34 155,00 €
Montpellier Badminton	Gymnase Les Garrigues et Veyrassi	20,5	676,5	45 €	30 442,50 €	30 442,50 €
IBM Badminton	Gymnase Bessière	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
Crèche Costebelle	Gymnase dojo Bessière	1	33	45 €	1 485,00 €	1 485,00 €
CAEI - PJJ	Gymnase Le hetet	3,5	115,5	45 €	5 197,50 €	7 507,50 €
	Terrain Grammont	2	66	35 €	2 310,00 €	
Cirque Balthazar	Gymnase Ramel	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
Montpellier Culture sport adapté	Salle Batteux	7,5	247,5	45 €	11 137,50 €	11 137,50 €
ASPTT Danse	Gymnase Le Hetet	10,75	354,75	45 €	15 963,75 €	15 963,75 €
ASPTT Gymnastique	Gymnase le Hetet	37	1221	45 €	54 945,00 €	54 945,00 €
MUC Gymnastique	Gymnase L. Nègre	3	99	45 €	4 455,00 €	4 455,00 €
La Garriga	Gymnase Blanchard	5	165	45 €	7 425,00 €	7 425,00 €
MAA'TI	Salle La Babote	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €

ASSOCIATIONS SPORTIVES
Créneaux annuels
SAISON 2010-2011

FFEPGV Tesse	Gymnase Ostermeyer	2,5	82,5	45 €	3 712,50 €	3 712,50 €
Majors Girls	gymnases Bessière et Olympie	2,5	82,5	45 €	3 712,50 €	3 712,50 €
GEM Gambetta	Salle La Babote	3,5	115,5	45 €	5 197,50 €	5 197,50 €
As PSOAS	Salle La Babote	3	99	45 €	4 455,00 €	4 455,00 €
APRES	Salle Batteux	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
CAC St François	Salle Dojo Babote	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
NATARAJA	Salle La Babote	7	231	45 €	10 395,00 €	10 395,00 €
KARAKWELA	Gymnase Ramel	6	198	45 €	8 910,00 €	8 910,00 €
Appel du Geste Actuel	Gymnase Le hetet	3	99	45 €	4 455,00 €	4 455,00 €
Gym relax	Salle La Babote	12,5	412,5	45 €	18 562,50 €	18 562,50 €
Montpellier GRS	Salle Duncan	25,5	841,5	45 €	37 867,50 €	37 867,50 €
Retraite Sportive	Salle Duncan	3	99	45 €	4 455,00 €	4 455,00 €
Majorette Paillade les Impériales	Gymnase Boulin	1,5	49,5	45 €	2 227,50 €	2 227,50 €
CEP Montpellier Gym	Gymnase L. Negre	60	1980	45 €	89 100,00 €	89 100,00 €
Les Orientales	Salle La Babote	7	231	45 €	10 395,00 €	10 395,00 €
GV Cévennes	Salle Duncan	7	231	45 €	10 395,00 €	10 395,00 €
Les Gazelles d'Orient	Salle La Babote	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
Gym Suédoise Montpellier	Salle La Babote	1	33	45 €	1 485,00 €	1 485,00 €
D'un Monde à l'Autre	Salle La Babote	5	165	45 €	7 425,00 €	7 425,00 €
Université Tiers Temps	Salle Duncan	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
FODEEP	Salle La Babote	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
Pom Pom Girls	Gymnase Bessière	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €

ASSOCIATIONS SPORTIVES
Créneaux annuels
SAISON 2010-2011

IBM Yoga	Gymnase Bessière	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
U.N.S.S	Gymnases	24,5	808,5	45 €	36 382,50 €	36 382,50 €
Chemin des Cimes	Terrain Delylle	1,5	49,5	35 €	1 732,50 €	13 612,50 €
	Gymnase bessière et Blanchard	8	264	45 €	11 880,00 €	
AEPT (polynésiens)	Gymnase cerdan	3	99	45 €	4 455,00 €	4 455,00 €
ASPTT Omnisports	Gymnases	8	264	45 €	11 880,00 €	11 880,00 €
CREPS	Gymnase dojo Ferrari	9	297	45 €	13 365,00 €	13 365,00 €
Agropolis	Gymnases Rimbaud et les arts	5	165	45 €	7 425,00 €	10 890,00 €
	TerrainsGrammont et Mosson	3	99	35 €	3 465,00 €	
Club sportifs des sourds	Terrain Grammont	2	66	35 €	2 310,00 €	8 250,00 €
	Gymnase Rimbaud et Bouin	4	132	45 €	5 940,00 €	
Jeunes Musulmans de France	Terrain Mosson	2	66	35 €	2 310,00 €	8 250,00 €
	Gymnase Bouin	4	132	45 €	5 940,00 €	
CASC Agglomération	Gymnase Olympie	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
BDS Polytech	Gymnase Rimbaud	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
AS Cévennes Futsal	Terrains	7	231	35 €	8 085,00 €	30 360,00 €
	Gymnases	15	495	45 €	22 275,00 €	
AJPPN Futsal	Terrains	30	990	35 €	34 650,00 €	46 530,00 €
	Gymnases	8	264	45 €	11 880,00 €	
Espoir Avenir	Terrain P. Valéry	12	396	35 €	13 860,00 €	21 285,00 €
	Gymnase Cerdan	5	165	45 €	7 425,00 €	

ASSOCIATIONS SPORTIVES
Créneaux annuels
SAISON 2010-2011

Génération Millénaire Futsal	Gymnase Bessière	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
Génération St Clément	Gymnase Ostermeyer	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
Force Citoyenne Culturelle	Gymnase Bouin	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
Montpellier Petit bard Futsal	Gymnases Bessière et Cerdan	3,5	115,5	45 €	5 197,50 €	5 197,50 €
Stade Lunaret	Gymnase Batteux	4	132	45 €	5 940,00 €	22 110,00 €
	Terrains	14	462	35 €	16 170,00 €	
UFOLEP 34	Gymnase Bouin et Batteux	7	231	45 €	10 395,00 €	10 395,00 €
Montpellier Agglo Futsal	Gymnases Bouin et Batteux	5,5	181,5	45 €	8 167,50 €	8 167,50 €
ASEM Foot salle	Gymnases Batteux et Rimbaud	7,5	247,5	45 €	11 137,50 €	11 137,50 €
E.J.D	Salle Batteux	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
Montpellier Futsal	Salle Batteux	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
Olympique Petit bard Futsal	Salle Batteux	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
Sport Insertion Jeunes	Gymnase Busnel	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
Comité handball	Gymnase Bessière	4,5	148,5	45 €	6 682,50 €	6 682,50 €
Montpellier Handball	Gymnases Spinosi, Rabelais, Olympie	50,5	1666,5	45 €	74 992,50 €	74 992,50 €
Montpellier Chamberte Handball	Gymnase Cerdan	6,5	214,5	45 €	9 652,50 €	9 652,50 €
MUC Handball	Gymnase Spinosi, Ostermeyer et Busnel	41	1353	45 €	60 885,00 €	60 885,00 €
Athlétic Club Montpellier	PUS Veyrassi	16	528	45 €	23 760,00 €	23 760,00 €
Dragons Taem Tae Kwon Do	Salle Rigoulot	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
Comité Départemental Sport Adapté	Terrain Beal	1,5	49,5	35 €	1 732,50 €	4 702,50 €
	Boulodrome	2	66	45 €	2 970,00 €	
Occitanie Pétanque	Boulodrome B. Gasset	13,5	445,5	45 €	20 047,50 €	20 047,50 €

ASSOCIATIONS SPORTIVES
Créneaux annuels
SAISON 2010-2011

ASPTT Judo	Dojo Bessière	17	561	45 €	25 245,00 €	25 245,00 €
Boxing Club Montpellierain	Salle Lachenal	34	1122	45 €	50 490,00 €	50 490,00 €
Full contact 34	Gymnases Jouanique, Duncan	9	297	45 €	13 365,00 €	13 365,00 €
Mosson Full Contact	Salle Brel	22	726	45 €	32 670,00 €	32 670,00 €
MUC Lutte	Gymnase Dojo Jouanique	11,5	379,5	45 €	17 077,50 €	17 077,50 €
Académie de Boxe Française Montpellier	PUS Veyrassi	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
Arte Populaire	Salle Dojo Babote	9,25	305,25	45 €	13 736,25 €	13 736,25 €
IKOK	Salle Dojo Babote	3	99	45 €	4 455,00 €	4 455,00 €
Bujinkan Dojo Hérault	Salle Dojo Babote	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
Do Contact	Pus Veyrassi et Dojo Bessière	7,5	247,5	45 €	11 137,50 €	11 137,50 €
Tae Kwon Do Montpelliérain	Dojo Ferrari et salle Duncan	11	363	45 €	16 335,00 €	16 335,00 €
Coaching Self Control	Dojo Spinosi	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
Ecole de Muay thai	Dojo Jouanique	5,5	181,5	45 €	8 167,50 €	8 167,50 €
Ass SENZALA	Gymnases Ferrari, Blanchard, Babote	21	693	45 €	31 185,00 €	31 185,00 €
Budjinkan Dojo Montpellier	PUS Veyrassi	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
Montpellier Ecole Aikido Traditionnel	Dojo Veyrassi, Garrigues, Ferrari	7,5	247,5	45 €	11 137,50 €	11 137,50 €
Bozendo Montpellier	Dojo Spinosi	6,5	214,5	45 €	9 652,50 €	9 652,50 €
Aikido Montpellier	Dojo Spinosi	8,5	280,5	45 €	12 622,50 €	12 622,50 €
MUC Aikido	Dojo Bessière	1,5	49,5	45 €	2 227,50 €	2 227,50 €
Cercle Aikido Montpelliérain	Salle La Babote	1,5	49,5	45 €	2 227,50 €	2 227,50 €
Gringo Top Team	Dojo Garrigues	6	198	45 €	8 910,00 €	8 910,00 €
Otsuka Wado Ryu	Dojo Spinosi	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €

ASSOCIATIONS SPORTIVES
Créneaux annuels
SAISON 2010-2011

La Maison du Judo	Dojo Ferrari	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
Ligue LR de judo	Dojo Ferrari	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
Jita Kyoei judo 34	PUS Veyrassi	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
Stratégie et Maîtrise de l'Adversaire	Dojo Spinosi	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
Montpellier Agglomération Karaté	Dojo Ferrari et Dojo Babote	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
IBM Judo	Dojo Bessière	7	231	45 €	10 395,00 €	10 395,00 €
Body Fighting Club	Dojo La Babote	3	99	45 €	4 455,00 €	4 455,00 €
ASPTT Tennis	Gymnase Le Hetet	5,5	181,5	45 €	8 167,50 €	8 167,50 €
Montpellier Tennis de Table	Gymnase Achille	43	1419	45 €	63 855,00 €	63 855,00 €
Société de Tir de Montpellier	Stand de Tir	25,75	849,75	45 €	38 238,75 €	38 238,75 €
Les Arquebusiers du Midi	Stand de Tir	6	198	45 €	8 910,00 €	8 910,00 €
Cercle de Tireurs Indépendants	Stand de Tir	7,5	247,5	45 €	11 137,50 €	11 137,50 €
Club de Tir Sportif Montpelliérain	Stand de Tir	3	99	45 €	4 455,00 €	4 455,00 €
As Montpelliérain Tir Educatif	Stand de Tir	5	165	45 €	7 425,00 €	7 425,00 €
Association Sportive Montpelliéraine	Stand de Tir	14	462	45 €	20 790,00 €	20 790,00 €
Montpellier Arc Club	Gymnase Spinosi et Ferrari	73	2409	45 €	108 405,00 €	108 405,00 €
Rollers School Montpellier	Gymnases Batteux et Ramel	16	528	45 €	23 760,00 €	23 760,00 €
Montpellier Rollers	Salle Batteux	31	1023	45 €	46 035,00 €	46 035,00 €
Funny Riders	Salle Batteux	8,5	280,5	45 €	12 622,50 €	12 622,50 €
Volley Loisirs Montpelliérain	Gymnases	21	693	45 €	31 185,00 €	31 185,00 €
Come On	Gymnase Rimbaud	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
SAMA	Gymnase Ramel	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €

ASSOCIATIONS SPORTIVES
Créneaux annuels
SAISON 2010-2011

AS Loisirs Jeunes Croix d'argent	Gymnases	66	2178	45 €	98 010,00 €	98 010,00 €
ASBAM Volley	Gymnase Les Arts	35,5	1171,5	45 €	52 717,50 €	52 717,50 €
As 3ème Mi Temps	Gymnase Ramel	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
Montpellier Volley	Palais Coubertin et gymnase Garrigues	46	1518	45 €	68 310,00 €	68 310,00 €
SANOFI	Gymnase Bouin	2	66	45 €	2 970,00 €	2 970,00 €
Montpellier Volley Ball Antigone	Gymnases Bessière et Ramel	6	198	45 €	8 910,00 €	8 910,00 €
Les Calédoniens AET	Gymnases	4	132	45 €	5 940,00 €	8 250,00 €
	Terrain Vega	2	66	35 €	2 310,00 €	
Volley loisir Compétition Antigone	Gymnases Gambardella et Olympie	8	264	45 €	11 880,00 €	11 880,00 €
IBM Montpellier Volley	Gymnase Bessière	4	132	45 €	5 940,00 €	5 940,00 €
ASPTT Volley	Gymnase Le hetet	18,5	610,5	45 €	27 472,50 €	27 472,50 €
ACM	Grammont 1	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
AGROPOLIS	Grammont 10	1	33	35 €	1 155,00 €	10 890,00 €
	Terrain Rugby Mosson	2	66	35 €	2 310,00 €	
	Gymnase Les Arts	3	99	45 €	4 455,00 €	
	Gymnase Rimbaud	2	66	45 €	2 970,00 €	
ALLO ZOULOU FC	Grammont 8	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
AS.PARALYSÉS DE France	PEPS Grammont	2	66	7 €	462,00 €	462,00 €
AMICALE HERAULT FOOT	Grammont 1	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
ARCEAUX MPT FOOT	Alain Delylle Cité Astruc	33	1089	35 €	38 115,00 €	38 115,00 €
ASEM FOOTBALL	Mosson 3	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
ASTAC	Gil Fayard	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
ATLAS PAILLADE	Mosson 1					
	Mosson 4	39	1287	35 €	45 045,00 €	45 045,00 €
ATTITUDE	Skatepark	32	1056	40 €	42 240,00 €	42 240,00 €
ASSOCIATION AVENIR 34	Mosson 2	4	132	35 €	4 620,00 €	4 620,00 €
BLEU VERTIGE	Mur Alain Achille	44	1452	40 €	58 080,00 €	58 080,00 €
BOUTAGHATE	Mosson 1					
	Mosson 3	4	132	35 €	4 620,00 €	4 620,00 €
CARPE DIEM	Grammont 11	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
AS CELLENEUVE	Terrain Combettes	23,5	775,5	35 €	27 142,50 €	27 142,50 €
CFAS L.R.	Mosson 1	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €

ASSOCIATIONS SPORTIVES
Créneaux annuels
SAISON 2010-2011

C.S CHEMNINOTS FOOT.	Terrain Cholet	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
ECOLE DE CHIMIE	Terrain Jeu de Mail	3	99	35 €	3 465,00 €	3 465,00 €
.C.H.U. Montpellier	Mur Alain Achille	2	66	40 €	2 640,00 €	2 640,00 €
.C.R.S.U.	Alain Delylle	2	66	35 €	2 310,00 €	23 100,00 €
	Grammont 10	4	132	35 €	4 620,00 €	
	Grammont 2	4	132	35 €	4 620,00 €	
	Rugby Veyrassi	4	132	35 €	4 620,00 €	
	Terrrain Véga	4	132	35 €	4 620,00 €	
	Terrain Paul Valéry	2	66	35 €	2 310,00 €	
ECUREUIL LANGUEDOC	Grammont 1	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
FITZPATRICKS Celtic FC	Grammont 8	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
GOLF Club Défense MPT	Grammont 1	5	165	35 €	5 775,00 €	5 775,00 €
GRAMMONT UNITED	Grammont 2	1	33	35 €	1 155,00 €	1 155,00 €
GROUPE DECISION	Grammont 2	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
ASCHOSPITALIERE	Terrain Fourcade	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
C.S.IBM	Grammont 11	4	132	35 €	4 620,00 €	4 620,00 €
INTER MONTPELLIER	Terrain Paul Valéry	4	132	35 €	4 620,00 €	4 620,00 €
JOGA F.C.	Grammont 10	1	33	35 €	1 155,00 €	1 155,00 €
JUVENAL ANTIGONE	Terrain Pompignane	8	264	7 €	1 848,00 €	1 848,00 €
JUVENTUS B.S.C. News	Grammont 10	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
LAGON DE MAYOTTE	Grammont 2	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
OLYMPIQUE FC LA RAUZE	Béal B	2	66	7 €	462,00 €	2 772,00 €
	Robert Granier	2	66	35 €	2 310,00 €	
LANGUEDOC ROUSSILLON FOOTBALL	Grammont 11	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
RACING CLUB LEMASSON	Bernard Giambrode	28	924	35 €	32 340,00 €	36 960,00 €
	Terrain Cholet	4	132	35 €	4 620,00 €	
LIGUE DE TENNIS	Grammont 11	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
LOCOMOTIV ROGERS	Père Prévost	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
MONTPELLIER ATHLETIC MÉDITERRANÉE	Alain Delylle	2,75	90,75	45 €	4 083,75 €	30 813,75 €
	Stade Philippides	18	594	45 €	26 730,00 €	
M.A.R.C.	Stade Philippides	8	264	45 €	11 880,00 €	11 880,00 €
U.S. MARGERIDE	Grammont 11	1	33	35 €	1 155,00 €	1 155,00 €
MATTANIA	Mosson 2	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
MONTPELLIER ATHLETISME	Stade Philippides	13	429	45 €	19 305,00 €	19 305,00 €
MONTPELLIER BASEBALL	Terrain Veyrassi	49,5	1633,5	35 €	57 172,50 €	57 172,50 €
MONTPELLIER FOOT AMERICAIN	Rugby Veyrassi	12	396	35 €	13 860,00 €	13 860,00 €
MONTPELLIER HERAULT	Grammont 11	17,5	577,5	35 €	20 212,50 €	31 185,00 €
	Grammont 8	4	132	35 €	4 620,00 €	
	Grammont 9	5,5	181,5	35 €	6 352,50 €	
FEDERATION MONTPELLIÉRAINE FOOT 7	Terrain Fourcade	3	99	35 €	3 465,00 €	3 465,00 €
MONTPELLIER 11 S.C.	Grammont 8	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
MUC FOOTBALL	Jeannot Vega	16,5	544,5	35 €	19 057,50 €	20 674,50 €
	Jeu de Mail	7	231	7 €	1 617,00 €	

ASSOCIATIONS SPORTIVES
Créneaux annuels
SAISON 2010-2011

FC MUTUELLE MOTARDS	Mosson 2	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
OLYMPIQUE MPT MILLÉNAIRE	Grammont 11	4	132	35 €	4 620,00 €	4 620,00 €
ORANGE France MPT	Grammont 1	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
PAILLADE MERCURE	Mosson 1					
	Mosson 4	7	231	35 €	8 085,00 €	8 085,00 €
FC PETIT BARD	Foot Bel Air	33	1089	35 €	38 115,00 €	38 115,00 €
POLICE MUNICIPALE Ass Omnis.	Grammont 11	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
B.D.E. POLYTECH MPT	Mosson 3	2	66	35 €	2 310,00 €	2 310,00 €
POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	Grammont 11	2	66	35 €	2 310,00 €	
	Foot Pompignagne	4	132	7 €	924,00 €	3 234,00 €
ASPTT FOOTBALL	Grammont 10					
	Grammont 11					
	Grammont 9	52,5	1732,5	35 €	60 637,50 €	
	Futsal Batteux	2	66	45 €	2 970,00 €	63 607,50 €
REPRISE DE VOLÉE	Grammont 10					
	Grammont 2	3	99	35 €	3 465,00 €	3 465,00 €
ST-MARTIN GAZELEC	Claude Béal B	20	660	7 €	4 620,00 €	
	Béal Honneur	3	99	35 €	3 465,00 €	
	Grammont 1	4	132	35 €	4 620,00 €	
	Robert Granier	22	726	35 €	25 410,00 €	38 115,00 €
SOLIDARITÉ DOM TOM	Mosson 2	4	132	35 €	4 620,00 €	4 620,00 €
COMITÉ DÉP. SPORT ADAPTÉ	Boulodrome Gasset	1,5	49,5	45 €	2 227,50 €	
	Béal B	2	66	7 €	462,00 €	2 689,50 €
SPORT TAMBOURIN	Foot Jeu de Mail	4	132	7 €	924,00 €	924,00 €
UFOLEP FOOTBALL	Grammont 1	2	66	35 €	2 310,00 €	
	Grammont 2	2	66	35 €	2 310,00 €	
	Mosson 1	2	66	35 €	2 310,00 €	
	Mosson 2	2	66	35 €	2 310,00 €	
	Mosson 3	2	66	35 €	2 310,00 €	
						11 550,00 €
UNION MPT DÉVELOP.	Mosson 2					
	Mosson 3					
	Mosson 4	6	198	35 €	6 930,00 €	
	Terrain Gémeaux	4	132	7 €	924,00 €	7 854,00 €
U.N.S.S.	Athlétisme Alain Delyll	2,5	82,5	35 €	2 887,50 €	
	Mosson 3	4	132	35 €	4 620,00 €	7 507,50 €
AS UNIVERSITÉ MPT 2						
	Foot Jeu de Mail	2	66	7 €	462,00 €	462,00 €
TOTAL						2 856 810,00 €

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMBEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subvention – Université Montpellier 1 Soutien à des étudiants haïtiens suite à la catastrophe naturelle du 12 janvier 2010

Au nom de la Commission, Michel PASSET rapporte :

Dans le cadre du développement des actions de solidarité, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse et Sports aide les jeunes à poursuivre leurs cursus universitaires et ainsi leur permettre d'être acteurs de leur avenir.

Toutes ces actions s'inscrivent dans la continuité du programme de réussite éducative de la Ville de Montpellier.

Suite à la catastrophe naturelle qui a durement touché Haïti le 12 janvier 2010, un processus d'aide a été mis en place par la Conférence des Présidents d'Université, l'Agence Inter-établissement de Recherche et de Développement, l'Agence Universitaire de la Francophonie, le Centre National des Œuvres Universitaires et Scolaires, le Ministère de l'Enseignement Supérieure et de la Recherche et le Ministère des Affaires Etrangères, pour accueillir et prendre en charge, à partir de septembre 2010, des étudiants Haïtiens en M1 M2 et doctorat.

Pour l'ensemble des universités françaises, 231 dossiers ont été retenus sur les 15 000 présentés par l'Ambassade de France en Haïti. Les billets d'avions des étudiants concernés sont pris en charge par le Ministère, les CROUS s'engagent à réserver une chambre pour l'installation de chaque étudiant.

L'université Montpellier 1 a souhaité offrir trois possibilités d'inscription en première année de Master Droit, de Sciences Economiques, de Gestion ou de STAPS et pour mener cette action a demandé à la Ville de subvenir à leurs frais de vie et d'études en contribuant au financement d'une bourse à hauteur de 1 000 € par étudiant soit un montant total de 3 000 €.

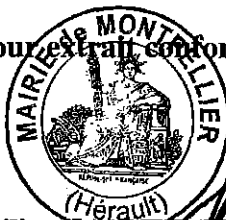
Afin d'assurer le succès de cette action, et ainsi permettre à trois jeunes haïtiens de suivre leurs scolarités dans des conditions favorables, il est proposé de répondre favorablement à la demande de l'Université Montpellier 1 en lui attribuant l'aide souhaitée s'élevant à **3 000 €**.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer à l'Université Montpellier 1, une subvention d'un montant de **3 000 €**,
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au BP 2010 (nature 6574, fonction 422, LC 1937),
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 05/10/2010

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETTITOUT.

Mise à disposition d'un espace d'exposition à l'Espace Montpellier Jeunesse pour les jeunes artistes de Montpellier

Au nom de la Commission, Michel PASSET rapporte :

L'Espace Montpellier Jeunesse met à la disposition des jeunes âgés entre 13 et 29 ans, un nouvel espace d'exposition situé dans le hall d'entrée du rez-de-chaussée, au 6 rue Maguelone. A deux pas de la Comédie, dans un lieu fréquenté par un public jeune, l'Espace offre une visibilité maximum pour partager des travaux artistiques, des photos, des récits de voyage.

Cette action s'inscrit pleinement dans la continuité du programme de réussite éducative de la Ville de Montpellier. Par l'intermédiaire de son Service Jeunesse et Sports, la Ville désire soutenir toutes les actions, les initiatives qui vont dans le sens de l'intégration des jeunes, leurs implications dans la vie de la cité. Pour se réaliser, se construire, la jeunesse a besoin de laisser exploser ses talents, sa créativité, s'exprimer, d'aller au bout des projets qui sont les siens.

Ce nouvel outil d'expression mis à disposition gracieusement, est également l'occasion pour ces jeunes d'exposer leurs premières expositions personnelles dans des conditions techniques professionnelles.

Pour participer, les artistes, seuls ou en collectif, doivent respecter les règles de l'appel à candidature et signer le règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'accepter la mise à disposition gracieuse d'un espace d'exposition au service jeunesse pour les jeunes de 13 à 29 ans,
- d'accepter le règlement et le dossier de candidature type ci-joint annexés,
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Règlement pour les expositions à l'Espace Montpellier Jeunesse

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique de réussite éducative et de cohésion sociale, propose un lieu d'exposition à **ESPACE MONTPELLIER JEUNESSE**, situé 6 rue Maguelone à Montpellier.

ARTICLE 1 – Définition

L'objectif de la Ville de Montpellier est, d'une part, de faire connaître et promouvoir des artistes Montpelliérains, et d'autre part de permettre au public de l'Espace Montpellier Jeunesse d'avoir accès à des travaux d'artistes. Il s'agit de peintures, dessins, photographies et de toute composition du domaine des arts plastiques.

ARTICLE 2 – Bénéficiaire(s)

Le jeune doit être âgé de 13 à 29 ans lors du dépôt de son dossier et doit justifier d'une domiciliation à Montpellier.

Il peut s'agir d'une exposition individuelle ou collective.

ARTICLE 3 – Modalités de l'exposition

La Ville de Montpellier met gracieusement à disposition à L'Espace Montpellier Jeunesse sis à Montpellier 6 rue Maguelone, un grand mur équipé de cimaises.

Les œuvres exposées seront visibles par le public pendant les horaires d'ouverture de l'Espace Montpellier Jeunesse, soit de 12h à 18h du lundi au vendredi et de 12h à 17h du lundi au vendredi durant les vacances scolaires.

Les ventes d'œuvres à l'Espace Montpellier Jeunesse sont interdites et aucun prix ne pourra être affiché ou même communiqué par les agents de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 – Dossier de demande

Le formulaire de demande est à retirer à l'Espace Montpellier Jeunesse

Pour que le dossier soit recevable, ce présent règlement et le dossier de candidature doivent être lus et acceptés, datés et signés et pour les mineurs par le représentant légal et toutes les pièces justificatives doivent être jointes.

ARTICLE 5 – Engagement de l'exposant

L'exposant s'engage à confier gracieusement à la Ville de Montpellier plusieurs œuvres de sa composition. Celles-ci devront être prêtes à poser, c'est-à-dire disposer de leur support, encadrement, crochets de fixation solides, etc.

La livraison et l'installation de ses œuvres sont à sa charge.

Si pour une raison quelconque, les œuvres doivent être récupérées avant le terme convenu à l'article 6 de la convention, il devra en informer la Ville de Montpellier au moins 7 jours avant. Par ailleurs, aucun retrait ne pourra intervenir dans les 15 jours qui suivent la date de début de l'exposition.

(initiales)



ARTICLE 6 – Engagement de la Ville de Montpellier

L'Espace Montpellier Jeunesse de la Ville de Montpellier s'engage :

- à mettre à disposition, gracieusement, un grand mur équipé de cimaises,
- à laisser l'accès aux œuvres exposées pendant les horaires d'ouverture de l'Espace Montpellier Jeunesse, soit de 12h à 18h du lundi au vendredi et de 12h à 17h du lundi au vendredi durant les vacances scolaires.

Si pour une raison quelconque, la Ville de Montpellier souhaite retirer l'exposition avant le terme convenu l'exposant sera informé au moins 7 jours avant. Ce retrait ne pourra intervenir au cours des 15 premiers jours de l'exposition.

ARTICLE 7 – Promotion/Diffusion/Communication.

La Ville de Montpellier et l'exposant feront la publicité de l'exposition avec les moyens dont ils disposent respectivement.

Une fiche indiquant l'identité de l'exposant et représentant sa biographie, son travail, pourra être apposée avec les œuvres.

L'exposant s'engage à participer à l'initiative de présentation de son exposition organisée par la Ville et à faire mention du soutien de la Ville de Montpellier sur les supports de communication qu'il pourra éditer.

ARTICLE 8 – Assurances

La Ville de Montpellier, détenteur précaire, est par acquiescement du déposant, déchargée de toute responsabilité quant aux risques pouvant résulter de la manipulation, du transport et de l'accrochage, l'exposant fera son affaire d'une assurance éventuelle.

En cas d'incendie et dégâts des eaux notamment, le Service Jeunesse de la Ville de Montpellier pourra indemniser l'exposant dans la limite des valeurs déclarées en annexe, sous réserve d'une éventuelle expertise de son assureur.

Fait à Montpellier, le

Signature de l'exposant (pour les mineurs du représentant légal)

Précédé de la mention lu et approuvé

Espace Montpellier Jeunesse

6 Rue Maguelone / 34000 Montpellier / Tél : 04 67 92 30 50
Montpellier.fr

M

Montpellier mille et une vies



Dossier de candidature

pour une exposition individuelle ou collective

Ouvert à tous les Montpelliérains, âgés de 13 à 29 ans inclus

Ce dossier se présente obligatoirement en format A4 relié et comporte :

- * Une lettre de motivation concernant la démarche artistique globale de chaque artiste et/ou 1 note explicative synthétique sur le projet artistique présenté. Précisez la date souhaitée d'exposition.
- * Un échantillon de 5 à 10 reproductions des œuvres qui seront présentées, précisant pour chacune le nom de l'artiste, le titre de l'œuvre, la technique et le format en légende, accrochées solidement dans le dossier ou imprimées numériquement.
- * Une attestation de domiciliation à Montpellier pour chaque artiste (copie d'un document officiel de moins de trois mois ou déclaration d'hébergement sur l'honneur par un tiers, datée et signée).
- * Le présent document dûment rempli et signé.
- * Pour les mineurs : une autorisation du représentant légal l'autorisant à exposer (ci-dessous).
- * L'acceptation du règlement.

Où déposer son dossier ?

Espace Montpellier Jeunesse, 6 Rue Maguelone à Montpellier. Tél : 04 67 92 30 50

Ouvert au public : Du lundi au vendredi de 12h à 18h et de 12h à 17h pendant les vacances scolaires.

Dépôt des dossiers sur rendez-vous.

Les artistes non sélectionnés devront récupérer personnellement leur dossier. Aucun dossier ne sera renvoyé par la poste.

Je soussigné (e).....

Pour les mineurs : Je soussigné(e) Monsieur ou Madame.....demeurant àet agissant en qualité (de père ou mère) autorise (mon fils ou ma fille).....demeurant à à exposer à l'Espace Montpellier Jeunesse de la Ville de Montpellier. J'atteste et certifie avoir l'autorité parentale sur cet enfant.

Déclare avoir pris connaissance du règlement de l'appel à candidature pour exposer à l'Espace Montpellier Jeunesse et en accepter toutes les conditions.

Fait à Montpellier, le.....

Signature (du représentant légal pour les mineurs)

Espace Montpellier Jeunesse

6 Rue Maguelone / 34000 Montpellier / Tél : 04 67 92 30 50

Montpellier.fr



Montpellier mille et une vies

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETTOUT.

Désignation des organismes pour les classes de découverte de septembre à décembre 2010 Budget 2010

Au nom de la Commission, Jean-Louis GELY rapporte :

Dans le cadre de sa politique de Réussite Educative la Ville de Montpellier soutient les écoles primaires dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière importante afin de soutenir les familles et faciliter le départ des enfants en classes de découverte.

Conformément à la procédure votée lors du conseil municipal du 24 septembre 2002, nous soumettons au Conseil Municipal la liste des organismes et le choix des lieux proposés par les enseignants pour accueillir les classes de découverte de septembre à décembre 2010 :

ORGANISMES	LIEUX D'ACCUEIL	ECOLES	NOMBRE DE CLASSES
AMITIE CEVENOLE	Les Aresquiers, Vic la Gardiole (34)	DIDEROT	4
CENTRE EDUCATIF DU MAS DE L'EUZIERE	Mas de l'Euzière, St Félix de Pallières (30)	François RABELAIS	2
CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER-GRAMMONT	Centre Equestre, Montpellier (34)	Ludwig Van BEETHOVEN	1
CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER-GRAMMONT	Centre Equestre, Montpellier (34)	Pape CARPANTIER	1

CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER- GRAMMONT	Centre Equestre, Montpellier (34)	Sergueï PROKOFIEV	1
CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER- GRAMMONT	Centre Equestre, Montpellier (34)	LOUISVILLE	2
CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER- GRAMMONT	Centre Equestre, Montpellier (34)	Paul PAINLEVE	2
CENTRE EQUESTRE MONTPELLIER- GRAMMONT	Centre Equestre, Montpellier (34)	TERESA	2
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT HERAULT	Ligue de l'Enseignement, Montpellier (34)	HEIDELBERG	2
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT LOZERE (FOL 48)	Domaine du Bec de Jeu, Balsièges (48)	Alain SAVARY	2
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT LOZERE (FOL 48)	Domaine du Bec de Jeu, Balsièges (48)	Jules FERRY	1
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT LOZERE (FOL 48)	Domaine du Bec de Jeu, Balsièges (48)	Marie DE SEVIGNE	2
MARE NOSTRUM	Mare-Nostrum, Montpellier (34)	Charles DICKENS	2
MARE NOSTRUM	Mare-Nostrum, Montpellier (34)	Jean ZAY	2
MARE NOSTRUM	Mare-Nostrum, Montpellier (34)	Ludwig Van BEETHOVEN	1
MARE NOSTRUM	Mare-Nostrum, Montpellier (34)	Victor SCHOELCHER	1
MARE NOSTRUM	Mare-Nostrum, Montpellier (34)	Olympe DE GOUGES	1
PARIS D'ENFANTS	Paris d'Enfants, paris (75)	SPINOZA	1
PARIS D'ENFANTS	Paris d'Enfants, paris (75)	SUN YAT SEN	1
PASSE MURAILLE	Passe Muraille, Montpellier (34)	LOUISVILLE	5
PASSE MURAILLE	Passe Muraille, Montpellier (34)	François RABELAIS	2
PEP HERAULT	Malibert, Babeau-bouldoux, St Chinian (34)	Jacques BREL	5

PEP HERAULT	Malibert, Babeau-bouldoux, St Chinian (34)	Simone SIGNORET	1
UFOLEP 34	Hameau de la Fages, Rosis (34)	Charles BAUDELAIRE	1
UFOLEP 34	Hameau de la Fage, Rosis (34)	Julie DAUBIE	1
UFOLEP 34	Hameau de la Fage, Rosis (34)	Joseph DELTEIL	2
UFOLEP 34	Hameau de la Fage, Rosis (34)	Paul LANGEVIN	1


L'avis préalable de l'Inspection Académique devra être sollicité par les écoles pour les séjours avec hébergement avant le départ de chacune des classes.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de valider les organismes proposés pour accueillir les classes de découverte de septembre à décembre 2010,
- d'autoriser le prélèvement des sommes nécessaires sur le budget primitif 2010, fonction 92211 et 92212.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANFROUX

Publiée le : 05/10/2010

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Fourniture et livraison de denrées alimentaires aux crèches municipales. Autorisation de signer le marché

Au nom de la Commission, Françoise PRUNIER rapporte :

Dans le cadre de sa politique de la Petite Enfance, la Ville de Montpellier apporte un soin particulier aux repas servis dans les crèches, qui sont préparés sur place avec des produits de qualité.

En conséquence, le marché soumis à votre approbation prévoit la livraison dans les établissements de l'ensemble des produits bruts nécessaires à la préparation des repas en mettant l'accent sur la qualité des produits. Pour cela, le cahier des charges a prévu que les menus soient constitués de 20 % de denrées issues de l'agriculture biologique, et que chaque catégorie de denrées réponde à des gammes et labels qualitatifs. De plus, un système de pénalités dissuasives permet un suivi rigoureux de la qualité des prestations.

Une consultation a été lancée sous forme d'appel d'offres ouvert avec un avis européen d'appel public à la concurrence, en application des articles 33 al. 3 et 77 du code des marchés publics, pour un marché à bons de commande avec un montant annuel minimum de 300 000 euros H.T. et un maximum de 700 000 euros H.T. Ce marché est conclu pour une période initiale allant de la notification au 30/11/2011 (dont une période de préparation ; début d'exécution des prestations le 01/12/2010). Il peut être reconduit par périodes successives d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

La date de remise des offres a été fixée au 27 août 2010 à 17 heures. Trois entreprises ont répondu, dont une a été excusée et deux ont été retenues pour l'examen des offres.

Les enveloppes ont été ouvertes par le représentant du pouvoir adjudicateur le 31 Août 2010 en vue d'examiner les critères de sélection des candidatures : garanties et capacités techniques et financières, références professionnelles. Les deux candidatures ont été jugées recevables pour la sélection des offres.

- SAS PROVENCE PLATS
- ANSAMBLE

Après analyse des critères énoncés dans le règlement de consultation et l'avis d'appel public à la concurrence (le critère « valeur technique » sur la base d'un mémoire technique, constituant 60 % de la note finale et le critère « prix », représentant 40 %) et sur proposition de la Direction Réussite Educative Jeunesse et Sports, la Commission d'appel d'offres du 14 septembre 2010 a considéré l'offre de la société SAS PROVENCE PLATS comme étant économiquement la plus avantageuse et attribué le marché à l'entreprise SAS PROVENCE PLATS. L'offre de la la société ANSAMBLE a été classée en seconde position.

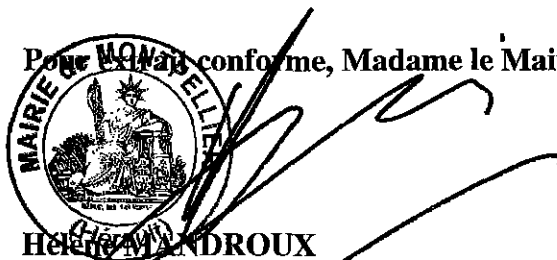
L'estimation quantitative effectuée par le service établit les besoins annuels à 154 000 repas, dont 32 000 concernent la tranche de 6 à 12 mois, 45 000 celle de 13 à 18 mois et 77 000 celle de plus de 18 mois. Sur cette base, le montant total annuel de l'offre économiquement la plus avantageuse s'élève à 404 583 € HT.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de ce marché et de prendre acte de la décision de la Commission d'appel d'offres,
- d'imputer la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville : fonction 92, sous fonction 64, nature 60623.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour être validé conforme, Madame le Maire



HERMINE ANDROUX

Publiée le : 05/10/2010

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2010 / 398

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en
mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de
Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution d'une subvention à l'association Mouvement Français pour le Planning Familial 34

Au nom de la Commission, Françoise PRUNIER rapporte :

L'association Mouvement Français pour le Planning Familial 34, association loi 1901, a pour but de lutter contre les inégalités sociales, les oppressions et agit pour le changement des mentalités et des comportements.

Cette association lutte en particulier contre l'oppression spécifique des femmes, contre toutes formes de discriminations et de violences dont elles font l'objet.

Compte tenu de son expérience en la matière, le Mouvement Français pour le Planning Familial 34 organise sur Montpellier, les 7 et 8 octobre prochain, un colloque Européen sur les Mariages Forcés.

Ce colloque a pour objectif d'apporter des éclairages sur la problématique complexe qu'est le mariage forcé et de présenter les principaux réseaux de prise en charge ainsi que leurs initiatives au niveau international.

Très engagée dans le domaine du droit des femmes, la Ville de Montpellier souhaite aider cette structure dans l'organisation de cette manifestation en lui attribuant une subvention d'un montant de 2 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer à l'association Mouvement Français pour le Planning Familial 34 une subvention d'un montant de 2 000 € ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au BP 2010 (6574/925/ LC 1963)
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour être conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention tripartite entre la Ville, la SERM et ERDF pour l'éco-quartier PARC MARIANNE

Au nom de la Commission, Frédéric TSITSONIS rapporte :

La ville de Montpellier a décidé de mener la réalisation de l'éco-quartier de Parc Marianne, en partenariat avec la SERM. Elle souhaite travailler à ce titre sur l'optimisation du réseau public de distribution d'électricité.

En effet, les dispositions du Code de l'urbanisme sur le financement des extensions des réseaux de distribution publique d'électricité, mettent une partie de ce financement à la charge de la collectivité en charge de ce domaine.

Dans ce cadre, la ville de Montpellier et la SERM souhaitent mieux prendre en compte les capacités du réseau électrique, pouvoir simuler des évolutions du réseau de distribution publique d'électricité afin de les optimiser et prendre en compte les productions locales d'électricité et les faibles consommations inhérentes à son projet.

Il convient donc de prendre en compte ce critère dès la décision de projet de création d'éco-quartiers et plus particulièrement celui de Parc Marianne, dont le périmètre est défini dans la présente convention.

ERDF Direction Territoriale de Montpellier Hérault, dans le cadre de son contrat de concession avec la ville de Montpellier signé le 27 juin 2006, a la connaissance du réseau de distribution d'électricité sur la ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier en partenariat avec la SERM a décidé de demander à ERDF qui a accepté, suivant les termes de la présente convention, de mettre à leur disposition des données de consommations électriques dans le périmètre de l'éco-quartier Parc Marianne et notamment au niveau des postes « Europe » et « Mondial ».

Cette mise à disposition des données est sans incidence financière pour la Ville de Montpellier.

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver cette convention avec la SERM et ERDF,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MENDROUX

Publiée le : 05/10/2010



ERDF DRJC Lyon V3 du 25 mai 2010

Convention entre la ville de Montpellier, la SERM et ERDF Direction Territoriale de Montpellier Hérault

Entre :

LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire de la ville, agissant en vertu de la délibération du conseil municipal du, faisant élection de domicile à 1, Place Francis Ponge 34000 Montpellier, ci-après désignée par la ville ;

LA SERM, SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION DE MONTPELLIER

Représentée par Monsieur Max LEVITA, Président de la SERM, agissant en qualité d'aménageur, élisant domicile 45 Place Ernest Granier 34000 Montpellier, ci-après désignée par la SERM ;

Et

ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION FRANCE

Société Anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € - RCS NANTERRE 444 608 442, représentée par Jean-Baptiste PICCHINI, Directeur Territorial Montpellier Hérault, élisant domicile 382 Rue de Trencavel 34926 Montpellier Cedex 9, agissant en vertu de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie le 01.02.2009 par Frédéric BUSIN, Directeur des Opérations Méditerranée, ci-après désignée par ERDF, Et ayant tout pouvoir à l'effet des présentes, ci-après désignée par « ERDF ».

Préambule

La ville de Montpellier a décidé de mener la réalisation de l'éco-quartier de Parc Marianne, en partenariat avec la SERM. Elle souhaite travailler à ce titre sur l'optimisation du réseau public de distribution d'électricité (DP).

En effet, les dispositions du Code de l'urbanisme sur le financement des extensions des réseaux de distribution publique d'électricité, mettent une partie de ce financement à la charge de la collectivité en charge de ce domaine.

Dans ce cadre, la ville de Montpellier et la SERM souhaitent mieux prendre en compte les capacités du réseau électrique, pouvoir simuler des évolutions du réseau de distribution publique d'électricité d'ERDF afin de les optimiser et prendre en compte les productions locales d'électricité et les faibles consommations inhérentes à son projet.

ERDF Direction Territoriale de Montpellier Hérault, dans le cadre de son contrat de concession avec la ville de Montpellier signé le 27 juin 2006, a la connaissance du réseau de distribution d'électricité sur la ville de Montpellier. En effet, contrairement à d'autres réseaux de desserte des territoires urbanisés ou à urbaniser, le réseau de distribution publique d'électricité est, par sa nature physique, très sensible à la distance entre le point de livraison et le point d'alimentation.

Il convient donc de prendre en compte ce critère dès la décision de projet de création d'éco-quartiers et plus particulièrement celui de Parc Marianne, dont le périmètre est défini dans la présente convention.

ERDF s'engage par la présente convention à mettre à la disposition de la ville de Montpellier et de la SERM les services décrits à l'article 2 de la présente convention.

Article 1 : Objet de la convention

La convention a pour objet de définir le service apporté par ERDF, Direction Territoriale de Montpellier Hérault à la ville de Montpellier et à la SERM pour l'assister dans le cadre de la création de ses éco-quartiers en prenant en compte l'existence et les évolutions envisageables des capacités du réseau de distribution public de l'électricité, les productions locales d'électricité et les consommations prévisibles.

Article 2 : Service d'ERDF

Le service apporté par ERDF consiste à :

- accompagner la collectivité dans son choix d'implantation d'éco-quartier en produisant des études technico-économiques comparatives ;
- fournir chaque année des données de consommations électriques au périmètre exclusif de l'éco-quartier pour analyser leur évolution dans le temps. Cette offre ne concerne que le périmètre de l'éco-quartier qui a pu dès sa conception prévoir le regroupement de ces informations ;
- pour l'éco-quartier de Parc-Marianne, équiper les postes « Europe » et « Mondial » de comptages Tarif Jaune permettant de disposer des données de consommations propres à chaque bâtiment du périmètre de l'éco-quartier précisé à l'article 4 de la présente convention ;
- permettre à la ville de Montpellier d'accéder aux données de consommations quotidiennement sous réserve de la mise à disposition d'une ligne téléphonique, par la SERM, dans chaque poste et de la compatibilité du logiciel de télé-relève. Ces données seront transmises à la SERM par la ville de Montpellier ;
- remettre à la ville de Montpellier et à la SERM chaque mois les données de consommations agrégées pour chaque poste.

ERDF précise que la communication des plans du réseau de distribution publique d'électricité est faite strictement dans le cadre de l'objet de la présente convention.

Article 3 : Conditions d'exécution du service

ERDF est liée à une stricte obligation de discrétion concernant des données ou décisions relatives à la création des éco-quartiers dont elle aurait connaissance à l'occasion des relations avec la ville de Montpellier ou de ses représentants.

Article 4 : Obligation de la ville de Montpellier et de la SERM

ERDF et la ville de Montpellier sont liées par une convention, de mise à disposition de données numériques géo référencées relatives à la représentation à moyenne échelle des ouvrages électriques d'électricité. Celle-ci permet à la ville de Montpellier de signer un acte d'engagement pour diffusion des données cartographiques à un tiers.

La ville de Montpellier et la SERM s'engagent à n'utiliser les informations communiquées dans le cadre de la présente convention que pour ce seul objet. Les informations reçues du distributeur ERDF seront communiquées par la ville aux seuls signataires de la présente convention.

Dans le cadre de la présente convention, la ville de Montpellier et la SERM précisent à ERDF le périmètre de l'éco-quartier de Parc MARIANNE :

Conformément aux plans, 4 résidences sont raccordées sur le poste « Europe » :

- Résidence Natura ;
- Résidence Millénium Parc ;
- Résidence Millénium Avenue ;
- Résidence SNI.

Le poste « Mondial » regroupe également 4 résidences :

- Résidence Aristide Briand ;
- Résidence René Cassin ;
- Résidence Odyssée Marianne ;
- Résidence Cœur Marianne.

Si des mesures de consommations dans les futures résidences de Parc Marianne sont jugées nécessaires, à la demande de la ville de Montpellier et de la SERM, cela fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 5 : Conditions financières

La convention de mise à disposition de données de consommations au périmètre des futurs éco-quartiers sera intégrée à la Charte de partenariat entre la ville de Montpellier et ERDF, dans le cadre du renouvellement de cette Charte, annexée au Cahier des charges de concession signé le 27 juin 2006.

Les services apportés par ERDF dans le cadre de la présente convention (périmètre uniquement de l'éco-quartier de Parc-Marianne) donneront lieu à rémunération de la part de la SERM (les prix sont exprimés HT) :

- 1917,40 Euros selon la proposition d'ERDF pour la pose des compteurs Tarif Jaune et de l'appareillage nécessaire aux mesures ;
- 1000 Euros par an et par poste pour la location des comptages et la fourniture de données de consommations (location des compteurs Tarif Jaune pour 30 € par mois et par compteur soit 720 € par an et par poste et mise à disposition des données de consommations pour un montant de 280 € par an et par poste).

Modalités de facturation par ERDF :

- une facture détaillée semestrielle sera émise par ERDF si nécessaire du fait de prestations réalisées au cours du semestre écoulé durant la période d'études et une fois par an ensuite ;
- la SERM s'engage à procéder au règlement dans les 45 jours ;
- le règlement devra être adressé à ERDF Unité Réseau Electricité Languedoc Roussillon Service TPR 1630 Avenue de la Croix Rouge 84046 Avignon Cedex 09, par chèque ou mandant libellé à l'ordre d'ERDF ;
- En cas de retard de paiement, ERDF sera en droit d'appliquer des intérêts de retard selon les dispositions de l'article 1153 du code civil.

Article 6 : Résiliation

Une résiliation pour non respect des engagements réciproques de la présente convention pourra être notifiée par l'une des deux parties pendant la durée de la présente convention. Elle devra être adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception deux mois avant la date de résiliation souhaitée.

La rémunération deviendra alors exigible intégralement pour la partie des études et prestations réalisées et payables dans les 45 jours.

La partie qui entend invoquer à l'encontre de l'autre une faute ou inexécution des clauses de la présente convention devra mettre en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception l'autre partie en laissant un délai de 15 jours à l'autre partie pour y remédier. Passé ce délai, la présente convention pourra être résiliée par constat de carence constaté et adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7 : Responsabilité

La responsabilité d'ERDF est strictement limitée au conseil, à l'assistance et à la fourniture des données indiquées à l'article 2 à la ville de Montpellier et à la SERM et ne saurait donc être tenue à une quelconque obligation de résultat.

La ville de Montpellier et la SERM garantissent ERDF contre tout recours qui serait dirigé vers lui pour quelque motif que ce soit.

Article 8 : Délai d'exécution

La présente convention est conclue pour une durée de 2 ans, renouvelable pour une période identique et une fois seulement, à la demande de la ville de Montpellier et de la SERM.

Article 9 : Différend

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention oblige les parties à rechercher une solution amiable préalablement à toute action contentieuse, à peine d'irrecevabilité.

Le Maire de Montpellier

Le Président de la SERM

**Le Directeur ERDF du
territoire de Montpellier Hérault**

Madame Hélène MANDROUX Monsieur Max LEVITA

Monsieur Jean-Baptiste PICCHINI

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

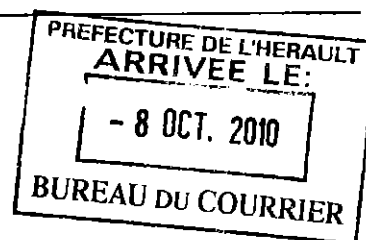
Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

ZAC Nouveau Saint Roch Approbation du dossier de réalisation



Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé, à la vue du bilan de la concertation alors réalisée, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint Roch, définissant notamment son périmètre et son programme prévisionnel.

Son périmètre, d'environ 15 ha, est délimité approximativement par le pont de Lattes au nord, la rue Colin à l'est, le boulevard Vieussens au sud de l'avenue de Maurin à l'ouest. Il comprend notamment les emprises libérées par la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permettra la réalisation d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville, avec la construction d'environ 1500 logements, de commerces et de bureaux s'articulant autour d'un parc d'environ 1,2 hectare.

Ce quartier, très proche de la gare Saint Roch, sera parfaitement bien desservi notamment par les trois lignes de tramway et la construction d'un parking public.

Cette opération vise par ailleurs à faciliter les échanges entre le centre historique et les quartiers situés de part et d'autre de la ligne de chemin de fer.

La gare Saint Roch, incluse dans le périmètre de la ZAC, fera l'objet de travaux d'extension et de modernisation, sous maîtrise d'ouvrage SNCF, pour mieux accueillir les voyageurs toujours plus nombreux. Des travaux de requalification des espaces publics, des abords de la gare, seront réalisés par la Ville, l'ensemble des travaux devraient être terminés pour la fin de l'année 2013 ou début de l'année 2014.

A la suite de l'approbation du dossier de création, une consultation a été organisée afin de désigner, après mise en concurrence, un concessionnaire chargé de l'aménagement de cette opération. C'est ainsi que le Conseil municipal a approuvé, en sa séance du 4 mai 2009, le traité de concession de l'opération, signé avec la Société d'Economie mixte de la Région Montpelliéraine (SERM) le 27 mai 2009.

Au terme du montage du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint Roch, une nouvelle phase de concertation a été organisée. Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé le bilan complémentaire et définitif de cette concertation et a arrêté le dossier de réalisation de la ZAC, l'objet de la présente délibération est d'approuver ce dossier.

Conformément à l'article R.311-7 du code de l'urbanisme, le projet de dossier de réalisation comprend notamment :

- le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone,
- le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps.

En application de ce même article, l'avis de la Communauté d'agglomération de Montpellier a été sollicité sur le projet de programme des équipements publics au titre de ses compétences en matière d'assainissement des eaux usées et d'eau potable. Par délibération du 20 juillet 2010, le Conseil communautaire a prononcé un avis favorable sur ce programme des équipements publics.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint Roch annexé à la présente délibération ;
- de dire que ce dossier sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier, aux jours et heures d'ouvertures des bureaux au public ;
- de confirmer que les constructions qui seront édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Nouveau Saint Roch seront exclues du champ d'application de la taxe locale d'équipement, conformément aux dispositions des articles 1585 paragraphe C du code général des impôts et 317 quater de l'annexe II du code général des impôts ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux dispositions de l'article R.311-5 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

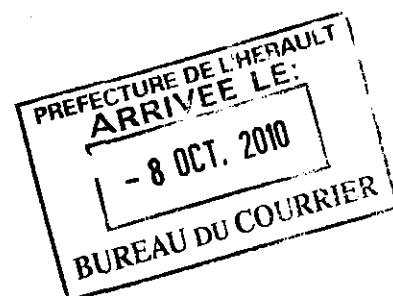
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MAILLÉ

Publiée le : 05/10/2010



Registre des délibérations - décisions

SEANCE PUBLIQUE DU:

Lundi 04 octobre 2010

Séance publique du lundi 4 octobre 2010

Convoqué le 28/09/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 4 octobre 2010 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAPOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS.

Absents :

Georges FRECHE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

ZAC Nouveau Saint Roch Approbation du dossier de réalisation



Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé, à la vue du bilan de la concertation alors réalisée, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint Roch, définissant notamment son périmètre et son programme prévisionnel.

Son périmètre, d'environ 15 ha, est délimité approximativement par le pont de Lattes au nord, la rue Colin à l'est, le boulevard Vieussens au sud de l'avenue de Maurin à l'ouest. Il comprend notamment les emprises libérées par la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permettra la réalisation d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville, avec la construction d'environ 1500 logements, de commerces et de bureaux s'articulant autour d'un parc d'environ 1,2 hectare.

Ce quartier, très proche de la gare Saint Roch, sera parfaitement bien desservi notamment par les trois lignes de tramway et la construction d'un parking public.

Cette opération vise par ailleurs à faciliter les échanges entre le centre historique et les quartiers situés de part et d'autre de la ligne de chemin de fer.

La gare Saint Roch, incluse dans le périmètre de la ZAC, fera l'objet de travaux d'extension et de modernisation, sous maîtrise d'ouvrage SNCF, pour mieux accueillir les voyageurs toujours plus nombreux. Des travaux de requalification des espaces publics, des abords de la gare, seront réalisés par la Ville, l'ensemble des travaux devraient être terminés pour la fin de l'année 2013 ou début de l'année 2014.

A la suite de l'approbation du dossier de création, une consultation a été organisée afin de désigner, après mise en concurrence, un concessionnaire chargé de l'aménagement de cette opération. C'est ainsi que le Conseil municipal a approuvé, en sa séance du 4 mai 2009, le traité de concession de l'opération, signé avec la Société d'Economie mixte de la Région Montpelliéraine (SERM) le 27 mai 2009.

Au terme du montage du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint Roch, une nouvelle phase de concertation a été organisée. Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé le bilan complémentaire et définitif de cette concertation et a arrêté le dossier de réalisation de la ZAC, l'objet de la présente délibération est d'approuver ce dossier.

Conformément à l'article R.311-7 du code de l'urbanisme, le projet de dossier de réalisation comprend notamment :

- le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone,
- le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps.

En application de ce même article, l'avis de la Communauté d'agglomération de Montpellier a été sollicité sur le projet de programme des équipements publics au titre de ses compétences en matière d'assainissement des eaux usées et d'eau potable. Par délibération du 20 juillet 2010, le Conseil communautaire a prononcé un avis favorable sur ce programme des équipements publics.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint Roch annexé à la présente délibération ;
- de dire que ce dossier sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier, aux jours et heures d'ouvertures des bureaux au public ;
- de confirmer que les constructions qui seront édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Nouveau Saint Roch seront exclues du champ d'application de la taxe locale d'équipement, conformément aux dispositions des articles 1585 paragraphe C du code général des impôts et 317 quater de l'annexe II du code général des impôts ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux dispositions de l'article R.311-5 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



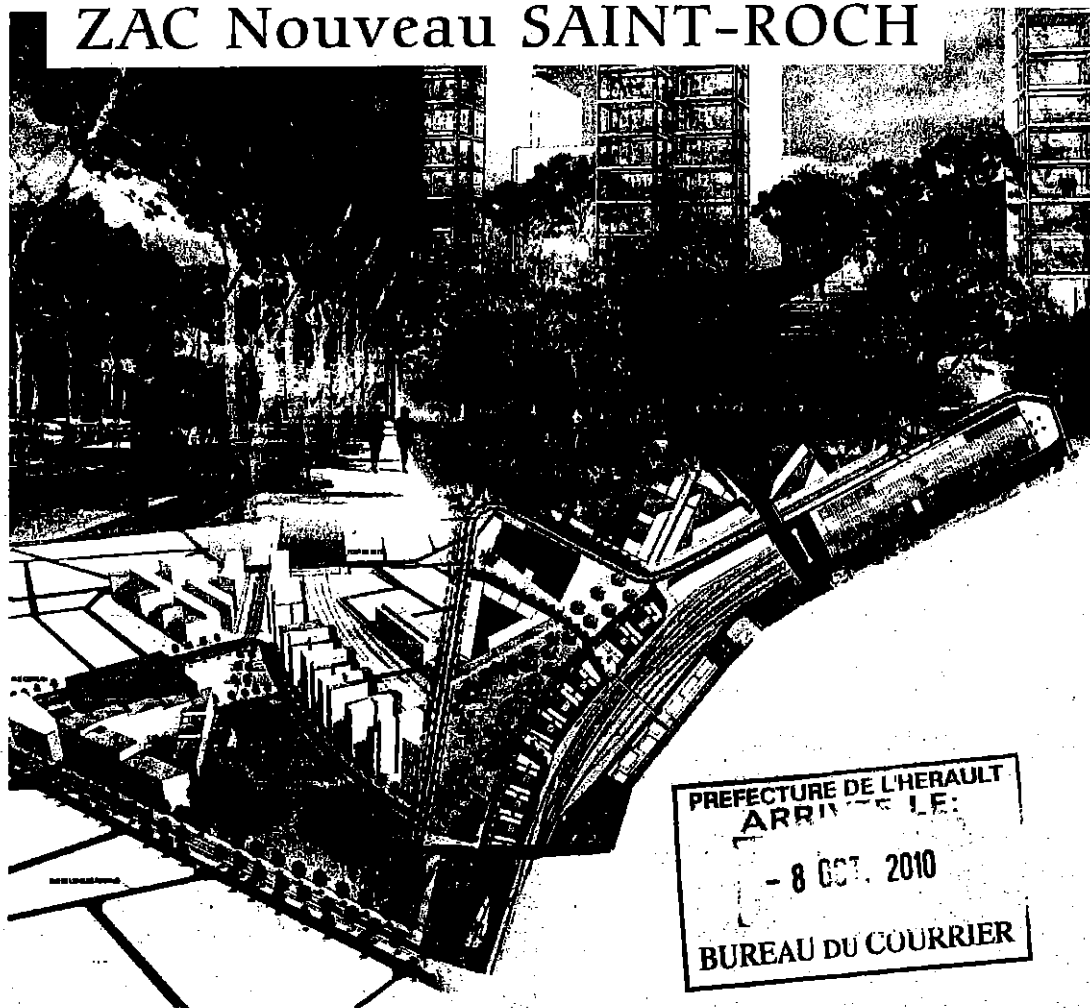
Publiée le : 05/10/2010



CE 04-10-2010 - 2010/400

VILLE DE MONTPELLIER - HÉRAULT

ZAC Nouveau SAINT-ROCH



MAÎTRISE D'OUVRAGE
SERM



MAÎTRISE D'ŒUVRE

Architectes :

Paul CHEMETOV - Paris

Emmanuel NEBOUT - Montpellier

Paysagiste : Michel DESVIGNES - Paris

BET : IOSIS/EGIS - Montpellier

PHASE : DOSSIER DE RÉALISATION

DÉSIGNATION :

PROJET DE DOSSIER DE REALISATION

ZAC Du Nouveau St ROCH

Dossier de réalisation

SOMMAIRE

1. Projet de programme global des constructions
2. Projet de programme des équipements publics
3. Complément de l'étude d'impact du dossier de création
4. Modalités prévisionnelles de financement
5. Annexe technique

MODALITES PREVISIONNELLES DE FINANCEMENT ECHELONNEES DANS LE TEMPS

Les principaux postes de recettes et de dépenses relatifs à l'aménagement de la ZAC NOUVEAU ST ROCH sont les suivants :

CHARGES (dépenses)

ACQUISITIONS

L'ensemble du périmètre de la ZAC représente une superficie de 10,ha environ. Sur cette superficie totale, 7 ha environ seront acquis par l'aménageur, les autres terrains correspondent aux assiettes foncières appartenant à la SNCF (gare) et RFF (voies ferrées) existants et utiles à leur exploitation. Egalement et pour les mêmes raisons le foncier de la Communauté d'agglomération support du tramway n'est pas acquis. Par ailleurs le foncier des voies communales est maintenu public bien que pouvant faire l'objet d'aménagements paysagers et de restructurations de profils notamment (avenue de Maurin, rues Catalan et Colin).

Le montant des acquisitions inclut le coût des parcelles (bâties ou non bâties), les frais de notaires, les frais de libération des sols (dont notamment les frais de fouilles archéologiques le cas échéant et les frais de reconstitutions des installations SNCF et RFF).

Le montant total des acquisitions indiqué ci-dessous a été minorée de 2 300 k€ HT, correspondant au montant de la participation de la SNCF aux équipements de la ZAC tel que prévu par le « protocole d'accord de principe ZAC Nouveau Saint Roch » signé entre la Ville, la SNCF et RFF en avril 2008.

Le montant total des acquisitions est de **14 802 K€ HT**.

ETUDES

Ce poste comprend l'ensemble des études pré-opérationnelles (études hydrauliques, études de sol, études de sécurité publique...), techniques et d'urbanisme (dont l'ensemble des missions confiées à l'urbaniste en chef de la ZAC).

Le montant total des études est de **829 K€ HT**.

TRAVAUX ET HONORAIRES TECHNIQUES

Le poste inclut :

- l'ensemble des travaux de viabilisation à réaliser dans le cadre de la ZAC NOUVEAU ST ROCH (voiries et réseaux divers), les travaux préparatoires et préalables (démolitions notamment), les travaux spécifiques (Bassins de rétention des eaux pluviales, le parc paysagé public) et les travaux provisoires nécessaires au bon fonctionnement de l'opération durant les phases de chantier (pistes de chantier, parkings provisoires, déviations de réseaux...)
- L'ensemble des travaux bâtiment concernés par le parking souterrain de 1600 places

- l'ensemble des honoraires liés aux travaux et notamment les honoraires de l'équipe de maîtrise d'oeuvre (urbaniste, paysagiste et bureaux d'études techniques)

Le montant total des travaux et honoraires techniques est de **65 020 K€ HT**.

FRAIS DIVERS

Le poste inclus notamment les frais de géomètre (bornages, études topographiques...), les frais de reproduction et d'appel d'offre et les frais de communication.

Le montant total des frais divers est de **1924 K€ HT**.

REMUNERATION SOCIETE

Le poste inclus les frais de société pour :

- les acquisitions foncières
- le suivi opérationnel et de commercialisation
- les frais de gestion financière et comptable de l'opération
- les frais de liquidation de l'opération

Le montant total du poste est de **5 734 K€ HT**.

FRAIS FINANCIERS

Ils sont déterminés en fonction de l'échelonnement des moyens de financement et emprunts contractés pour la réalisation de l'opération, des financements à court terme que devra mobiliser la société.

Le montant total des frais financiers est de **4 590 K€ HT**.

FRAIS DE COMMERCIALISATION

Il s'agit des frais engagés pour rémunérer des cabinets de commercialisation pour des produits très spécifiques et pour la recherche d'investisseurs mais aussi pour financer des supports de commercialisation.

Le montant total des frais de commercialisation est de **240 K€**.

PRODUITS (recettes)

CESSION DE TERRAINS (DROITS A CONSTRUIRE)

Il est prévu de procéder à la cession aux constructeurs des terrains aménagés de la façon suivante :

Cession des droits et terrains (logements) : **28 815 K€ HT**

Cession tertiaire commerces et parking souterrain : **53 841 K€ HT**

Le montant total des cessions est de **82 656 K€ HT**

PARTICIPATIONS DU CO-CONTRACTANT

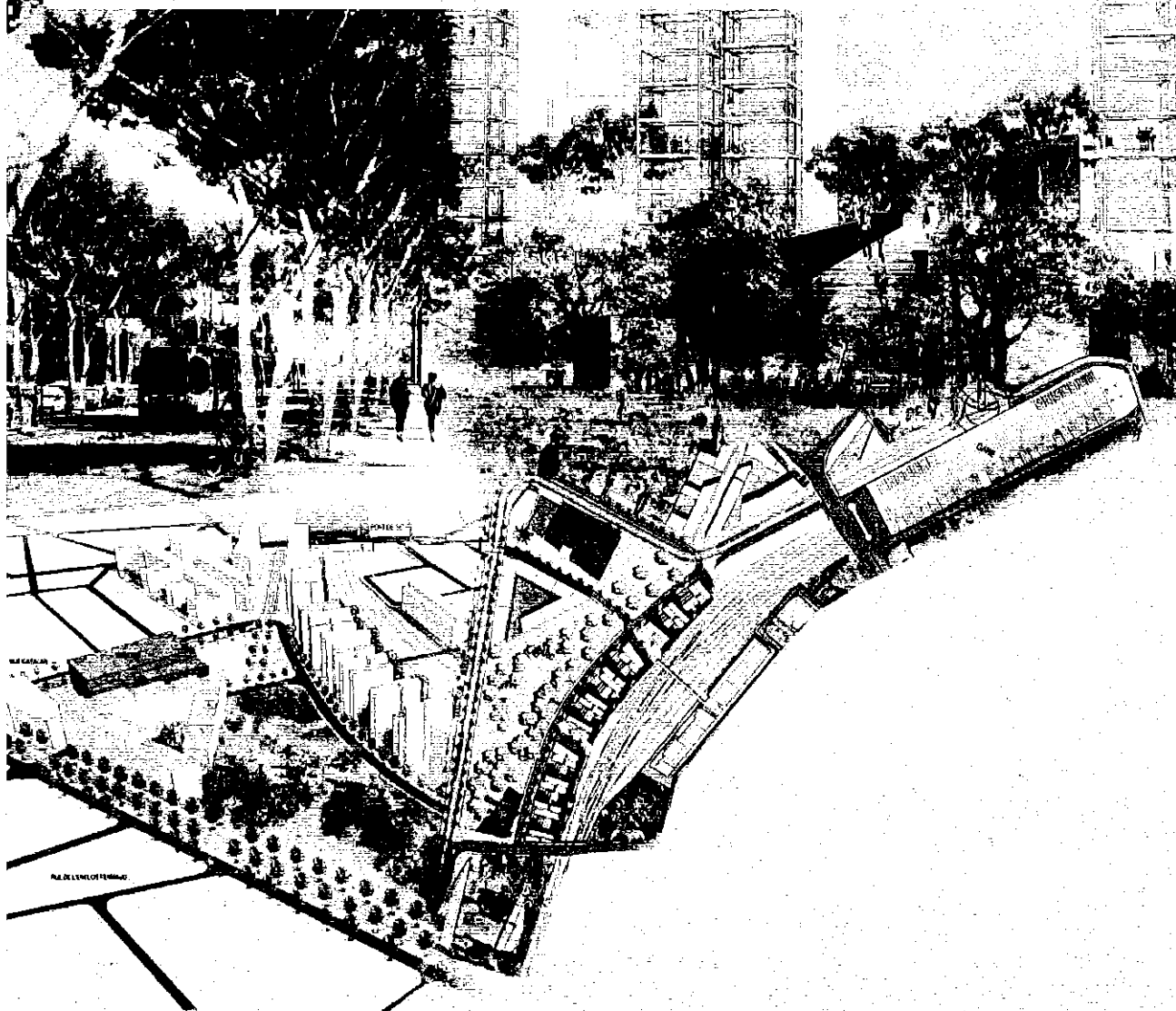
Participation au programme d'équipement public **5 100 K€ HT**

Autres participation **884 K€ HT**

ZAC NOUVEAU SAINT ROCH Modalités prévisionnelles de financement échelonnés dans le temps

Ligne	Intitulé	Bilan	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
		Approuvé	Année	Cumul	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Nouveau
	CHARGES	100 140 757	92 651	32 651	7 402 320	5 695 035	25 680 048	22 086 807	20 077 236	5 859 686	3 021 598	1 250 442	1 266 963	767 916	93 140 702
10	ÉTUDES	829 600	17 285	17 285	338 517	113 000	55 800	78 000	43 000	55 035	53 000	53 000	23 000		829 637
11	ACQUISITIONS AUPRÈS du CONCÉDANT	11 295 660			294 840										294 840
12	ACQUISITIONS	3 507 000			6 166 769	2 152 000	2 242 450	2 001 174	1 317 000	7 000	7 000	7 000	607 000		14 507 393
13	TRAVAUX VRD	22 750 000			110 000	1 242 500	2 552 500	2 782 500	7 661 500	4 446 500	2 269 500	702 500	332 500	650 000	22 750 000
14	TRAVAUX BATIMENT	41 992 000				1 000 000	16 000 000	12 000 000	7 200 000						36 200 000
15	HONORAIRES sur TRAVAUX	6 641 000			103 000	278 400	2 234 400	1 977 800	853 480	253 000	145 000	135 000	90 000		6 070 080
17	RÉMUNÉRATION	5 975 120	9 560	9 560	206 424	500 698	1 296 230	1 016 873	1 229 691	525 317	404 074	270 218	163 474	111 509	5 734 067
18	FRAIS DIVERS	1 925 000	5 717	5 717	130 000	165 000	665 000	665 000	80 000	75 000	50 000	40 000	48 332		1 924 049
19	TVA PERDUE														
20	FONDS DE CONCOURS														
21	FRAIS FINANCIERS SUR CT	757 093	90	90	20 070	13 437	40 594	260 788		42 637	63 023	12 724	2 657	6 408	462 427
22	FRAIS FINANCIERS SUR MT/LT	4 228 294			2 700	200 000	563 075	1 274 672	1 662 565	425 198					4 128 209
27	FRAIS COMMERCIALISATION	240 000			30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000			240 000
	PRODUITS	100 140 766			2 353 940	4 354 628	9 259 196	6 822 935	56 005 935	5 626 060	4 179 540	3 398 044		1 140 508	93 140 718
50	VENTES DE TERRAINS ET DROITS	28 814 942				3 248 612	3 289 776	2 264 535	7 767 935	3 526 000	4 179 540	3 398 044		1 140 500	28 814 942
52	CESSION FONCIER COMM/TERT/PKG	60 841 374			1 469 440	1 106 016	3 469 420	2 558 400	45 238 000						53 841 276
55	PARTICIPATION CONCÉDANT	5 984 450			884 500				3 000 000	2 100 000					5 984 500
56	PRODUITS FINANCIERS														
57	REMBOURSEMENTS DIVERS	4 500 000					2 500 000	2 000 000							4 500 000
58	PRODUITS DIVERS														
	RESULTAT D'EXPLOITATION	-1	-32 651	-32 651	-5 048 380	-1 340 407	-16 420 852	-15 263 872	35 928 699	-233 686	1 157 942	2 147 602	-1 266 963	372 584	16
	FINANCEMENT	45 000 000				923 136	960 061	998 463	41 038 402	1 079 938					45 000 000
60	AMORTISSEMENT EMPRUNT	45 000 000				923 136	960 061	998 463	41 038 402	1 079 938					45 000 000
65	Avances versees														
69	REMB AVANCE DU CONCEDANT														
90	FLUX DE TVA														
	MOYEN DE FINANCEMENT	45 000 000			5 000 000		20 000 000	20 000 000							45 000 000
70	MOBILISATION EMPRUNT	45 000 000			5 000 000		20 000 000	20 000 000							45 000 000
78	AVANCE RECUE DU CONCEDANT														
	MOYEN DE FINANCEMENT				5 000 000	-923 136	19 039 939	19 001 537	-41 038 402	-1 079 938					0
	TRESORERIE		-37 160		-81 031	-2 344 573	274 513	4 012 178	-1 097 525	-2 411 149	-1 253 207	894 395	-372 568	16	16

ZAC Nouveau SAINT-ROCH



MAÎTRISE D'OUVRAGE
SERM



MAÎTRISE D'ŒUVRE

Architectes :

Paul CHEMETOV - *Paris*

Emmanuel NEBOUT - *Montpellier*

Paysagiste : Michel DESVIGNES - *Paris*

BET : IOSIS/EGIS - *Montpellier*

PHASE : **DOSSIER DE RÉALISATION**

DÉSIGNATION :

PROJET DE PROGRAMME GLOBAL DES CONSTRUCTIONS

LISTE DES MODIFICATIONS EFFECTUEES ENTRE LES VERSIONS DE 2008 ET 2010 DE L'ETUDE D'IMPACT ZAC NOUVEAU SAINT ROCH

Généralité :

Vérification de l'ensemble du document pour la mise à jours des données environnementales et réglementaires.

Mise à jour des figures : périmètre de la ZAC, intégration des schémas et perspectives d'aménagement et notamment du projet du pôle d'échange multimodal, création de figures présentant le contexte et les futurs aménagements hydrauliques

Ajouts/modifications sur la version de 2010 :

P7 : modification de l'avant propos avec ajout de la date de référence de la création de la ZAC

P8 : modification du texte sur la localisation de la ZAC. Précisions ajoutées sur la superficie.

P11 : référence à la constitution d'un dossier loi sur l'eau

P 13 : résumé non technique : modification du texte sur le bassin versant intercepté par le projet et intégration de différents compléments/actualisation liés aux thèmes abordés dans l'étude.

P19 : référence faite au dimensionnement du réseau pluvial de la ZAC cohérent avec celui de la ville.

P21 : Résumé non technique développé sur la partie « mesures liées au milieu physique » : développement sur l'assainissement pluvial du projet

P31 : dans l'état initial, ajout fait sur le contexte hydrogéologique en référence à l'étude faite par ATOS Environnement en 2003

P32 § 415 modifié sur les eaux superficielles et notamment sur la description du bassin versant et de son fonctionnement (intégration du diagnostic de l'étude hydraulique)

P45 : mise à jour du texte sur le SDAGE en se référant à sa version de 2009

P69 : suppression de la référence au parking de la gare

P75 : mise à jour du chiffre de la population montpelliéraine au 1^{er} janvier 2010

P109 § 511 : effets sur le milieu physique en période de chantier. Ajout d'un § sur le risque de dégradation de la qualité du Lez en cas de forte pluie

P118 §5121 : effets du projet sur les eaux superficielles. § modifié par intégration de l'étude hydraulique réalisée

P124-125§ 5214 : mise à jour de la compatibilité du projet avec les orientations définies par le SDAGE de 2009

P144 : ajout des éléments positifs sur l'assainissement pluvial du projet pour la mise en valeur du projet.

P154 § 731 : mesures liées au milieu physique. Référence à la mise en place d'un bassin de rétention dans le cadre de l'aménagement de la ZAC

P160 : Détermination et ajout du coût de la mise en place de dispositifs de rétention dans le chiffrage des mesures compensatoires

Création de nouvelles annexes.



Ville de Montpellier
SERM

Aménagement du quartier
nouveau Saint Roch à
Montpellier

Etude d'impact sur l'Environnement -
dossier de Réalisation

ENS 95290W

Mai 2010

TABLE DES MATIERES

1. Avant propos.....	7
1.1. Contexte du projet.....	7
1.2. Objectif du projet.....	8
1.3. Localisation de la Z.A.C nouveau Saint Roch.....	8
1.4. Généralités sur l'étude d'impact.....	11
2. Résumé non technique.....	13
2.1. Analyse de l'état initial du site et de son environnement.....	13
2.2. Analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents du projet sur l'environnement, l'hygiène, la santé, la sécurité et la salubrité publique.....	15
2.2.1. Effets liés à la période des travaux	15
2.2.2. Effets liés à l'implantation et au fonctionnement du projet.....	16
2.3. Raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet a été retenu.....	18
2.4. Mesures envisagées par le maître d'ouvrage pour supprimer, réduire et si possible, compenser les conséquences dommageables du projet ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes.....	19
2.4.1. Mesures d'ordres générales	19
2.4.2. Mesures environnementales liées aux travaux	20
2.4.2.1. Mesures liées au fonctionnement du chantier.....	20
2.4.2.2. Mesures liées au milieu physique.....	20
2.4.2.3. Mesures liées au milieu naturel	20
2.4.2.4. Mesures liées au patrimoine	20
2.4.2.5. Mesures liées au cadre de vie	21
2.4.3. Mesures environnementales liées à l'implantation et au fonctionnement du projet	21
2.4.3.1. Mesures liées au milieu physique.....	21
2.4.3.2. Mesures liées au milieu naturel	21
2.4.3.3. Mesures liées au paysage.....	22
2.4.3.4. Mesures liées au cadre de vie	22
2.4.3.5. Estimation du coût des dépenses à réaliser pour la mise en place des mesures environnementales.....	22
2.4.4. Analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement	22
3. Auteurs de l'étude	24
4. Analyse de l'état initial du site et de son environnement	25
4.1. Milieu physique.....	25
4.1.1. Climat.....	25
4.1.1.1. Précipitation	25
4.1.1.2. Température	25
4.1.1.3. Vent.....	25

4.1.2.	Topographie	26
4.1.3.	Géologie et géotechnique	28
4.1.3.1.	Géologie	28
4.1.3.2.	Pédologie	28
4.1.4.	Eaux souterraines	30
4.1.4.1.	La nappe Astienne	30
4.1.4.2.	Dynamique de la nappe	31
4.1.4.3.	Contexte local et vulnérabilité	31
4.1.4.4.	Usage	32
4.1.5.	Eaux superficielles	32
4.1.5.1.	La ZAC Saint Roch au sein du bassin versant des Aiguerelles	32
4.1.5.2.	Fonctionnement hydraulique actuel de la ZAC Saint Roch	40
4.1.5.3.	Qualité et usages	43
4.1.5.4.	Outils de gestion et de planification des ressources en eau	45
4.1.6.	Le SDAGE 2010 – 2015	45
4.1.7.	SAGE Lez-Mosson-Etangs Palavasiens	46
4.1.8.	Schéma Départemental à Vocation Piscicole et Halieutique (SDVPH)	48
4.1.9.	Risques naturels et technologiques	49
4.1.9.1.	Généralités	49
4.1.9.2.	Risques naturels	49
4.1.9.3.	Risques technologiques	51
4.2.	Milieu biologique	52
4.2.1.	Jardins, espaces verts et alignement d'arbres	52
4.2.1.1.	Généralités	52
4.2.1.2.	Flore et espèces arborescentes	52
4.2.1.3.	Faune	54
4.2.2.	Occupation du sol	59
4.2.2.1.	Infrastructure de la zone de projet	59
4.2.2.2.	Espace bâti	59
4.2.2.3.	Aménagements récents	60
4.2.2.4.	Espaces verts et végétation	60
4.3.	Sites, patrimoine et paysages	62
4.3.1.	Ambiances paysagères	62
4.3.1.1.	Situation dans la ville de la zone de projet	62
4.3.1.2.	Paysage de la zone de projet	62
4.3.2.	Perception du site	66
4.3.2.1.	Perception depuis le site vers l'extérieur	66
4.3.2.2.	Perception du site depuis l'extérieur	69
4.3.3.	Outils de protection du patrimoine culturel	71
4.3.3.1.	Monuments Historiques	71
4.3.3.2.	Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP)	71
4.3.3.3.	Secteur sauvegardé	71
4.3.4.	Outils de protection du patrimoine naturel	72
4.3.5.	Patrimoine archéologique	72
4.4.	Organisation et fonctionnement urbain	75
4.4.1.	Aspect socio-économique	75
4.4.1.1.	Evolution démographique	75
4.4.1.2.	Répartition de la population	75
4.4.1.3.	Logement	76
4.4.1.4.	Activités économiques	76
4.4.1.5.	Activités commerciales	77
4.4.2.	Equipements publics	77
4.4.3.	Voiries et réseaux	78

4.4.3.1.	Desserte de la zone de projet.....	78
4.4.3.2.	Réseaux humides.....	81
4.4.4.	Situation par rapport aux documents d'urbanisme et aux projets de la ville	84
4.4.4.1.	L'Opération de Renouvellement Urbain (ORU)	84
4.4.4.2.	Les documents de planification du territoire	84
4.4.5.	Foncier.....	92
4.5.	Cadre de vie	95
4.5.1.	Déplacements et trafic urbain.....	95
4.5.2.	Ambiance sonore.....	97
4.5.3.	Qualité de l'air.....	103
4.5.4.	Odeurs	107
4.5.5.	Déchets.....	107
4.5.5.1.	Déchets recyclables	107
4.5.5.2.	Ordures ménagères.....	108
4.5.6.	Emissions lumineuses.....	108
5.	Analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents du projet sur l'environnement, l'hygiène, la santé, la sécurité et salubrité publique	109
5.1.	Effets liés aux travaux.....	109
5.1.1.	Effets sur le milieu physique	109
5.1.2.	Effets sur le milieu naturel	110
5.1.3.	Effets sur le patrimoine et le paysage.....	111
5.1.3.1.	Patrimoine historique et archéologique	111
5.1.3.2.	Aspect paysager.....	111
5.1.4.	Effets sur l'organisation et le fonctionnement urbain.....	112
5.1.4.1.	Effets sur le contexte socio-économique	112
5.1.4.2.	Coupures de réseaux.....	112
5.1.5.	Effets sur le cadre de vie	112
5.1.5.1.	Perturbation du trafic et risque d'accident.....	112
5.1.5.2.	Émission de bruit.....	113
5.1.5.3.	Qualité de l'air	114
5.1.5.4.	Vibrations	115
5.1.5.5.	Odeurs	115
5.1.5.6.	Déchets de chantier	116
5.2.	Effets liés à l'implantation et au fonctionnement du projet	117
5.2.1.	Effets sur le milieu physique	117
5.2.1.1.	Climat	117
5.2.1.2.	Eaux superficielles	118
5.2.1.3.	Les eaux souterraines	124
5.2.1.4.	Compatibilité avec le SDAGE.....	124
5.2.1.5.	Compatibilité avec le SAGE Lez-Mosson-Etangs Palavasiens	126
5.2.2.	Effets sur le milieu naturel	127
5.2.2.1.	Impacts sur la faune et la flore	127
5.2.2.2.	Modification de l'occupation du sol	127
5.2.3.	Effets sur le patrimoine et le paysage.....	128
5.2.3.1.	Patrimoine culturel	128
5.2.3.2.	Paysage.....	129
5.2.4.	Effets sur l'organisation et le fonctionnement urbain.....	129
5.2.4.1.	Accessibilité au site	129
5.2.4.2.	Effets sur la circulation.....	131
5.2.4.3.	Compatibilité avec les documents d'urbanisme	132
5.2.4.4.	Réseaux	132

5.2.5.	Effets sur le cadre de vie	132
5.2.5.1.	L'ambiance sonore	133
5.2.5.2.	La qualité de l'Air	133
5.2.5.3.	Les déchets	134
5.2.5.4.	Les émissions lumineuses.....	134
5.3.	Effets du projet sur la santé.....	135
5.3.1.	Effets sur la santé en phase travaux.....	135
5.3.2.	Qualité de l'air.....	135
5.3.3.	Emissions de bruit	136
5.4.	Effets du fonctionnement du projet sur la santé.....	136
5.4.1.	Effets sur la qualité de l'air	136
5.4.2.	Incidences sonores sur la santé.....	137
6.	<i>Raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, parmi les partis envisagés, le projet a été retenu</i>	138
6.1.	Contexte du projet.....	138
6.2.	Un projet adapté à la politique de développement la ville.....	143
6.3.	L'environnement intégré dès la conception du projet.....	143
7.	<i>Mesures envisagées par le maître d'ouvrage pour supprimer, réduire et si possible, compenser les conséquences dommageables du projet ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes</i>	146
7.1.	Mesures d'ordres générales	146
7.1.1.	Clauses environnementales incluses dans le cahier des charges des entreprises intervenant sur le chantier	146
7.1.2.	Cellule de coordination	146
7.2.	Mesures environnementales liées aux travaux.....	147
7.2.1.	Mesures liées au fonctionnement du chantier.....	147
7.2.2.	Mesures liées au milieu physique.....	149
7.2.3.	Mesures liées au milieu naturel	150
7.2.4.	Mesures liées au patrimoine culturel et paysager	150
7.2.4.1.	Protection des biens et du patrimoine culturel.....	150
7.2.5.	Mesures liées au cadre de vie	151
7.2.5.1.	Réduction du bruit.....	151
7.2.5.2.	Amélioration de la qualité de l'air	152
7.2.5.3.	Mesures concernant les déchets.....	153
7.3.	Mesures environnementales liées à l'implantation et aux fonctionnements du projet.....	154
7.3.1.	Mesures liées au milieu physique.....	154
7.3.1.1.	Gestion hydraulique des eaux.....	154
7.3.1.2.	Création d'un bassin de rétention	154
7.3.1.3.	Protection de la qualité des eaux	158
7.3.2.	Mesures liées au milieu naturel	158
7.3.3.	Mesures liées au patrimoine culturel et paysager	158
7.3.4.	Mesures liées au cadre de vie	159
7.3.4.1.	Protections phoniques.....	159
7.3.4.2.	Mesures sanitaires	160
7.4.	Estimation du coût des dépenses à réaliser pour la mise en place des mesures environnementales.....	160

8. Analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement.....	161
8.1. Généralités	161
8.2. L'expertise Géotechnique	162
8.3. Expertise acoustique.....	163
8.3.1. Matériel de mesure	163
8.3.2. Méthodologie pour le constat sonore.....	163

ANNEXES

Annexe 1 : Fiches de mesures de bruit

Annexe 2: Hyétogrammes des pluies (extrait de l'étude hydraulique ZAC nouveau St Roch - EGIS EAU - décembre 2009)

Annexe 3 : découpage du bassin versant des Aiguerelles pour le modèle SIREA (extrait de l'étude hydraulique ZAC nouveau St Roch - EGIS EAU - décembre 2009)

Annexe 4: dimensionnement du bassin de rétention (extrait de l'étude hydraulique ZAC nouveau St Roch - EGIS EAU - décembre 2009)

LISTES DES FIGURES

Figure 1 : Localisation du périmètre d'étude de la ZAC Nouveau Saint Roch	9
Figure 2 : Périmètre de la Z.A.C Nouveau Saint Roch	10
Figure 3 : Cadre climatique	27
Figure 4 : Géologie sur la zone de projet.....	29
Figure 5 : Topographie et sens d'écoulement.....	37
Figure 6 : Fonctionnement hydraulique actuelle de la zone	41
Figure 7 : Localisation du patrimoine vert public et privé de proximité et des espaces boisés classés.....	56
Figure 8 : Photographies des espaces verts, des espaces boisés classés et des points verts municipaux à l'intérieur de la zone de projet	57
Figure 9 : Photographies des espaces verts, des espaces boisés classés et des points verts municipaux à l'extérieur de la zone de projet	58
Figure 10 : Les espaces bâtis	61
Figure 11 : Photographies de la zone de projet.....	64
Figure 12 : Photo aérienne de la zone de projet.....	65
Figure 13 : Perception depuis le site vers l'extérieur	68
Figure 14 : Perception du site depuis l'extérieur.....	70
Figure 15 : Patrimoine culturel de la zone d'étude	74
Figure 16 : Voiries	80
Figure 17 : Réseau AEP	82
Figure 18 : Réseau eaux usées	83
Figure 19 : Plan de zonage du PLU de Montpellier	88
Figure 20 : Servitudes d'utilité publiques du PLU	91
Figure 21: Plan de l'état du foncier	94
Figure 22 : Localisation des points de mesure de bruit	100
Figure 23 : Plan masse et occupation du sol – projet.....	119
Figure 24 : Conditions hydrauliques à terme	122
Figure 25 : Projet d'aménagement de la Z.A.C Nouveau Saint Roch	141
Figure 26 : vues et perspectives du quartier à terme	142
Figure 27 : Mesures de réduction des incidences hydrauliques.....	155

1. AVANT PROPOS

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a décidé d'adopter le principe d'aménagement du Nouveau quartier Saint Roch sous forme d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC), opération d'aménagement publique.

Le périmètre proposée pour cette ZAC, d'environ 15 ha, comprend notamment les emprises libérées par la Compagnie Nouvelle de Containers et par la SERNAM.

Le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint Roch a fait l'objet d'une concertation qui s'est déroulée du 30 mai au 30 juin 2008 inclus.

Le bilan de la concertation est globalement positif, le projet n'ayant pas suscité d'opposition de la part du public.

Le dossier de création de ZAC a donc était approuvé par délibération du conseil municipale le jeudi 24 juillet 2008.

La SERM a était désigné en 2009 comme concessionnaire d'aménagement de la ZAC. Le projet doit donc aujourd'hui faire l'objet d'un dossier de réalisation.

Le présent dossier constitue l'étude d'impact sur l'environnement du dossier de réalisation de la **Zone d'Aménagement Concerté Nouveau Saint-Roch (Z.A.C)** projetée sur la commune de Montpellier.

1.1. CONTEXTE DU PROJET

La Ville de Montpellier connaît depuis plusieurs décennies une forte croissance. La population n'a cessé d'augmenter depuis ces dernières années ; elle se retrouve aujourd'hui au 8^{ème} rang des villes françaises.

Cette évolution entraîne une forte progression de la demande en logements. La Ville souhaite améliorer et restructurer son patrimoine immobilier de même que son réseau de déplacement dans le but de favoriser la gestion des transports collectifs.

C'est dans ce contexte que la Ville de Montpellier s'est lancée dans l'élaboration d'un projet d'aménagement et d'urbanisation du quartier « Sud-Gares » sous l'appellation « Quartier Nouveau Saint Roch ».

Celui-ci passe par une restructuration à terme de l'ensemble du quartier et notamment par :

- L'aménagement de la future 3^{ème} ligne de tramway (Maîtrise d'Ouvrage TAM) dont les travaux ont débuté en mai 2009.
- La réhabilitation de la gare de Montpellier (Maîtrise d'Ouvrage SNCF), actuellement en cours d'étude,
- Et enfin l'aménagement de la Z.A.C. Nouveau St Roch (Maîtrise d'Ouvrage Ville), objet de la présente étude.

Toutes ces futures réalisations se situent partiellement ou totalement dans le périmètre de la future Z.A.C. Nouveau St Roch.

Ces aménagements ne dépendent pas par leur vocation des uns des autres. Par contre, ils contribuent à la mise en valeur et à la cohérence du quartier Nouveau Saint Roch.

L'aménagement du quartier Nouveau St Roch a donc comme volonté la réussite d'un pôle d'échanges majeur de l'agglomération, et de s'inscrire dans une dimension urbanistique par la réalisation de la Z.A.C. Nouveau St Roch.

1.2. OBJECTIF DU PROJET

L'aménagement de la Z.A.C Nouveau St Roch répond à deux objectifs principaux qui sont :

- participer à l'extension spatiale et au développement quantitatif et qualitatif du patrimoine immobilier du centre-ville de Montpellier par la création de logement et d'un parc urbain,
- redynamiser les quartiers adjacents, et au-delà l'ensemble des quartiers du centre-ville par la création de locaux commerciaux, de bureaux et d'équipements publics de proximité et d'un équipement culturel.

Par ces deux objectifs la Z.A.C. va permettre également de répondre aux besoins de logement de la ville et permettra également de rétablir le lien entre les quartiers périphériques et la gare.

1.3. LOCALISATION DE LA Z.A.C NOUVEAU SAINT ROCH

Le quartier Nouveau Saint Roch présente une superficie d'environ 15 ha. Le périmètre de la ZAC possède par contre une surface d'environ 7,6 ha.

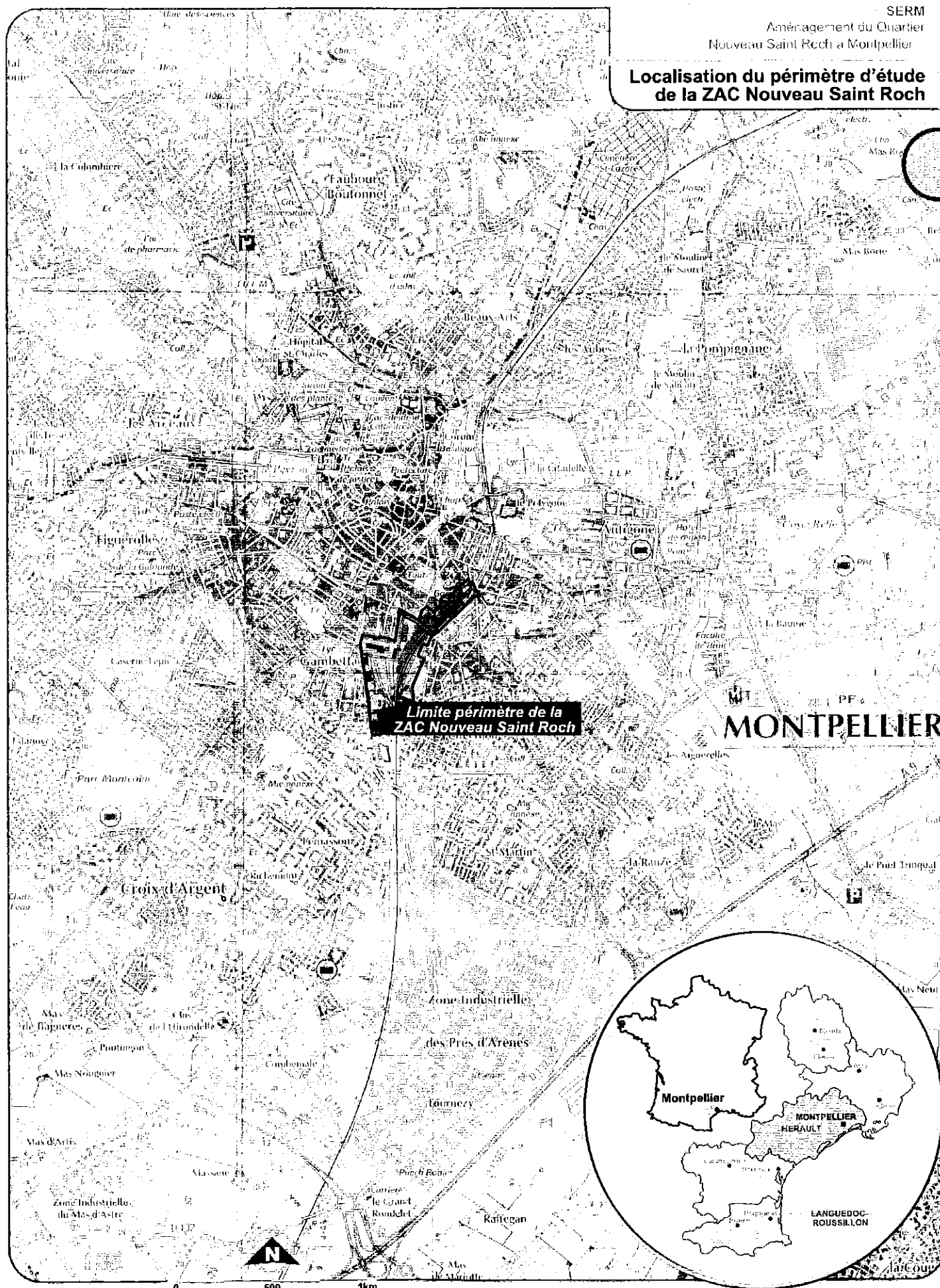
La zone de projet est située dans le centre ville de Montpellier, à proximité immédiate du centre médiéval qu'est l'Écusson ainsi que de la Place de la Comédie.

Cette zone peut être délimitée comme suit :

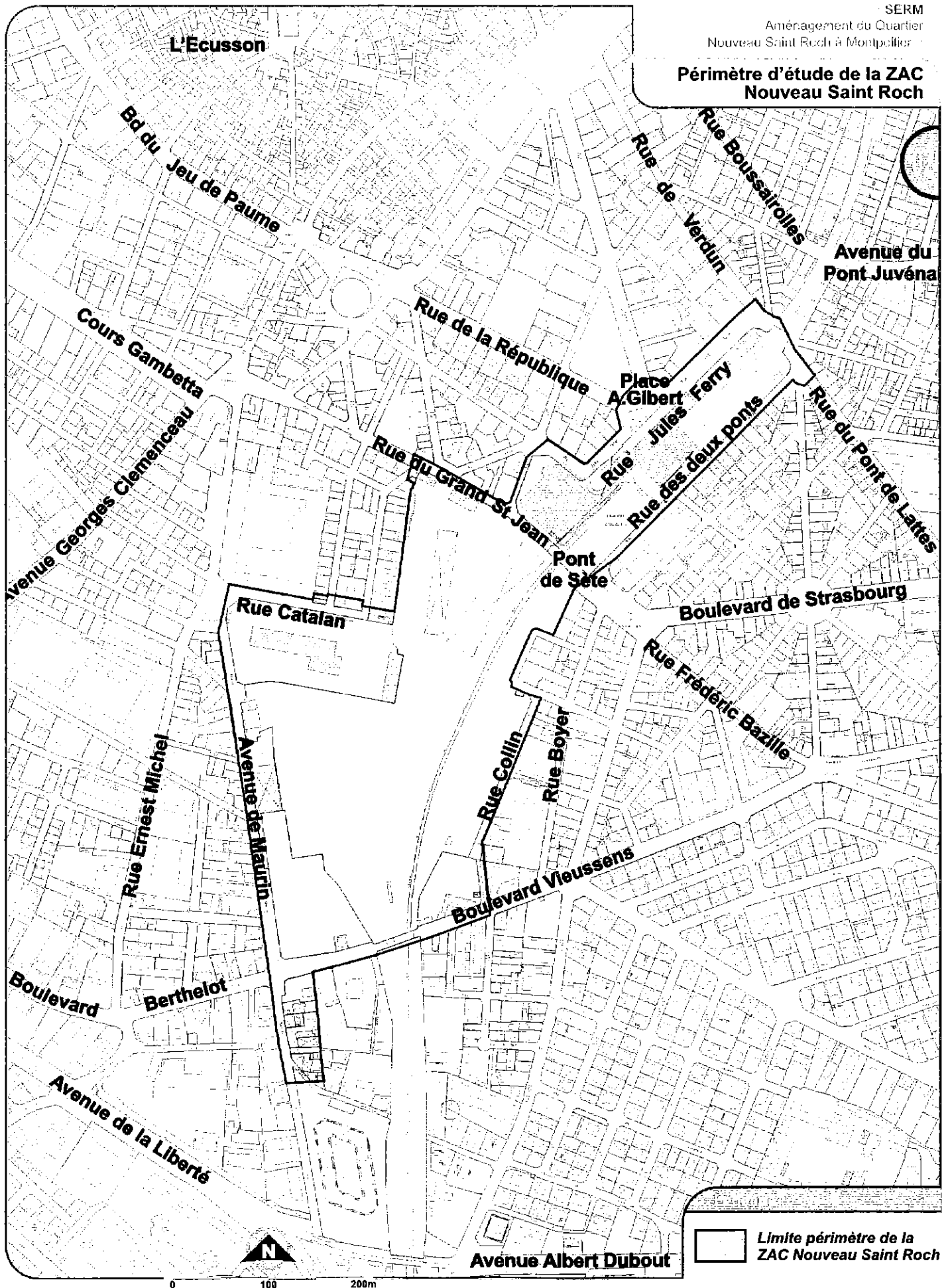
- Au Nord-Est par la rue du Pont de Lattes ;
- A l'Est, par la rue des Deux Ponts, les rues Colin et Boyer, et la tranchée SNCF ;
- Au Sud, par le boulevard Berthelot, le boulevard Vieussens et l'avenue de Maurin ;
- A l'Ouest, par la tranchée SNCF, le boulevard Vieussens et l'avenue de Maurin ;
- Au Nord-Ouest, par la rue Catalan, la rue Rondelet, la rue du Grand Saint Jean, la rue Pagésy, la rue Jules Ferry et la place Gilbert.

De par sa place centrale, l'aménagement de ce secteur en fait un lieu clé dans l'évolution de l'agglomération, dans sa structure, et dans celle de ses espaces centraux dans les décennies à venir.

**Localisation du périmètre d'étude
de la ZAC Nouveau Saint Roch**



**Périmètre d'étude de la ZAC
Nouveau Saint Roch**



1.4. GENERALITES SUR L'ETUDE D'IMPACT

L'étude d'impact environnementale fait partie intégrante de la démarche de Zone d'Aménagement Concertée. Cette étude permet de faire des choix de projet dans la conception du projet urbain en fonction des conséquences sur l'environnement.

En application des articles L 122-1 et suivants, et des articles R 122-1 et suivants du Code de l'Environnement, l'étude d'impact comporte, après un résumé non technique, les parties suivantes :

1. La présentation des **auteurs** de l'étude,
2. **l'analyse de l'état initial** du site et de son environnement,
3. **l'analyse des effets** directs et indirects, temporaires et permanents du projet sur **l'environnement, l'hygiène, la santé, la sécurité et la salubrité publique**
4. les **raisons pour lesquelles**, notamment du point de vue des préoccupations d'environnement, le **projet présenté a été retenu**,
5. les **mesures envisagées par le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire pour supprimer, réduire et si possible, compenser les conséquences dommageables** du projet sur l'environnement et la santé, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes,
6. une **analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet** sur l'environnement mentionnant les difficultés éventuelles de nature technique ou scientifique rencontrées pour établir cette évaluation.

Le projet fait également l'objet d'une procédure de concertation avec le service pluvial de la Ville de Montpellier et la police de l'eau afin d'intégrer dans la conception du projet les exigences en terme d'hydraulique du secteur.

La ZAC nouveau Saint Roch est également soumise à d'autres procédures réglementaires au titre du Code l'environnement et du Code de l'Urbanisme et notamment les textes concernant l'étude de sécurité publique.

Cette étude est régie par le **décret n°2007-1177 du 3 août 2007** pris pour l'application de l'article L111-3-1 du code de l'urbanisme,, JO du 05/08/2007 qui stipule qu'une étude de sécurité publique doit être conduite dans les conditions suivantes :

Extrait du décret

« Etude de sécurité publique

« Art. R. 111-48. - Est soumise à l'étude de sécurité publique prévue par l'article L. 111-3-1 :

« 1° Lorsqu'elle est située dans une agglomération de plus de 100 000 habitants au sens du recensement général de la population :

« a) L'opération d'aménagement qui, en une ou plusieurs phases, a pour effet de créer une surface hors œuvre nette supérieure à 100 000 mètres carrés ;

« b) La création d'un établissement recevant du public de première catégorie, au sens de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation.

« 2° Sur l'ensemble du territoire national, la réalisation d'une opération d'aménagement ou la création d'un établissement recevant du public, situés à l'intérieur d'un périmètre délimité par arrêté motivé du préfet ou, à Paris, du préfet de police, pris après avis du conseil local de

Ville de Montpellier
Quartier Nouveau St Roch
Etude d'impact

sécurité et de prévention de la délinquance ou à défaut du conseil départemental de prévention, et excédant des seuils définis dans cet arrêté.

« Art. R. 111-49. - L'étude de sécurité publique comprend :

« 1° Un diagnostic précisant le contexte social et urbain et l'interaction du projet et de son environnement immédiat ;

« 2° L'analyse du projet au regard des risques de sécurité publique pesant sur l'opération ;

« 3° Les mesures proposées, en ce qui concerne, notamment, l'aménagement des voies et espaces publics et, lorsque le projet porte sur une construction, l'implantation, la destination, la nature, l'architecture, les dimensions et l'assainissement de cette construction et l'aménagement de ses abords, pour :

« a) Prévenir et réduire les risques de sécurité publique mis en évidence dans le diagnostic ;

« b) Faciliter les missions des services de police, de gendarmerie et de secours. »

Cette étude de sécurité publique a été lancée. La réunion de la sous commission de sécurité a eu lieu le 24 mars 2010 à l'initiative de la Ville.

2. RESUME NON TECHNIQUE

L'évolution démographique de la ville de Montpellier entraîne une forte progression de la demande en logements. La ville souhaite améliorer et restructurer son patrimoine immobilier de même que son réseau de déplacement urbain.

C'est dans ce contexte que la ville s'est lancée dans l'élaboration d'un projet d'aménagement et d'urbanisation du quartier « Sud-Gares » sous l'appellation « Quartier Nouveau Saint Roch ».

L'aménagement de ce quartier a donc comme objectif la réussite d'un pôle d'échanges majeur de l'agglomération, et de s'inscrire dans une dimension urbanistique par la réalisation de la Z.A.C. St Roch.

Le périmètre de la Z.A.C. St Roch, d'une surface d'environ 7,6 hectares, est située dans le centre ville de Montpellier, à proximité immédiate du centre médiéval de l'Écusson et la Place de la Comédie.

2.1. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

- MILIEU PHYSIQUE

Le **climat** auquel est soumis la zone de projet est de type méditerranéen. Il est caractérisé par des précipitations peu nombreuses, parfois violentes et une fréquence élevée de vents forts.

La zone d'implantation de la Z.A.C a été **nivelée** à la cote de +26 m NGF **pour devenir un plateau ferroviaire**, puis a été travaillé vers le sud par déblais pour collé au terrain en place.

Le **sous-sol** de la zone de projet est formé de sable du Pliocène recouvert d'alluvions : limons, sables, loess Cette constitution lui confère de forte caractéristiques de perméabilité.

De ce fait, **la nappe du Pliocène** présente dans le sous-sol est vulnérable aux pollutions. Mais celle-ci est à relativiser car la nappe est non exploitée en aval du projet. Aucun captage ni périmètre de protection de captage des eaux ne se situe dans l'aire de projet.

Le projet se situe sur le **bassin versant du ruisseau des Aiguerelles**. Ce bassin versant urbain draine une partie du centre ville de Montpellier par des collecteurs unitaires.

L'ancien ruisseau des Aiguerelles a été canalisé sur tout le bassin versant intercepté par le projet de ZAC.

Les écoulements des ruisseaux des Aiguerelles sont essentiellement liés aux événements pluvieux. Il n'y a **pas de suivi de la qualité des eaux**.

Les **principales contraintes hydrauliques** pour la ZAC sont :

- un réseau pluvial à l'exutoire qui peut saturer lors des forts épisodes pluvieux,
- la présence des voies ferrées qui peut faire obstacle aux écoulements de surface.

La zone de projet est régie par des **outils de gestion et de planification** mis en place par l'agence de bassin Rhône-Méditerranée-Corse, un S.D.A.G.E., un S.A.G.E. et un Schéma Départemental de préservation un Schéma Départemental de préservation, de restauration et de mise en Valeur des Milieux. Le projet devra être compatible avec les orientations de gestion du bassin tel que le respect de la qualité du cours d'eau des Aiguerelles et la gestion des écoulements pluviaux.

Enfin le **risque d'inondation** est à considérer sur le secteur de projet, du fait de la saturation fréquente du réseau pluvial.

- MILIEU NATUREL

La zone de projet, totalement urbanisée, est composée essentiellement de voiries et de bâtiments. Elle n'accueille aucun espace naturel au sens strict et ne présente pas d'intérêt écologique. Toutefois, on recense en son sein une zone boisée classée au PLU, des espaces verts municipaux et des alignements d'arbres.

- PATRIMOINE ET PAYSAGE

Le paysage de la zone de projet est celui d'un « **quartier urbain dense** ». Il est marqué par un très faible nombre d'espaces libres, par un réseau de voiries qui combine rues et boulevards, et par un patrimoine immobilier de qualité composé de belles façades et d'espaces intérieurs généreux. Toutefois, la présence de la voie ferrée assombrit le paysage par la couleur du ballast et de l'acier.

Plusieurs **sites archéologiques** sont recensés à proximité de la zone d'étude par la Direction Régionale des Affaires Culturelles. Par contre, elle accueille **un site inscrit à l'inventaire des Monuments Historiques**. Elle est aussi concernée par le périmètre de protection d'autres monuments qui jouxtent la zone de projet.

- FONCTIONNEMENT URBAIN

Sa position au cœur du système urbain confère à la zone de projet une **activité commerciale** dense et diversifiée.

La configuration urbaine du centre ville de Montpellier, les rues très étroites et les secteurs piétonniers, rendent difficile sa traversée par les automobiles. Néanmoins, de part sa position au cœur du centre ville, la zone de projet bénéficie d'une **desserte exceptionnelle** par le système d'échange entre tramway, trains et bus. De plus, la mise en place par la ville du schéma fonctionnel de voirie, selon un système de 4 ceintures, permet de drainer le trafic automobile à destination ou issu du centre ville.

Le projet se situe sur des zones recensées à **vocation urbaine au PLU de 2006** lui permettant une modification et une réhabilitation du bâti existant ainsi que, dans certaines conditions, la réalisation de constructions nouvelles.

Elle fait l'objet d'un emplacement réservé au PLU pour la création d'une 6ème voie ferrée et possède un espace boisé classé recensé au PLU.

Plusieurs **servitudes d'utilité publique** relatives aux monuments historiques, aux voies ferrées, et aux communications téléphoniques et télégraphiques sont situées sur l'emprise du projet.

- CADRE DE VIE

Le fort trafic automobile périphérique et ferroviaire, présent à l'intérieur et autour de la zone de projet, est responsable de l'**ambiance sonore élevée** en période diurne et nocturne.

La **qualité de l'air** sur Montpellier est globalement bonne malgré quelques pics de pollution en période estivale. Dans son ensemble, la zone d'étude est soumise à des concentrations homogènes mais assez faibles en polluants, toutefois des valeurs élevées en NO₂ (polluant d'origine automobile) ont pu être relevées.

La zone de projet ne produit, ni ne reçoit aucune **odeur** particulière, permanente ou temporaire. Elle ne présente aucune **décharge** autorisée ou sauvage.

Le **système d'éclairage** est un système classique caractéristique des zones urbaines.

2.2. ANALYSE DES EFFETS DIRECTS ET INDIRECTS, TEMPORAIRES ET PERMANENTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT, L'HYGIENE, LA SANTE, LA SECURITE ET LA SALUBRITE PUBLIQUE

2.2.1. Effets liés à la période des travaux

- **EFFETS SUR LE MILIEU PHYSIQUE**

La réalisation des travaux et notamment les travaux de terrassements et de chaussées, peuvent générer des impacts temporaires sur la qualité des eaux et des sols. Deux risques principaux existent :

- Risque de pollution des eaux par les matières en suspension et les éventuelles matières polluantes issues des sites d'entreposage de la gare.
- Risque de pollution des sols et des eaux par déversement accidentel de polluants (hydrocarbure, huile...)

- **EFFETS SUR LE MILIEU NATUREL**

Les travaux pourront endommager certains arbres ainsi que les points verts municipaux et les squares.

De même ils pourront perturber la nidification de certaines espèces mais au regard du non intérêt patrimonial et du caractère temporaire des travaux les impacts seront négligeables et ne nécessiteront aucune mesure particulière.

- **EFFETS SUR LE PATRIMOINE ET LE PAYSAGE**

Les travaux pourront éventuellement permettre la mise à jour de patrimoine archéologique, et risquent d'endommager les bâtiments inscrits en monuments historiques.

L'impact visuel du chantier sera relativement fort et sera principalement lié à :

- la présence sur le site d'engins de chantier, de grues,...
- le risque d'envol de poussières qui peuvent salir les façades environnantes,
- le stockage des déchets du chantier.

- EFFETS SUR LE FONCTIONNEMENT URBAIN

Les travaux d'aménagement de la ZAC auront un impact positif sur l'économie puisqu'elle générera des emplois provisoires (main d'œuvre du chantier, fournisseurs,...).

Il sera à noter toutefois le risque de coupures de réseaux en période de travaux, qui sera compensé par la mise en place de mesures organisationnelles pour limiter ces impacts.

- EFFETS SUR LE CADRE DE VIE

- Perturbation du trafic et risque d'accident

Les nombreuses opérations techniques ainsi que le transport de perturberont le trafic urbain à proximité de la zone de projet. Ils feront temporairement augmenter le risque d'accident de la circulation.

- Effets sur l'air

Les travaux de terrassement sont générateurs de poussière. L'envol de poussière pourra gêner les habitants situés dans la zone de projet, les riverains implantés le long des itinéraires empruntés par les camions de transport, et réduire la visibilité des automobilistes (sous les vents dominants, passage des véhicules...).

Les gaz d'échappement émis par les engins de chantier et de transport de matériaux appartiennent à la série des gaz à « effets de serre ». Ils auront donc une incidence sur la qualité de l'air et sur le climat.

- Émission de bruit et de vibration

Le bruit émis depuis le chantier et par le passage fréquent des camions le long des itinéraires de transport sera perçu au droit des habitations les plus proches. Ces nuisances seront très ponctuelles et fortement limitées dans le temps.

2.2.2. Effets liés à l'implantation et au fonctionnement du projet

- EFFETS SUR LE MILIEU PHYSIQUE

- Effets sur les eaux superficielles

Le projet aura principalement deux effets sur les eaux superficielles :

- il induira/générera des débits ruisselés à l'exutoire de la ZAC bien que celle-ci soit déjà en grande partie imperméabilisée. Cette augmentation attendue devra être compensée par la création de volume de rétention (parc paysager). Le réseau pluvial existant de la ZAC sera maintenu et complété par un réseau de type séparatif qui sera dimensionné pour une pluie décennale.
- il pourra occasionner des pollutions (chroniques ou accidentelles) des eaux.
- Effets sur les eaux souterraines

La qualité du sol en place au droit de la zone de projet implique une certaine perméabilité au niveau de la nappe. Cependant, du fait de l'absence d'usages de la nappe en aval du site, les impacts du projet sur les eaux souterraines seront négligeables.

- Compatibilité avec les outils de gestion de l'eau

Le projet de réalisation de la ZAC Nouveau St-Roch s'inscrit dans les objectifs de SDAGE Rhône Méditerranée, ainsi que dans les objectifs du SAGE Lez-Mosson-Etangs Palavasiens (notamment pour la gestion du risque inondation, et la protection de la qualité de la ressource en eau).

- EFFETS SUR LE MILIEU NATUREL

La réalisation de la Z.A.C favorisera la mise en valeur des espaces verts et enrichira le patrimoine naturel de la ville par la création de nouveaux espaces verts.

En termes d'occupation du sol, le projet d'aménagement prévoit l'implantation de nouveaux bâtiments, la création d'un parc et la destruction de bâtiments existants SNCF. Ces aménagements optimiseront l'occupation du sol et la structure urbaine du quartier.

- EFFETS SUR LE PATRIMOINE ET LE PAYSAGE

Le paysage de la zone de projet sera totalement modifié, mais la conception architecturale et la volonté d'insertion urbaine et paysagère permettront d'améliorer le paysage urbain global et de proximité.

- EFFETS SUR LE FONCTIONNEMENT URBAIN

- Accessibilité au site

La volonté de la ville d'améliorer les déplacements dans le centre ville de Montpellier va bénéficier à la Z.A.C.. En conséquence, le projet intègre dans sa conception les principes d'aménagements de la ville pour restructurer les modes de déplacement telle que les trois lignes de tramway...

Ainsi, à terme la Z.A.C. présentera une bonne accessibilité, tant pour les automobiles que pour les transports publics ou encore pour les vélos et sera alors propice à l'accueil d'équipements publics d'agglomération, un centre culturel...

- Effets sur la circulation

La création de la Z.A.C. pourra générer une faible augmentation du trafic sur la zone de projet. Néanmoins celle-ci sera négligeable par rapport à l'augmentation de la circulation due à l'accroissement démographique général sur Montpellier.

Toutefois, les aménagements de voirie nouvelle et le recalibrage de certaines voies existantes de la Z.A.C. permettra une meilleure gestion des flux de trafic et donc une meilleure fluidité du trafic dans la zone de projet.

- Compatibilité avec les documents d'urbanisme

Le projet d'aménagement de la Z.A.C Nouveau Saint Roch est en conformité avec les documents d'urbanisme en vigueur (PLU et SCOT).

- EFFETS SUR LE CADRE DE VIE

- Le bruit

Globalement le projet n'aura pas d'impact sur l'ambiance sonore du quartier et ne constituera donc pas une source de nuisance sonore supplémentaire pour les populations de la zone de projet. De plus, les activités pressenties (commerces, bureaux, habitat...) ne seront pas la cause de nuisances sonores particulières. Néanmoins, le réaménagement et la création de voirie dans la Z.A.C. pourra engendrer une modification du niveau sonore au droit des habitations existantes situées le long de ces voies.

- Qualité de l'air

Le projet de Z.A.C. en lui-même ne va pas influencer sur la qualité de l'air de la ville. De plus, à terme, la politique de gestion des transports urbains permettra de réduire le trafic automobile et donc les rejets de gaz d'échappement sur la ville de Montpellier et notamment dans le centre ville.

2.3. RAISONS POUR LESQUELLES, NOTAMMENT DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT, LE PROJET A ETE RETENU

- CONTEXTE DU PROJET

L'agglomération de Montpellier connaît depuis plusieurs décennies une forte croissance. Compte tenu de cette dynamique, le double objectif de continuer à maîtriser la croissance de la ville tout en la valorisant s'exprime pleinement dans le projet d'aménagement dans lequel s'inscrit la Z.A.C Nouveau Saint Roch.

Le projet de création d'un nouveau quartier urbain proche de la Gare, et d'un pôle d'échanges en termes de transport et d'activités, est lui-même intégré dans les documents du SCOT et du PLU.

Le projet « Nouveau Saint Roch » prévoit :

- la restructuration complète de la gare en la plaçant au centre d'un vaste pôle d'échanges à l'échelle de l'agglomération montpelliéraine. Le pôle de la gare devient un lieu dont l'accessibilité est considérablement renforcée et au droit duquel les différents réseaux de déplacement sont interconnectés afin d'offrir une offre globale et optimisée de transport (hors programme ZAC).
- la création d'un nouveau quartier de centre ville, sur les emprises libérées et par la vente à la Ville des terrains Baurès appartenant à la Poste et de ceux de la SNCF et de RFF, préfigure que ce nouveau territoire contribuera aussi à l'attractivité commerciale de la zone et sera un élément fédérateur et structurant pour la requalification des quartiers environnants (programme ZAC).

- UN PROJET ADAPTE A LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE

La Z.A.C. répond au Grand Projet de Ville : Elle participera à l'extension spatiale et au développement quantitatif et qualitatif du centre-ville et redynamisera les quartiers de l'ensemble du centre-ville.

Elle se trouve au cœur du pôle d'échange du Plan de Déplacement Urbain ce qui lui permettra, à terme, d'en tirer tous les bénéfices du point de vue du système de circulation.

- **L'ENVIRONNEMENT INTEGRE DES LA CONCEPTION DU PROJET**

Le projet intègre dès sa conception les contraintes environnementales du quartier en vue de s'harmoniser parfaitement au site. L'environnement est pris en compte à plusieurs niveaux :

- Les contraintes environnementales sont intégrées depuis les premières étapes de la conception du projet : le projet préserve le patrimoine historique, conserve les espaces boisés classée ou non et permet l'intégrité du nouveau bâti avec l'existant.
- Le site choisi est adapté à l'implantation du projet : le projet va contribuer à la valorisation du patrimoine et de l'image du quartier représentant le cœur de l'agglomération.
- Le projet respecte le paysage : le projet va améliorer et embellir la perception paysagère du site et s'inscrit totalement dans le cadre de la politique paysagère de la ville de Montpellier.
- Le projet maîtrise les eaux pluviales : le projet va réduire les phénomènes de débordement des eaux en cas de forte pluie par la mise en place d'ouvrage de collecte et de rétention des eaux de ruissellement. Le dimensionnement est fait en cohérence avec les exigences du service pluvial de la Ville de Montpellier et de la police de l'eau.
- Un plan de mesures environnementales opérationnelles est mis en œuvre par le maître d'ouvrage.

2.4. MESURES ENVISAGEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE POUR SUPPRIMER, REDUIRE ET SI POSSIBLE, COMPENSER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES DU PROJET AINSI QUE L'ESTIMATION DES DEPENSES CORRESPONDANTES

2.4.1. Mesures d'ordres générales

- **CLAUSES ENVIRONNEMENTALES INCLUSES DANS LE CAHIER DES CHARGES DES ENTREPRISES AMENEES A SOUMISSIONNER**

Afin de s'assurer de la prise en compte de l'environnement le plus en amont possible dans les procédures de consultation des entreprises, les cahiers des charges intégreront des clauses destinées à prendre en compte les problèmes d'environnement et de cadre de vie pendant les opérations de réalisation du projet.

- **CELLULE DE COORDINATION**

Une cellule de coordination et de programmation de chantier sera mise en place pour optimiser l'organisation technique du chantier, de gérer les entreprises et de prendre en compte les problèmes d'environnement.

2.4.2. Mesures environnementales liées aux travaux

2.4.2.1. Mesures liées au fonctionnement du chantier

Les travaux risquent d'entraver la circulation dans et autour de la zone de projet. De plus, ils vont nécessiter le transport de matériaux de construction qui aura pour effet d'augmenter le risque d'accident, d'une part sur le chantier, d'autre part sur les axes routiers de desserte. Afin de réduire les effets sur la circulation et le risque d'accidents affectant les personnes et l'environnement, un plan de circulation du chantier sera élaboré par les entreprises.

2.4.2.2. Mesures liées au milieu physique

- **REDUCTION DES RISQUES DE POLLUTION ACCIDENTELLE DES EAUX**

Pour réduire les risques de pollution accidentelle, les produits polluants (huile de moteur, hydrocarbure,...) seront récupérés et évacués au fur et à mesure. La conduite normale du chantier et le respect des règles de l'Art sont de nature à éviter ce risque.

- **REDUCTION DES RISQUES DE POLLUTION DU SOL**

Des clauses contractuelles disposant de mesures spécifiques de gestion et traitement des déchets de chantier seront mises en place en concertation avec les entreprises.

- **REDUCTION DES DEPARTS DE MATIERE EN SUSPENSION DANS LES EAUX DE RUISSELLEMENT**

La période de terrassement et de mise à nu des surfaces sera réduite au maximum.

Un bassin de décantation et un système de concentration des eaux issues des parcelles terrassées seront conçus pour toute la durée du chantier. Celui-ci, aura pour objectif de collecter les eaux de pluie ruisselées afin de favoriser la décantation des matières sédimentables avant un rejet dans les collecteurs d'eau présent dans la zone de projet. En cas de pollution accidentelle, ce bassin pourra éventuellement servir de collecteur des effluents avant leur récupération.

2.4.2.3. Mesures liées au milieu naturel

Afin de s'assurer qu'aucun des boisements classés au POS situés à proximité ne subisse de dommages accidentels, des mesures de protection des arbres les plus exposés seront mises en place.

2.4.2.4. Mesures liées au patrimoine

Bien que la zone d'étude ne recense aucun patrimoine archéologique, la date de démarrage des travaux sera préalablement communiquée à la Direction Régionale des Affaires Culturelles suffisamment tôt pour que celui-ci puisse juger du bien fondé d'éventuelles fouilles conservatoires. La découverte fortuite de vestiges archéologiques provoquera l'information immédiate de la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc Roussillon afin d'assurer leur conservation.

De même, afin de préserver les monuments historiques, tous les moyens définis par la cellule de coordination, inscrits au cahier des charges des entreprises amenées à soumissionner, devront être appliqués.

2.4.2.5. Mesures liées au cadre de vie

- QUALITE DE L'AIR

Des mesures de réduction de l'envol des poussières seront mises en place lors des opérations de terrassement et lors du transport de matériaux fins et pulvérulents.

Dans leur proposition, les entreprises emmenées à soumissionner devront justifier du contrôle technique des véhicules utilisés afin de garantir, entre autre, le respect des normes d'émissions gazeuses en vigueur.

- BRUIT

Des mesures d'ordre réglementaire et organisationnel seront mises en place pour protéger les habitations situées notamment aux abords du chantier : respect de la législation et des horaires, contrôle technique. Les niveaux de bruit admissibles des engins de chantier seront respectés conformément à la réglementation en vigueur.

2.4.3. Mesures environnementales liées à l'implantation et au fonctionnement du projet

2.4.3.1. Mesures liées au milieu physique

Le projet d'aménagement de la ZAC Nouveau St-Roch prévoit de nombreuses mesures pour compenser les incidences attendues du projet sur les eaux superficielles du point de vue quantitatif et qualitatif.

L'imperméabilisation, même si elle est déjà en grande partie existante, sera compensée par la création de **volumes de rétention** qui servent à limiter les débits de pointe à l'exutoire de la ZAC et à traiter qualitativement les eaux pluviales.

Le principe général retenu est de stocker la pluie annuelle dans un bassin enterré et de stocker à ciel ouvert le complément jusqu'à l'occurrence centennale. Le bassin de rétention sera implanté dans le futur parc René Dumont et sera aménagé en espace vert.

Le débit de fuite du bassin sera rejeté dans une branche du réseau pluvial existant, qui franchit les voies ferrées par le cadre de 0.70m x 0.90m. Cette solution présente l'avantage de s'affranchir des contraintes de franchissement de réseau existant qui sont nombreux sur le secteur.

Le calcul du volume de stockage est pour la **pluie centennale**, en négligeant le débit de fuite, pour tenir compte de la saturation possible du réseau pluvial exutoire.

2.4.3.2. Mesures liées au milieu naturel

La création d'un parc dans la Z.A.C. sous l'appellation « Parc René Dumont » permettra d'une part d'enrichir le patrimoine végétal et d'autre part de réaliser une coupure dans l'urbanisation du centre ville.

Ce parc constitue une mesure intégrée au projet. Naturellement, les arbres du parc seront colonisés par certaines espèces d'oiseaux et permettront la réintroduction d'espèces animales dans le centre villes.

2.4.3.3. Mesures liées au paysage

Afin de garantir une unité architecturale et paysagère, le projet intègre la volonté de la ville de concevoir une zone esthétique totalement intégrée dans le paysage urbain du site.

Pour préserver l'esthétisme du quartier, un soin tout particulier sera apporté au choix des textures, des couleurs des nouveaux bâtiments. La création de perméabilités visuelles et d'effets de perspectives permettra une articulation des espaces publics anciens et nouveaux et une bonne intégration du projet. En effet, le caractère du paysage urbain et la mise en valeur du bâti contribuent à une image positive de la ville, mais également à la convivialité et à la qualité de vie pour ses habitants.

2.4.3.4. Mesures liées au cadre de vie

- **PROTECTIONS PHONIQUES**

Seules les nouvelles voies de circulation pourront à terme être génératrices de nuisances phoniques.

Le maître d'ouvrage s'appliquera à respecter les niveaux sonores réglementaires au droit des habitations de la ZAC et des habitations préservées.

Pour atteindre ces objectifs des ouvrages et aménagements de protection seront mis en place :

- La conception de la voirie avec accotement pour piéton permet d'éloigner la source des récepteurs et réduit le bruit perçu par les habitations.
- Pose de double vitrage et de pièges vibratoires sur l'ensemble des habitations construites dans le cadre de la ZAC

- **MESURES SANITAIRES**

Tous les raccordements aux réseaux sanitaires ou de collecte des ordures ménagères seront effectués en prenant en compte l'augmentation induite par le projet.

Toutes les modifications éventuelles ou de mise en conformité seront intégrées à la phase de réalisation de la ZAC.

2.4.3.5. Estimation du coût des dépenses à réaliser pour la mise en place des mesures environnementales

Il est important de préciser que certaines mesures environnementales proposées sont d'ordre organisationnelle et réglementaire et ne peuvent donc être chiffrés de manière indépendante. D'autres mesures, intégrées au projet, ne peuvent en être dissociés, comme l'installation des parkings en de fossés et noues paysagères...

2.4.4. Analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement

Les effets du projet ont été analysés en distinguant les impacts des travaux, les effets structurels et les effets fonctionnels.

Afin d'étudier les principaux effets de la réalisation du projet, la méthode utilisée a reposé sur des observations et enquêtes de terrain, des analyses de photos aériennes, la consultation des documents et études déjà réalisées ainsi que la consultation des administrations et organismes locaux.

Ville de Montpellier
Quartier Nouveau St Roch
Etude d'impact

Le tableau suivant présente les principales méthodes et les difficultés éventuelles rencontrées pour évaluer les effets du projet :

THEME	METHODE	DIFFICULTES RENCONTREES
Climat	L'analyse climatique a été réalisée à partir de données statistiques de la météorologie nationale.	Difficulté de quantification de l'incidence de l'urbanisation sur le climat.
Sol	Analyse bibliographique et de l'expertise géotechnique réalisée par FUGRO dans le cadre du projet Etude de la qualité et de la vulnérabilité des sols établie par ATOS Environnement.	Néant
Faune, Flore, milieux naturels et équilibres...	Recherches bibliographique, observation de terrain	Néant
Eau (superficielle et souterraine)	Modélisation pluie/débit du bassin versant avec le logiciel SIREA	
Paysage	Observation de terrain, analyse du bâti limitrophe au projet	Difficultés d'appréciation d'une conception architecturale et de l'analyse paysagère d'un projet dont seules les grandes orientations sont définies
Patrimoine	Le recueil de données a été réalisé auprès des administrations ou des organismes concernés (S.D.A. pour les monuments historiques, D.R.A.C. pour l'archéologie).	Néant
Commodité du voisinage (trafic, odeur, émission lumineuse)	Observations de terrain, Utilisation des données de trafic (comptage routier) de « l'étude du secteur gare » réalisée par la Ville de Montpellier.	Difficultés de quantification du trafic que pourra produire l'aménagement de la Z.A.C
Sécurité et salubrité (air, déchets)	Analyse bibliographique des études antécédentes, consultation de l'association LR-Air Observations de terrain.	Difficulté de simulation de l'état futur.
Bruit	Expertise bruit réalisée par 2AF Acoustique	Difficulté de déterminer l'incidence sonore propre du projet dans un secteur où les nombreux autres aménagements notamment les voies de circulation influent également sur le trafic routier et le bruit.

3. AUTEURS DE L'ETUDE

La réalisation du projet d'élaboration de la Zone d'Aménagement Concertée Nouveau Saint Roch est menée par la ville de Montpellier, Maître d'ouvrage de cette étude pour la conception de la Z.A.C.

La présente étude d'impact a été réalisée par

Egis Eau
Société Française d'Ingénierie

Agence Sud-Est, 78, allée John Napier
34965 MONTPELLIER Cedex 2
Tél. : (33) 04 67 99 22 00 - Fax : (33) 04 67 65 03 18
e-mail : montpellier.egis-eau@egis.fr

Auteurs de l'étude d'impact :

Patrick MICHEL, *Chef du Service Environnement chez Egis Eau, Directeur de projet*

Marion BOUCAULT, *Chef de Projet*

Joël GUITTON, *ingénieur hydraulicien*

Christophe MAUGERE, *Infographiste*

La conception technique et architecturale a été réalisée par le cabinet d'architecte Paul CHEMETOV en collaboration avec le cabinet NEBOUT. L'analyse paysagère a été réalisée par Mr DESVIGNES Michel.

L'étude géotechnique a été réalisée par bureau d'étude FUGRO Géotechnique.

La campagne de mesure acoustique et les analyses ont été effectuées par la Société 2AF Acoustique.

4. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

4.1. MILIEU PHYSIQUE

4.1.1. Climat

Le climat auquel est soumise la zone de projet est de type méditerranéen. Il est caractérisé par des précipitations peu nombreuses mais parfois violentes, un été chaud et un hiver doux ainsi qu'une fréquence relativement élevée de vents forts.

La situation proche du littoral, dans la plaine alluviale du Languedoc et en contrefort des Cévennes et des Costières, crée un climat typiquement méditerranéen. Il est marqué avant tout par une forte sécheresse estivale, un bel ensoleillement et des pluies abondantes en automne. La proximité maritime réduit les effets des grosses chaleurs de l'été et des grands froids hivernaux. Cette situation géographique induit une fréquence de vents forts élevée.

4.1.1.1. Précipitation

Le gradient de précipitation enregistré par Météo France décroît en s'éloignant de la côte méditerranéenne. Le mois le plus sec est le mois de juillet. La période la moins pluvieuse se situe entre avril et août.

Le mois d'octobre enregistre la plus grande pluviométrie, soit 4,6 fois plus que la pluie reçue en juillet. Les précipitations sous forme d'orage s'accroissent en été pour atteindre une moyenne mensuelle d'apparition approximative de 4 jours au mois d'août.

La présence de neige et de grêle est très faible avec moins de 3 jours de neige et moins de 1 jour de grêle par an. Le brouillard est rare avec une fréquence d'apparition de moins de 19 jours par an.

4.1.1.2. Température

Sur une année, la moyenne des températures est d'environ 17°C. Cette moyenne est élevée par rapport à la moyenne française.

Les températures moyennes mensuelles sont pour les minima de 6,4 °C en janvier (mois le plus froid) et pour le maxima de 22,7°C en juillet (mois le plus chaud).

4.1.1.3. Vent

La plaine languedocienne bénéficie d'une situation entre les deux principaux couloirs ventés qui accueillent la Tramontane du côté Sud-Ouest et le Mistral dans la vallée du Rhône.

Le nombre de jours connaissant un vent fort ($V > 16$ m/s) est important. Il est en moyenne au nombre de 46 durant l'année, soit fréquence de 13% annuelle.

Les mois respectivement les moins et les plus ventés sont août et avril.

Les vents dominants sont :

- Le Mistral, de direction Nord-Est / Sud-Ouest, plus fréquent en hiver.
- La Tramontane, de direction Nord-Ouest / Sud-Est , plus fréquent toute l'année.
- La Brise, de direction Sud-Est / Nord-Ouest, plus fréquent l'été.
- Le Marin, de direction Sud-Est / Nord- Ouest, plus fréquent l'été.

4.1.2. Topographie

Le site d'implantation de la Z.A.C a été constitué et nivelé comme plateau ferroviaire, à la cote du terrain naturel soit 26 m NGF, puis il a été travaillé vers le sud par déblais par rapport au terrain en place créant ainsi des dénivelés importants.

Le secteur gare a été historiquement constitué, et nivelé, pour être un plateau ferroviaire.

Celui-ci a été créé à la cote du terrain naturel au niveau de la gare et de la place Gilbert soit à +26 m NGF, et le site a été travaillé vers le Sud en déblais par rapport au terrain en place.

Par ailleurs, la coupure que représentent les voies ferrées a été en partie masquée par le tissu urbain dans le secteur Gare. Les ponts de Lattes et de Sète, la dalle de la gare couvrant une grande partie des quais à la cote +32 m NGF, créent des sols artificiels, sensiblement à 6 m au-dessus du sol urbain situé à +26 m NGF. Ce dénivelé est particulièrement marqué dans la rue des Deux Ponts où la gare semble surplomber le sol urbain.

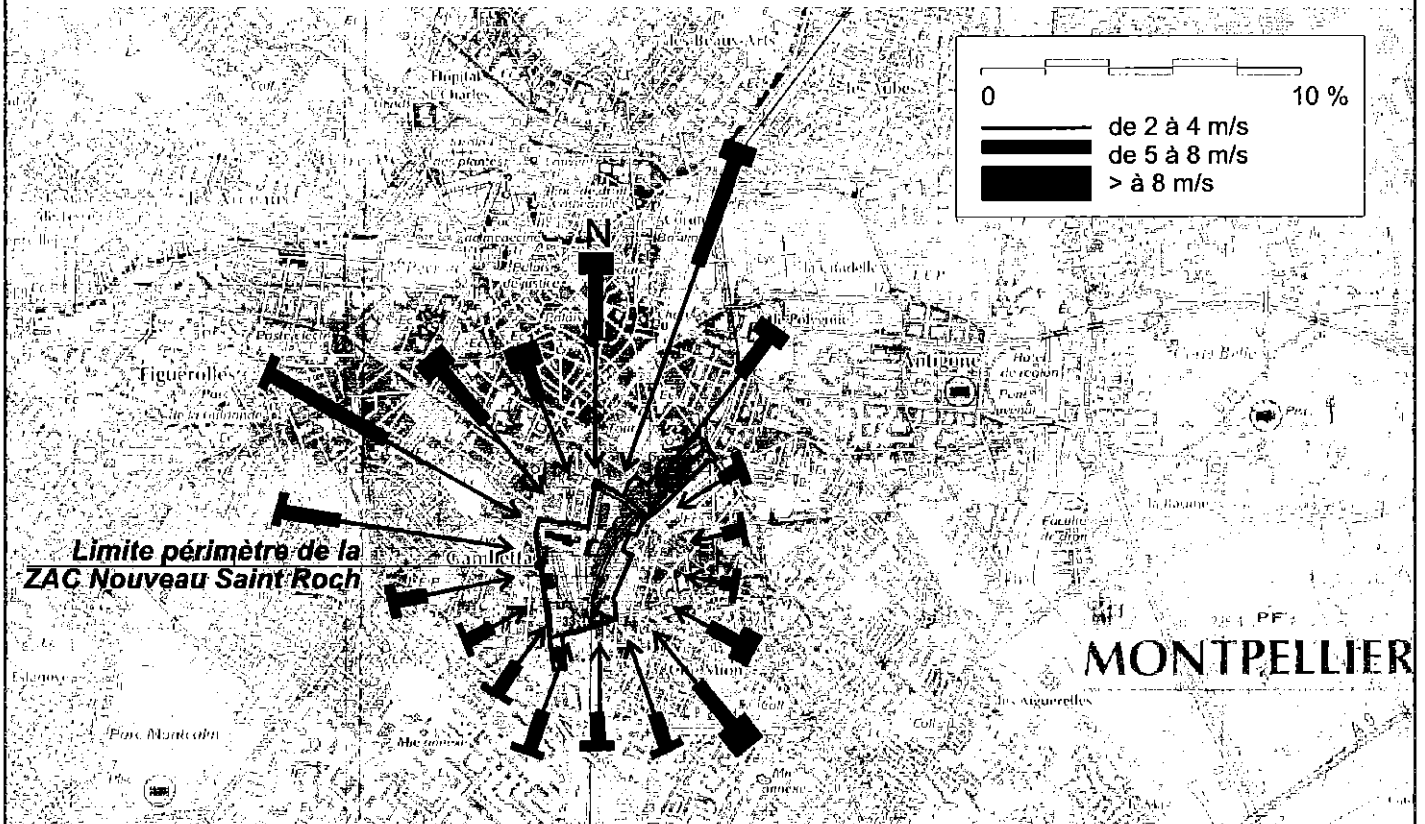
Du fait de la différence de topographie avec le sol naturel, le sol remodelé pour la gare est difficilement raccordable au sol urbain.

Cadre climatique

FREQUENCE MOYENNE DES DIRECTIONS DES VENTS PAR GROUPES DE VITESSES

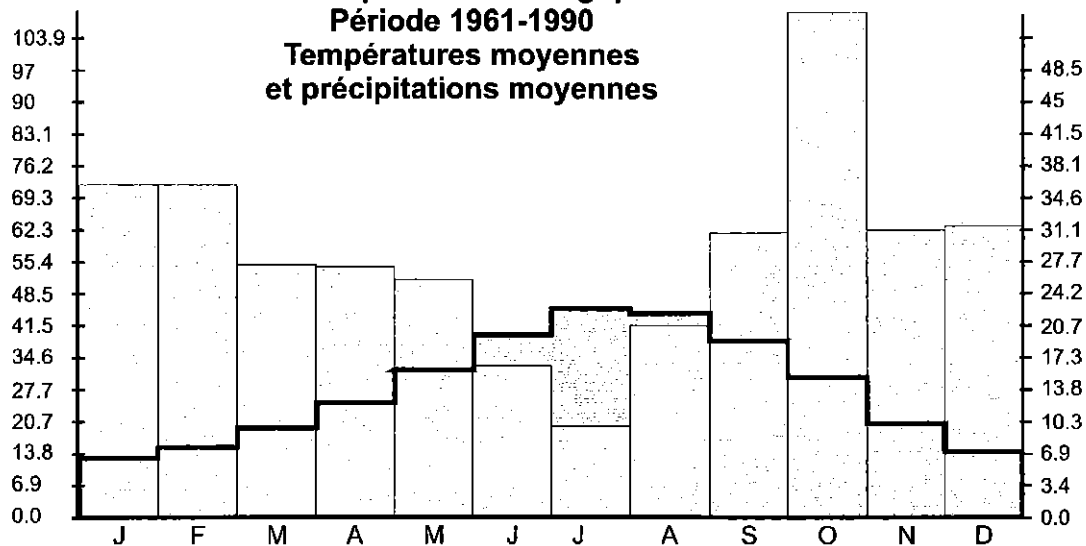
Evènements
climatiques

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Année
Orages	0.3	0.3	0.9	1.4	2.5	2.8	3.2	3.9	3.0	2.4	0.9	0.8	22.4
Vents forts >16m/s	4.9	4.7	5.2	5.5	3.3	2.8	2.7	2.2	2.6	3.4	4.3	4.5	46.1



Statistiques météorologiques Période 1961-1990 Températures moyennes et précipitations moyennes

Températures



0 500 1km

4.1.3. Géologie et géotechnique

Le sous-sol de la zone de projet est formé de sable du Pliocène recouvert d'alluvions : limons, sables, loess. Cette constitution lui confère des caractéristiques de perméabilité ($k=5.10^{-6}$ m/s).

4.1.3.1. Géologie

D'après les données fournies par la carte géologique de la France au 1/50 000^e, feuille XXVII-43 éditée par le BRGM, le substratum de la zone d'étude est constitué de sables fins à limoneux pouvant contenir des niveaux grésifiés lenticulaires d'épaisseur pluri-centimétrique à pluri-métrique.

Ces formations du pliocène, sont plus connues sous le nom de « **Sables Astiens de Montpellier** ». Ce faciès se caractérise par une série de sables jaunes surmontée par:

- D'une part, par des alluvions limono-argileuses du Lez et de ses affluents (ancien ruisseau des Aiguerelles notamment),
- D'autre part, par des remblais liés aux aménagements plus ou moins récents du site (d'après les renseignements fournis par la SNCF, la première gare de Montpellier aurait été construite au milieu du XIX^{ème} siècle).

4.1.3.2. Pédologie

Dans le cadre du projet de création de la Z.A.C Nouveau Saint Roch, une étude géotechnique a été réalisée par le bureau d'étude FUGRO sur le site du futur projet.

La campagne de reconnaissance a été exécutée du 12 juin au 8 juillet 2002 et a consisté notamment à réaliser 12 sondages.

Le plan de localisation de ces sondages est donné en annexe 1.

L'analyse des résultats fournis par les sondages conduit à distinguer 3 couches qui se superposent:

- DES REMBLAIS

Il s'agit d'argile limoneuse beige-grisâtre à cailloutis calcaire pouvant localement contenir des blocs de béton et des vestiges de l'ancienne gare qui n'ont pas été détruits. Ces formations qui sont généralement recouvertes de quelques décimètres de remblai routier ont été reconnues jusqu'à une profondeur de -2,2 m/TA.¹

- DES ALTERITES ARGILEUSES

Il s'agit d'argiles plus ou moins finement sableuses de teinte brune à ocre qui ont été rencontrées jusqu'à des profondeurs de -5,8 m/TA.

¹ TA : Terrain artificiel

**Géologie
sur la zone de projet**



Terrains sédimentaires



Alluvions récentes



Pliocène, faciès astien



0 250 500m

- UN SUBSTRATUM SABLEUX PLIOCENE

Celui-ci se compose de sables fins légèrement argilo-limoneux de teinte beige à grise qui intègrent localement des bancs gréseux ou des niveaux légèrement graveleux d'épaisseur pluri-décimétrique. D'après un sondage géologique profond exécuté à proximité de la gare (source BRGM), leur épaisseur serait en fait voisine de 60 m dans ce secteur de l'agglomération montpelliéraine. Elles surmonteraient les marnes bleues du Plaisancien.

Les essais de perméabilité, également effectués au sein du substratum sableux. Ils ont révélé une perméabilité moyenne voisine de $k = 5 \cdot 10^{-6}$ m/s, qui correspond à des matériaux modérément à moyennement perméables.

4.1.4. Eaux souterraines

Le projet se situe sur des sous-sols sableux renfermant une nappe aquifère. Aucun captage ou périmètre de captage d'eau potable se situe dans la zone projet.

4.1.4.1. La nappe Astienne

La description des eaux souterraines présentent dans la région de Montpellier est tirée de *l'Atlas hydrogéologique du Sud de la France, carte de Montpellier, réalisée par CERGA en 1978*.

La zone d'étude se situe sur des sous-sols du Pliocène. Le Pliocène renferme une nappe dans ses faciès sableux (Astien) qui peut s'étendre localement dans ses faciès caillouteux.

Cette nappe assez haute, baigne la totalité du substratum du Pliocène ainsi vraisemblablement que la base des altérites argileuses superficielles.

L'alimentation de cette nappe provient des précipitations et des calcaires jurassiques du « Pli de Montpellier » au contact Jurassique-Astien au Sud-Est de Castelnau. Le Lez ne semble pas participer à l'alimentation de cette nappe.

La surface libre de cette nappe suit la topographie. La vallée du Lez draine cette nappe astienne en hautes et basses eaux.

Cette nappe s'écoule vers le littoral et se trouve drainée par les écoulements de surface par l'intermédiaire de leurs alluvions.

4.1.4.2. Dynamique de la nappe

La dynamique de la nappe est par essence plus lente que celle du bassin versant. Les contraintes de pression générées par les collecteurs sont alors beaucoup plus pénalisantes.

Au niveau du site d'étude, il semble exister un très léger gradient d'écoulement du Sud-Ouest vers le Nord-Est. Celui-ci est dû notamment à l'influence du collecteur unitaire enterré, situé sous la rue Grand St Jean (ovoïde), qui joue un rôle de drain par temps sec.

Par contre, en période de hautes eaux, il est possible que le gradient d'écoulement de la nappe s'oriente d'avantage du Nord-Ouest vers le Sud-Est et ceux surtout au Sud du site hors de l'influence du collecteur.

La nappe est calée vers -3,5 à -4m/TN en période normale soit aux alentours de 22,7 à 23,2 NGF. En période de hautes eaux, ses fluctuations sont de l'ordre métrique.

L'étude géotechnique, menée par le bureau d'études FUGRO géotechnique, sur le secteur d'étude révèle :

- des gradients d'étiage faibles,
- un niveau apparemment contrôlé par la position du collecteur,
- un gradient général d'écoulement vers le Lez,
- une influence probable forte du collecteur selon son fonctionnement.

4.1.4.3. Contexte local et vulnérabilité

L'étude de diagnostic de pollution de la station de distribution de carburant, réalisée en 2003², permet de préciser le contexte hydrogéologique dans le proche environnement du périmètre de la ZAC St Roch

Les piézomètres et points de sondages du sols mis en place lors de cette étude démontrent que la nappe concernée est contenue dans les formations du Pliocène correspondant à un horizon sablo-argileux de 2 m d'épaisseur surmonté par des sables argileux jaunes d'une épaisseur moyenne de 4m par rapport au terrain naturel. Le niveau piézométrique moyen se situe à environ 2 m sous la surface du sol. La nappe des sables est donc en charge.

Un des sondages a montré la présence d'argiles sableuses sèches à partir de 6 m de profondeur constituant le mur de l'aquifère.

Les mesures piézométriques sur 3 ouvrages de contrôle ont définies un sens d'écoulement de la nappe orienté d'Ouest en Est.

Par conséquent, la présence d'une nappe d'eaux souterraines en charge au droit de la zone d'étude à faible profondeur est avérée. La présence de niveaux argileux en surface limite la vulnérabilité de la nappe vis-à-vis d'une éventuelle pollution en provenance du site.

² Rapport de diagnostic de pollution des sols réalisé par ATOS Environnement en juin 2003 aux abords des points de distribution de carburant situés dans la cour de dépôt de marchandise (site SERNAM)

4.1.4.4. Usage

Le diagnostic environnemental réalisé par ATOS Environnement en mai 2008, pour Réseau Ferré de France, met en exergue l'inexistence de captage à usages d'alimentation en eau potable ou à usages industriel et agricole dans le périmètre ou à proximité de la ZAC. De même, aucun périmètre de protection de captage ne concerne cette zone.

Toutes les données des pompages et des puits de la nappe de l'Astien mettent en évidence la faiblesse des possibilités aquifères de cette formation qui fut autrefois exploitée (puits de la ville de Montpellier). Cette nappe est donc actuellement délaissée de quelque utilisation. Les caractéristiques de cette nappe sont les suivantes :

- Perméabilité faible à modérée : 1 à 2.10^{-5} m/s
- Transmissivité : 2 à 5.10^{-4} m²/s
- Débit spécifique : 1 à 3 m³/h/m au maximum

Du fait de la non-exploitation de l'aquifère du Pliocène sur la zone de projet, l'éventuelle dégradation de sa qualité n'aura pas de conséquence particulière.

4.1.5. Eaux superficielles

Le projet se situe sur le bassin versant du ruisseau des Aiguerelles. Ce bassin versant urbain draine une partie du centre ville de Montpellier par des collecteurs unitaires.

L'ancien ruisseau des Aiguerelles a été canalisé sur tout le bassin versant intercepté par le projet de ZAC.

Les écoulements des ruisseaux des Aiguerelles sont essentiellement liés aux événements pluvieux. Il n'y a pas de suivi de la qualité des eaux.

Les principales contraintes hydrauliques pour la ZAC sont :

- ***un réseau pluvial à l'exutoire qui peut saturer lors des forts épisodes pluvieux,***
- ***la présence des voies ferrées qui peut faire obstacle aux écoulements de surface.***

4.1.5.1. La ZAC Saint Roch au sein du bassin versant des Aiguerelles

La ZAC St-Roch se situe dans le bassin versant des Aiguerelles, drainé par un réseau pluvial unitaire. Elle est bordée par les voies ferrées qui « barrent » le bassin versant des Aiguerelles et constituent un obstacle potentiel aux écoulements.

• **Fonctionnement hydraulique du bassin versant**

Il est important de connaître le fonctionnement hydraulique global du bassin versant pour déterminer les conséquences sur le projet des contraintes hydrauliques. Le fonctionnement hydraulique du bassin versant des Aiguerelles et par conséquent de la réaction du secteur d'emprise de la ZAC en terme de débit et de volume d'eau ruisselés en cas de pluie importante a été modélisé par EGIS Eau.

Les données clefs et résultats de cette modélisation sont présentés ci-après. Ceux-ci sont tirés du rapport d'étude hydraulique réalisée par EGIS Eau en novembre 2009.

Pluviométrie

Les données pluviométriques sont données par la station de Montpellier aéroport, qui dispose de près de 50 années de mesures avec un pas de temps de 6 minutes.

Les périodes de retour étudiées sont 2 ans, 10 ans et 100 ans.

Station de Montpellier aéroport période 1957 - 2006					2 ans		10 ans		100 ans	
					paramètres MONTANA		paramètres MONTANA		paramètres MONTANA	
Validité de l'ajustement					a	b	a	b	a	b
de	6	à	60	min	33.0	-0.430	57.3	-0.400	87.4	-0.365
de	60	à	360	min	32.4	-0.668	58.5	-0.691	90.9	-0.702
de	360	à	720	min	36.6	-0.734	61.8	-0.748	93.8	-0.754

Ces données sont utilisées pour construire les pluies de projet de type Keifer qui seront utilisées dans la modélisation du bassin versant. Les données des pluies récentes de septembre 2003 et septembre 2005 ont été récupérées auprès de météo-France.

Les hyétogrammes de pluies utilisés dans les calculs sont en Annexe 2.

Modélisation pluie-débit

Le modèle pluie-débit (SIREA) réalisé dans le cadre de l'étude du bassin versant des Aiguerelles est actualisé et complété pour calculer les volumes ruisselés et les débits de pointe.

Le bassin versant des Aiguerelles en amont des voies ferrées est découpé en sous bassins versants homogènes. Cf. Annexe 3.

Volumes ruisselés et débits de pointe

Les volumes ruisselés et les débits de pointe sont calculés par le modèle SIREA pour les différentes pluies.

Volumes ruisselés

bassins versants en amont des voies ferrées	septembre 2003	septembre 2005	pluie de 4 h			pluie de 12h		
			2 ans	10 ans	100 ans	2 ans	10 ans	100 ans
volume ruisselé m³	311 323	25 891	88 962	144 997	254 926	117 702	191 574	367 624

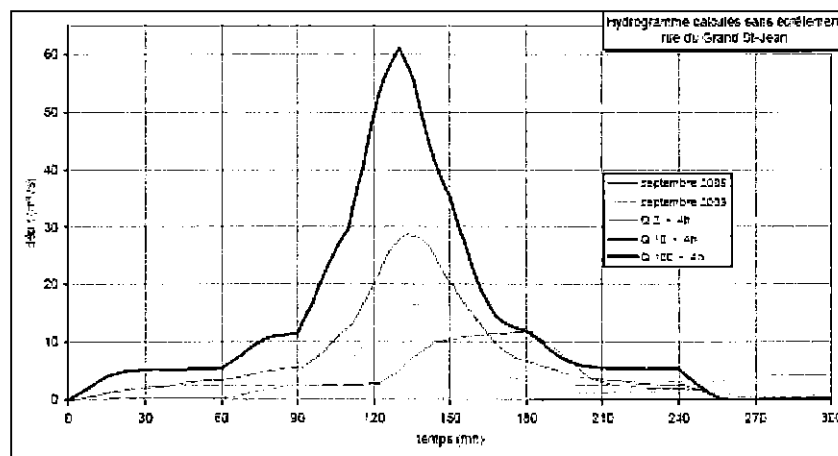
Débit de pointe

débits de pointe	septembre 2003	septembre 2005	pluie de 4 h			pluie de 12h		
localisation			2 ans	10 ans	100 ans	2 ans	10 ans	100 ans
R. St-Denis m³/s	14.5	9.3	13.4	23.1	45.1	13.4	23.1	45.2
rue du Grand St-Jean m³/s	15.3	11.7	18.6	23.7	61.1	16.5	25.7	61.1
rue de la République m³/s	4.1	2.6	4.2	7.1	14.2	4.2	7.1	14.0

Constats

- La pluie de septembre 2003 se caractérise par un volume ruisselé très important, supérieur au volume de la pluie centennale de 4h mais avec un débit de pointe proche du débit biennal.
- La pluie de septembre 2005 se caractérise par un volume ruisselé plus proche du volume de la pluie biennale de 4h et génère un débit de pointe inférieur au débit biennal. Globalement cette pluie a une période de retour inférieure à 2 ans.
- Le ratio V100 / V10 est de 2 et le ratio V2 / V10 est de 1.6.
- Le ratio Q100 / Q10 est de 2.1 et le ratio Q2 / Q10 est de 1.7.

hydrogrammes calculés rue du Grand St-Jean



L'emprise de la ZAC présente en cas de pluie importante des désordres hydrauliques qui se caractérisent par des volumes d'écoulements d'eau de ruissellement important mais avec des débits plus limité. Ce phénomène est lié à la saturation des collecteurs du réseau d'eau.

• **Durée de saturation du collecteur du Grand Saint Jean.**

Il s'agit d'estimer la durée pendant laquelle le collecteur du Grand St-Jean est saturé en cas de forte pluie. Ce paramètre est important car permet de fixer la capacité d'évacuation du réseau pluvial de la partie Est de la ZAC St-Roch.

La durée de saturation du collecteur est calculée par simulation à l'aide du modèle hydrologique des Aiguerelles (logiciel SIREA), en écrêtant les hydrogrammes sous les voies ferrées à la capacité du réseau pluvial, avec report des volumes écrêtés.

Fonctionnement du collecteur du Grand St-Jean						
Grand St-Jean	pluie de 4 h			pluie de 12h		
	2 ans	10 ans	100 ans	2 ans	10 ans	100 ans
durée avant saturation du réseau pluvial	6 mn 0h 6mn	60 mn 1h 20mn	200 mn 3h 20mn	6 mn 0h 6mn	60 mn 1h 20mn	200 mn 3h 26mn
volume évacué avant saturation	7	26 %	16 %	7	31 %	23 %
gare	pluie de 4 h			pluie de 12h		
	2 ans	10 ans	100 ans	2 ans	10 ans	100 ans
durée avant saturation du réseau pluvial	2 mn 0h 22mn	60 mn 1h	166 mn 2h 46mn	0 mn 0h	60 mn 1h	172 mn 2h 52mn
volume évacué avant saturation	7	30 %	16 %	7	34 %	23 %

Constats

- La durée de saturation ne dépend pas de la durée totale de la pluie mais plutôt de la durée de la période intense (les pluies de 4h et de 12h ont les mêmes durées intenses).
- La durée de saturation du réseau pluvial est au maximum de 3h30mn pour la pluie centennale.
- Le réseau pluvial ne sature pas dès le début de la pluie ; une fraction du volume ruisselé s'évacue au début de l'épisode pluvieux : de 26 à 35 % pour la pluie décennale et de 26 à 23 % pour la pluie centennale.

Pour tenir compte de la saturation du collecteur du Grand St-Jean, il faut considérer qu'au maximum 26 % du volume de la pluie décennale et 16 % du volume de la pluie centennal, peuvent s'évacuer au début de l'épisode pluvieux.

• **Etat de la transparence hydraulique sur l'emprise de la ZAC**

Les données sont tirées du rapport d'étude hydraulique réalisée par EGIS Eau en novembre 2009.

L'objectif est d'estimer l'influence des voies ferrées sur les écoulements superficiels, afin de déterminer la transparence hydraulique à conserver à travers les voies ferrées.

Cette infrastructure scinde le bassin versant des Aiguerelles en 2 parties et fait potentiellement obstacle aux écoulements en cas de ruissellements importants.

Pour les pluies courantes, les ruissellements pluvieux franchissent les voies ferrées par l'intermédiaire des collecteurs pluviaux. En cas de saturation de ces collecteurs,

des débordements vont se produire en amont des voies ferrées et au-delà d'un certain niveau, ces débordements vont se répandre sur les voies.

En cas de saturation du réseau pluvial, les écoulements de surface suivent la rue du Grand St-Jean, la rue Durant et la rue de la République. Les débordements s'accumulent prioritairement dans la dépression dont le point bas est face à la gare.

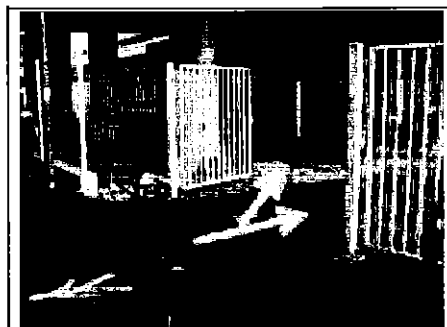
Les écoulements de la rue du Grand St-Jean s'évacuent préférentiellement vers la rue Levat dont la pente est importante mais une partie s'écoule vers la gare routière puis se retrouvent bloqués par la ligne 2 du tramway, en remblai par rapport au terrain d'origine. La cote de la plate-forme tramway est comprise entre 26.6 mNGF (pont de Sète) et 27 mNGF (en face de la direction régionale SNCF).

Les écoulements vers les voies ferrées se feront préférentiellement au niveau du pont de Sète.

C'est le point de passage privilégié entre les bâtiments de la gare, qui font obstacle à l'écoulement, et l'ancien quai de la SERNAM.



à gauche, le pont de Sète
à droite, l'ancien quai SERNAM



passage sous le pont de Sète

La figure topographie et sens d'écoulement, présenté page suivante, illustre la dépression topographique en amont de la gare et précise les principaux sens des écoulements superficiels.

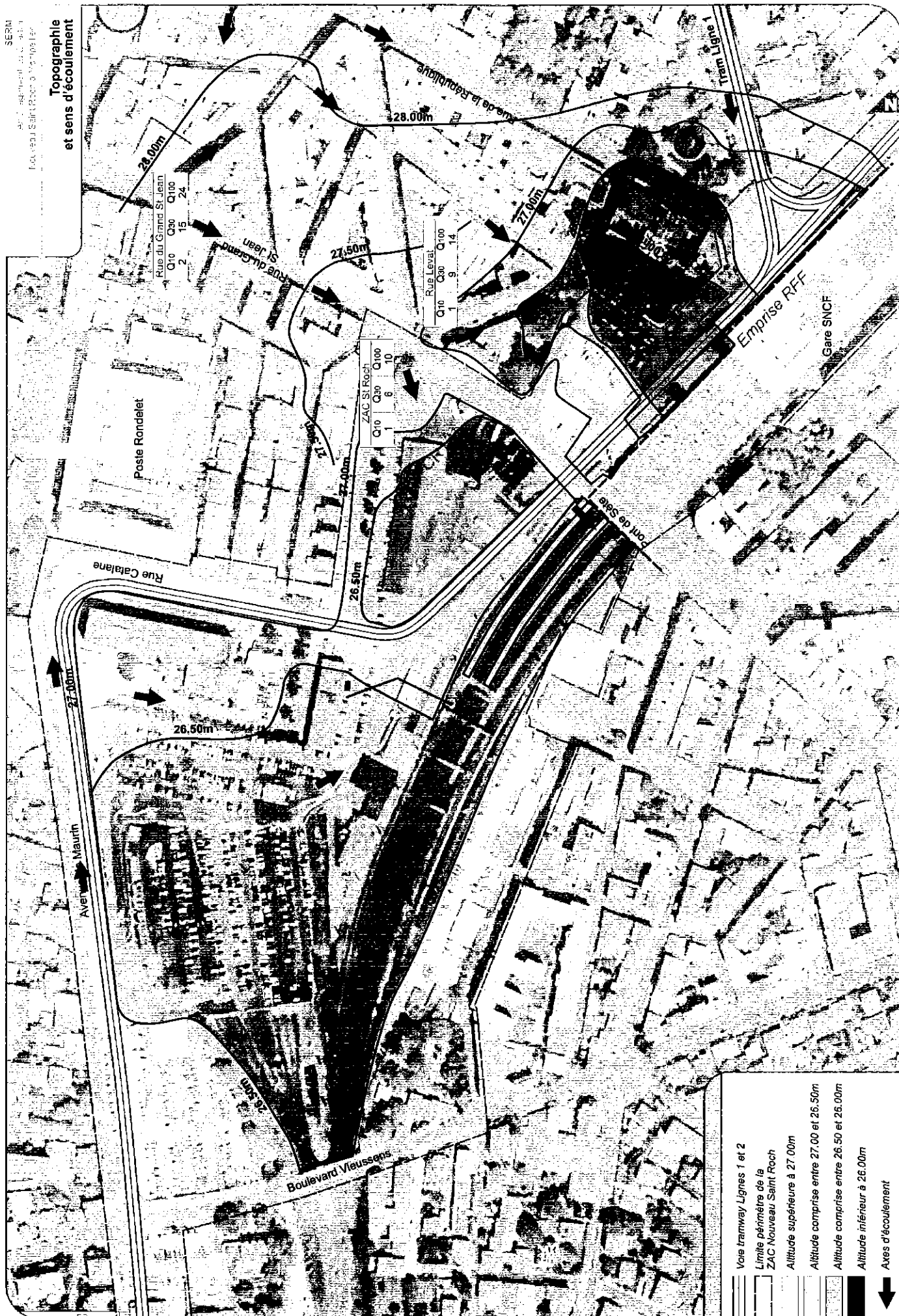
Le volume de débordement est estimé puis simulé dans le modèle SIREA.

Estimation du volume de la dépression naturelle, en amont de la gare

Il s'agit du volume de la dépression en amont des voies ferrées. Une estimation sommaire de ce volume est faite sur la base des plans topographiques de 1980 (fournis par la ville de Montpellier) et par des données topographiques ponctuelles.

Remarque : l'ensemble des débordements qui se produisent sur le bassin versant ne sont pas pris en compte.

Topographie et sens d'écoulement



Ville de Montpellier
Quartier Nouveau St Roch
Etude d'impact

cote mNGF	superficie de la zone inondable m²	volume de stockage potentiel m³	taux de remplissage %	volume de stockage effectif m³
25.5	2 000	0	60	0
26.0	7 500	4 900	60	2 900
26.5	37 700	22 600	60	13 600
cote moyenne des voies ferrées : 26.5 NGF				
27.0	87 600	62 700	60	37 600
28.0	150 500	119 000	60	71 400

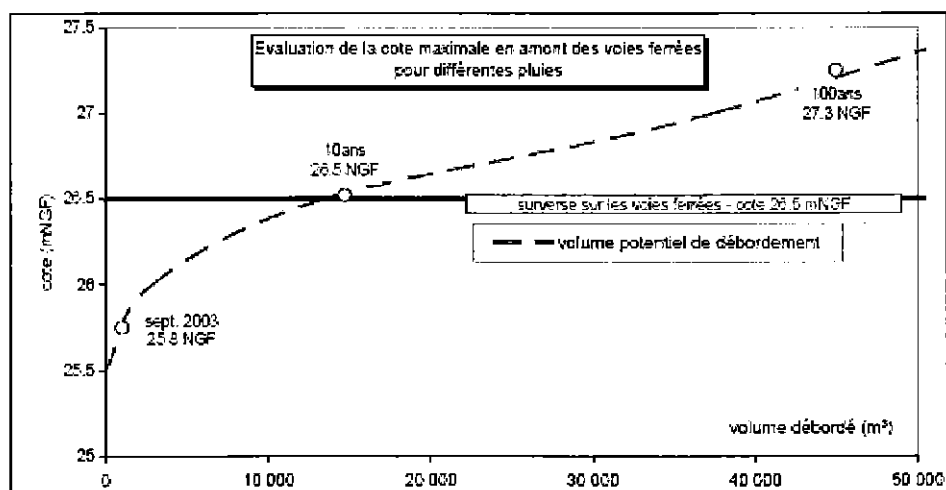
La cote 26.5 mNGF correspond à la cote moyenne des rails. Pour cette cote on estime à 13 600 m³ le volume de rétention en amont des voies ferrées, en considérant un plan d'eau horizontal, et un taux de remplissage des bâtiments de 60 %.

Estimation de la cote maximale en amont de la gare

La cote maximale de l'eau est calculée par simulation avec le logiciel SIREA, la dépression étant considérée comme un bassin de rétention, avec une largeur de déversement sur les voies de 15 m.

		septembre 2003	pluie 10 ans	pluie 100 ans
volume ruisselé	m³	311 305	191 839	367 624
volume débordé	m³	1 000	14 700	45 000
	%	0%	8%	12%
cote maximale	NGF	25.9	26.5	27.3

: cote maximale de surverse sur les voies ferrées



Constats

Pour la pluie de septembre 2003, le volume est relativement faible (1000 m³) et ne provoque pas de surverse sur les voies ferrées.

Pour la pluie décennale, le volume débordé est de l'ordre de 15000 m³ ce qui provoque le remplissage de la dépression jusqu'au niveau moyen des voies ferrées.

Pour la pluie centennale, le volume débordé est de l'ordre de 45000 m³, ce qui provoque une surverse sur les voies ferrées, d'une hauteur maximale de l'ordre du mètre. Cette valeur très élevée est à pondérer par le fait que l'on ne considère pas l'ensemble des débordements sur le bassin versant.

Le débordement en amont des voies ferrées pourrait se produire pour des pluies de périodes de retour supérieures à 10 ans, de période intense très courte (20'). Il faut cependant nuancer ce résultat en raison des hypothèses prises et notamment le fait que l'on néglige les débordements sur l'amont du bassin versant. Ce résultat est sans doute pessimiste en regard des observations faites au niveau de la SNCF.

Le maintien de la transparence hydraulique actuelle est une nécessité car dans le cas contraire les hauteurs d'eau pourraient être aggravées en amont des voies ferrées.

Estimation des débits du ruissellement de surface à travers la ZAC St-Roch

Les débits sont estimés pour les différentes périodes de retour, au niveau de la rue du grand St-Jean. La modélisation hydrologique donne le débit total, auquel on soustrait le débit capable des collecteurs.

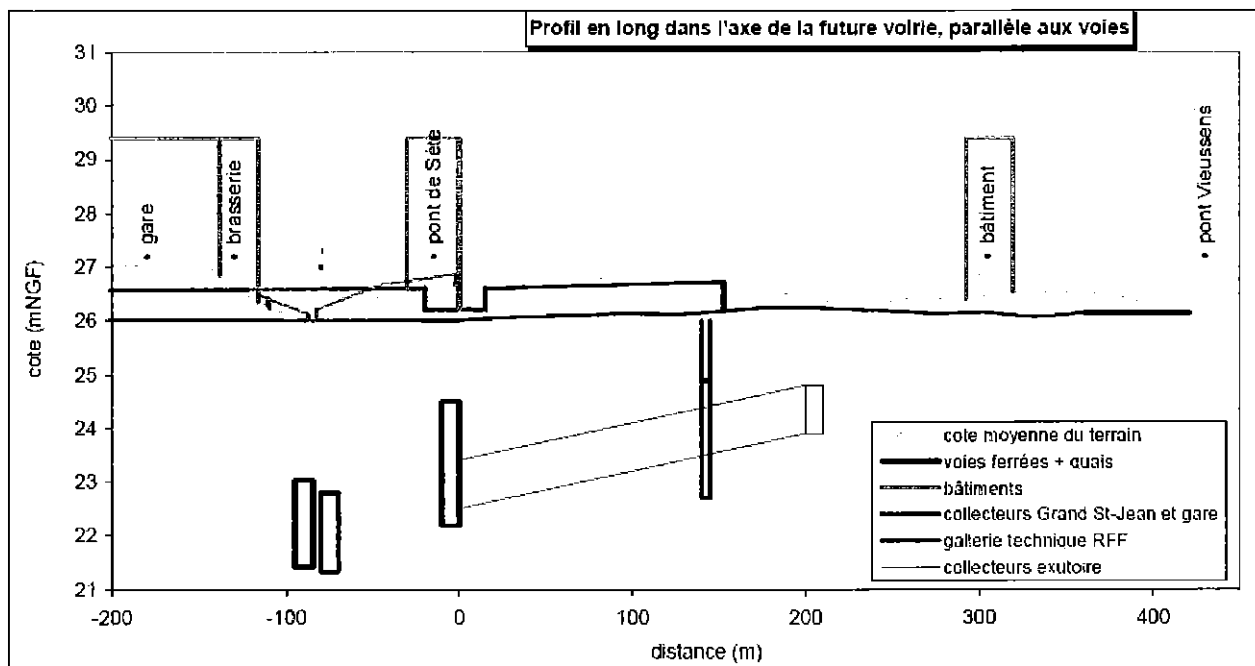
Une hypothèse est prise sur la répartition entre la rue Levat et la gare routière, en fonction des données topographiques et des observations de terrain.

débits de pointe rue du Grand St-Jean	pluie de 4 h - intense 30'			
	1 ans	10 ans	30 ans	100 ans
débit total m ³ /s	12	18	31	40
débit superficiel m ³ /s	0	2	15	24
- écoulement vers la rue Levat m ³ /s	0	1	9	14
- écoulement vers la ZAC St-Roch m ³ /s	0	1	6	10

Il apparaît que le débit pouvant potentiellement transiter par la ZAC St-Roch est de 10 m³/s pour la pluie centennale.

Pour assurer la transparence hydraulique, il sera nécessaire de conserver une largeur libre de tout obstacle de l'ordre de 10 m. Cette largeur est du même ordre de grandeur que la largeur de la rue du Grand St-Jean (largeur totale de 11 m).

profil en long des voies ferrées et des terrains de la ZAC St-Roch



4.1.5.2. Fonctionnement hydraulique actuel de la ZAC Saint Roch

• DESCRIPTION DE LA ZONE D'ETUDE

Le fonctionnement actuel du réseau pluvial de la ZAC St-Roch est décrit sur la base des données collectées auprès de la Direction Régionale de la SNCF, du cabinet de géomètre Bilicki et de plusieurs visites détaillées de terrain.

Le fonctionnement hydraulique actuel est présenté sur la figure page suivante.

BV 26 BV 27 BV 28 – partie centrale de la ZAC

Le bassin versant St-Roch correspond à la partie centrale de la ZAC (partie ouest).

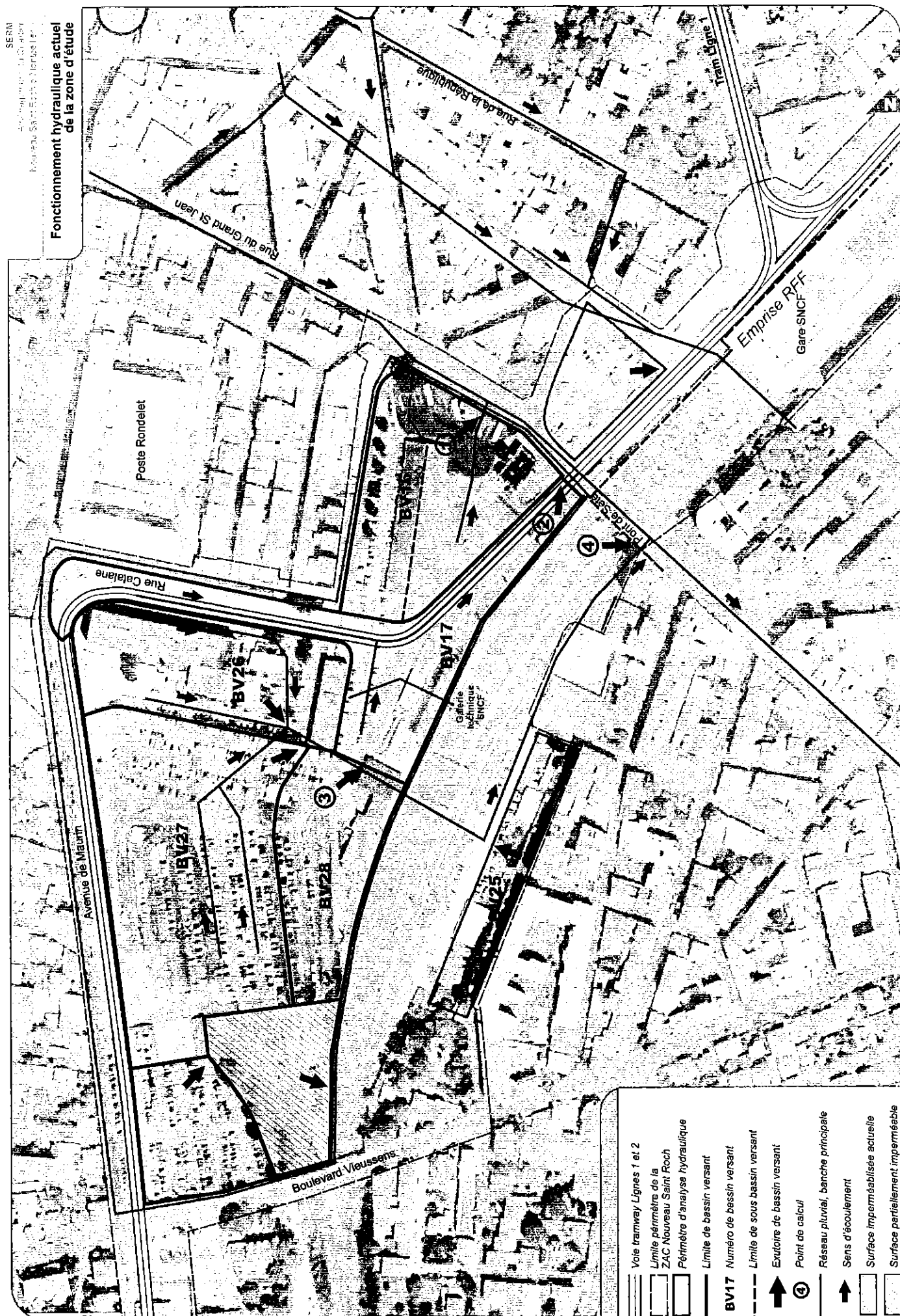
Il n'intercepte aucun bassin versant car les ruissellements provenant de l'amont sont canalisés le long de l'avenue de Maurin et par le collecteur mis en place lors des travaux de la ligne 2 du tramway.

Le bassin versant est imperméabilisé (parking + bâtiments).

Le réseau pluvial identifié sur les plans et repéré sur le terrain fonctionne en grande partie. L'exutoire de ce réseau pluvial traverse les voies ferrées par un aqueduc maçonné de 0.7m x 0.9m puis longe les voies coté sud pour se raccorder au collecteur du Grand St-Jean (Cf. profil en long ci-dessus).

Les caniveaux à grille, photos 4 et 5, longeant les anciens quais, et certains regards sont en partie bouchés.

Fonctionnement hydraulique actuel
de la zone d'étude



Voie tramway Lignes 1 et 2

Limite périmètre de la

ZAC Nouveau Saint Roch

Périmètre d'analyse hydraulique

Limite de bassin versant

BV17 Numéro de bassin versant

Limite de sous bassin versant

Exutoire de bassin versant

Point de calcul

Réseau pluvial, banchette principale

Sens d'écoulement

Surface imperméabilisée actuelle

Surface partiellement imperméable

BV 17 – quai des loueurs & ancien entrepôt SERNAM

Le bassin versant 17 est situé entre la rue du Grand St-Jean, les voies ferrées et la ligne 2 du tramway.

Il n'intercepte aucun bassin versant car les ruissellements provenant de l'amont sont canalisés le long de la rue Leenhard.

Le bassin versant est imperméabilisé en totalité (bâtiments + parking).

Le réseau pluvial identifié sur les plans et repéré sur le terrain fonctionne. Il a pour exutoire le collecteur du Grand St-Jean.

Secteur ouest - gare

Le projet correspond à la parcelle I à l'Est de la rue du Grand St-Jean.

Sur ce secteur, la ligne 2 du tramway et la gare marquent la limite avec la partie amont du bassin versant des Aiguerelles. Les 2 collecteurs principaux qui drainent le bassin versant des Aiguerelles (collecteur de la rue du Grand St-Jean et collecteur Jeu de Paume) franchissent les voies au niveau du pont de Sète et de la gare.

Le bassin versant est imperméabilisé en totalité (centre urbain dense).

Le réseau pluvial est complexe et maillé. Il passe par endroit sous les bâtiments. Les branches secondaires se re-concentrent en amont de la gare. Seuls les 2 collecteurs principaux franchissent les voies ferrées. Ce secteur est potentiellement inondable en cas de saturation du réseau pluvial.

Le réseau pluvial actuel

La figure 6 présente les branches principales du réseau pluvial existant sur l'emprise de la ZAC St-Roch et les bassins versants associés.

Le réseau pluvial est relativement dense autour des bâtiments de la SNCF. Toutes les branches ont pour exutoire le collecteur de la rue du Grand St-Jean qu'elles rejoignent soit le long de la ligne 2 du tramway soit après avoir traversé les voies ferrées, en aval du pont de Sète.

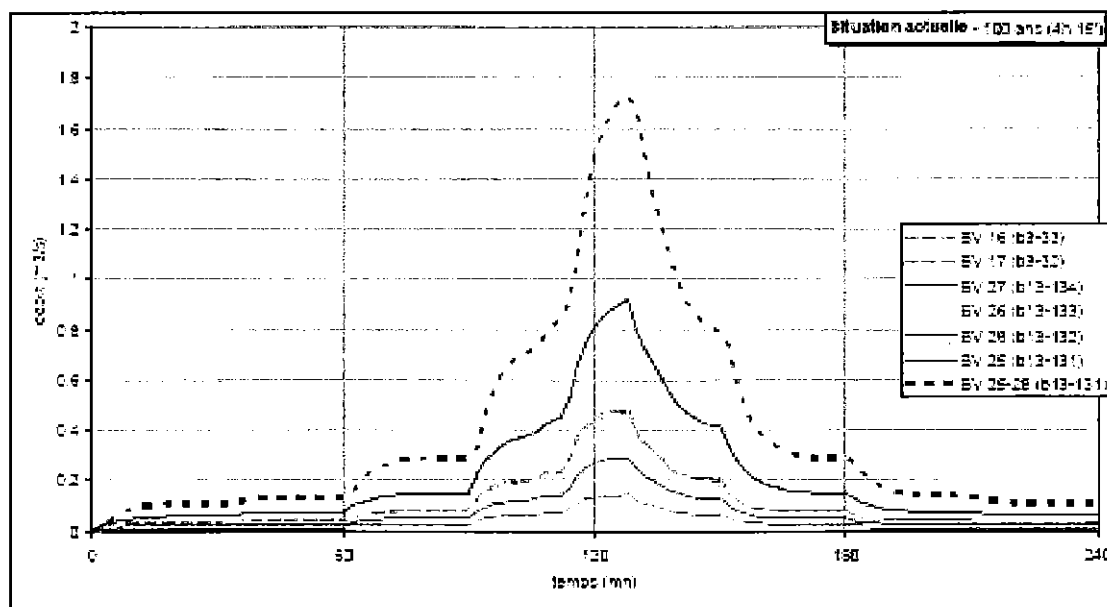
• DEBITS DE POINTE & VOLUMES RUISSELES

Les débits et volume ruisselé sont calculés avec le modèle hydrologique (SIREA), pour les périodes de retour 1, 10, 30 et 100 ans.

Le débit de pointe rejeté dans le cadre exutoire est de 0.83 m³/s en décennal et de 1.61 m³/s en centennal. La capacité du cadre, estimée à 0.90 m³/s est de l'ordre du décennal.

Les rejets directs dans le collecteur du Grand St-Jean (BV 16 et BV 17) sont de 0.5 m³/s en décennal et de 0.98 m³/s en centennal.

bassin versant versant	actuel							
	débit de pointe				volume			
	1	10	30	100	1	10	30	100
16	0.13	0.25	0.40	0.49	457	815	1352	1571
17	0.13	0.25	0.39	0.47	432	785	1328	1537
25	0.04	0.08	0.12	0.15	125	236	410	482
26	0.11	0.21	0.33	0.40	380	678	1139	1315
27	0.24	0.47	0.75	0.92	862	1589	2820	3024
28	0.08	0.15	0.24	0.29	261	502	828	958
26+27+28	0.43	0.83	1.32	1.61	1543	2768	4584	5296
25+26+27+28	0.47	0.91	1.44	1.76	1668	3005	4994	5758



4.1.5.3. Qualité et usages

- QUALITE

Le ruisseau des Aiguerelles n'a pas d'objectif de qualité.

Les eaux de ruissellement s'écoulant sur le bassin versant des Aiguerelles et notamment sur la zone de projet sont évacuées par le réseau unitaire vers la station d'épuration Maera. Le déversoir d'orage existant vers le Lez a été réaménagé en 2007.

La station d'épuration permet de traiter un débit de 1.5 m³/s et de prétraiter jusqu'à environ 4 m³/s. En période de pluie, 4 bassins tampons existent pour écrêter les débits de pointe.

Au-delà, les eaux sont rejetées vers le Lez sans traitement.

La qualité des eaux du Lez est conditionnée par les rejets du réseau d'assainissement en période de pluie : mélange d'eaux pluviales et d'eaux usées non traitées. Elle est fortement influencée par les apports d'origine urbaine.

Le Lez, exutoire du ruisseau des Aiguerelles, fait l'objet d'un suivi de qualité, réalisé par l'Agence de l'Eau. La qualité des eaux du Lez se dégrade de l'amont vers l'aval :

- En amont de Castelnau, la qualité est correcte (classe 1B).
- Entre Castelnau et la station d'épuration Maera, la qualité se dégrade et passe en classe 3.
- En aval de la station d'épuration, le Lez est hors classe avec une pollution en azote et phosphore importante et un milieu anaérobie temporairement.

Globalement, on remarque une eutrophisation sensible du réseau hydrographique en période estivale.

Cette sensibilité résulte de la conjugaison de plusieurs facteurs :

- le cours d'eau est récepteur de nombreux effluents de stations d'épuration et d'eaux usées domestiques (défectuosité de réseaux d'assainissement),
- le Lez est très sollicité par les prélèvements agricoles et domestiques,
- le morphodynamisme du cours d'eau : écoulement avec des faibles pentes, cours d'eau compartimenté par des barrages qui provoquent le ralentissement et le réchauffement de la lame d'eau,
- l'activité agricole est particulièrement développée sur une grande partie du bassin versant.

- **OBJECTIFS DE QUALITE**

Les objectifs de qualité fixés par l'Agence de l'Eau sont la classe 1B (qualité « bonne ») à la traversée de Montpellier et la classe 2 (qualité « passable ») depuis la sortie de Montpellier jusqu'à l'embouchure. L'objectif de qualité recherché au droit du projet correspond donc à la classe 1B.

- **USAGES**

Le ruisseau des Aiguerelles ne fait l'objet d'aucun usage particulier en dehors de l'assainissement d'une partie du centre ville de Montpellier.

En revanche, le Lez qui constitue son exutoire est largement sollicité en aval de la zone de projet pour :

- l'agriculture : exploitation de la ressource superficielle et profonde pour l'irrigation,
- des usages domestiques : arrosage de potagers, de pelouses...

4.1.5.4. Outils de gestion et de planification des ressources en eau

La zone de projet est située sur le bassin Rhône-Méditerranée-Corse qui possède des outils de gestions et de planification notamment un S.D.A.G.E., un S.A.G.E. et un Schéma Départemental de préservation, de restauration et de mise en Valeur des Milieux Aquatiques. Ces outils imposent au projet de respecter la qualité du cours d'eau des Aiguerelles et de gérer les écoulements pluviaux.

- SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)

4.1.6. Le SDAGE 2010 – 2015

Après leur adoption par le Comité de bassin le 16 octobre dernier, le SDAGE Rhône-Méditerranée 2010-2015 ainsi que le programme de mesures associé ont été approuvés le 20 novembre 2009 par le Préfet coordonnateur de bassin, Préfet de la Région Rhône-Alpes.

Le SDAGE Rhône-Méditerranée est entré en vigueur le 21 décembre 2009 comme sur les 7 autres bassins hydrographiques métropolitains, pour une durée de 6 ans.

La directive cadre européenne sur l'eau du 23 octobre 2000 fixe un objectif ambitieux aux Etats membres de l'Union : atteindre le bon état des eaux en 2015.

Cet objectif est visé par le SDAGE 2010-2015 (Schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau) du bassin Rhône-Méditerranée et par son programme de mesures.

Le SDAGE 2010-2015 arrête pour une période de 6 ans les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques à l'échelle du bassin. Il fixe des objectifs de qualité des eaux à atteindre d'ici à 2015.

Le SDAGE : un cadre juridique pour les politiques publiques

Les orientations fondamentales du SDAGE et leurs dispositions sont opposables aux décisions administratives dans le domaine de l'eau (réglementation locale, programme d'aides financières, etc.), aux SAGE et à certains documents tels que les plans locaux d'urbanisme (PLU) et les schémas de cohérence territoriale (SCOT), les schémas départementaux de carrière.

Huit orientations fondamentales

- Prévention : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- Non dégradation : concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- Vision sociale et économique : intégrer les dimensions sociale et économique dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux
- Gestion locale et aménagement du territoire : organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux de développement durable
- Pollutions : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions toxiques et la protection de la santé

Des milieux fonctionnels : préserver et développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques

Partage de la ressource : atteindre et pérenniser l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir

Gestion des inondations : gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau

Le SDAGE définit également des **principes de gestion spécifiques** des différents milieux : eaux souterraines, cours d'eau de montagne, grands lacs alpins, rivières à régime méditerranéen, lagunes, littoral.

Le bon état doit être atteint en 2015. Dans certains cas, l'objectif de bon état ne peut être atteint en 2015 pour des raisons techniques ou économiques ; le délai est alors reporté à 2021 ou au plus tard à 2027. L'objectif d'atteinte du bon état est fixé à 2015 pour l'étang de Thau.

Aucun objectif de qualité n'est défini par le SDAGE pour le ruisseau des Aiguerelles.

4.1.7. SAGE Lez-Mosson-Etangs Palavasiens

Le SAGE Lez-Mosson-Etangs Palavasiens a été élaboré et approuvé par arrêté préfectoral le 29 juillet 2003. Le périmètre du SAGE s'élève à 536 km² et englobe toute l'agglomération de Montpellier.

Le SAGE dresse un état des lieux détaillé et fixe des objectifs. A l'image de la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, un des enjeux majeurs du SAGE est de promouvoir une gestion concertée et cohérente sur l'ensemble du périmètre.

Le projet étudié est situé en zone B : « zone de plaines et de vallées à densité de population importante ». Les atouts de cette zone sont la présence de milieux aquatiques remarquables ayant conservé une forte valeur écologique, piscicole et paysagère, avec une potentialité de développement des activités sportives et de loisirs liées à ces milieux. Bien entendu ces atouts concernent en particulier les secteurs situés en aval de la zone d'étude et donc du ruisseau des Aiguerelles, aujourd'hui artificialisé. Toutefois, il est intéressant de rappeler les objectifs du SAGE afin d'avoir une vision globale à l'échelle du bassin versant du Lez.

Les enjeux du SAGE Lez-Mosson-Etangs Palavasiens sont les suivants :

- Disposer d'une ressource en eau de qualité, en quantité suffisante, pour subvenir aux besoins de la population (sédentaire et saisonnière) comme aux besoins des activités économiques (agriculture, pêche, aquaculture, industrie...),
- Faire diminuer les risques dans la distribution d'eau potable, qu'il s'agisse des risques de pénurie comme des risques de pollution accidentelle,
- Faire diminuer les risques d'inondation,
- Maintenir ou développer de façon raisonnée (sans porter atteinte au fonctionnement des écosystèmes) les usages liés aux milieux aquatiques et aux zones humides, et notamment la pêche, la conchyliculture, la pisciculture et les activités éco-touristiques,
- Préserver ou restaurer la capacité auto-épuration des milieux aquatiques et des zones humides,
- Préserver ou restaurer la capacité des milieux aquatiques et des zones humides à stocker les crues,

- Préserver ou restaurer la fonction paysagère des milieux aquatiques et des zones humides,
- Préserver ou restaurer la biodiversité des milieux aquatiques et des zones humides.

Le SAGE se compose de 4 orientations fondamentales pour répondre aux grands enjeux de la gestion de l'eau. Ces orientations sont-elles mêmes déclinées en mesures et actions :

Orientation fondamentale n°1 : Préserver ou améliorer les ressources en eau

- A/ Amélioration de la connaissance des ressources en eau et des relations entre les aquifères
- B/ Amélioration de la gestion quantitative des ressources en eau
- C/ Amélioration de la qualité de l'eau dans le milieu naturel
- D/ Maintien de la qualité de l'eau potable et de la sécurisation de l'alimentation en eau potable

Orientation fondamentale n°2 : Réduire le risque d'inondation

- A/ Mesures générales
- B/ Aménagements linéaires lourds (bords de cours d'eau ou d'étangs)
- C/ Préservation de l'intégrité physique des lits majeurs
- D/ Action sur le bassin versant

Orientation fondamentale n°3 : Préserver ou restaurer les milieux aquatiques, les zones humides et leurs écosystèmes

- A/ Préservation de l'intégrité physique des milieux aquatiques et des zones humides
- AB/ Amélioration de la connaissance des phénomènes sédimentaires et de la gestion physique des zones humides
- B/ Amélioration des échanges hydrauliques et sédimentaires
- C/ Protection et restauration des habitats
- D/ Protection des espèces
- E/ Mise en valeur touristique et paysagère des milieux aquatiques et des zones humides

Orientation fondamentale n°4 : Améliorer l'information et la formation / Développer l'action concertée

- A/ Améliorer le niveau de connaissances dans le domaine de l'eau
- B/ Amélioration de l'action concertée

Pour lutter contre les inondations, le SAGE préconise notamment de :

- réserver les lits majeurs en tant que zone d'écoulement et de stockage des eaux et des sédiments (limiter l'artificialisation),
- mieux gérer les écoulements pluviaux et les écoulements en rivière en tout point du bassin versant (aménagement et systèmes de gestion locaux).

Et pour améliorer la qualité de l'eau, le SAGE recommande :

- l'utilisation du SEQ Eau, Bio et Physique,
- le suivi du phénomène d'eutrophisation,
- le suivi des espèces piscicoles d'intérêt communautaire

4.1.8. Schéma Départemental à Vocation Piscicole et Halieutique (SDVPH)

Définis en application de l'Article L 233-2 du nouveau Code Rural et instruits sous l'autorité du Préfet, ces schémas ont pour but de permettre la restauration et la mise en valeur piscicole et halieutique des milieux naturels aquatiques.

Le Schéma Départemental à Vocation Piscicole du département de l'Hérault a été approuvé par arrêté préfectoral le 12 août 1993. Il a été réactualisé en 2001 sous une nouvelle forme : le Schéma Départemental de préservation, de restauration et de mise en Valeur des Milieux Aquatiques (SDVMA).

La zone de projet fait partie de l'unité hydrologique Lez-Mosson et plus particulièrement de la sous-unité du Lez.

Le milieu récepteur des eaux de ruissellement de la zone d'étude est concerné par les objectifs et les propositions d'actions suivantes :

- AMELIORER LA QUALITE DE L'HABITAT EN :
 - restaurant les milieux les plus dégradés ayant fait l'objet d'aménagements dans le cadre de la lutte contre les inondations.
- AMELIORER LA QUALITE DES EAUX AFIN DE PRESERVER L'ENORME POTENTIEL ECOLOGIQUE QUE RENFERMENT LES ETANGS LITTORAUX ET LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE. POUR CELA, LES ACTIONS SUIVANTES PEUVENT ETRE MISES EN PLACE :
 - la mise en conformité des ouvrages d'assainissement,
 - la mise en place de mesures agri-environnementales pour réduire les apports en azote et en phosphore.
- AMELIORER LA GESTION QUANTITATIVE DE LA RESSOURCE EN :
 - poursuivant la régularisation administrative des prélèvements

- établissant une zone de répartition des eaux en raison de l'énorme sollicitation dont font l'objet les cours d'eau,

Le projet d'aménagement de la Z.AC Nouveau Saint Roch doit prendre en compte les objectifs d'amélioration de la qualité des eaux, notamment par la mise en place d'ouvrages d'assainissement adaptés.

4.1.9. Risques naturels et technologiques

4.1.9.1. Généralités

On entend par risque majeur, naturel ou technologique, un événement accidentel se produisant sur un site naturel ou industriel et entraînant des conséquences immédiates ou différées, graves pour les personnes présentes sur le site, les riverains, les biens et l'environnement.

Un dossier départemental des risques majeurs (DDRM), a été établi par la Cellule d'Analyses de Risques et d'Information Préventive de la Préfecture (CARIP), à l'échelle du département de l'Hérault en janvier 1996.

Chaque commune concernée a ensuite, à sa charge, la réalisation d'un Document Communal Synthétique (DCS) qui permet de cartographier les zones de risques majeurs recensés sur le territoire communal, et de définir les mesures à mettre en œuvre pour s'en protéger.

La troisième étape réside dans l'élaboration, par le maire, du Dossier d'Information sur les Risques Majeurs (DICRIM) dont l'objet est l'information du public par affichage, campagne de sensibilisation auprès du citoyen et moyens de surveillance et d'entretien des zones à risques.

Sur le territoire de Montpellier (DCS élaboré en 2000), trois risques majeurs sont à considérer. Pour les risques naturels, il s'agit des inondations et des feux de forêts ; pour les risques technologiques, il s'agit du transport de matières dangereuses.

4.1.9.2. Risques naturels

La Document Communal Synthétique (DCS) de Montpellier recense deux risques naturels majeurs : inondation et incendie de forêt.

- **INONDATION**

L'inondation est définie comme une submersion plus ou moins rapide et plus ou moins importante (hauteur d'eau) d'une zone due à une augmentation du débit d'un cours d'eau lors d'un épisode pluvieux intense et durable.

Les types de risques d'inondations sur Montpellier sont la crue torrentielle et le ruissellement urbain.

Bien que non mentionnées dans le DCS de Montpellier, les coulées de boue consécutives à une inondation sont à considérer sur la commune de Montpellier, compte tenu des enjeux existants liés à une urbanisation et une activité économique importantes. La topographie du territoire, notamment sur les reliefs, est susceptible d'engendrer des coulées de boue, mais ce risque est minime.

La ville de Montpellier est couverte par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la basse vallée du Lez et de la Mosson, approuvé par arrêté préfectoral le 13 janvier 2004.

Trois principaux types de zones sont reportés sur la carte du PPRi :

- zone rouge : c'est une zone dans laquelle le niveau de risque et le coût des endommagements potentiels sont tels qu'aucune mesure individuelle ou collective de protection n'est susceptible d'en réduire la portée.
- zone bleue : c'est une zone dans laquelle des mesures constructives ou de protection individuelle ou collective peuvent réduire ou supprimer les conséquences dommageables d'une crue ou d'une tempête.
- zone blanche : c'est une zone où il n'y a pas de risque prévisible, ou qui n'est soumise qu'à des risques faibles pour une période de retour supérieure à 100 ans.

La zone de projet n'est pas répertoriée au PPRi comme une zone inondable. Néanmoins, le risque d'inondation est à considérer car :

- le réseau pluvial exutoire, et notamment les collecteurs principaux qui franchissent les voies ferrées, sature fréquemment et n'a pas la capacité d'évacuer les débits de pointe des pluies rares ; la conception du réseau pluvial de la zone devra prendre en compte un débit de fuite nul durant la période de saturation du réseau pluvial exutoire
- l'évacuation des ruissellements de surfaces qui se produit en cas de saturation du réseau pluvial, du bassin versant amont des Aiguerelles dont fait parti la zone du projet, peut être perturbée par la présence des voies ferrées, localement en remblai par rapport au terrain naturel (exemple au droit de la gare routière), ce qui peut provoquer des inondations en amont des voies ferrées

• FEUX DE FORETS

Les feux de forêts sont définis comme :

- un incendie de l'espace rural touchant un ensemble de forêt, lande, garrigue d'au moins 1 hectare,
- Montpellier appartenant au massif "Pinèdes et garrigues du Nord de Montpellier", les communes soumises à de fortes pressions de mise à feu d'après le schéma départemental 'aménagement des forêts contre l'incendie (SDAFI).

La zone de projet n'est pas concernée par ce risque.

D'autres risques d'origine naturelle sont recensés sur le territoire communal, mais ne font pas l'objet d'une attention particulière dans le DCS car très localisés et/ou non considérés comme risque majeur.

Il s'agit :

- des mouvements de terrains consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols ("retrait-gonflement" des argiles).
- des mouvements sismiques : le risque naturel d'origine sismique est négligeable sur la commune de Montpellier.
- des coulées de boue à la suite d'un épisode pluvieux conséquent et long (compte tenu de la topographie des lieux, par décrochement et effondrement d'une partie de terrain).
- des phénomènes climatiques extrêmement violents tels que tornades,...

4.1.9.3. Risques technologiques

Le dossier communal synthétique (DCS) qui recense les risques et les populations exposées à l'échelle de la commune fait état d'un risque d'origine technologique dû au transport de matières dangereuses.

Ce risque est consécutif à un accident se produisant lors du transport de matière dangereuse par voie routière, ferroviaire, aérienne, fluviale et/ou maritime, canalisation. Il concerne aussi le transport de produits inflammables, toxiques, explosifs, corrosifs, radioactifs.

La zone de projet est directement concernée par ce risque, tout le long des voies ferroviaires.

4.2. MILIEU BIOLOGIQUE

4.2.1. Jardins, espaces verts et alignement d'arbres

4.2.1.1. Généralités

La zone de projet, étant totalement urbanisée, n'accueille aucun espace naturel au sens strict et n'est pas concernée par des mesures de mise en valeur ou de protection de type Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.), Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux (Z.I.C.O.), Zone de Protection Spéciale (Z.P.S).

Néanmoins, elle réunit :

- des points verts municipaux répartis de façon hétéroclite formant un cordon vert continu jusqu'à l'extérieur de la ville. Ils représentent la liaison aux espaces ruraux et naturels extérieurs.
- des arbres de hautes tiges en alignement ou isolés dont certains sont des « zones boisées classées » au Plan Local d'Urbanisme (cf chapitre 4.4.4.2.2 Plan Local d'Urbanisme).
- des espaces verts d'accompagnement de voiries (rue Pagézy, rue des 2 ponts, place Rondelet, place de Strasbourg, rue Colin, boulevard Vieussens,...), de cheminements piétons ou de pistes cyclables, et des voiries du tramway (avenue de Maurin).
- des espaces verts d'établissements sociaux ou éducatifs.

Il est à noter également la présence de deux squares qui jouxtent la zone de projet (cf. figure 7) :

- au Nord, le square Planchon désigné comme parc public, dessiné par les frères Bühler (1858) et square public d'intérêt pour la ville,
- au Nord-Est, le square François Jaumes.

Ces espaces verts participent au paysage urbain et à la création d'éléments de repères et d'identification des espaces urbains, et concourent en même temps au confort des citoyens.

4.2.1.2. Flore et espèces arborescentes³

Zone anciennement et fortement urbanisée, le territoire communal a pourtant conservé, très près du centre-ville, de nombreux témoignages de la végétation locale spontanée.

La végétation spontanée de la commune prend sa source dans plusieurs formes autochtones de la flore méditerranéenne propre aux divers milieux présents. Ces milieux sont les suivants :

³ Source : Rapport de présentation du PLU de Montpellier

- les boisements forestiers, plus ou moins dégradés de la série du Chêne Vert et de ses espèces associées (garrigues à filaires, érables, arbousiers, lauriers-tin, cistes, arbres de Judée, térébinthes, romarins),
- les ripisylves, espaces boisés des cours d'eau présentent une végétation caractéristique des zones humides spécifiquement méditerranéennes d'arbres (peupliers blancs, chênes pubescents, frênes communs, aulnes glutineux, saules blancs, érables de Montpellier) et d'arbustes (sureaux, aubépines, buplèvres...) sur les alluvions récentes.

Ce sont les milieux les plus riches, très attractifs pour la faune sauvage qui y trouve des conditions micro-climatiques favorables, des sites de repos et d'alimentation. La flore y est très diversifiée et comporte notamment des espèces rares et protégées :

- les prairies et espaces herbacés correspondent aux abords des voiries et aux espaces fleuris.
- les espaces boisés artificiels correspondent à des jardins et des parcs.

Le passé historique et commercial de la ville a occasionné l'introduction volontaire ou non de nombreuses espèces, souvent localisées dans les parcs et jardins de la ville ou autour des habitations.

Ainsi, de nombreuses espèces exotiques ont été plantées dans des parcs publics ou privés (magnolia, ginkgo biloba, palmiers, ifs, cèdres du Liban, bambous noirs et dorés, sapins d'Espagne, arbousiers de Grèce, séquoias...). Ce type d'introduction a été favorisé par la présence du jardin des plantes et de l'Institut de Botanique dont la renommée est internationale.

Parmi les essences arborescentes indigènes ou introduites les plus courantes à Montpellier, on peut citer les suivantes :

- micocoulier de Provence
- arbre de Judée
- cyprès
- olivier
- platane hybride d'Orient
- frêne à fleur
- pin d'Alep et pin parasol
- peuplier blanc
- palmier Chamaerops
- mûrier blanc ou noir
- chêne vert et pubescent
- érable de Montpellier et érable champêtre
- sophora pleureur.

Sur la zone d'étude, les seuls arbres observables se situent en bordure de la voirie, dans les espaces boisés classés et les points verts municipaux.

La localisation du patrimoine vert public et privé et des espaces boisés classés de la zone de projet est présentée sur les figures 7 à 9.

Enfin, des espèces végétales remarquables protégées au niveau national ou régional sont actuellement présentes sur le territoire communal. Quelques espèces sont données ci-dessous :

- colchique de Naples,
- gratiole officinale,
- gagié feuillée,
- nénuphar,
- vallisnérie,
- lavatère des Iles,
- anémone couronnée,
- mélinet,
- pin Napoléon,
- séneçon doré, ...

Au vue de la forte urbanisation de la zone de projet, ces espèces ont peu de chance d'être présentes et de s'y développer.

4.2.1.3. Faune⁴

Bien que la ville de Montpellier soit fortement urbanisée, elle abrite une centaine d'espèces animales protégées sur le territoire communal, outre les espèces domestiques (chiens, chats, ...). Ces espèces exploitent des niches écologiques artificielles ou naturelles. En effet le milieu urbain constitue un écosystème à part entière qui possède une faune spécifique (entomofaune, avifaune etc.) qui s'est adaptée aux conditions de ce milieu si particulier, et à priori hostile à la vie sauvage.

Suite aux modifications apportées par l'homme aux habitats naturels (urbanisation, intensification de l'agriculture, industrialisation), un grand nombre d'espèces animales se sont adaptées à de nouveaux milieux (telles que les souris, les rats, les blattes,...).

L'avifaune constitue la partie la plus visible de la faune urbaine. Les oiseaux trouvent refuge dans les espaces verts ou dans le bâti. Les hirondelles, les pigeons, les tourterelles, les étourneaux, les moineaux, les chardonnerets, les goélands, les pies etc. sont les espèces les plus fréquentes à Montpellier.

Une étude de l'avifaune des parcs et jardins de Montpellier réalisée en 1999 (GRIVE) a permis d'établir un diagnostic précisant la fréquence relative des espèces d'oiseaux les plus présentes dans 9 parcs étudiés à l'exception des pigeons urbains, des étourneaux, des martinets et des hirondelles. 58 espèces ont été observées sur les parcs étudiés en 1999 et 37 y ont niché.

Les exigences écologiques des oiseaux urbains sont satisfaites lorsque la diversité d'habitats est maximale à l'intérieur du parc ou du jardin. La biodiversité au sein du parc est également liée au mode de gestion pratiquée. Les parcs dont le mode de gestion est dit écologique jouent un grand rôle pour l'avifaune, notamment les espèces migratrices et hivernantes.

Les sites urbains comptent également un certains nombre de chiroptères.

⁴ Source : Rapport de présentation du PLU de Montpellier

Certaines espèces plus discrètes sont mal connues du grand public. C'est le cas des geckos (tarente commune *Tarentola mauritanica* et hémydactile verruqueux *Hemidactylus turcicus*). Ces lézards sont observables la nuit sur les façades, où ils chassent à l'affût de petits invertébrés.

Les espèces animales que l'on peut observer à Montpellier :

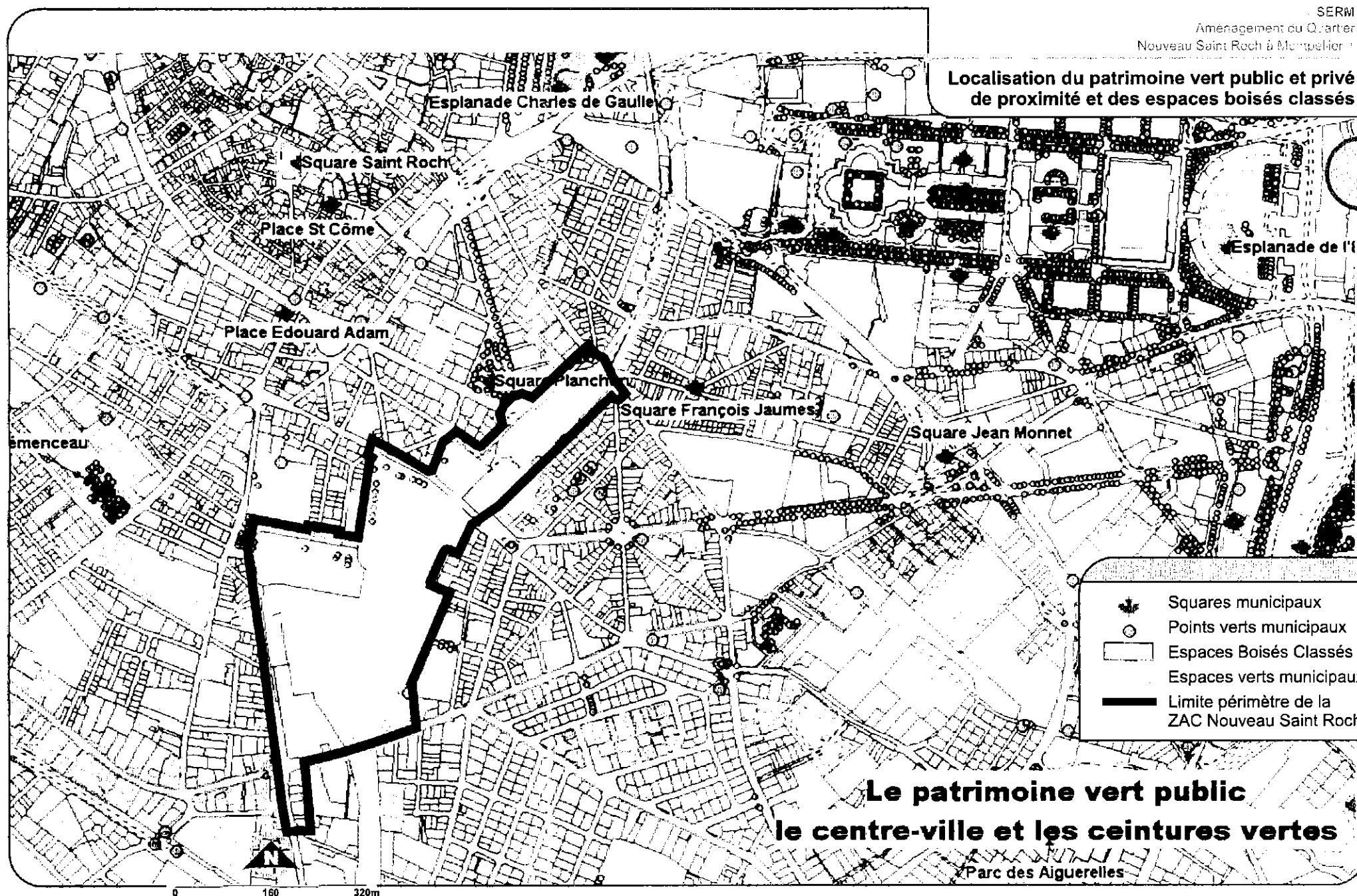
Oiseaux		Mammifères
Hivernants ou en migration :	<i>Bergeronnette grise</i>	Ecureuil roux
Grive musicienne	<i>Rougegorge familier</i>	Hérisson
Troglodyte mignon	<i>Rossignol philomèle</i>	Renard roux
Gobemouche noir	<i>Rougequeue noir</i>	Fouine d'Europe
Mouette rieuse	<i>Rougequeue à front blanc</i>	Blaireau d'Europe
Goéland leucophaea	<i>Merte noir</i>	(Genette d'Europe)
	<i>Fauvette mélanocéphale</i>	
	<i>Fauvette à tête noire</i>	
Nicheurs :	<i>Roitelet triple-bandeaux</i>	
Canard colvert	<i>Mésange à longue queue</i>	
Héron cendré	<i>Mésange bleue</i>	Amphibiens
Faucon crécerelle	<i>Mésange charbonnière</i>	Crapaud commun
Buse variable	<i>Grimpereau des jardins</i>	Grenouille rieuse
Busard des roseaux	<i>Loriot d'Europe</i>	Rainette méridionale
Pigeon domestique	<i>Rollet d'Europe</i>	
Pigeon ramier	<i>Pie bavarde</i>	
Tourterelle turque	<i>Choucas des tours</i>	
Chouette hulotte		
	<i>Etourneau sansonnet</i>	Reptiles
Effraie des clochers	<i>Moineau domestique</i>	Tarente commune (gecko)
Martin noir	<i>Moineau friquet</i>	Lézard des murailles
Martin pêcheur	<i>Pinson des arbres</i>	Lézard vert
Huppe fasciée	<i>Senné</i>	Couleuvre de Montpellier
Pic vert	<i>Verdier d'Europe</i>	Couleuvre vipérine
Pic épeichette	<i>Chardonneret élégant</i>	Couleuvre à échelons
Hirondelle rustique	<i>Bruant zizi</i>	(Couleuvre à collier)
Hirondelle de fenêtre		

(Données AFIEU 2005)

Au vu de sa dense urbanisation, aucune espèce d'intérêt majeur n'est susceptible de nidifier dans la zone de projet.

Aucune espèce animale et végétale d'intérêt écologique majeur n'est recensée sur la zone de projet. Néanmoins, les points verts municipaux, les espaces boisés classés et les squares présentent un intérêt biologique et patrimonial certain.

Localisation du patrimoine vert public et privé de proximité et des espaces boisés classés



Photographies des espaces verts, des espaces boisés classés et des points verts municipaux à l'intérieur de la zone de projet

2



**Point vert municipal
Place Rondelet**

2

**Place
Rondelet**

**Limite périmètre de la
ZAC Nouveau Saint Roch**

Boulevard Vieussens

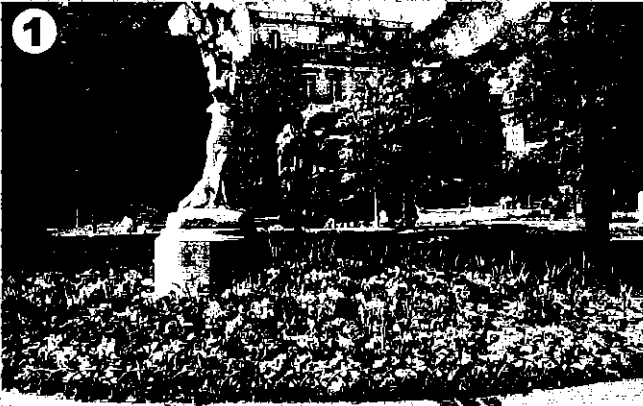
**Espace boisé classé
Boulevard Vieussens**

1



0 100 200m

Photographies des espaces verts, des espaces boisés classés et des points verts municipaux à l'extérieur de la zone de projet



Square Planchon

Square Planchon

**Limite périmètre de la
ZAC Nouveau Saint Roch**



0 100 200m

4.2.2. Occupation du sol

Le périmètre de la ZAC dont la superficie est d'environ 7,6 Ha est composée essentiellement de voiries, de bâtiments et de quelques points de végétations groupées ou isolées.

4.2.2.1. Infrastructure de la zone de projet

La zone de projet est traversée par différentes infrastructures qui sont :

- la voie ferrée (sur 20% environ de la surface de la zone d'étude) ;
- les deux lignes de tramway : la ligne 1 passe par la rue Maguelonne, puis devant la gare et se dirige vers Antigone; la ligne 2 passe par l'avenue de Maurin, puis devant la gare et repart par la rue du Pont de Lattes ;
- des voiries bitumées communales ;
- des passages piétons et des trottoirs bétonnés ;
- des parkings et stationnements sur voirie :
 - le stationnement sur voirie qui représente 2300 places,
 - le parking du terrain Baurès de 400 places (situé au Sud-Ouest de la zone d'étude) est à usage exclusif du personnel de la Poste,
 - la gare routière avec le parking dépose minute de 65 places et le parc de stationnement longue durée (parking du Grand Saint Jean) de 700 places,

Il existe plusieurs itinéraires cyclables sur la zone de projet, notamment une piste cyclable le long des voies du tramway sur l'avenue de Maurin, ainsi que des voies aménagées en périphérie de la zone d'étude, notamment au niveau des grands boulevards (boulevard de Vieussens notamment).

4.2.2.2. Espace bâti

L'occupation du sol est dominée par le bâti des habitats et des équipements. Les bâtiments de la zone de projet occupent plus de la moitié de la surface d'emprise du projet. En termes d'occupation, il convient de distinguer :

• LES LOCAUX PROFESSIONNELS

La gare SNCF de Montpellier, et tout ce qui s'y rapporte, occupe une part importante de la zone :

- direction régionale SNCF (rue Catalan),
- bureaux SNCF (rue du Grand St Jean),
- bâtiments techniques de la SNCF (service médical au niveau de la rue Catalan, et bureaux au niveau de la rue du Grand St Jean),
- locaux des sociétés de location de véhicules,

Toutefois, l'ensemble de ces locaux aménage un espace ouvert visible depuis le Pont de Sète au niveau de la gare routière.

- LOGEMENTS, COMMERCE

La périphérie immédiate de la zone de projet est constituée :

- d'habitats denses qui forment une façade continue le long des voies ferrées notamment vers les extrémités nord et sud de la zone de projet et qui contribuent à fermer la vue. La plupart des immeubles datent du 19^{ème} siècle, se caractérisent par de hauts plafonds, une hauteur de 2 à 4 étages et des murs souillés par la pollution. Il est à noter toutefois la réfection et le nettoyage récent des façades des immeubles sur la rue Colin (limite Est du secteur).
- d'hôtels et de restaurants, notamment à proximité de la gare, permettant aux touristes de trouver là toutes les commodités nécessaires.
- de commerces divers et variés.

4.2.2.3. Aménagements récents

Des aménagements importants du secteur ont été réalisés ces dernières années, et ont contribué à transformer le paysage urbain. Ce sont principalement les deux projets suivants :

- la mise en service de la deuxième ligne de tramway, qui arrive depuis la rue du Pont de Lattes, passe devant la Gare par la rue Jules Ferry, et se poursuit vers la rue Catalan et l'avenue de Maurin : des voies ont été aménagées pour le passage du tramway, et sont accompagnées de cheminements piétons et pistes cyclables (notamment sur l'avenue de Maurin). Ces aménagements ont permis de moderniser le secteur, d'améliorer la qualité paysagère du site (bande engazonnée au niveau des voies du tramway, arbres le long des voiries, tissu urbain plus « aéré ») et d'améliorer la desserte de la gare par les transports en commun. La mise en service en 2012 de la ligne 3 (Mosson-Lattes-Péroles) permettra d'améliorer encore la desserte de la gare, notamment depuis le Sud et l'Ouest de l'Agglomération.
- la construction d'un parc de stationnement provisoire longue durée de 700 places à l'Ouest du secteur, entre les voies ferrées et l'avenue de Maurin, permettant la suppression de l'ancien parking du Grand Saint Jean (pour faciliter le passage du tramway) et augmentant la capacité d'accueil des parkings de la Gare. Des entreprises de location de véhicules se sont également installées sur cet espace.

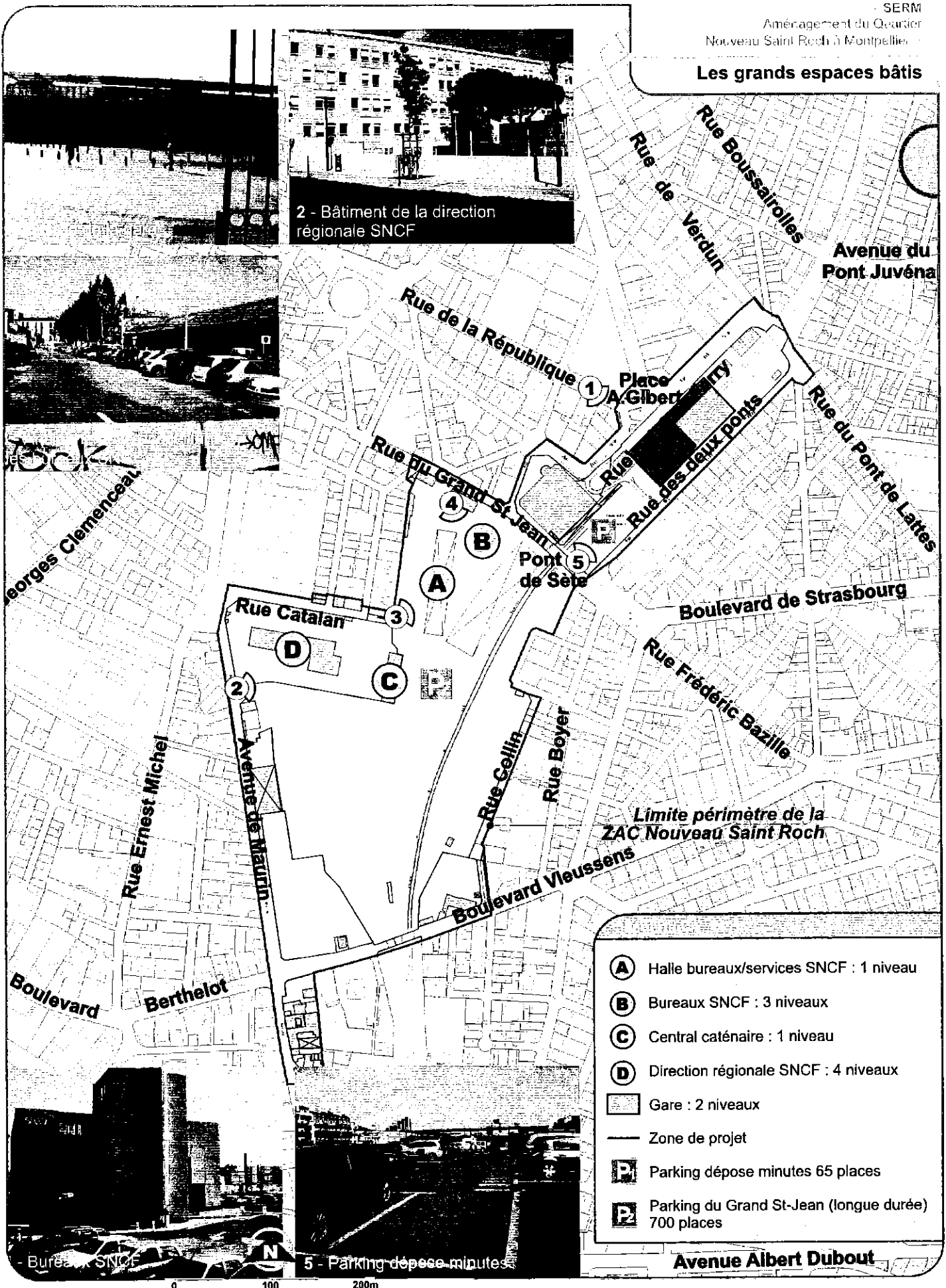
4.2.2.4. Espaces verts et végétation

La zone de projet n'accueille aucun espace naturel au sens strict.

Elle réunit toutefois :

- des arbres de hautes tiges en alignement ou isolés,
- des espaces verts d'accompagnement de voiries,
- deux squares à proximité de la zone de projet (Planchon et F. Jaumes).

Les grands espaces bâtis



4.3. SITES, PATRIMOINE ET PAYSAGES

4.3.1. Ambiances paysagères

4.3.1.1. Situation dans la ville de la zone de projet

Montpellier se compose de deux types d'espaces très urbanisés qui se juxtaposent : le centre ville et les espaces périphériques immédiats.

La zone de projet, par sa situation topographique, est d'une échelle comparable à celle du Peyrou ou de l'Esplanade Charles de Gaulle.

Comme ces trois éléments majeurs du système urbain de Montpellier, elle est située à proximité immédiate du centre médiéval qu'est l'Écusson ainsi que de la place de la Comédie. La zone de projet est donc susceptible d'accueillir un dispositif urbain d'importance équivalente à ces trois compositions fondamentales dans la ville.

4.3.1.2. Paysage de la zone de projet

En l'état actuel, seuls les points hauts ménagent depuis l'extérieur quelques vues sur le site, depuis le Pont de Lattes, le Pont de Sète, le boulevard Vieussens, ou, à l'Ouest depuis l'avenue de Maurin.

On y découvre un paysage de ballast et d'acier, de voies ferrées, de quais de marchandise, typique des installations ferroviaires. La présence végétale y est relativement faible. Toutefois, le raccordement aux espaces ruraux et naturels périphériques est assuré par les alignements d'arbres et les espaces boisés classés qui ceignent les voiries (notamment le long de la rue Colin, du boulevard Vieussens ou de l'avenue de Maurin).

Les rues sont celles d'un centre-ville, c'est à dire étroites, pour la plupart à sens unique et ceinturées par des bâtiments de plusieurs étages qui bloquent la vue.

Les quartiers adjacents à la zone de projet sont très divers dans leur nature et leur texture, on trouve :

- les quartiers anciens datant du 19^{ème} siècle qui entourent le site à l'est et à l'ouest de la gare. Ils se composent essentiellement d'habitat dense à l'exception des quartiers situés au nord-est (Méditerranée notamment) qui se caractérisent par un habitat mixte.
- au Sud, le secteur est bordé par des extensions urbaines du début du 20^{ème} siècle, essentiellement pavillonnaires dans les quartiers de la cité Mion. L'habitat est plus diversifié dans les quartiers attenants à l'avenue de Maurin.
- une enfilade d'hôtels particuliers du XIX^{ème} siècle, sur l'avenue de Maurin et l'avenue Berthelot, accompagnés de masses végétales imposantes qui apportent un panorama de silhouettes de toits originaux dans un horizon végétal. Au Sud, le talus de la voie ferrée, constitué de végétation naturelle, apporte une perspective verte depuis le site. Il présente un corridor végétalisé continu jusqu'à l'extérieur de la ville et par là une forme de raccordement aux espaces ruraux et naturels.
- au sud-est du site, un habitat collectif plus dense longe les voies et offre une façade continue.

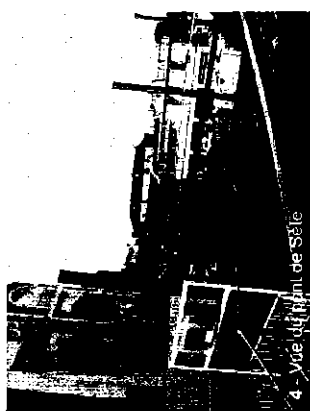
- au nord, on retrouve un paysage plus chaotique d'habitats collectifs, de commerces variés et de petites propriétés du 19^{ème} siècle. Toutefois, des percées visuelles permettent de voir le clocher de l'église Saint Anne.

La zone de projet et son environnement proche constituent une véritable mosaïque de ville dans la ville, un patchwork de tissus urbains très structurés sur eux-mêmes, mais sans organisation globale.

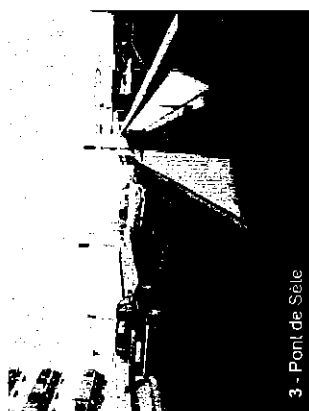
Aucun point d'appel paysager n'est constitué par des masses végétales sur le site.

Le paysage de la zone de projet est celui d'un « quartier urbain dense ». Il est marqué par un très faible nombre d'espaces libres, par un réseau de voiries qui combine rues et boulevards, et est constitué par un patrimoine immobilier de qualité avec de belles façades et des espaces intérieurs généreux. Toutefois, la présence de la voie ferrée assombrit le paysage par la couleur du ballast et de l'acier.

Photographies de la zone de projet



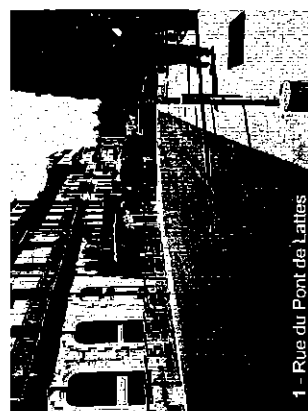
4 - Vue d'ensemble de Sèle



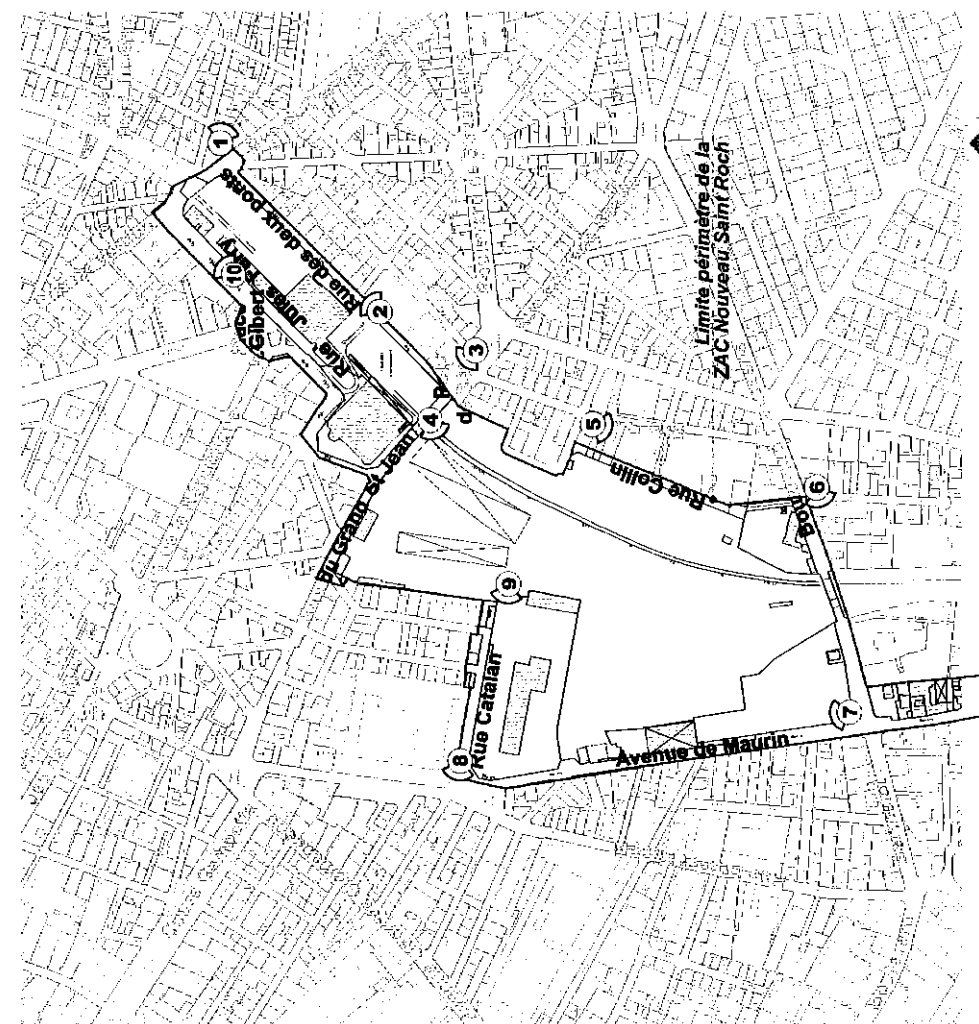
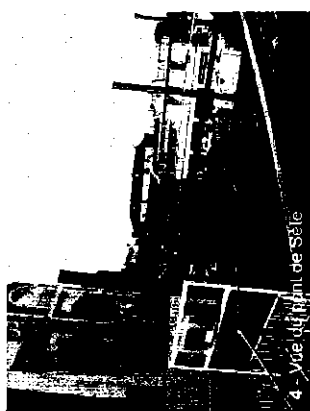
3 - Pont de Sèle



2 - Rue des deux ponts



1 - Rue du Pont de l'attas



10

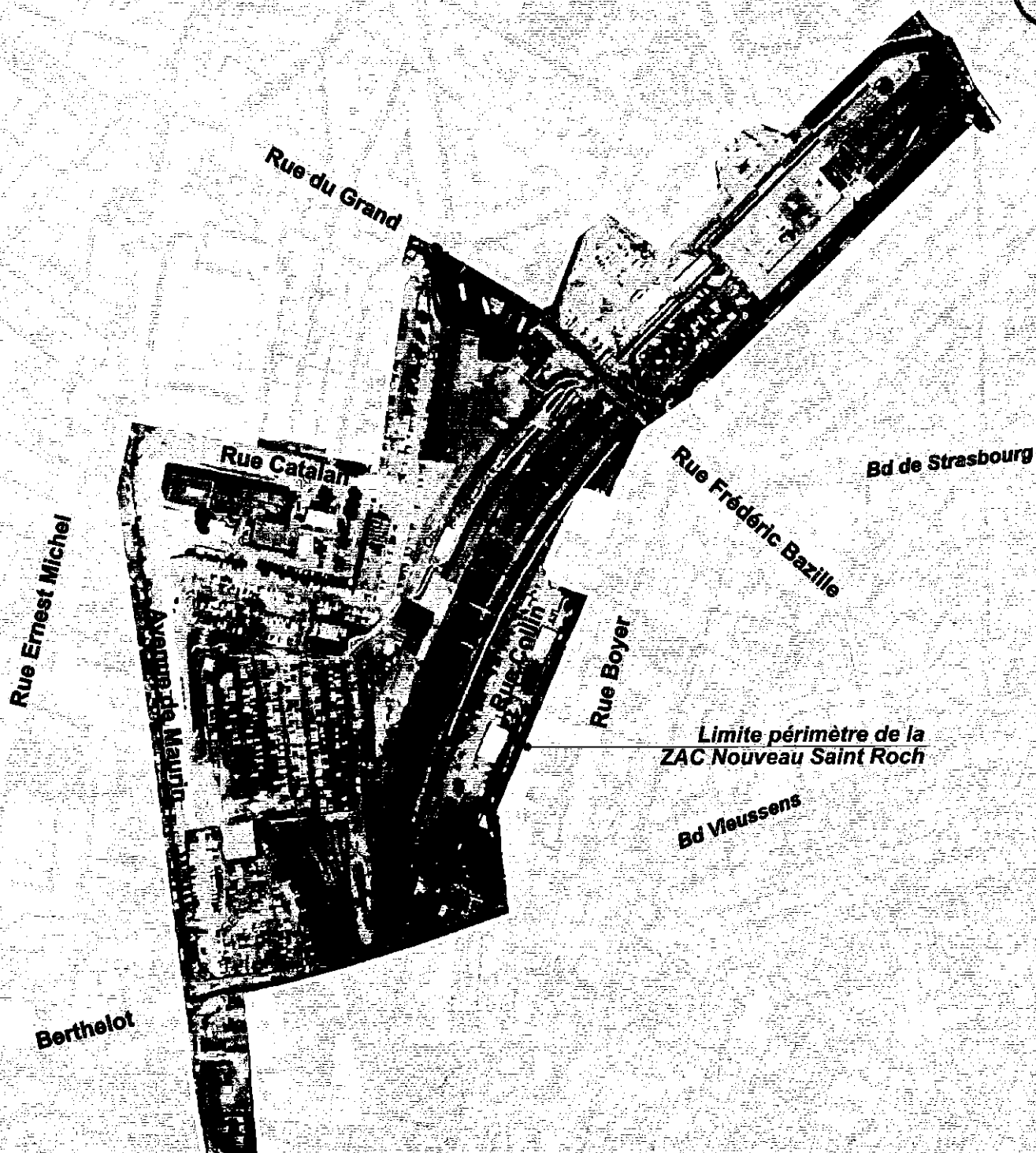


9-6



10 - Rail tramway, rue Jules Ferry

**Photo aérienne
de la zone de projet**



0 80 160m

4.3.2. Perception du site

4.3.2.1. Perception depuis le site vers l'extérieur

La zone d'étude est caractérisée par un paysage de type « quartier urbain dense ».

Le paysage présente une faible qualité visuelle, avec un caractère fortement urbanisé et la présence ponctuelle de sites naturels. Une analyse des fronts visuels a été réalisée lors de la campagne de terrain :

- SECTEUR NORD-OUEST

Il correspond au quartier de la gare, des rues périphériques et du secteur de Rondelet. Depuis la Gare, un dégagement visuel permet d'apercevoir, par la rue Maguelonne où circule la ligne 1 du tramway, la place de la Comédie, l'Opéra et le centre ville de Montpellier (quartiers animés). Le front visuel de ce secteur est aussi caractérisé par la présence du square Planchon, offrant ainsi un attrait paysager et une perspective sur l'un des espaces naturels situé à proximité du site.

Plus à l'Ouest, le paysage est à nouveau constitué par un ensemble d'habitats denses et de petits commerces, et est marqué par l'imposante présence du bâtiment de la poste de Rondelet, haut de plusieurs étages, qui masque la vue vers le Nord du site.

- SECTEUR NORD-EST

Le secteur est constitué principalement d'habitats denses et de commerces, et n'offre que très peu de perspective visuelle. Des immeubles à plusieurs étages masquent la vue vers le lointain. Il est toutefois possible d'apercevoir, par quelques trouées, les immeubles du Triangle et du Polygone.

- SECTEUR EST

La zone d'étude est bordée presque intégralement d'habitats denses et de façades de grande hauteur. Ces immeubles constituent des obstacles paysagers et bloquent complètement la vue vers l'Est de Montpellier.

Quelques points de vue permettent tout de même de voir plus à l'horizon : depuis le pont de Lattes (rue aménagée pour le passage de la ligne 2 du tramway), depuis le pont de Sète (vers le boulevard de Strasbourg), et depuis le boulevard Vieussens. Ces fronts visuels n'offrent cependant pas d'intérêt paysager particulier.

- SECTEUR SUD

Ce front visuel permet une vue plus dégagée sur le Sud de Montpellier, caractérisé par un habitat moins dense, des voies de déplacement plus larges aménagées pour le passage du tramway (avenue de Maurin), des résidences récentes, et un quartier globalement résidentiel que près de la Gare. Depuis le boulevard Vieussens, un point de vue dégagé s'offre sur les voies ferrées en direction du sud de la ville, bordées tout le long par une végétation relativement dense.

Enfin, il est à noter que le boulevard Vieussens, situé au sud de la zone d'étude, offre une perspective visuelle assez dégagée vers le Nord du secteur, avec notamment la présence à l'horizon du clocher de l'église Sainte-Anne.

- SECTEUR OUEST

L'avenue de Maurin longe la zone d'étude dans ce secteur. Elle est bordée par un habitat assez dense, relativement diversifié, et offrant peu de perspectives visuelles vers un arrière-plan. Au niveau de la place Rondelet, la présence de la végétation est un peu plus marquée (le long des voiries) mais la vue reste globalement masquée par les nombreux immeubles qui entourent la place.

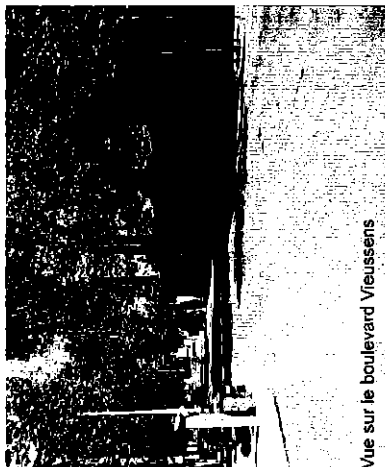
Le site d'étude possède peu d'ouvertures visuelles vers l'extérieur. Il est intégré dans un secteur fortement urbanisé, et majoritairement entouré d'immeubles de plusieurs étages, qui créent des obstacles à la vue. Les composantes paysagères proches présentent un faible intérêt paysager, malgré la présence ponctuelle de quelques points de végétation.

L'ambiance qui se dégage du site de la ZAC Nouveau Saint-Roch est une ambiance de type « friche urbaine », avec une absence quasi-totale du milieu naturel.

Perception depuis le site vers l'extérieur



Vue sur les voies privées au Sud du site



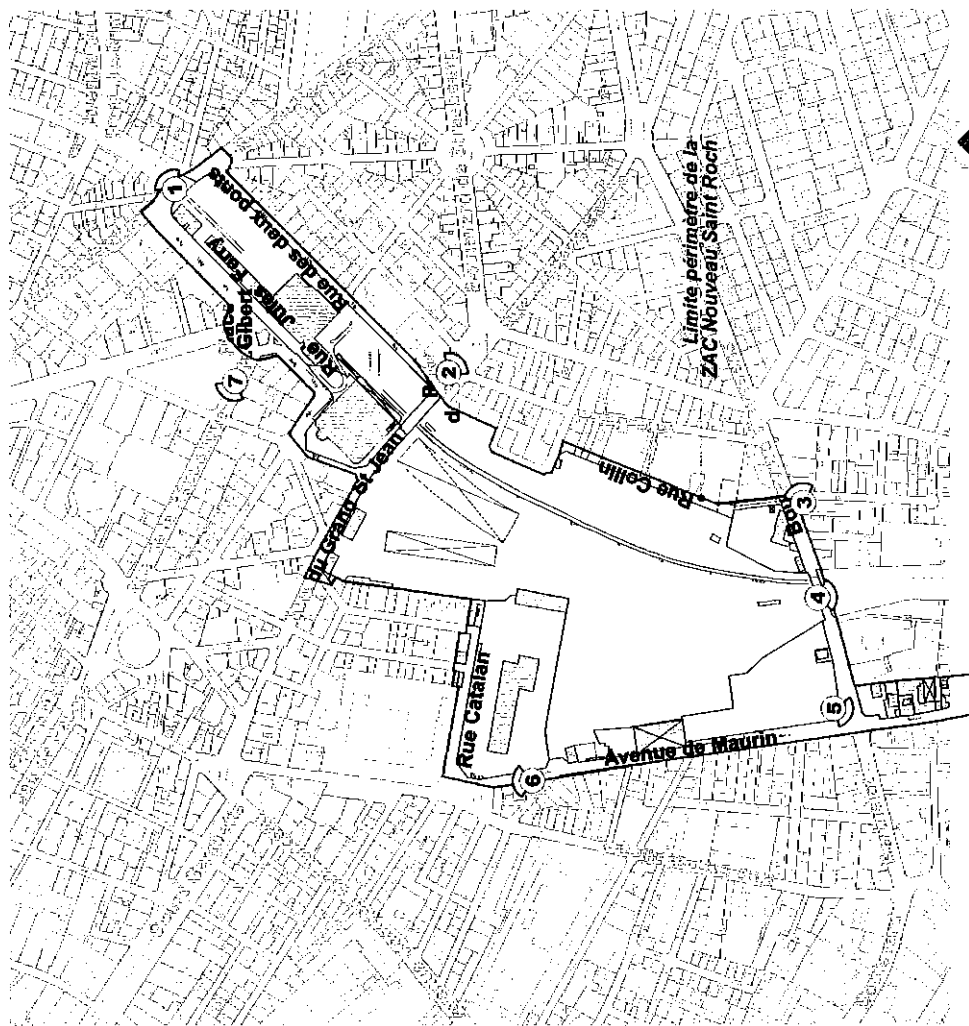
Vue sur le boulevard Vieuxsens



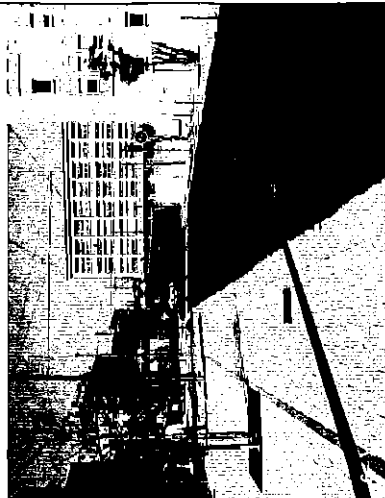
Vue sur le boulevard Vieuxsens



Vue sur le quai Sauvage



5 - Vue sur le carrefour Avenue de Maurin / Boulevard Vieuxsens



4.3.2.2. Perception du site depuis l'extérieur

Le site est relativement bien perceptible depuis l'extérieur. En effet, plusieurs points de vue permettent d'avoir une vue dégagée sur le secteur (en partie ou dans son ensemble).

- SECTEUR NORD

Les différentes rues qui longent la zone d'étude au Nord permettent de nombreux dégagements visuels sur le site :

- la rue Catalan avec la vue sur les bâtiments de la SNCF et le parking en arrière-plan,
- la rue du Grand Saint-Jean, puis le pont de Sète, qui constitue l'un des points hauts du site, et offre une vue dégagée sur le sud du secteur (voies ferrées, bâtiments SNCF, parkings) et sur le nord du secteur (Gare, tramway, commerces,...),
- la rue Jules Ferry qui longe les bâtiments de la Gare,
- le Pont de Lattes avec une vue sur le nord du secteur, partiellement interrompue par la présence de la Gare, qui bloque les dégagements visuels lointains.

Seule l'entrée du parking SNCF avec les anciennes halles (bâtiments SERNAM) bloquent la vue.

- SECTEUR EST

Le site est assez peu perceptible depuis le front Est, du fait de la présence de nombreux immeubles qui masquent partiellement la vue. De plus, la rue des 2 Ponts est située en contrebas des bâtiments de la Gare, ce qui empêche tout dégagement visuel. Cependant, des trouées permettent d'avoir des points de vue sur le site, au niveau du pont de Sète (vue sur les voies ferrées, le parking dépose minute, le parking longue durée et les bâtiments SNCF), et depuis le début de la rue Colin avec une vue sur les voies ferrées.

- SECTEUR SUD

Depuis le boulevard Vieussens, il est possible d'avoir un beau dégagement visuel sur l'ensemble du site, avec en arrière plan la Gare, puis les voies ferrées à l'Est, le parking et le tramway à l'Ouest, et au Nord les bâtiments administratifs de la SNCF.

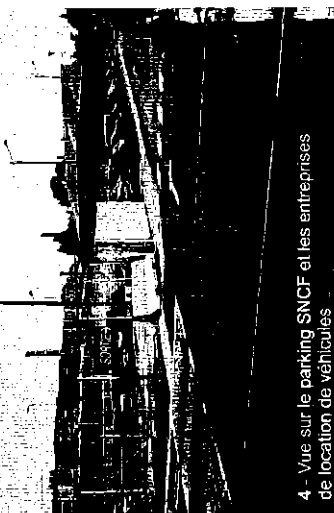
L'angle de la rue Colin et du boulevard Vieussens est occupé par la végétation, et empêche la perception du site. De même, l'angle de l'avenue de Maurin et du boulevard Vieussens est caractérisé par la présence du terrain Baurès, le parking de la Poste, qui masque également la vue vers le site.

- SECTEUR OUEST

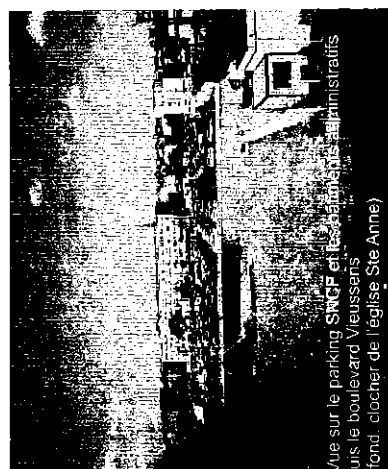
Tout le long de l'avenue de Maurin, un grillage blanc ferme l'accès au site sans pour autant en bloquer la visibilité. Il offre donc une perception visuelle vers les voies ferrées, les bâtiments SNCF et le parking.

Le site est assez bien visible de l'extérieur, excepté depuis quelques secteurs où la vue est partiellement obstruée par des immeubles ou de la végétation.

Perception du site depuis l'extérieur



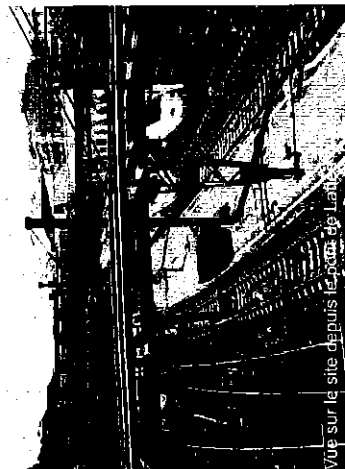
4 - Vue sur le parking SNCF et les entreprises de location de véhicules



Vue sur le parking SNCF et les bâtiments administratifs sous le boulevard Veausseus (fond : clocher de l'église Ste Anne)



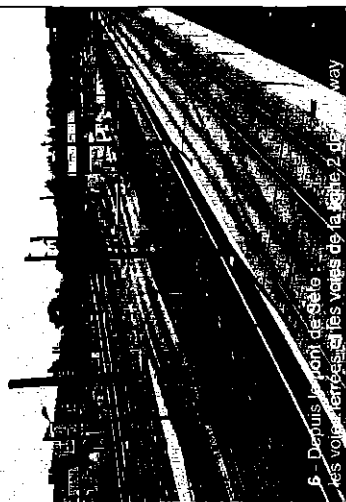
Vue sur le site depuis le pont de Sèze



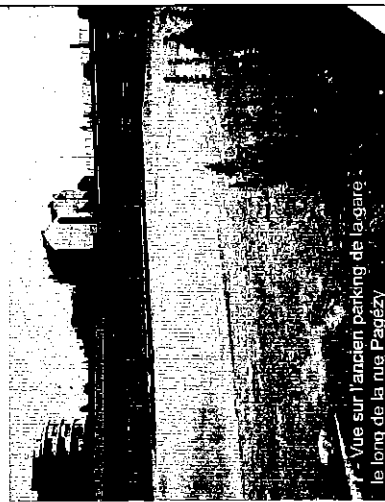
Vue sur le site depuis le pont de Sèze



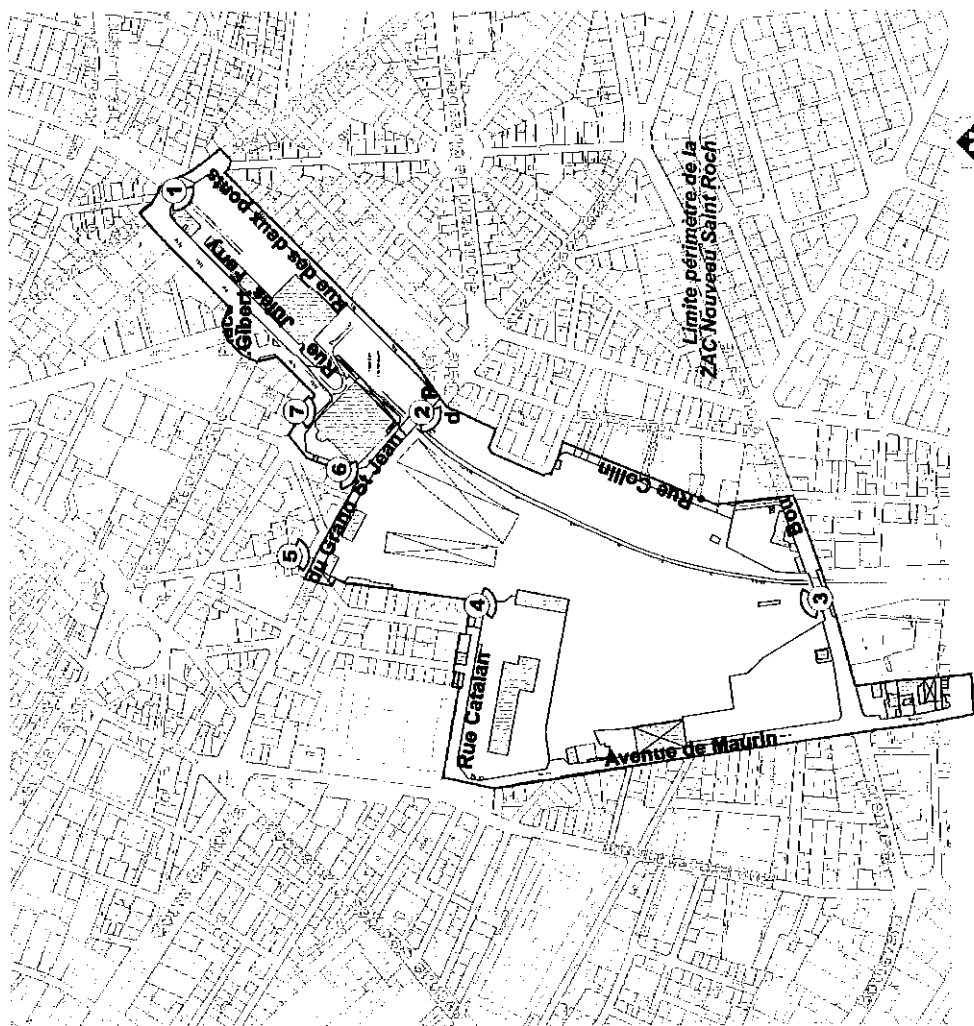
5 - Vue sur l'entrée du parking de la rue du Général de Gaulle



6 - Depuis le pont de Sèze : les voies ferrées et les voies de la gare, 2 directions



7 - Vue sur l'ancien parking de la gare - le long de la rue Pagézy



4.3.3. Outils de protection du patrimoine culturel

4.3.3.1. Monuments Historiques

Les bâtiments ou monuments bénéficient des protections au titre des articles L.621-1 et suivants du code du patrimoine, ainsi que d'autres textes complémentaires régissant notamment les servitudes qu'ils génèrent (périmètre de protection de 500 m autour des structures). La servitude de protection des abords entraîne l'obligation d'obtenir une autorisation spéciale pour tout projet susceptible de modifier l'aspect extérieur des abords d'un monument historique.

La zone de projet accueille un ouvrage classé au titre des Monuments Historiques. Il s'agit de la partie centrale de la gare de Montpellier, classée par arrêté du 28 décembre 1984.

La loi du 31 décembre 1913 modifiée et complétée notamment par le décret d'application du 18 mars 1924, régit la protection des Monuments Historiques. Toute délivrance de permis de construire ou autorisation de travaux dans un rayon de 500 m est subordonnée à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

4.3.3.2. Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP)

Les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ont été instituées par la loi du 7 janvier 1983 et la loi du 8 janvier 1993 abrogée et codifiée aux articles L.642.1 et suivants du code du patrimoine.

Mise en œuvre à l'initiative de la commune et élaborée sous sa responsabilité avec l'assistance de l'architecte des bâtiments de France, la ZPPAUP est créée et délimitée par un arrêté du préfet de région avec l'accord de la commune et après avis du conseil régional du patrimoine et des sites.

Aujourd'hui, deux ZPPAUP ont été créées en 2006 à proximité immédiate de la zone d'étude :

- la ZPPAUP Gambetta-Clémenceau à l'Ouest du secteur de projet, qui longe le périmètre de la ZAC sur la rue Pagezy, la rue Saint-Jean et la rue Catalan, et l'intercepte ponctuellement au niveau des carrefours de la rue Pagezy, et du Grand St-Jean.
- la ZPPAUP Sud Gare-Méditerranée à l'Est.

La création de la ZPPAUP est assortie d'une charte définissant clairement les prescriptions et les recommandations applicables sur son territoire.

Une fois la ZPPAUP créée, l'Architecte des Bâtiments de France doit vérifier la compatibilité de tous les projets susceptibles de modifier l'aspect extérieur des immeubles et des espaces situés à l'intérieur de son périmètre (transformations, constructions nouvelles, démolition, déboisement...) avec les dispositions de la ZPPAUP. La création d'une ZPPAUP suspend la servitude de protection des abords des monuments historiques ainsi que les effets des sites inscrits. C'est une servitude d'utilité publique qui s'impose au plan local d'urbanisme.

4.3.3.3. Secteur sauvegardé

Un secteur sauvegardé est un quartier constituant un héritage historique, artistique, et architectural de haute valeur. Situé dans les vieilles rues d'un noyau de ville, il est le

témoin de son histoire. Il a été jugé indispensable de le protéger et de le remettre en valeur en le réhabilitant.

A Montpellier, pour tout le centre historique, sur délibération du conseil municipal du 7 juillet 1966, un secteur sauvegardé a été créé par arrêté ministériel du 11 août 1967.

Toutes les constructions et démolitions, y compris à l'intérieur des immeubles, dans le secteur sauvegardé doivent respecter ce règlement et sont soumises à la décision du Préfet par l'intermédiaire du service départemental de l'architecture et du patrimoine.

La zone d'étude est située à proximité immédiate du secteur sauvegardé au Nord-Est de la zone (au niveau de la rue Jules Ferry et de la rue de Verdun).

4.3.4. Outils de protection du patrimoine naturel

Faisant le pendant à la législation relative aux monuments historiques, la loi du 2 mai 1930 (articles L341-1 à 22 du Code de l'environnement), conduit à la définition de périmètres de protection compte tenu de l'intérêt paysager, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque d'un site naturel.

Le classement d'un site entraîne une forte protection, toute modification de l'état des lieux nécessitant une autorisation ministérielle étayée de l'avis de la Commission supérieure des Sites.

L'inscription d'un site correspond à une procédure plus restreinte sur les secteurs nécessitant une attention particulière, dans ce cas l'avis de la Commission départementale des sites est requis, cet avis pouvant conduire à la procédure de classement.

Il n'y a cependant aucun site inscrit ou site classé sur la zone d'étude, ou à proximité immédiate du secteur.

4.3.5. Patrimoine archéologique

La mise en place des grands travaux d'aménagement peut porter dommage au patrimoine archéologique. L'élaboration d'un inventaire sur la commune concernée par la zone d'étude apporte une première évaluation du potentiel archéologique connu à ce jour.

Le contexte réglementaire attaché à la protection du patrimoine archéologique a été défini par la loi du 17 janvier 2001 modifiée par la loi du 1er août 2003 relative à l'archéologie préventive.

Ce cadre réglementaire précise les mesures visant à la détection, à la conservation ou à la sauvegarde, par l'étude scientifique réalisée par un organisme agréé, du patrimoine archéologique.

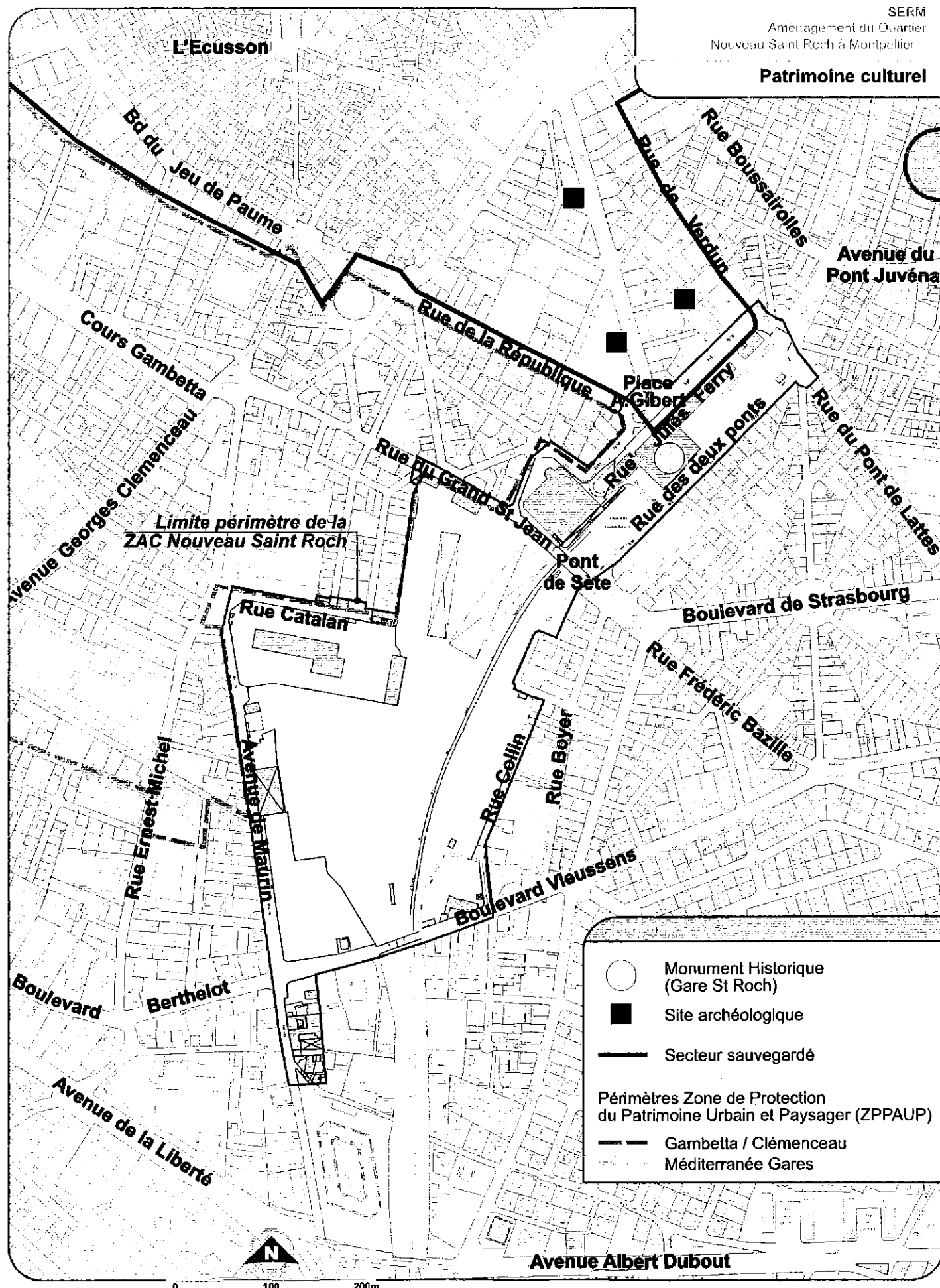
L'inventaire archéologique connu à ce jour sur la zone d'étude a principalement été réalisé à partir de données communiquées par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Il apparaît actuellement qu'aucun gisement archéologique n'a été relevé dans le périmètre du projet. Cette constatation reflète l'état actuel des recherches et ne préjuge en rien d'éventuelles découvertes.

Il existe toutefois trois sites archéologiques à proximité de la gare Saint-Roch au niveau de la rue Maguelonne, de la rue de la République et du square Planchon : sites en périphérie du faubourg de Lattes et des Cordeliers (secteur méconnu).

Ville de Montpellier
Quartier Nouveau St Roch
Etude d'impact

Patrimoine culturel



4.4. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT URBAIN

4.4.1. Aspect socio-économique

4.4.1.1. Evolution démographique

La ville de Montpellier, capitale de la région Languedoc Roussillon, connaît une croissance spectaculaire depuis plusieurs décennies. C'est la 8^{ème} ville de France au niveau du nombre d'habitants, et c'est celle qui enregistre actuellement la plus forte croissance démographique du territoire national.

L'agglomération de Montpellier comptait 367 000 habitants au dernier recensement de 1999. Avec une évolution d'environ 1,7% par an depuis cette date (soit environ +7000 habitants par an en moyenne), la population actuelle atteindrait au 1^{er} janvier 2010 près de 257 092 habitants. Ces chiffres, en constante progression, la placent parmi les Communautés d'Agglomération les plus dynamiques de France, après Toulouse et Nice.

La croissance démographique observée au dernier recensement (1999) va tendre à se poursuivre dans les 20 ans à venir selon les projections de l'INSEE. Elle s'accompagne d'une progression du nombre d'emplois. La première couronne compte encore une forte densité d'emplois, alors que le reste de l'agglomération présente une faible densité d'emploi.

4.4.1.2. Répartition de la population

La population se répartie de manière très inégale sur le territoire communal. Le centre-ville concentre 1/3 de la population répartie sur le centre historique, Antigone, Les Aubes, les Beaux-Arts, Boutonnet, les Arceaux, Figuerolles, Gambetta, et Gares.

Les quartiers nord-ouest de Montpellier (Hôpitaux-Facultés, Mosson, Cévennes) se partagent 42,8% de la population communale.

Les 25% restants se répartissent au sud-est sur un territoire deux fois plus grand que celui du centre-ville, dans les quartiers de Près d'Arènes, Croix d'Argent et Port Marianne.

Plus de la moitié de la population se concentre sur l'ouest et le nord de la commune. Cette répartition démographique est liée à la géographie de la croissance urbaine et à l'aménagement d'équipements structurants à l'ouest de Montpellier : la création des universités des Sciences et des Lettres, les hôpitaux...

L'est de Montpellier a été bloqué jusqu'à la fin des années 70 par la présence de grandes unités foncières militaires et religieuses ainsi que par le secteur d'étalement des crues du Lez. Depuis, le Lez a été calibré, les risques d'inondation maîtrisés et les quartiers d'Antigone et de Port Marianne ont été réalisés.

Le centre ville de Montpellier bien que très attractif ne bénéficie que d'une offre de logements rénovés ou réhabilités, les véritables opérations de renouvellement urbain en programmes neufs sont rares. Or, le secteur gare et son environnement constitue un vide majeur à l'échelle de la ville comme l'a été il y a quelques années le secteur Antigone et a pour vocation d'accueillir une composition urbaine fondamentale représentant le dernier lieu offrant un tel potentiel en ville.

4.4.1.3. Logement

Entre 1990 et 1999, l'Hérault est en tête pour la croissance du nombre de logements avec un taux d'évolution annuel de 2 %. Cela se traduit par la création de 7700 résidences principales et 1700 résidences secondaires chaque année dans le département.

Parallèlement à l'accroissement démographique et à la proximité du pôle d'activité économique Montpelliérain, le parc de logements de Montpellier a progressé de 19,4 % entre 1990 et 1999. A cette date, il s'élevait à 128 088 logements, et en avait atteint 138 253 en 2005. Selon ces chiffres, on peut estimer qu'actuellement, le parc de logements de Montpellier s'élèverait à environ 143 000 logements.

Les résidences principales dominent sur l'agglomération. Elles se répartissent entre les logements individuels (14.2 %) et les logements collectifs, particulièrement nombreux (85.8 %).

Les logements vacants, peu nombreux, dénotent la forte demande en termes de logement.

Une tendance apparaît concernant les propriétaires de foncier. Logiquement, les personnes les plus âgées sont généralement des propriétaires, tandis que les plus jeunes louent leurs logements.

4.4.1.4. Activités économiques

La Communauté d'agglomération de Montpellier représente environ 153 000 emplois dont 75% sont regroupés sur la commune de Montpellier.

Les emplois dominants sont les emplois du secteur tertiaire : entreprises spécialisées dans l'aide aux personnes, industrie touristique, hautes technologies etc. Des pôles d'excellence reconnus ont été mis en place dans de nombreux domaines, notamment dans la technologie de l'information, la santé, les biotechnologies, l'environnement, l'agronomie et l'informatique.

Ces emplois de service représentent en effet 100 287 postes, soit 90% des emplois sur la ville. Le second employeur est l'industrie, qui représente 6.14% des emplois. La construction est le troisième bassin d'emploi, avec une part de 3.5% des emplois recensés. Enfin, l'agriculture, en déclin, ne représente plus que 0.4% des emplois sur l'agglomération.

Malgré une progression de l'emploi dans les zones périphériques, le taux d'emploi reste déficitaire hors Montpellier car c'est la ville centre qui concentre la majorité des emplois avec la présence sur son territoire d'importantes zones d'activités telles que le Millénaire, Garosud ou la zone hospitalo-universitaire, ainsi que la majorité des services administratifs.

D'autre part, le tourisme urbain à Montpellier s'appuie sur trois grands domaines qui font l'attractivité de la ville : la richesse du patrimoine architectural et urbain, les nombreuses manifestations culturelles et le tourisme d'affaires. Cette attractivité touristique constitue un atout fort, qui sert le développement de la ville.

Le secteur du centre ville, à proximité immédiate de la zone d'étude, regroupe les zones les plus denses en emplois de l'agglomération, plus particulièrement la zone du cours Gambetta et dans une moindre mesure la zone de la Gare.

4.4.1.5. Activités commerciales

Le secteur d'étude se situe dans un contexte d'offre commerciale particulièrement dense et diversifiée.

L'offre commerciale présente certaines caractéristiques structurelles particulières avec notamment :

- un nombre élevé d'hôtels – restaurants, avec une forte concentration dans le secteur central de la gare et la rue de Verdun,
- une proportion élevée d'emplois de services (banques, assurances, agences immobilières, agences de voyages, société d'intérim, société de location de voiture,...),
- une grande importance des magasins d'équipement de la personne dans le secteur « centre ville » (poste Rondelet, place Saint Denis...),
- quelques locaux vacants notamment au sud de la gare,
- une très faible proportion de commerces de biens d'équipement de la maison,
- la très faible présence des grandes et moyennes surfaces avec les enseignes « Marché Plus » sur le boulevard de Strasbourg et « Aldi » sur le boulevard Vieussens.

La zone de projet, par sa position centrale dans la ville, connaît une activité commerciale dense et diversifiée.

4.4.2. Equipements publics

Le rapport de présentation du Schéma de Cohérence Territoriale fait apparaître que Montpellier est la seule commune de l'agglomération à posséder une armature dense d'équipements et de services, et à rassembler les trois niveaux d'équipements et de services identifiés (proximité, centralité et métropolitain).

D'un point de vue administratif, sont présents la Mairie en centre-ville prochainement relocalisée en face de la ZAC Jacques Cœur, les hôtels et préfectures de région et de département, les tribunaux...

Sur le plan universitaire, la Ville possède trois universités réparties sur de nombreux sites, essentiellement au nord et au sud de la commune.

Montpellier compte aussi de nombreux équipements culturels et de loisirs de niveau local, métropolitain et régional : Corum, complexe sportif de Grammont, patinoire Végapolis d'Odysseum, Planétarium Galilée, bibliothèques et médiathèques, Maisons Pour Tous...

Enfin, sur le plan sportif, les stades de la Mosson et Yves du Manoir, la piscine olympique d'Antigone, le stade Philipides et le complexe sportif de Grammont constituent les principaux équipements de la ville.

Dans les quartiers voisins de la ZAC du Nouveau St Roch, sont localisés plusieurs équipements structurants : la faculté de Médecine, le campus St Charles et la piscine olympique, la Bibliothèque d'Antigone (médiathèque Emile Zola) le Musée Fabre l'Opéra Comédie et le commissariat central de Police Nationale, l'hôtel de Région, l'hôtel de Ville, la Préfecture.

Les enseignements primaires et secondaires se développent en parallèle de l'urbanisation : des structures existent déjà dans les quartiers Aiguerelles (groupe scolaire et collège) d'autres se modernisent et/ou s'étendent (Lycée Joffre)

Les espaces verts aménagés ponctuent et structurent la ville (Esplanade, Peyrou, square Planchon).

4.4.3. Voiries et réseaux

4.4.3.1. Desserte de la zone de projet

- **ACCESSIBILITE ET CIRCULATIONS DES VEHICULES**

La ville de Montpellier a instauré la mise en place autour du centre ville de quatre ceintures de protection afin de fluidifier la circulation et améliorer son accessibilité.

Selon cette configuration, l'accès automobile à la zone d'étude peut se faire de différentes façons :

- Accès par la première ceinture à partir du boulevard du Jeu de Paume. Cette première ceinture à sens unique, fonctionne dans le sens inverse des aiguilles d'une montre sur 2 files en continue, en bordure immédiate du centre ville.
- Accès par la deuxième ceinture à partir du boulevard de Strasbourg. Cette ceinture constituée de voies hétérogènes, fonctionne dans le sens des aiguilles d'une montre et passe notamment par les boulevards Pasteur et Louis Blanc.
- Accès par la troisième ceinture à partir du boulevard Berthelot. Hétérogène, elle fonctionne dans le même sens que la première dont elle utilise une partie du nord (quai du Verdanson). Elle est constituée de barreaux tangentiels, permettant des échanges inter-quartiers en évitant le centre historique.
- Accès par la quatrième ceinture à partir de l'avenue de la Liberté et le carrefour de la Perruque. Elle se compose des grands boulevards mais elle est plus éloignée du centre. Elle joue le rôle de distribution des trafics de pénétration, mais aussi et surtout gère une grande partie des flux interne de la ville. Elle supporte un trafic important.

- **DESSERTE ROUTIERE DE LA ZONE D'ETUDE**

Les rues qui encadrent la zone de la ZAC, ou qui en permettent l'accès, sont pour la plupart en sens unique :

- rue des 2 Ponts et rue Colin à l'Est,
- boulevard Vieussens au Sud,
- avenue de Maurin à l'Ouest,
- rue du Grand-Saint-Jean au Nord-Ouest.

Certaines voiries sont partiellement inaccessibles aux voitures et sont réservées au tramway ou au bus : rue Jules Ferry, rue de la République, rue Maguelone...

Il est à noter également la présence d'accès aux différents parkings de la zone, et à la gare SNCF :

- accès des voitures au parking dépose minute par le pont de Sète,
- accès au parking longue durée et aux locations de véhicules par la rue du Grand-Saint-Jean, et par l'avenue de Maurin.

- ACCESSIBILITE ET CIRCULATION DES PIETONS

Les piétons représentent un des flux les plus importants. Ce flux a trois composantes :

- Les liaisons avec le centre ville qui sont nettement prédominantes : dirigées en majorité vers l'Écusson, la Comédie et Polygone-Antigone.
- Les liaisons avec la gare SNCF : accès piéton à la gare par la rue des 2 ponts,
- Les liaisons inter-quartiers Est/Ouest qui, malgré la coupure constituée par la gare, représentent un flux non négligeable de personnes traversant la gare.

- CIRCULATION FERROVIAIRE

La gare de Montpellier voit transiter en moyenne 20 000 voyageurs par jour répartis de la façon suivante :

- environ 60% des passagers sur les grandes lignes (2 000 pour le TGV),
- environ 40% sur les lignes régionales (TER),
- un faible pourcentage en correspondance.

Montpellier, grâce au TGV, se situe à 3h15 de la Capitale. La ville prévoit d'accueillir une nouvelle ligne de TGV, en partance de Montpellier et à destination de l'Espagne (ligne Languedoc Roussillon).

- LE TRAMWAY

La première ligne de tramway mise en service en juillet 2000 permet la desserte du secteur (station Gare st Roch) La capacité maximale d'accueil d'une rame (30 rames au total) est de 204 passagers en charge normale et de 277 passagers en charge maximale. Elle circule aujourd'hui avec un franc succès (115 000 à 120 000 passagers par jour).

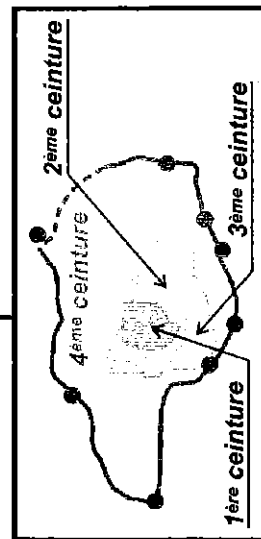
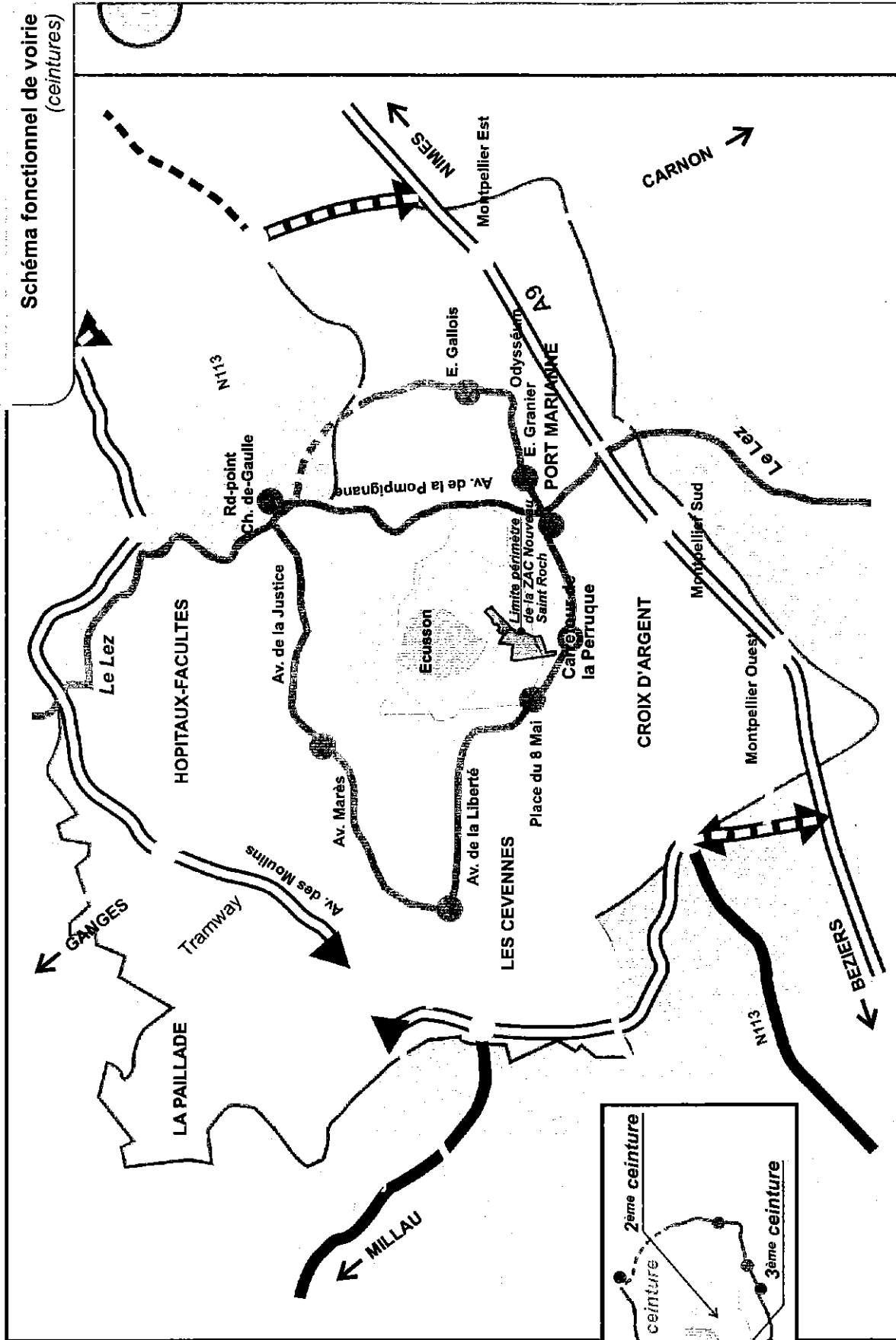
La seconde ligne de tramway, qui passe également dans le secteur de projet (stations gare st Roch, Rondelet, Nouveau St Roch), a été mise en service en décembre 2006, et permet de desservir les communes voisines (St Jean de Védas et Castelnau notamment). Cette ligne enregistre environ 55 000 passagers par jour.

La troisième ligne de tramway desservira elle aussi la gare de Montpellier et la future ZAC. Sa mise en service est prévue pour 2012.

La configuration urbaine du centre ville de Montpellier, rues très étroites et secteur piétonnier important, rend difficile sa traversée par les automobiles.

Le schéma fonctionnel de voirie, élaboré par la ville, selon un système de quatre ceintures de protection du centre, permet de drainer le trafic à destination ou issu du centre ville (voir figure 16). De plus, la zone de projet bénéficie d'une position exceptionnelle au centre d'un pôle d'échange où tramway, trains, bus se côtoient.

Schéma fonctionnel de voirie (ceintures)



200m

4.4.3.2. Réseaux humides

- EAUX PLUVIALES ET EAUX USEES

La zone de projet est équipée d'un réseau unitaire ancien permettant de récupérer les eaux usées et les eaux pluviales du bassin des Aiguerelles.

Au droit de la zone projet, entre la rue du faubourg de la Saunerie et le secteur de la gare, le réseau pluvial est constitué de 2 collecteurs en parallèle :

- Le collecteur nord, canalisant le cours naturel du ruisseau, passe sous les habitations entre la Rue Anatole France et la Rue Levat puis passe sous la gare. C'est un collecteur grossièrement semi-circulaire (2.5 m de large pour 1.5 m de haut). Il draine un sous-bassin versant 41 ha.
- Il a été doublé par le collecteur de la Rue du Grand St Jean, qui passe également sous les voies ferrées au droit du pont de Lattes. C'est un collecteur voûté maçonné avec une cunette d'écoulement de temps sec (2.1 à 2.2 m de haut pour environ 2 m de large au maximum). Il draine un sous-bassin versant de 200 ha.

Les eaux drainées sont évacuées vers la station d'épuration de Montpellier, MAERA.

Le principal collecteur, collecteur du Grand Saint-Jean, est dans un état correct, mais présentant quelques fissures qui altèrent l'étanchéité de l'ouvrage.

Lors d'épisodes pluvieux importants, l'abondance des arrivées saturent les capacités d'évacuation en écoulement à surface libre. On assiste alors à un écoulement en charge avec mise en pression de l'ensemble de l'ouvrage y compris les nombreux branchements et antennes.

Les différents raccords sont souvent peu étanches et une partie du débit de l'égout est refoulé dans le réseau des canalisations adjacentes qui fonctionne ainsi à l'envers.

Les pieux de fondation d'une maison traversent également l'ouvrage.

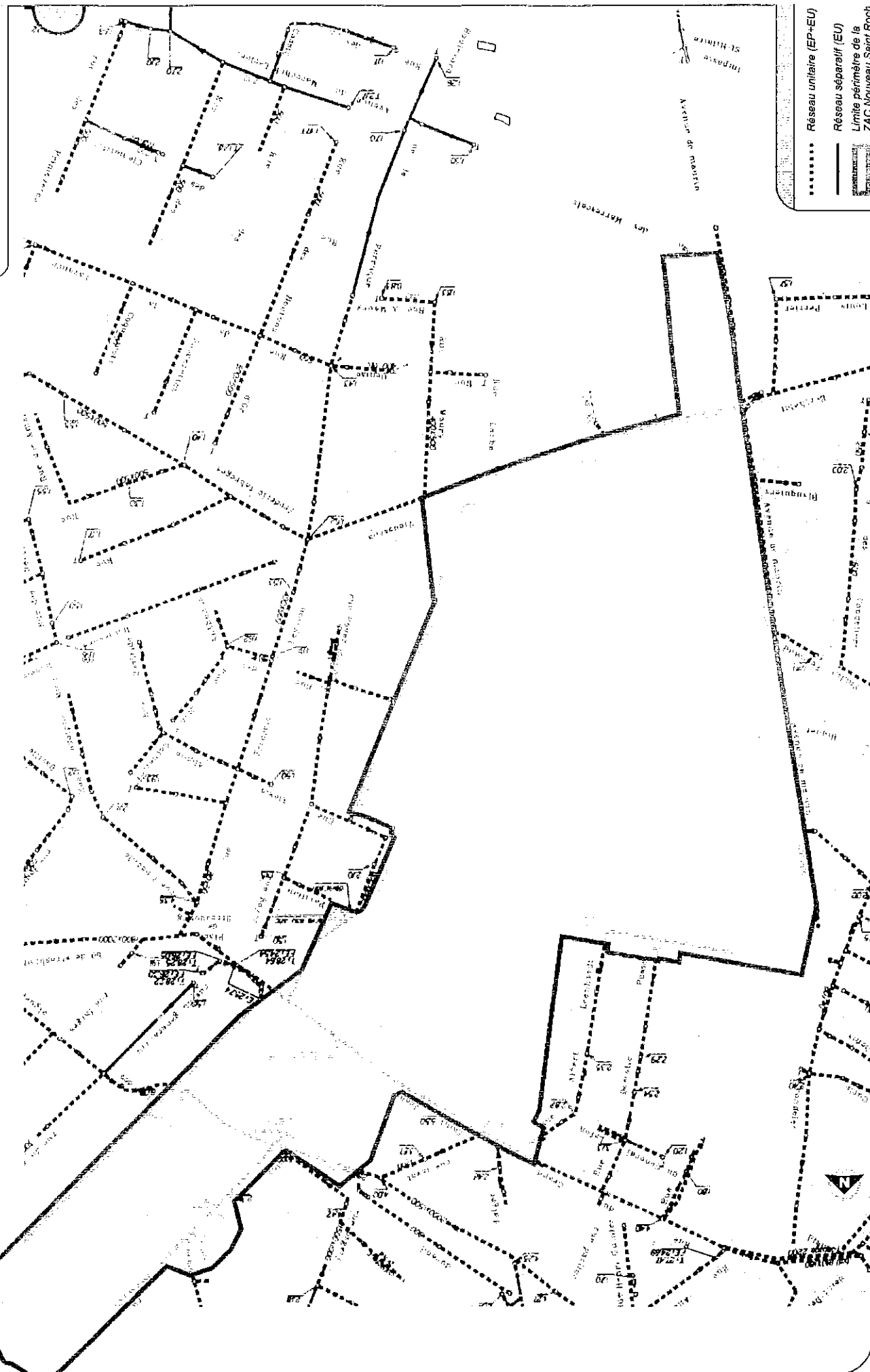
- EAU POTABLE

L'ensemble de l'aire d'étude est raccordé au réseau de distribution de VEOLIA. La distribution de l'eau est assurée par deux principales conduites :

- la conduite qui passe sous l'avenue du Grand Saint-Jean d'un diamètre de 150 mm,
- la conduite qui passe sous le boulevard Vieussens, d'un diamètre de 500 mm.

La zone de projet est équipée d'un réseau d'eaux pluviales et usées unitaire et de deux collecteurs principaux. La zone de projet est également alimentée en eau potable par le réseau de distribution de VEOLIA.

Réseau d'assainissement



Réseau d'eau potable



Réseau eau potable

Limite périmètre de la
 ZAC Nouveau Saint Roch

4.4.4. Situation par rapport aux documents d'urbanisme et aux projets de la ville

4.4.4.1. L'Opération de Renouvellement Urbain (ORU)

Parmi les grands objectifs affirmés dans le PLU de Montpellier, figurent le renforcement du centre-ville, et son élargissement. En effet le centre de Montpellier se développe en synergie avec le reste de l'agglomération, pour maintenir son attractivité.

Cette extension, entreprise dans les années 1980, a débuté avec l'opération Antigone ; aujourd'hui, deux sites constituent de nouvelles opportunités de renouvellement urbain : le quartier du Nouveau Saint Roch au sud du centre-ville, et le site Restanque, au Sud de l'Ecusson.

La zone d'étude est concernée par le projet du quartier du Nouveau Saint-Roch.

Ce nouveau quartier bénéficiera d'une desserte de très bonne qualité par les transports en commun, puisqu'il sera directement traversé par les lignes de tramway 2 et 3, et sera à proximité de la ligne 1 à la Gare.

4.4.4.2. Les documents de planification du territoire

Les documents de programmation sont fondamentaux car ils orientent les dispositions réglementaires prises dans les documents d'urbanisme applicables. Les orientations pour la gestion du territoire sont explicitées dans ces documents. La zone de projet est concernée par les outils de planification suivants :

- Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT),
- Plan Local d'Urbanisme de Montpellier (PLU),
- Plan de Déplacements Urbains (PDU),
- Dossier de Voirie d'Agglomération (DVA).

4.4.4.2.1 Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)

Schéma de Cohérence Territoriale

Institué par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 en remplacement de l'ancien Schéma Directeur, le SCOT vise principalement à harmoniser les politiques d'urbanisme à l'échelle de l'agglomération.

Ce document de planification et d'orientation des aménagements du territoire communautaire vient encadrer et mettre en cohérence les documents de planification d'échelle communautaire (Plan de Déplacements Urbain (PDU), Programme Local d'Habitat (PLH), Schéma Directeur d'Assainissement) et les documents d'urbanisme d'échelle communale (Plan Locaux d'Urbanisme (PLU), Zones d'Aménagement Concerté (ZAC)).

Précédé d'un diagnostic du territoire il doit présenter le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui est en fait le projet défini et partagé par les collectivités pour le développement de leur territoire.

Le SCOT énonce les grandes orientations de développement sur les 10 à 20 prochaines années dans le Document d'orientation. Il déterminera également les lieux à valoriser ou à protéger.

Le SCOT de l'agglomération montpelliéraine a été approuvé le 17 février 2006 et fixe par son Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) les grandes orientations de développement du territoire de l'agglomération. Ce document est accompagné du Dossier d'Orientations Générales (DOG) qui établit les enjeux et les perspectives selon les types de secteurs concernés.

Le SCOT fixe les objectifs des politiques publiques d'aménagement :

- Economiser les ressources,
- Réduire les nuisances,
- Diminuer la dépendance automobile,
- Hiérarchiser et civiliser les espaces publics de voirie,
- Optimiser la localisation des activités,
- Renouveler et diversifier l'offre résidentielle.

Le projet de la ZAC Nouveau Saint-Roch s'inscrit directement dans les objectifs du SCOT car il vise à mettre en place un nouveau quartier urbain (avec une offre de logements diversifiés, des commerces et des bureaux), et à créer un pôle d'échanges au niveau de la Gare St Roch.

4.4.4.2.2 Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Plan Local d'Urbanisme

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été institué par la **loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000** relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain, dite **loi SRU**. La loi SRU a été modifiée par la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'Urbanisme et l'habitat, dite loi UH. La mise en compatibilité des POS/PLU est régie par l'article R 123-23 du Code de l'Urbanisme.

La loi SRU stipule notamment que le Plan d'Occupation des Sols (POS) est remplacé par un nouveau document de référence : le PLU, s'appliquant à tout le territoire communal. Outre le rapport de présentation, le PLU comprend le Programme d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), véritable projet du territoire de la commune, le règlement, les documents graphiques et les annexes sanitaires. La loi UH modifie le contenu du PADD.

Le PLU est le document qui fixe les règles d'urbanisme applicables sur le territoire de la commune. Le PLU est également compatible avec les orientations du SCOT, avec les prescriptions du Programme Local d'Habitat, du Dossier de Voirie d'Agglomération et du Plan de Déplacement Urbain. Il a pour rôle de déterminer l'affectation principale des sols par zone et de définir les règles qui devront s'appliquer de manière générale et dans chaque zone. C'est le document sur la base duquel sont instruites les demandes d'autorisation ou d'utilisation du sol (permis de construire, déclaration de travaux, permis de démolir, etc.). Le PLU traduit en termes réglementaires les principaux objectifs de la municipalité en matière d'urbanisme et de politique foncière, dans un souci de développement durable.

Ces nouveaux documents d'urbanisme introduits par la loi SRU (SCOT, PLU) ont pour objectif de promouvoir un aménagement des aires urbaines et rurales, plus cohérent, plus solidaire et plus soucieux du développement durable.

Le Plan d'Urbanisme Local de Montpellier a été approuvé par délibération du conseil municipal le 02 mars 2006.

▪ **ZONAGE**

La zone de projet est concernée par les règlements de zones suivants :

Zones	Description et vocation	Traduction réglementaire
2U1 : zone urbaine	<p>Quartiers à dominante de logements collectifs, situées dans la deuxième couronne d'urbanisation de la ville. La mixité urbaine s'y exprime.</p> <p><u>Objectifs de la zone :</u></p> <p>Mixité urbaine (habitat, équipements et activités - parmi les moins gênantes pour l'environnement résidentiel et utiles au fonctionnement collectif urbain) en prenant en compte des spécificités des différents quartiers, notamment en permettant une densité suffisante pour les équipements publics fin de créer des polarités ou des centralités de quartiers.</p>	<p>Admission de toutes constructions autres que les installations classées soumises à autorisation non utiles au fonctionnement urbain collectif</p> <p>COS et hauteur importants permettant notamment les constructions à usage d'habitations collectives</p> <p>La zone est couverte en partie par le Plan de Prévention des Risques d'Inondations de la Basse Vallée du Lez et de la Mosson. Les occupations et utilisations des sols comprises dans son périmètre doivent respecter les prescriptions et interdictions issues de ses dispositions.</p>
3U1 : zone urbaine	<p>Recouvre de grandes unités foncières appartenant à des propriétaires, à caractère institutionnel. Ces unités foncières correspondent le plus souvent à de grands équipements collectifs, publics ou privés.</p> <p>Mixité urbaine à l'échelle des quartiers dans lesquels ces zones sont insérées.</p> <p><u>Objectifs de la zone :</u></p> <p>Répondre aux besoins d'évolution des institutions qui occupent ces secteurs (besoins exclusivement liés aux types d'utilisation ou d'occupation au sol existants).</p>	<p>Autorisation de réhabiliter, rénover, construire des bâtiments liés aux activités présentes dans la zone</p> <p>La zone est couverte en partie par le Plan de Prévention des Risques d'Inondations de la Basse Vallée du Lez et de la Mosson. Les occupations et utilisations des sols comprises dans son périmètre doivent respecter les prescriptions et interdictions issues de ses dispositions.</p>

Le projet de création de la ZAC Nouveau Saint Roch est compatible avec les objectifs et aux caractéristiques réglementaires énoncées dans le PLU de 2006.

▪ **EMPLACEMENT RESERVE AU PLU**

La zone de projet fait l'objet des emplacements réservés suivants :

- emplacement réservé R32 au bénéfice de RFF : réservation pour la création d'une 6^{ème} voie à quai en gare de Montpellier, rue du Pavillon et rue Alexis Alquié (aujourd'hui réalisé).
- Emplacement réservé C129 : troisième ligne de tramway.

▪ **ESPACES BOISES CLASSES**

Les espaces boisés représentent 394 hectares sur le territoire communal répartis dans tous les quartiers de la ville, là où les massifs boisés ou arbres, de par leur importance sur le plan quantitatif (surface boisée importante) ou qualitatif (espèces significatives ou très vieux sujets à protéger) justifient ce type de classement. La zone de projet est située à proximité de plusieurs Espaces Boisés Classés (EBC).

La zone de projet accueille une zone boisée classée au PLU. Elle se trouve à proximité du Boulevard Vieussens.

Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.



▪ **SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**

Plusieurs servitudes d'utilité publique notamment liées à des sites et monuments historiques s'imposent sur la zone de projet.

▪ **AC1 : Monuments historiques**

Les principales dispositions de cette servitude concernent le périmètre de visibilité de 500 m : tout immeuble ou bâti visible inclut dans ce périmètre est soumis à la servitude « abords » régit par l'article 1 de la loi du 31 décembre 1913 impliquant la sollicitation d'une autorisation préfectorale pour tous travaux de construction nouvelle, de transformation ou de modification susceptibles d'en affecter l'aspect.

- Monuments situés à l'intérieur de la zone projet :

Type de servitude	Désignation	Nature	Date de l'acte	Description
AC 1 Monuments historiques	Gare de Montpellier	Inv.MH	28.12.1984	Partie centrale

- Monuments situés à l'extérieur de la zone projet :

De nombreux monuments historiques jouxtent la zone de projet, seuls les 4 plus proches et dont le périmètre de servitude de 500 m touche la zone de projet sont cités ci-après :

Type de servitude	Désignation	Nature	Date de l'acte	Description
AC 1 Monuments historiques	Eglise Saint Denis	Inv.MH	23.10.1994	Façade-objets mobiliers
AC 1 Monuments historiques	Hôtel Lefèvre	Inv.MH	19.11.1985	En totalité
AC 1 Monuments historiques	Ancien observatoire « Tour de la Babote »	CL.MH	04.08.1927	En totalité
AC 1 Monuments historiques	Escalier 6 rue Boussairolle	Inv.MH	29.10.1975	L'escalier monumental avec son décor

▪ **T1 : Voies ferrées**

La zone d'étude est par ailleurs classée en « zone ferroviaire en bordure de laquelle peuvent s'appliquer les servitudes chemin de fer ».

Ce classement impose des contraintes en terme d'alignement et de marges de recul (à titre d'exemple, « aucune construction autre qu'un mur de clôture ne peut être établi à moins de 2 mètres de la limite légale du chemin de fer »), et de demande d'avis préalable à la SNCF avant toute opération d'aménagement visant à réaliser des ponts ou des terrassements.

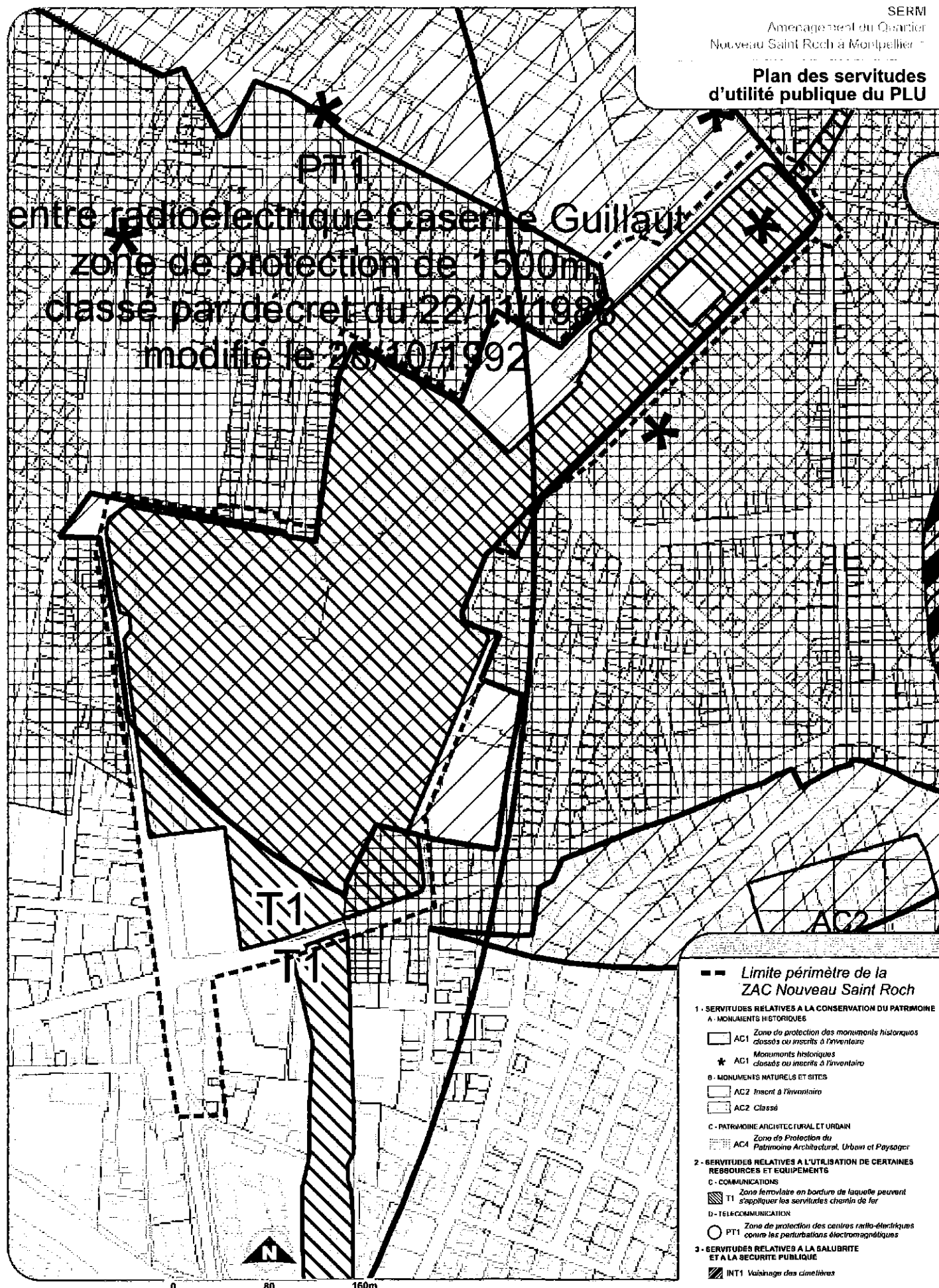
- PT2 : Servitude de protection des centres radioélectriques contre les obstacles

L'objectif de la servitude PT2 est d'éviter la mise en place d'obstacles susceptibles de perturber les émissions radioélectriques entre deux centres exploités par l'état. Cette servitude limite la hauteur des bâtiments constructibles sans pour autant pouvoir la réduire en dessous de 25 m.

Des servitudes d'utilité publique relatives notamment aux monuments historiques d'une part, et aux voies ferrées d'autre part sont situées sur l'emprise du projet. Le PLU présente une servitude supplémentaire qui touche la zone de projet et qui est relative aux communications téléphoniques et télégraphiques.

**Plan des servitudes
d'utilité publique du PLU**

entre radioélectrique Caserne Guillaud
zone de protection de 1500m
classé par décret du 22/10/1988
modifié le 28/10/1992



- Limite périmètre de la
ZAC Nouveau Saint Roch
1. SERVITUDES RELATIVES A LA CONSERVATION DU PATRIMOINE
- A - MONUMENTS HISTORIQUES
- AC1 Zone de protection des monuments historiques
classés ou inscrits à l'inventaire
- ★ AC1 Monuments historiques
classés ou inscrits à l'inventaire
- B - MONUMENTS NATURELS ET SITES
- AC2 Inscrit à l'inventaire
- AC2 Classé
- C - PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET URBAIN
- ACA Zone de Protection du
Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager
2. SERVITUDES RELATIVES A L'UTILISATION DE CERTAINES
RESSOURCES ET EQUIPEMENTS
- C - COMMUNICATIONS
- T1 Zone ferroviaire en bordure de laquelle peuvent
s'appliquer les servitudes chemin de fer
- D - TELECOMMUNICATION
- PT1 Zone de protection des centres radio-électriques
contre les perturbations électromagnétiques
3. SERVITUDES RELATIVES A LA SALUBRITE
ET A LA SECURITE PUBLIQUE
- INT1 Voisinage des cimetières

4.4.4.2.3 Plan de Déplacements Urbains (PDU)

Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) est un document par lequel toutes les agglomérations sont tenues de définir les moyens qu'elles vont déployer pour réduire les nuisances liées aux transports, et en particulier de la voiture. Le PDU est obligatoire dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants depuis la "Loi sur l'Air" du 31 décembre 1996.

Le PDU de Montpellier a été approuvé en 2003 mais ne fixait de mesures concrètes que par la construction de lignes de tramway. Le PDU devait obligatoirement prévoir un moyen de réduire le trafic automobile, mais celui de Montpellier validait la création de nouvelles voies de circulation et prévoyait une augmentation de 28% du trafic automobile. Il a ainsi été annulé le 12 avril 2007 par le Tribunal Administratif de Montpellier.

Depuis décembre 2007, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a lancé l'élaboration du nouveau plan de déplacements urbains (PDU) pour la période 2010 – 2020. Ce PDU a été soumis à enquête publique à la fin 2009 pour un objectif de mise en application courant 2010.

4.4.4.2.4 Dossier de Voiries d'Agglomération (DVA)

Approuvé le 3 mai 2002, le Dossier de Voirie d'Agglomération réalisé par l'Etat, définit les réseaux structurants du territoire pour les 20 prochaines années et donne ainsi un cadre organisé et hiérarchisé au système de transports et de déplacements de l'aire urbaine Montpelliéraine.

En plus d'une révision des schémas traditionnels de développement urbain afin de maîtriser l'étalement urbain et ses conséquences néfastes sur l'augmentation des déplacements, le DVA poursuit deux autres objectifs prioritaires :

- mailler et hiérarchiser le réseau routier pour améliorer l'efficacité, la sécurité et l'accessibilité,
- favoriser la complémentarité des modes de déplacements et l'inter modalité en prenant appui sur un réseau de transports collectifs renforcé.

Les projets de maillage TC prévus dans le secteur d'étude, notamment la troisième ligne de tramway, sont inscrits au DVA.

4.4.5. Foncier

La zone de projet comprend l'ensemble des terrains ferroviaires et appartient à 4 grands propriétaires : RFF⁵, la SNCF, la Poste et la ville de Montpellier.

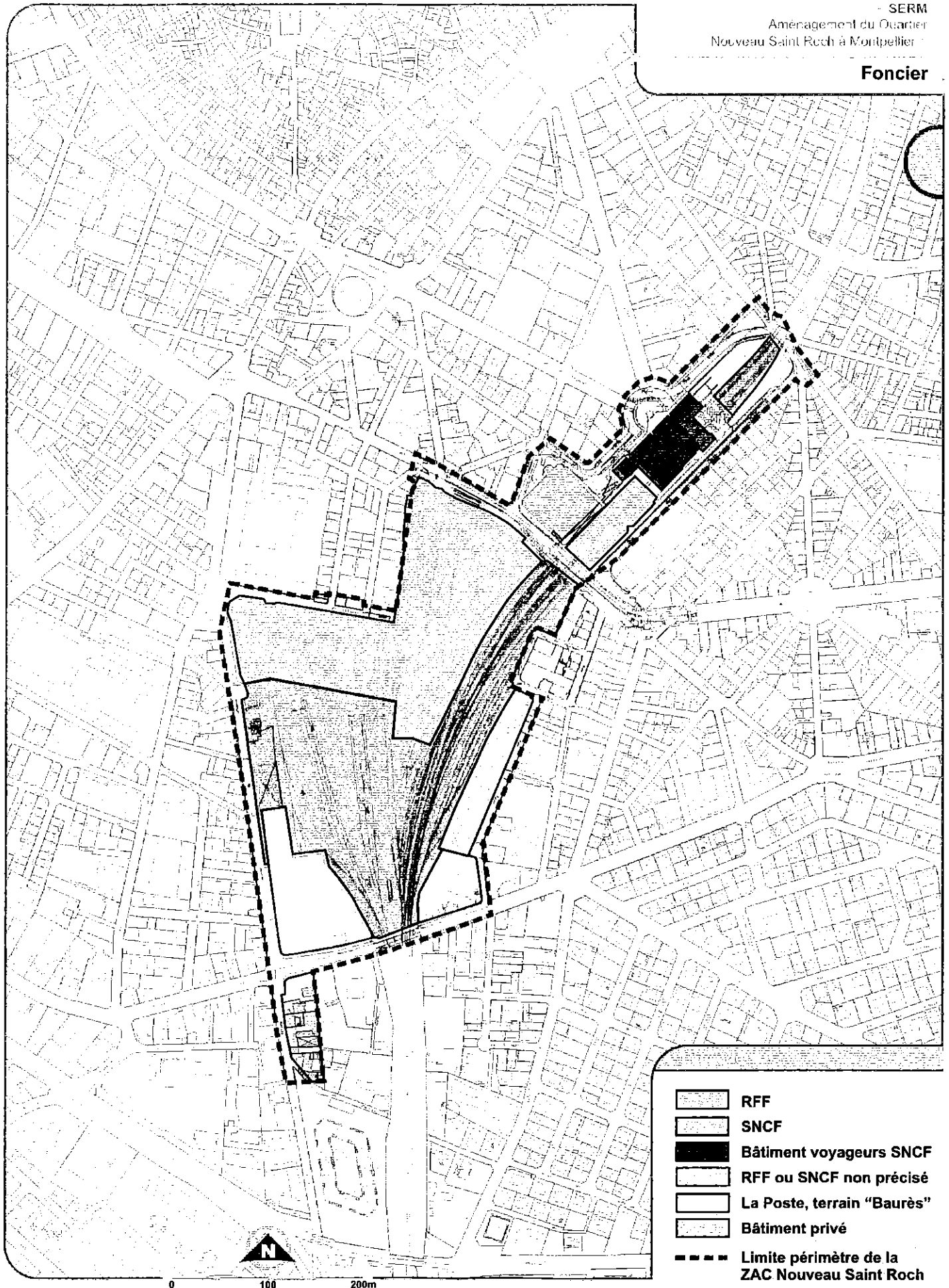
- Le terrain Baurès est la propriété de la Poste. Il accueille le stationnement des agents de l'établissement régional de la rue Rondelet.
- Le terrain du C.N.C⁶ est la propriété de RFF.
- Le faisceau de voies ferrées est la propriété du RFF.
- Les terrains à usage SNCF comprennent :

⁵ RFF : Réseau Ferré de France

⁶ CNC : Compagnie Nouvelle des Containers (leader européen du transport intermodal)

- à l'ouest, la direction régionale, le long de la rue Catalan ;
 - un bâtiment technique abritant la commande des interrupteurs de caténaire ;
 - au nord, un bâtiment ancien, de type halles, et du stationnement de surface exploité par Effia.
- Le terrain de l'ancien parking des gares.
 - Les voiries existantes sont du domaine public.

La zone de projet appartient pour l'essentiel à la RFF et à la SNCF, la Poste et la Ville étant toutefois propriétaires de certaines parcelles.



4.5. CADRE DE VIE

4.5.1. Déplacements et trafic urbain

- TRAFIC AUTOMOBILE

Les voiries qui composent la Zone d'Aménagement Concerté « Nouveau Saint Roch », ont donné lieu de la part des services déplacement/transport de la ville de Montpellier à un comptage directionnel du trafic en 2001 qui permet d'avoir une vision de l'état initial du trafic routier sur la zone.

Les valeurs enregistrées sur le boulevard de Strasbourg, le pont de Sète, la rue du Grand Jean et le cours Gambetta sont de l'ordre de 1 100 à 1 700 véhicules aux heures de pointe (soir et matin). Ce trafic témoigne des difficultés de circulation dans ce secteur où la saturation des voiries est récurrente.

En limite du secteur évoqué ci-dessus, il faut noter l'importance des flux automobiles sur le boulevard Jeu de Paume (1^{ère} ceinture 2 370 véhicules à l'heure de pointe du soir) et sur l'avenue de la Liberté (4^{ème} ceinture 2 800 véhicules à l'heure de pointe du soir), qui engendrent de fortes perturbations dans l'écoulement du trafic.

- COMPTAGES REALISES PAR 2AF ACOUSTIQUE

En avril 2008, dans le cadre de son étude pour caractériser le niveau sonore sur le site de la ZAC, la société 2AF acoustique a réalisé trois comptages routiers.

Le positionnement de ces comptages correspond aux trois axes routiers principaux autour du site :

- Avenue de Maurin,
- Boulevard Vieussens,
- Rue du Grand St Jean.

Le tableau suivant présente d'une part les résultats des comptages de 2AF (sur une durée de 24 heures), d'autre part le trafic moyen annuel journalier sur les mêmes axes (en considérant une augmentation du trafic annuel d'environ 2% par rapport aux chiffres de 2001) :

Voies de circulation	Trafic mesuré le 24 avril par 2AF	Trafic moyen annuel journalier
Avenue de Maurin	5202	5142
Boulevard Vieussens	8419	9990
Rue du Grand St Jean	16 912	18 428

- GESTION DU TRAFIC

Le système PETRARQUE de régulation trafic de Montpellier permet de préserver et d'améliorer la fluidité de la circulation grâce à plus de 1000 capteurs dissimulés dans les chaussées, et reliés par ordinateur au poste central. Chaque seconde, en fonction de la circulation, des ordres d'allumage et d'extinction sont envoyés en retour aux carrefours. Ainsi les temps de feux verts s'adaptent à l'intensité de la circulation.

Ce système est en place à Montpellier depuis 1991. Il permet la gestion quotidienne de plus de 350 000 mouvements quotidiens de véhicules. Il contrôle 150 carrefours équipés de feux tricolores sur 270 que compte la ville.

En situation de flux intenses, le temps des feux verts des voies pénétrantes (qui amènent les véhicules extérieurs vers le centre), est raccourci alors que celui des feux verts permettant aux automobilistes de sortir de la ville est allongé.

Les transports collectifs sont prioritaires dans ce système. Les bus TAM sont équipés d'émetteurs qui permettent de leur donner la priorité, grâce à une anticipation ou une prolongation des feux verts. Cette priorité absolue est aussi donnée à plus de 60 carrefours à feux franchis quotidiennement par les rames du tramway.

- LES TRANSPORTS PUBLICS

Au niveau de la zone d'étude se côtoient bus, tramway et train. Elle est le lieu d'échanges entre ces divers pôles, le flux journalier est alors important.

Pour les bus urbains et suburbains, les arrêts sont situés rue de la République et sur la dalle, les liaisons avec la gare sont donc aisées.

L'arrêt de tramway de la ligne 1 situé rue Maguelonne est proche de la gare et de la station de bus. La ligne fonctionne d'environ 5 heures à 1 heure du matin avec un intervalle de passage aux heures de pointe de 4 minutes. L'arrêt de la ligne 2 situé rue Jules Ferry est également très proche de la gare et des bus. Les plages horaires de fonctionnement sont les mêmes que pour la ligne 1, et le tramway circule toutes les 7 minutes environ aux heures de pointe. Le fonctionnement du tramway représente environ 280 tramways par jour (en moyenne).

Quant aux trains, la SNCF décompte (pour les jours ouvrés) environ 180 trains par jour en été, et 160 trains par jour en hiver.

La zone de projet est au cœur d'un système urbain dense composée de la gare ferroviaire, la gare routière, et où circulent différents modes de transports urbains. Cette situation est à l'origine d'un trafic important dans et autour de la zone de projet.

4.5.2. Ambiance sonore

L'objet de cette partie est de caractériser l'environnement sonore actuel de la zone de projet.

Les résultats obtenus permettront d'appréhender l'impact du trafic routier, du trafic SNCF, et du trafic de la future ligne de tramway sur l'emprise de la ZAC.

- ANALYSE DES SENSIBILITES LOCALES

La zone de projet est située au cœur de la ville de Montpellier, à proximité de la Gare, et au sein d'un pôle urbain dynamique et attractant. Une partie importante de la zone est occupée actuellement par la SNCF (voie ferrée, bâtiments techniques et administratifs, parkings).

L'ambiance sonore du site correspond à une activité urbaine de ville moyenne. Les principales sources sonores sont les voies de circulation, les passages de trains et de tramways. En période diurne le niveau sonore est assez élevé, en période nocturne, il est plus faible et notamment en milieu de nuit, du fait du faible trafic.


- CAMPAGNE DE MESURES ACOUSTIQUES « IN SITU »





Afin de caractériser l'ambiance sonore autour du site, une campagne de mesures a été réalisée. Quatre points de mesures longue durée ont été définis, ils correspondent aux espaces voués à la construction de logements ou de bureaux (dans le cadre du projet de ZAC). Quatre points de courte durée (minimum ½ heure) ont été définis à l'intérieur de la ZAC.




La campagne de mesure acoustique a été réalisée entre le 24 et le 25 avril 2008 par le bureau d'étude 2AF Acoustique.

- IMPLANTATION DES POINTS DE MESURES

La situation des points de mesures est présentée sur la figure 23. La caractérisation des points de mesure est présentée dans le tableau ci-après.

Points	Emplacement	
Point LD 1	A l'entrée du N°12 de l'Avenue de Maurin	

Point LD 2	A l'extérieur du local de la gare situé à proximité des voies ferrés	
Point LD 3	Au 3 rue Levet, sur la terrasse du côté de la rue Grand Saint Jean	
Point LD 4	Sur le parking privé de la SNCF au niveau des bâtiments syndicaux	
Point CD 1	Au niveau du parking public face au bâtiment administratif de la SNCF	

Point CD 2	Au niveau du parking privé de la poste	
Point CD 3	Au niveau du parking public à proximité de la rue Grand Saint Jean	
Point CD 4	A proximité de la gare au niveau de l'ancien parking	

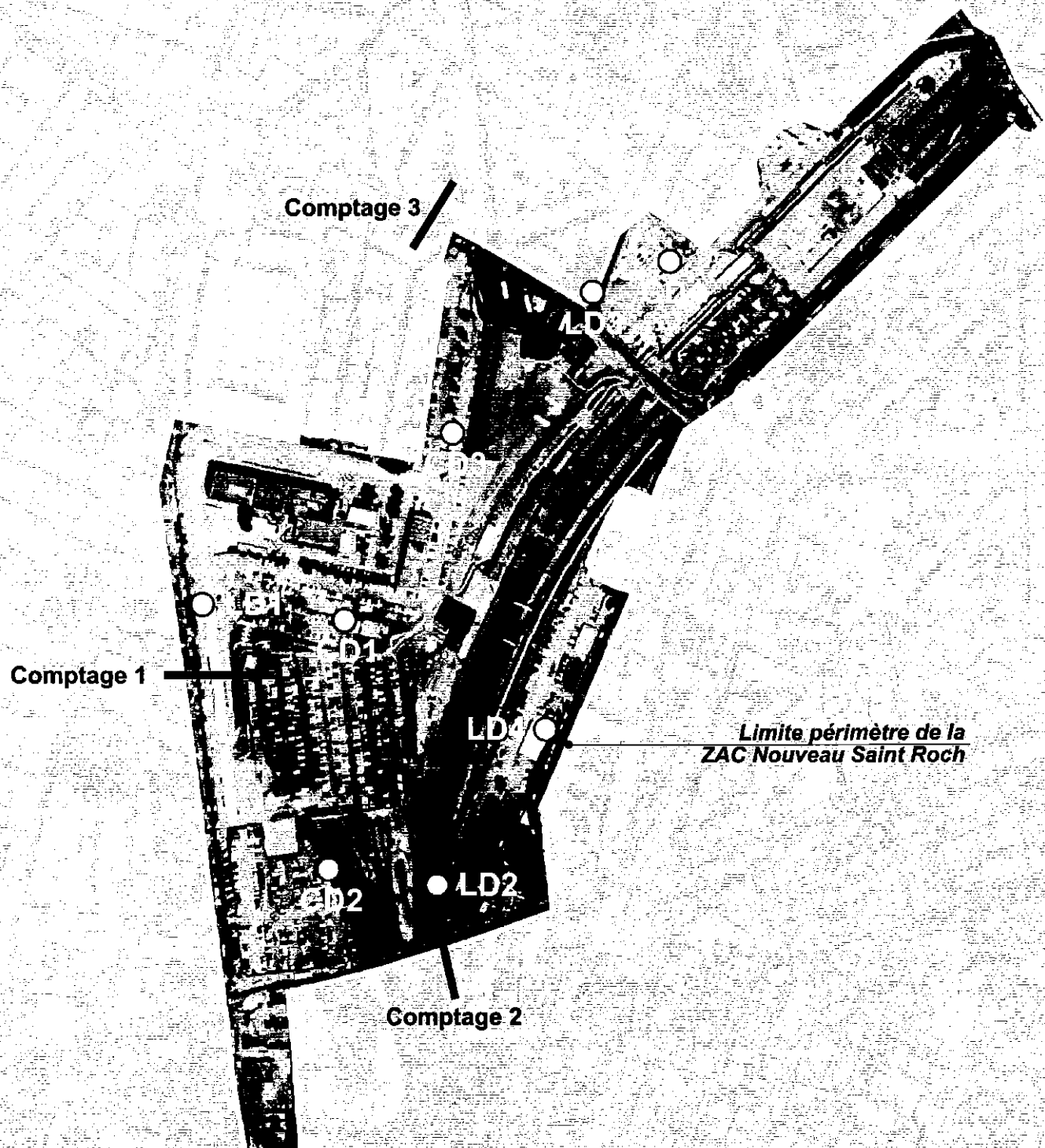
■ RESULTATS DES MESURES

Pour effectuer les mesures, 5 sonomètres intégrateurs à mémoire de classe 1 ont été utilisés. Ce matériel permet de faire des mesures de niveaux de pression et de niveau équivalent pondéré A (L_{aeq}), des analyses temporelles de niveau équivalent et de valeur crête ainsi que des analyses spectrales.

Les caractéristiques de ces points de mesures ont été choisies pour être représentatives des niveaux sonores globaux de la zone de projet et permettre une meilleure connaissance de l'ambiance phonique ponctuelle.

Les résultats des mesures sont présentés sous forme de tableaux. Une fiche de mesure permettant l'évolution temporelle pour chaque mesure ainsi que les conditions de mesurage est donnée en annexe.

**Localisation des points
de mesures de bruit**



▪ Résultats des mesures « longue durée »

Point	Date et début de la mesure (diurne/nocturne)	Leq en dB(A) Période diurne	Leq en dB(A) Période nocturne
1	Jeudi 24 avril 2008 (10h30 / 22h00)	60 dB(A)	53 dB(A)
2	Jeudi 24 avril 2008 (12h44 / 22h00)	73,5 dB(A)	72 dB(A)
3	Jeudi 24 avril 2008 (13h40 / 22h00)	65,5 dB(A)	59 dB(A)
4	Jeudi 24 avril 2008 (16h00 / 22h00)	67 dB(A)	66 dB(A)

▪ Résultats des mesures « courte durée »

Point	Date et début de la mesure (diurne/nocturne)	Leq en dB(A) Période diurne	Leq en dB(A) Période nocturne
1	Jeudi 24 avril 2008 (19h04 / 23h24)	51,5 dB(A)	47 dB(A)
2	Vendredi 25 avril 2008 (12h33 / 0h59)	49,5 dB(A)	50 dB(A)
3	Jeudi 24 avril 2008 (18h24 / 0h01)	50,5 dB(A)	51 dB(A)
4	Vendredi 25 avril 2008 (11h28 / 2h18)	57,5 dB(A)	51 dB(A)

▪ RECALAGE DES MESURES PAR RAPPORT AUX DIFFERENTS TRAFICS

Les niveaux sonores mesurés sont relatifs aux trafics routier, de la ligne de Tramway et ferroviaire, réels pendant les jours de mesures. Afin de déterminer les niveaux sonores représentatifs du trafic moyen annuel sur les différents axes de transports terrestres, il est nécessaire de recalcr les mesures par rapport aux trafics moyens journaliers annuels.

Pour effectuer ces recalages par rapport au trafic routier, un comptage de trafic pendant les jours de mesures a été réalisé par le maître d'ouvrage sur différents axes. Les mesures seront aussi recalées par rapport au trafic moyen journalier sur les voies SNCF ainsi que sur la ligne de Tramway. L'ensemble des trafics moyens journaliers a été fourni par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine.

Le niveau sonore final recalé correspond ainsi à la somme logarithmique entre le niveau sonore recalé par rapport à la route, à la ligne de Tramway et celui par rapport à la voie SNCF, en fonction du temps d'apparition.

Les niveaux sonores mesurés recalés par rapport aux différents trafics actuels sont résumés dans les tableaux ci-dessous.

Point \ Période	Niveau sonore Leq recalé en dB(A)	
	Diurne (6h-22h)	Nocturne (22h-6h)
LD 1	60 dB(A)	52,5 dB(A)
CD 1	50,5 dB(A)	44 dB(A)
LD 2	70,5 dB(A)	70 dB(A)
CD 2	57 dB(A)	50 dB(A)
LD 3	62 dB(A)	56 dB(A)
CD 3	50,5 dB(A)	45 dB(A)
CD 4	59,5 dB(A)	51 dB(A)
LD 4	67,5 dB(A)	66,5 dB(A)

■ ANALYSE DES MESURES

Le constat sonore permet de définir l'état actuel de l'ambiance sonore sur la zone d'aménagement de la ZAC Nouveau Saint Roch.

Pour les deux périodes, le niveau sonore est essentiellement dû au bruit provoqué par la voie SNCF et la ligne de tramway.

Le niveau sonore en période diurne est compris entre 50 et 63 dB(A), excepté pour le point LD 2 et LD 4 où ils atteignent respectivement 70,5 dB(A) et 67,5 dB(A). Le niveau sonore en période nocturne est compris entre 44 et 57 dB(A), excepté pour le point LD 2 et LD 4 où il atteignent respectivement 70dB(A) et 66,5 dB(A)..

Le constat sonore a mis en évidence une ambiance sonore élevée en période diurne et nocturne. Cela s'explique par la présence de nombreuses voies de circulation, de la ligne de tramway et de l'ensemble de la gare SNCF. Cependant, il est important de différencier trois catégories de points :

- Les points LD 2 et LD 4 fortement exposés à l'activité ferroviaire du fait de leur proximité par rapport aux voies ;
- Les points CD1, LD 1, CD3 et CD4 exposés aux bruits de la ligne de tramway ;
- Les points LD 3 et CD2 beaucoup plus exposés aux bruits du trafic routier que ferroviaire ou de la ligne de tramway.

Afin de garantir le confort des futurs résidents de la ZAC et de respecter la réglementation en vigueur, il est capital de prendre en compte la composante acoustique sur l'ensemble du projet. Les isollements de façade devront être définis en fonction de l'implantation des bâtiments mais aussi en fonction de l'évolution du trafic routier, du trafic ferroviaire et du trafic de la ligne de tramway.

Les sources sonores perçues dans la zone de projet correspondent aux trafics automobiles et aux trafics ferroviaires présents à l'intérieur et autour de celle-ci. De ce fait, l'ambiance sonore est élevée en période diurne mais également en période nocturne.

4.5.3. Qualité de l'air

- RESEAU DE SURVEILLANCE

Dans la région Languedoc-Roussillon, le suivi de la qualité de l'air est assuré par l'association *Air Languedoc-Roussillon* agréée par le Ministère de l'Environnement, et membre agréé du réseau Atmo.

Cette association travaille dans le domaine de la surveillance des atmosphères urbaines, périurbaines et rurales, et suit régulièrement les oxydes de soufre et d'azote, les poussières en suspension et sédimentables, le monoxyde de carbone, le plomb et l'ozone.

Six stations de mesures (une station trafic ; trois stations urbaines ; et deux stations périurbaines) sont réparties suivant la nature de l'environnement observé en des lieux aussi représentatifs que possible. Les données sont disponibles en temps réel et permettent le déclenchement des procédures d'information et d'alerte ainsi que le calcul des indices journaliers de qualité d'air ATMO.

Des campagnes temporaires de mesures sont réalisées régulièrement (laboratoires mobiles) afin d'affiner la connaissance des niveaux de polluants sur les zones non encore couvertes et d'assurer une couverture régionale au dispositif réglementaire de surveillance de la qualité de l'air.

Deux décrets d'application de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996 fixent les seuils de référence pour les polluants dans l'air ambiant : les décrets 2002-213 du 15 février 2002 et 2003-1085 du 15 novembre 2003 relatifs à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites.

Ces objectifs de qualité, valeurs réglementaires et seuils d'alerte sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	Objectif de qualité	Seuil d'alerte	Valeurs limite
Dioxyde de soufre SO ₂	50 µg/m ³ en moyenne annuelle	500 µg/m ³ de moyenne horaire pendant 3 heures consécutives	Protection de la santé humaine : <ul style="list-style-type: none"> 350 µg/m³ en percentile 99,7 horaire 125 µg/m³ en percentile 99,2 jour Protection des écosystèmes : <ul style="list-style-type: none"> 20 µg/m³ en moyenne annuelle
Dioxyde d'azote NO ₂	40 µg/m ³ en moyenne annuelle à partir de 2010	400 µg/m ³ en moyenne sur une heure	200 µg/m ³ en percentile 98 horaire jusqu'au 31/12/2009
	50 µg/m ³ en moyenne annuelle en 2005, puis valeur dégressive jusqu'en 2010	200 µg/m ³ en moyenne sur une heure, pendant 2 jours consécutifs, avec prévision de dépassement le lendemain	200 µg/m ³ en percentile 99,8 horaire à partir du 01/01/2010

Ville de Montpellier
Quartier Nouveau St Roch
Etude d'impact

Oxydes d'azote NOx		30 µg/m³ en moyenne annuelle
Fumées noires et poussières PM 10	30 µg/m³ en moyenne annuelle	50 µg/m³ en percentile 90,4 jour 40 µg/m³ en moyenne annuelle
Monoxyde de carbone CO		10 mg/m³ en moyenne sur 8 heures
Plomb Pb	0,25 µg/m³ en moyenne annuelle	0,5 µg/m³ en moyenne annuelle
Benzène C ₆ H ₆	2 µg/m³ en moyenne annuelle	5 µg/m³ en moyenne annuelle à partir du 01/01/2010 10 µg/m³ en moyenne annuelle en 2005, puis dégressif jusqu'en 2010
Ozone O ₃	Protection de la santé humaine : 110 µg/m³ en moyenne sur 8 heures Protection de la végétation : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 65 µg/m³ en moyenne sur 24 heures ▪ 200 µg/m³ en moyenne sur 1 heure 	Pour la mise en œuvre progressive des mesures d'urgence : 1 ^{er} seuil : 240 µg/m³ en moyenne horaire dépassé pendant 3 heures consécutives 2 ^{ème} seuil : 300 µg/m³ en moyenne horaire dépassé pendant 3 heures consécutives 3 ^{ème} seuil : 360 µg/m³ en moyenne horaire

• **PLAN REGIONAL POUR LA QUALITE DE L'AIR (PRQA)**

Le plan régional pour la qualité de l'air (PRQA) a été introduit par la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996 et précisé par le décret 98-362 du 6 mai 1998 codifié et abrogé à l'article L220-1 et suivants du Code de l'Environnement. Il consiste à fixer les orientations à moyen et long terme permettant de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique afin d'atteindre les objectifs de la qualité de l'air définis dans ce même plan.

Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air de la Région Languedoc-Roussillon a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 16 novembre 1999.

Le PRQA constitue un outil d'information et d'orientation qui a pour objet principal de définir le "souhaitable" du point de vue de la lutte contre la pollution atmosphérique afin d'orienter les études et décisions ultérieures.

Ces orientations portent notamment sur :

- la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé humaine et les conditions de vie, sur les milieux naturels et agricoles et sur le patrimoine ;
 - la maîtrise des pollutions atmosphériques dues aux sources fixes d'origine agricole, industrielle, tertiaire ou domestique. Le plan peut formuler des recommandations relatives à l'utilisation des meilleures techniques disponibles et des énergies renouvelables, ainsi qu'au développement des réseaux de chaleur et des réseaux de froid ;
 - la maîtrise des émissions de polluants atmosphériques dus aux sources mobiles, notamment aux moyens de transport. Le plan peut formuler des recommandations relatives à l'offre de transport, aux modes de transport individuel, à la maîtrise des déplacements collectifs et individuels et à l'organisation intermodale des transports ;
 - l'information du public sur la qualité de l'air et sur les moyens dont il peut disposer pour concourir à son amélioration."
- PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE (PPA)

Dans les agglomérations de plus de 250 000 habitants et dans les zones où les valeurs limites de qualité de l'air sont dépassées ou risquent de l'être, les préfets doivent élaborer, en application de l'article L.222-4 du code de l'environnement (anciennement article 8 de la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie) des plans de protection de l'atmosphère (PPA). Un décret du 25 mai 2001 et une circulaire du 12 août 2002 précisent le contenu et ainsi que les modalités d'élaboration.

L'objet des plans de protection de l'atmosphère est de ramener à l'intérieur de la zone concernée, la concentration des polluants dans l'atmosphère à un niveau inférieur aux valeurs limites.

Ces plans sont établis sous l'autorité du préfet, en concertation étroite avec l'ensemble des acteurs concernés par la pollution atmosphérique (collectivités locales, associations, industriels) réunis au sein de la commission d'élaboration. Ils sont soumis à l'avis du public dans le cadre d'une enquête publique, avant d'être approuvés par arrêté préfectoral.

Au terme d'une période de cinq ans, le PPA est évalué et, le cas échéant, fait l'objet d'une révision.

- ANALYSES SUR MONTPELLIER

Les analyses de Air LR depuis 1991 montrent que sur Montpellier les trois principaux polluants rencontrés sont, en hiver, le dioxyde d'azote et les particules en suspension et, en été, l'ozone. D'une façon générale, on constate pour ces stations que :

- les niveaux de dioxyde de soufre sont faibles et relativement uniformes sur la ville,
- le dioxyde d'azote apparaît comme un des polluants les plus significatifs de la pollution de la ville, lié essentiellement à la circulation automobile, les niveaux de plomb sont en baisse, depuis la mise en place de détecteurs d'ozone, la cinétique de ce polluant est presque inversement proportionnelle au dioxyde d'azote.

111

- ANALYSE SUR LA ZONE DE PROJET

Un état initial de la qualité de l'air a été réalisé en 2005 en partenariat avec la TAM et AIR LR dans le cadre du projet de la future ligne 3 de tramway de l'agglomération de Montpellier. Plusieurs échantillonneurs passifs se trouvaient à proximité de la zone de projet, et les résultats de ces stations seront utilisés pour qualifier la qualité de l'air de ce secteur.

Cette étude a été réalisée le long du tracé préférentiel de la ligne 3 de tramway ainsi que près des axes où sa mise en service est susceptible d'entraîner une modification significative du trafic routier.

Concernant le dioxyde d'azote NO_2 pour lequel la valeur limite est fixée à $40 \mu\text{g}/\text{m}^3$, les concentrations les plus élevées ont été généralement mesurées en centre-ville et sur les grands axes, et diminuent en s'éloignant vers la périphérie. Cette observation est liée à la configuration des sites (rues étroites en centre ville, ou au contraire axes dégagés vers la périphérie).

A proximité de la zone de projet, les valeurs limites en NO_2 sont dépassées :

- au niveau du cours Gambetta : $63 \mu\text{g}/\text{m}^3$
- au niveau de l'Observatoire : $54 \mu\text{g}/\text{m}^3$

De plus, les mesures des teneurs en benzène dépassent les objectifs de qualité (mais restent inférieures aux valeurs limites) :

- au niveau du cours Gambetta : $3,4 \mu\text{g}/\text{m}^3$
- au niveau de l'Observatoire : $2,9 \mu\text{g}/\text{m}^3$

Pour les autres polluants, les seuils réglementaires n'ont jamais été dépassés, excepté pour l'ozone (voir paragraphe ci-dessous sur l'indice Atmo).

La qualité de l'air à proximité de la zone d'étude est marquée par la circulation importante qui caractérise les différents axes routiers. La mise en place des trois lignes de tramway permettra à terme de réduire la pollution de l'air.

- INDICE ATMO

Cet indice fournit une information journalière globale sur la qualité de l'air des agglomérations de plus de 100 000 habitants.

Il est calculé sur l'agglomération de Montpellier depuis 1995. Cinq stations de mesures participent au calcul de l'indice ATMO : trois stations urbaines et deux stations périurbaines.

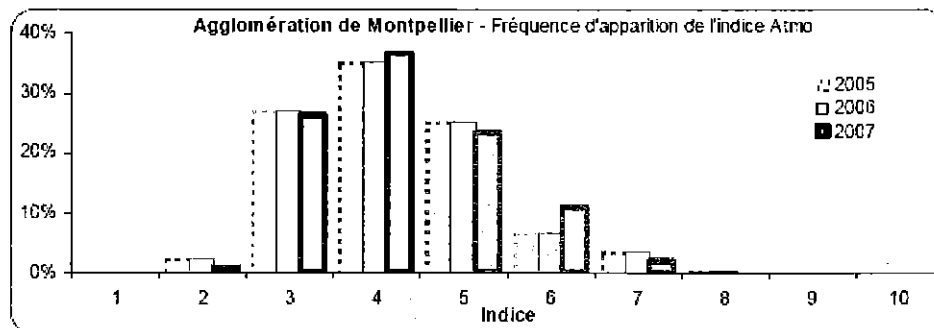
Cet indice est calculé sur la base des résultats de mesure des stations urbaines et péri-urbaines pour quatre polluants : dioxyde de soufre SO_2 , dioxyde d'azote NO_2 , ozone O_3 et particules en suspension Ps .

Les concentrations maximales observées pour chacun de ces polluants sont classées sur une échelle de 1 à 10 et constituent les sous-indices.

L'indice Atmo publié correspond à l'indice le plus élevé pour ces 4 polluants. Il est ensuite associé à un qualificatif qui exprime la qualité de l'air.

Les concentrations d'ozone, polluant secondaire et traceur de la pollution photochimique, dépassent régulièrement, en particulier lors de la période estivale, les seuils réglementaires. Il est le principal responsable de l'émergence de seuil d'une valeur de 7 ou de 8.

Durant l'année 2007, l'indice ATMO de Montpellier était compris entre 2 (Très Bon) et 7 (Médiocre). Le graphique ci-dessous présente les fréquences d'apparition des indices pour les années 2005 à 2007.



La modification de la méthode de mesure des PM 10 (prise en compte de la fraction volatile), le 1er janvier 2007, conformément aux directives européennes a eu pour conséquence la hausse sensible des concentrations de ce polluant. Par conséquent, il y a eu davantage d'indice « Moyens à médiocres » dus aux PM 10 que les années précédentes.

De plus, les concentrations estivales d'ozone ont diminué en raison des conditions météorologiques maussades : l'ozone a ainsi été moins souvent la cause d'indice « Moyens à médiocres ».

Finalement, vis-à-vis de l'indice Atmo, la diminution des concentrations d'ozone a largement compensé la hausse des niveaux de PM 10 : la fréquence d'apparition des indices « Très bons à bons » est ainsi supérieure à 2006.

En outre, contrairement à 2005 et 2006, les indices « Mauvais à très mauvais » n'ont pas été observés.

Dans son ensemble, la zone d'étude est soumise à des concentrations assez faibles en polluants, excepté pour le NO2 (polluant d'origine automobile) pour lequel des valeurs élevées ont pu être relevées. Par ailleurs, les teneurs en ozone sur l'ensemble de la ville de Montpellier sont en nette diminution.

4.5.4. Odeurs

Aucune source d'odeur particulière, permanente ou temporaire, n'est située à l'intérieur de la zone de projet. Toutefois, la zone est drainée par un trafic dense.

4.5.5. Déchets

4.5.5.1. Déchets recyclables

La collecte quotidienne des déchets, le traitement, la valorisation et l'élimination des déchets ménagers sont assurés par la communauté d'Agglomération de Montpellier à travers le projet DEMETER.

La collecte sélective est réalisée grâce aux deux poubelles : la grise pour les déchets non recyclables ; la verte pour le papier, le carton, le plastique, les métaux.

C'est ensuite la communauté d'Agglomération qui se charge du traitement des matières recyclables. Elle a opté en 1998 pour un projet de traitement des déchets

urbains (DEMETER) basé sur le principe de tri sélectif à la source permettant une valorisation et un recyclage optimaux (en limitant le recours à l'enfouissement).

Ce centre DEMETER est implanté sur la ville de Montpellier, sur le parc d'activités Garosud.

Les différents procédés de collecte sont :

- les points propreté (déchetteries) : pour l'apport volontaire de ferraille, plastique, papier, cartons, gravats, encombrants, produits dangereux et végétaux,
- les colonnes à verre : la ville de Montpellier en possède 385,
- les colonnes à papier et carton : Montpellier en compte 148,
- la collecte porte-à-porte : la quasi-totalité des foyers Montpelliérains sont desservis. Selon les quartiers, la fréquence de collecte des déchets ménagers et assimilés au porte-à-porte diffère : elle a lieu 7 jours/7 dans le centre ville et 6 fois par semaine dans les secteurs à forte densité d'habitants.

Il existe aussi des points de regroupement ou des conteneurs collectifs de capacité variable (notamment pour les immeubles).

L'enlèvement des déchets encombrants est réalisé par un service municipal spécialisé.

4.5.5.2. Ordures ménagères

Les déchets non recyclables (Ordures Ménagères), sont collectés, dans le secteur d'étude, par SITA Sud puis dirigés vers un centre d'incinération à Lunel-Viel (Ocréal). Actuellement, une usine de méthanisation est en cours de construction dans le quartier de GAROSUD pour accueillir à terme (2009) les ordures ménagères.

4.5.6. Emissions lumineuses

La zone de projet accueille un système d'éclairage des voies et des allées classiques en zone urbaine. En dehors de l'éclairage des voiries publiques périphériques, la zone de projet n'est affectée par aucune émission lumineuse remarquable par son intensité ou ses caractéristiques.

5. ANALYSE DES EFFETS DIRECTS ET INDIRECTS, TEMPORAIRES ET PERMANENTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT, L'HYGIENE, LA SANTE, LA SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE

5.1. EFFETS LIES AUX TRAVAUX

Il est important de rappeler en préambule que les travaux de réalisation du projet ainsi que les effets qui y sont associés seront temporaires et circonscrits en majorité à la zone de projet.

5.1.1. Effets sur le milieu physique

Certaines phases de travaux peuvent avoir un impact sur la qualité des eaux et du sol.

La réalisation des travaux, et notamment les travaux de terrassements et de chaussées, peuvent générer des impacts temporaires sur la qualité des eaux et des sols. Les travaux seront réalisés sur le bassin versant des Aiguerelles dont le milieu récepteur est le Lez, et à terme, les étangs palavasiens.

- **Risque de pollution des eaux par les matières en suspension**

Pendant l'exécution des travaux de terrassement, les terrains réservés aux opérations seront mis à nu et soumis au phénomène de lessivage en période de pluie.

Les eaux ruisselées seront alors chargées en matière en suspension (MES). Elles se rejettent dans les deux collecteurs qui rejoignent la station d'épuration de Maera.

Toutefois, en cas de pluie exceptionnelle, les eaux de ruissellement chargées en Matières En Suspensions (MES) ou souillées par une éventuelle pollution accidentelle pourront se rejeter directement dans le Lez, sans passer par la station d'épuration de Maera, ce qui induit un risque de dégradation de sa qualité physico-chimique.

Au regard de la surface totale de la zone à aménager, environ 7.6 ha, la pollution des eaux pourrait être significative.

Afin de limiter au mieux les départs de MES, des mesures de prévention seront mises en œuvre sur le chantier.

- **Risque de pollution accidentelle des sols et des eaux**

Le risque de pollution accidentelle des sols et des eaux est inhérent à tous les travaux.

Ces risques sont liés au déversement de produits polluants lors d'incidents de chantier (béton, revêtement de surfaces) ou aux engins de chantier (hydrocarbures).

En effet, les nombreuses opérations de terrassement et de construction nécessitent, outre l'emploi d'engins de chantiers, l'utilisation, la production et la livraison de produits polluants tels que les carburants, les huiles de vidange et les laitances béton. Le renversement d'un véhicule, les fuites d'huiles de moteurs ou de carburant ainsi que le départ de laitance de béton peuvent alors intervenir de façon aléatoire.

Selon le contexte et l'environnement, ces produits chimiques peuvent provoquer une pollution des eaux superficielles et des sols.

La présence d'anciens sites SNCF et l'entreposage d'amas de ferrailles, de ballast, et de matériels ferroviaires usagés pourraient être source de flux polluants qui seraient remobilisés en période de travaux.

La zone de projet inclut deux collecteurs dont les eaux de ruissellement sont traitées par la station d'épuration Maera. Le risque de pollution des eaux situées en aval du secteur des travaux est donc négligeable. Toutefois le risque existe en cas de forte pluie et de saturation du réseau, les eaux de ruissellement pourraient avoir un rejet direct dans le Lez.

En l'occurrence, pour limiter le risque de dégradation de la qualité des eaux, des mesures simples de protection devront être mises en œuvre.

5.1.2. Effets sur le milieu naturel

Les travaux pourront endommager les arbres classés « Zones Boisées », les points verts et les squares, mais pourront également perturber la nidification de certaines espèces.

- **Détérioration et destruction des espèces végétales**

Lorsque les travaux se feront à proximité des zones boisées classées ou des espaces verts à préserver, certains arbres pourront être blessés par le déplacement des engins de chantier (section d'une partie des racines ou des branches, écorçage, entailles au niveau du tronc, etc.). Cela pourra conduire au dépérissement des végétaux, ou entraîner une modification du cortège floristique présent.

De la même manière, ces espaces peuvent être piétinés et endommagés par les engins, mais aussi par les ouvriers qui verront en ces espaces des lieux de repos.

Afin de s'assurer qu'aucun des arbres à préserver ne subissent de dommage accidentel, des mesures de protection des arbres les plus exposés seront mises en places.

- **Perturbation de la faune**

Les espaces boisés classés et les points verts sont le lieu de vie de certaines espèces animales. Certaines opérations bruyantes pourront perturber l'avifaune, et les faire fuir de leurs lieux de nidification. Toutefois, en zone urbaine, la faune présente est accoutumée à la présence de l'homme.

Néanmoins, au regard du caractère temporaire des travaux, cet impact peut être négligeable. De plus, une fois le chantier achevé, ces espèces pourront regagner leur lieu de vie.

Aucune mesure particulière de protection de la faune ne sera proposée.

5.1.3. Effets sur le patrimoine et le paysage

5.1.3.1. Patrimoine historique et archéologique

Les travaux n'affecteront pas le patrimoine archéologique connu mais pourront éventuellement permettre la mise à jour de patrimoine archéologique.

- **Patrimoine archéologique**

Malgré l'identification préalable réalisée par la Direction des Affaires Culturelles, et compte tenu de la relative sensibilité historique et archéologique de la zone de projet, des vestiges pourront être mis à jour de manière fortuite au cours des travaux de terrassement.

Afin de réduire ce risque, et de préserver d'éventuels sites historiques ou préhistoriques des mesures préventives seront mises en œuvre.

- **Patrimoine historique**

Lors des différents travaux de réalisation et d'aménagement de la zone, les bâtiments classés en Monument Historique (telle que le fronton du bâtiment de la Gare), pourront être endommagés notamment par les engins de chantier, lors des opérations de construction et démolissage.

Afin de s'assurer de limiter au mieux ces incidents, des mesures d'ordre organisationnel et des garanties seront établies par les entreprises retenues.

5.1.3.2. Aspect paysager

L'évaluation des impacts sur le paysage en période de travaux présente une valeur subjective selon l'observateur qui en fait l'analyse. De nombreux points de vue sont accessibles vers le site de chantier. L'impact visuel est lié à la présence de véhicules (camions grand gabarit, utilitaires,...) d'éléments verticaux (grues,...) et autres équipements évoluant sur le site.

Le chantier peut également générer des nuages de poussières qui salissent les façades environnantes et sont perçues comme une gêne. Etant donné la situation du chantier, en plein cœur urbain, cette nuisance pourra être significative.

Les chantiers sont généralement générateurs de déchets de toute nature liés à l'utilisation de consommables. L'impact visuel lié au stockage des déchets à la vue de tous dans un secteur de chantier, ou à proximité, est à prendre en compte, notamment pour les riverains les plus proches.

Outre la propreté et la bonne tenue des installations, une réflexion sur leur localisation, leur hauteur, leur couleur, peut être menée.

5.1.4. Effets sur l'organisation et le fonctionnement urbain

5.1.4.1. Effets sur le contexte socio-économique

Les travaux d'aménagement de la ZAC Nouveau St-Roch auront un effet positif sur l'économie de la ville de Montpellier.

Au regard de l'ampleur des travaux sur les 7.6 ha du secteur, la phase de chantier du projet de la ZAC Nouveau St-Roch induira des retombées non négligeables sur l'économie de la ville.

En effet, la phase travaux va générer des emplois:

- directs dans le Bâtiment de Travaux Publics (BTP), le Génie civil, les services ou l'industrie,
- indirects chez les fournisseurs, les commerçants et les services aux consommateurs.

La présence d'une importante main d'œuvre sur le site pendant la durée des travaux aura des retombées sur l'économie locale notamment pour la restauration et l'hôtellerie, très présents à proximité.

5.1.4.2. Coupures de réseaux

La zone de projet est alimentée par des canalisations du réseau VRD qui pourront être dégradées lors des travaux.

La zone de projet est alimentée par différents réseaux VRD et plus exactement par des canalisations du réseau souterrain d'alimentation en eau potable et par les réseaux, aérien et souterrain, électriques et téléphoniques.

En période de travaux, il y a un risque de coupure ou de dégradation de ces réseaux par les engins de chantier et donc de perturbation d'alimentation de ces services. De plus, selon les besoins, des coupures de courants ou de distribution sur ces réseaux pourront éventuellement survenir de façon brève et ponctuelle.

Pour limiter ces perturbations, des mesures d'ordre organisationnel avec les concessionnaires de ces réseaux seront mises en œuvres.

5.1.5. Effets sur le cadre de vie

5.1.5.1. Perturbation du trafic et risque d'accident

Les travaux perturberont le trafic urbain à proximité de la zone de projet. Ils feront temporairement augmenter le risque d'accident de la circulation.

• Perturbation du trafic

Les aménagements prévus au cœur de la Z.A.C risquent d'entraver, de façon temporaire, la circulation dans et autour de la zone de projet. En effet, certaines voies pourront être interdites à la circulation des véhicules, d'autres réduites à sens unique ou encore réglementées par la présence de feux tricolores. Des déviations provisoires pourront être mises en place, et certains secteurs pourraient être interdits temporairement à la circulation piétonne.

Les usagers pourront être dirigés vers d'autres axes qui, aux heures de pointe notamment, risquent d'être saturés dans le centre ville. De même, la circulation des engins de chantier souvent imposant par leur gabarit risquent de gêner le trafic urbain.

Enfin, le réseau de transport en commun pourra également subir des effets liés aux travaux, avec des déviations provisoires des bus ou des tramways, ou des arrêts non desservis.

Toutefois, les travaux de réaménagement des voiries étant temporaires et étalés dans le temps, l'impact sur le trafic sera atténué.

Afin de réduire ces impacts des mesures d'ordres organisationnelles seront adoptées.

- **Risque d'accident**

L'aménagement du quartier Nouveau Saint Roch consistera en la réalisation de nombreuses opérations techniques et nécessitera le transport de matériaux de construction.

L'ensemble de ces activités aura pour effet d'augmenter le risque d'accidents, d'une part sur le chantier, d'autre part sur les axes routiers de desserte de la zone de travaux. De plus, par la position du projet, au cœur du centre-ville, zone à flux important, ce risque est accru.

Ce risque peut avoir des conséquences humaines (sur la santé des populations riveraines, des piétons, des automobilistes ou des ouvriers), et environnementales (pollution des sols, de l'air et de l'eau).

Afin de réduire au mieux les risques d'accidents affectant les personnes et l'environnement, des mesures d'ordre organisationnelles seront proposées.

5.1.5.2. Émission de bruit

Les travaux pourront être pour les habitants riverains une source de nuisance sonore.

- **NIVEAU SONORE AUX ABORDS DU CHANTIER**

Le projet de la ZAC Nouveau St-Roch a pour objet de réaménager un quartier central de la ville de Montpellier, le chantier est donc largement implanté en milieu urbain. Pour les riverains, la nuisance sonore provoque une gêne, parfois importante. Toutefois, le bruit en limite de chantier n'est pas d'un niveau tel qu'il puisse avoir pour conséquence une perte de sensibilité auditive chez les riverains.

Malgré le respect des normes en vigueur en matière de niveaux sonores produits par les engins de chantier, les riverains situés au droit du chantier pourront percevoir certaines opérations particulièrement bruyantes (terrassement, démolition des anciennes routes et du bâti, etc.).

- BRUITS DES VEHICULES UTILITAIRES, ENGINS DE TERRASSEMENT ET AUTRES MATERIELS DE CHANTIER

Les déplacements d'engins sur site et le long des itinéraires empruntés par les véhicules de transport des matériaux seront sources de bruit.

Le niveau sonore des véhicules utilitaires dont le poids total en charge dépasse 12 t et dont le moteur a une puissance égale ou supérieure à 200 CV, ne doit pas dépasser 88 dB(A). Or, les niveaux sonores réellement enregistrés au passage de certains véhicules peuvent atteindre 95 dB(A), selon leur état de vieillissement, leur charge, les conditions de circulation et le revêtement de la voie.

A titre d'exemple, le niveau de bruit résiduel d'un seul engin de terrassement sera compris entre 56 dB(A) et 66 dB(A) à 100 m de distance. Ces valeurs sont portées respectivement à 59 dB(A) et 69 dB(A) si deux engins travaillent ensemble.

La charge de trafic liée aux camions de transport de matériaux augmentera temporairement les niveaux sonores et les vibrations le long des voiries empruntées.

Afin de limiter le bruit engendré par les engins de chantier et de transport, des mesures d'ordre réglementaire et organisationnel seront mises en place.

5.1.5.3. Qualité de l'air

Les travaux ne seront pas à l'origine d'une dégradation de la qualité de l'air susceptible d'avoir des effets sur la santé des populations.

- ENVOL DE POUSSIÈRES

Les travaux de réalisation du projet seront ponctuellement générateurs de poussière :

- d'une part soulevée par les vents dominants de secteur nord-ouest,
- d'autre part dispersée par les camions de transport de matériaux fin.

L'envol de poussière pourrait alors :

- gêner les habitants de la zone de projet ainsi que les riverains,
- gêner les habitants implantés le long des itinéraires empruntés par les camions de transport. Les matériaux fins transportés peuvent être remis en suspension par le vent et le passage des véhicules,
- salir les façades des habitations riveraines,
- troubler la visibilité des automobilistes empruntant ces itinéraires et induire une augmentation du risque d'accident.

Afin de limiter les effets dus à l'envol de poussière, des pratiques simples de gestion du chantier seront proposées.

- GAZ D'ÉCHAPPEMENT

L'activité des engins de chantier et de transport de matériaux modifiera imperceptiblement et localement la qualité de l'air ambiant par le rejet de gaz d'échappement.

Néanmoins, au regard des émissions gazeuses issues du trafic observé dans le centre ville et en condition normale sur la zone de projet, la dégradation de l'air induite par les travaux sera très faible, non perceptible, non quantifiable et négligeable. Celle-ci ne devrait pas engendrer de risques supplémentaires pour la santé des riverains.

Afin de limiter ces émanations, des mesures préventives seront mises en œuvre. Cependant, la faible production de gaz d'échappements et le faible impact qui en découle ne justifie pas la mise en œuvre de mesures réductrices ou compensatoires supplémentaires.

5.1.5.4. Vibrations

Les travaux pourront être source de nuisances vibratoires. Toutefois, elles seront faibles et ponctuelles.

Parallèlement à la production de bruit, tous les engins de chantier ainsi que les camions de transport produiront des vibrations. Celles-ci pourront être perçues ponctuellement par les habitants situés dans la zone de travaux et par ceux situés à proximité des itinéraires empruntés par les camions et engins de chantier.

Ces nuisances seront faibles, très ponctuelles et fortement limitées dans le temps. Elles ne nécessitent donc pas la mise en place de mesures environnementales spécifiques.

5.1.5.5. Odeurs

Les travaux généreront des odeurs mais leur caractère éphémère en limite les effets.

Les opérations de revêtement des parkings et des voiries dégageront des vapeurs de goudron qui pourront être perçues par les habitants riverains, les promeneurs et les automobilistes. Cependant, ces opérations seront brèves, en faible proportion dans le projet d'aménagement, et ne présenteront pas, pour la santé des riverains, les risques sanitaires liés à une exposition prolongée.

Ces nuisances faibles et limitées dans le temps ne nécessitent pas la mise en place de mesures environnementales spécifiques en dehors de l'information liée à la présence du chantier.

5.1.5.6. Déchets de chantier

Des déchets de différentes natures seront produits et risquent de polluer les sols.

La gestion des déchets de chantier devra être conforme au plan régional d'élimination des déchets de chantier et de BTP de l'Hérault.

Les travaux seront à l'origine d'une production continue de déchets spéciaux (câblages, huiles, etc.) et de déchets industriels banals (plastiques, métaux, bois, etc.) mais également de déchets produits par les ouvriers du chantier. Ces derniers seront toutefois des déchets de type ordures ménagères.

Catégories de déchets		Listes des déchets présents sur le chantier
Déchets inertes (DI)	Déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage.	Terre et matériaux de terrassement, pierres, déchets de démolition, matériaux enrobés et coulés sans goudron.
Déchets Industriels Banals (DIB)	Produit de l'artisanat, l'industrie, le commerce et les services.	Complexes d'étanchéité bitumeux, caoutchouc, PVC, matière plastiques, métaux non souillés et alliages.
Déchets Industriels Spéciaux (DIS)	Déchets contenant des substances toxiques nécessitant des traitements spécifiques à leur élimination	Huiles usées de toutes natures, goudrons et autres produits hydrocarbonés issus de la houille, des peintures et autres solvants
Déchets verts	Déchets provenant des végétaux	Végétaux de toute nature
Déchets ménagers	Déchets liés à la présence humaine du fait du chantier	Déchets ménagers

Tableau 1 : Nature des déchets de chantier

Les volumes produits seront dépendants des méthodes de construction et du type de matériaux utilisés. Ils sont tributaires également de plusieurs facteurs dont : le type d'emballage, existence de matériaux endommagés à la réception, dommages dus aux méthodes de travail, vandalisme, matériel inapproprié, conditions météorologiques. Le stockage de matériaux pour un réemploi éventuel peut permettre de limiter les volumes de déchets. .

- IMPACT DE LA PRODUCTION DE DECHETS MENAGERS

Les employés sur le chantier d'aménagement des infrastructures produiront des déchets domestiques classiques : papiers, nourriture, canettes, bouteilles en verre, toutefois au vu de l'ampleur du chantier, les volumes produits resteront modérés.

- IMPACT DE LA PRODUCTION DE DECHETS INDUSTRIELS SPECIAUX

Les déchets industriels spéciaux produits par les entreprises nécessitent un traitement particulier. Ces déchets doivent être conduits dans une usine d'incinération de déchets industriels spéciaux (UIDIS).

Dans tous les cas, la filière de déchets dangereux est très contrôlée et un bordereau de suivi atteste du bon cheminement de chaque lot pour chaque étape. Les déchets dangereux ne sont en aucun cas mélangés à d'autres déchets, produits ou substances.

- IMPACT DE LA PRODUCTION DE DECHETS DE CONSTRUCTION

La plupart des déchets de construction sont des matériaux inertes : sables, gravillons, verre, brique, matières plastiques. La production de déchets liés à la construction pourra être inhérente à toutes les phases du chantier. Selon les moyens de gestion retenus par les entreprises, les quantités pourront être réduites.

Afin d'éviter l'éparpillement ou l'enfouissement de ces déchets avec les risques de pollution des sols et des eaux associées, des mesures environnementales visant à les supprimer seront proposées.

5.2. EFFETS LIES A L'IMPLANTATION ET AU FONCTIONNEMENT DU PROJET

5.2.1. Effets sur le milieu physique

5.2.1.1. Climat

Les effets du projet sur le climat local sont mineurs et négligeables.

L'accroissement présumé de la population de la ville de Montpellier induira à terme une augmentation sensible de la circulation, notamment dans le centre ville.

La sensible augmentation de la fréquentation automobile dans le périmètre de la Z.A.C, notamment aux heures de pointe, risque d'accroître les émissions de gaz d'échappement, et, sur du long terme, aura des répercussions sur l'effet de serre. Cependant, les impacts seront faibles, puisqu'il s'agit d'un secteur déjà fortement urbanisé. De plus, ce secteur est au cœur d'un réseau maillé de transports en commun et de déplacement « doux » qui permettra de limiter le trafic urbain et donc l'émission de gaz.

La faible production de gaz d'échappement et l'imperceptible impact qui en découlera ne justifie pas la mise en œuvre de mesures compensatoires supplémentaires.

5.2.1.2. Eaux superficielles

Les incidences sur les eaux superficielles, liées au fonctionnement de la ZAC sont essentiellement liées à l'imperméabilisation de surfaces, et aux problèmes de pollution chronique des eaux.

Les principes de gestion des eaux superficielles ont été définies en concertation avec la Ville de Montpellier (service techniques) et prennent en compte les directives de la MISE.

Le projet est conçu de tels sorte de :

Constituer un réseau pluvial adapté :

- Dimensionnement des collecteur pour le décennal et organisation des ruissellements de surface jusqu'au centennal.
- Réalisation d'un réseau unitaire jusqu'en limite de parcelle.
- Utilisation des exutoires existants.

Maintenir la transparence hydraulique : La transparence hydraulique actuelle est restituée en terme de capacité.

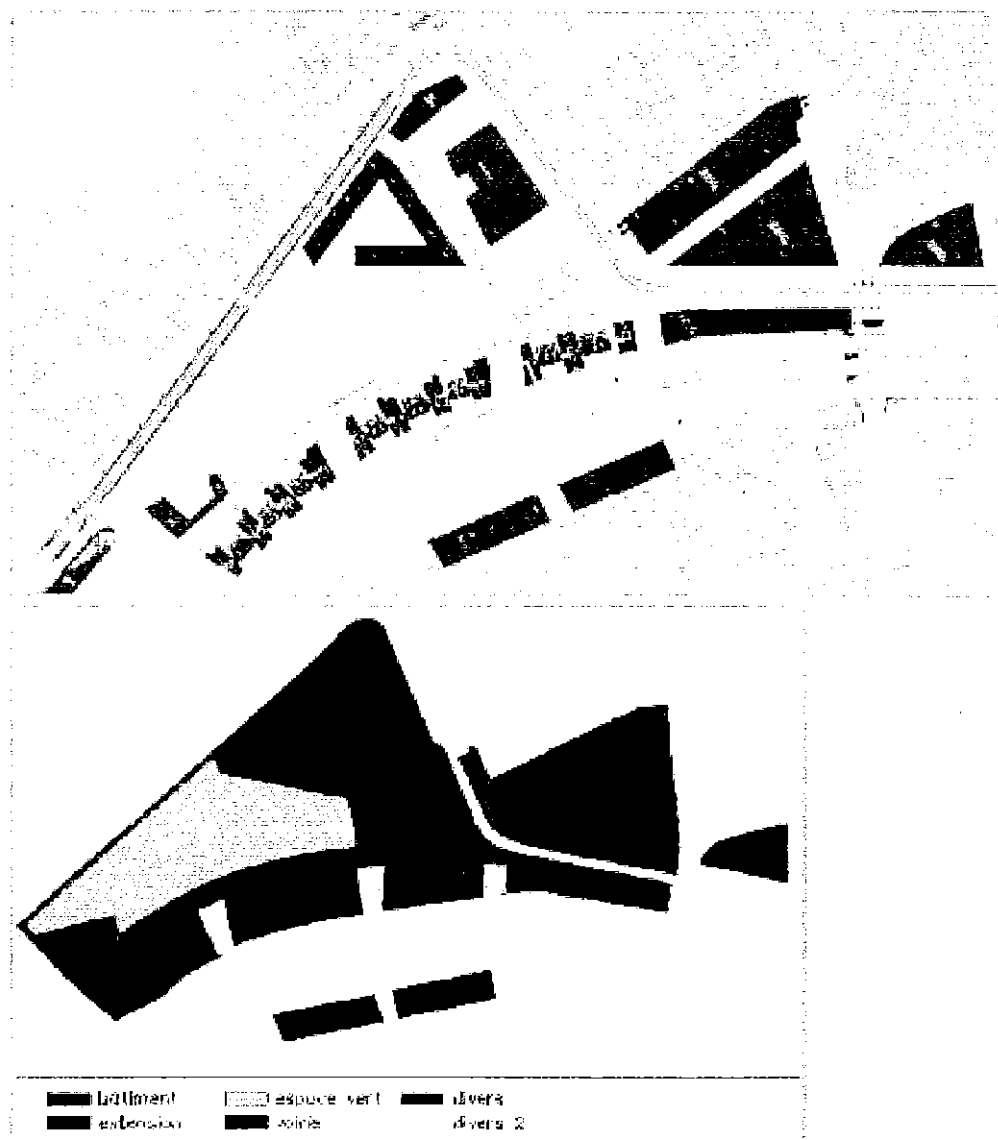
5.2.1.2.1 Pas d'imperméabilisation supplémentaire

Il est important de noter qu'à l'heure actuelle le site de la ZAC est entièrement imperméabilisé. La création d'un parc et la mise en place d'espaces vert sur le site permettront de réduire les volumes ruisselés. Ces derniers pourraient également jouer un rôle de rétention.

- Etat de l'imperméabilisation des sols

Le périmètre de la ZAC est décomposé en sous bassins versants en fonction de l'occupation du sol. La superficie totale est de 7.6 ha et le coefficient de ruissellement global de 0,85.

Figure 23 : Plan masse et occupation du sol – projet



La décomposition des surfaces est la suivante

branche	bassin versant	noeud	Surface ha	Coefficient ruissellement		Surface active	
				C10	C100	Sa 10	Sa 100
ZAC St-Roch	16	32	1.25	0.75	0.95	0.94	1.19
	17	31	1.22	0.75	0.95	0.92	1.16
	25	131	0.97	0.75	0.95	0.28	0.35
ACTUEL	26	133	1.05	0.75	0.95	0.79	1.00
	27	134	1.92	0.75	0.95	1.44	1.82
	28	132	0.76	0.75	0.95	0.57	0.72
ACTUEL	total ZAC St-Roch		6.57	0.75	0.95	4.93	6.24
	total Aiguerelles		258.5	0.69	0.89	178.07	229.77

- Modification de la superficie d'un bassin versant

Dans la situation projet, la superficie du bassin versant 27 (cf. figure page suivante) est augmentée d'environ 5000 m². En effet, ce bassin versant au stade actuel ne récupère pas les eaux des parcelles les plus au Sud. Toutefois, en contrepartie de cette augmentation de la superficie du bassin versant, il sera aménagé en espace vert (parc René Dumont).

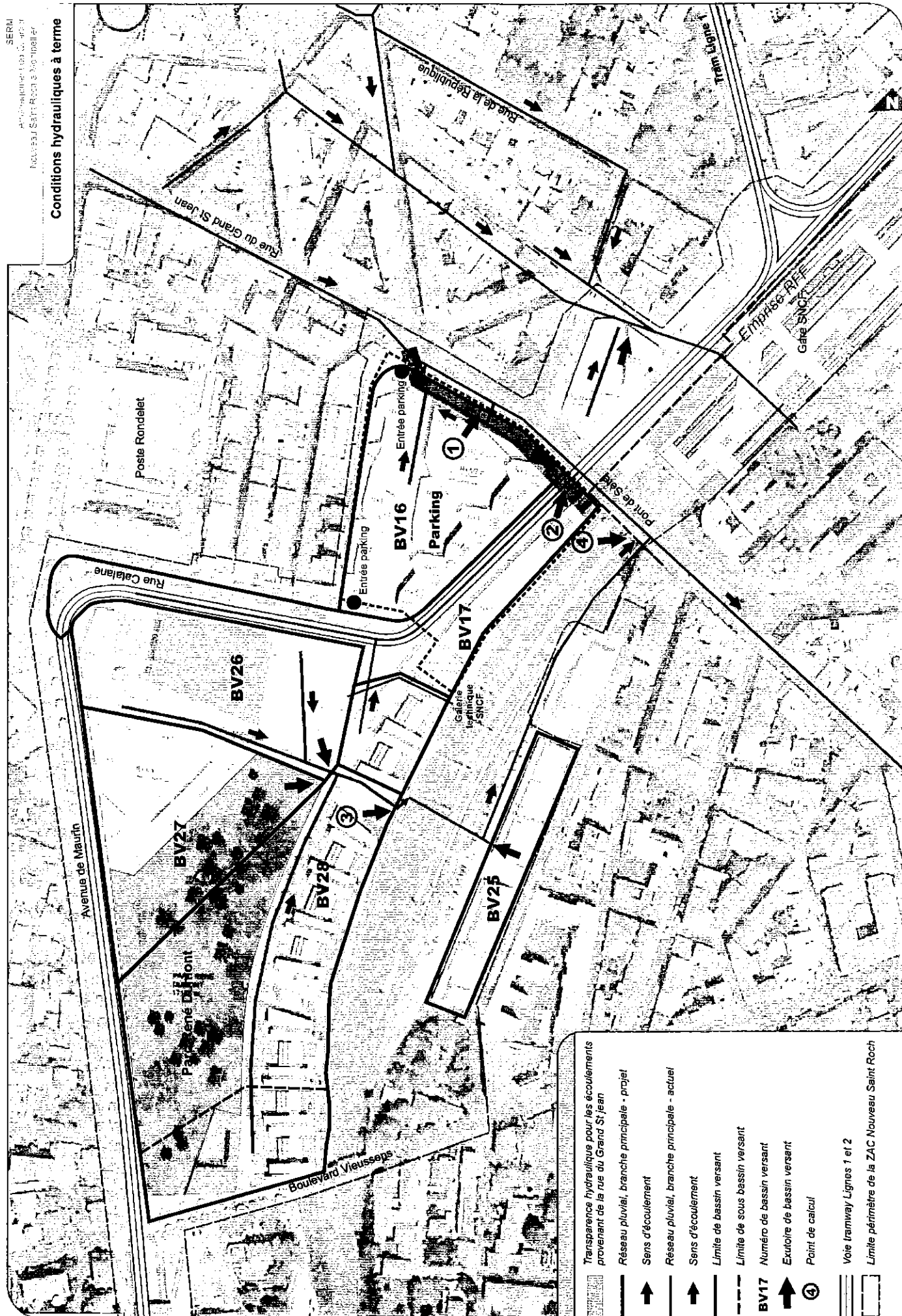
Ainsi, les très faibles modifications sur l'occupation du sol et sur les limites de bassins versants n'entraînent pas d'écarts significatifs entre situation actuelle et projet. Il n'y a donc pas de conséquences sur les **débits de pointe et volumes ruisselés en situation projet**.

branche	bassin versant	noeud	Surface ha	Coefficient ruissellement		Surface active	
				C10	C100	Sa 10	Sa 100
ZAC St-Roch	16	32	1.25	0.75	0.95	0.94	1.19
	17	31	0.93	0.75	0.95	0.69	0.88
	25	131	0.37	0.75	0.95	0.28	0.35
PROJET	26	133	1.17	0.75	0.95	0.87	1.11
	27	134	1.12	0.51	0.71	0.57	0.80
	28	132	2.77	0.58	0.78	1.60	2.15
PROJET	total ZAC St-Roch		7.60	0.65	0.85	4.95	6.48
	écart / actuel		1.03	-0.10	-0.10	0.03	0.24
	total Aiguerelles		268.07	0.69	0.89	183.03	236.24

ACTUEL #	16	32	0	0	0	0	0
	17	31	-0.30	0	0	-0.22	-0.28
	25	131	0	0	0	0	0
PROJET	26	133	0.12	0	0	0.09	0.11
	27	134	-0.80	-0.24	-0.24	-0.87	-1.03
	28	132	2.01	-0.17	-0.17	1.03	1.43

L'augmentation de la superficie imperméabilisée par le projet (sur le bassin versant 27) nécessitera la création d'un bassin de rétention d'eaux pluviales. Dans tout les cas, le projet maintiendra, voir améliorera, le fonctionnement du réseau pluvial du secteur en cas de crue décennale et améliorera la situation de gestion des eaux de ruissellement pour les crues supérieures.

Conditions hydrauliques à terme



5.2.1.2.2 Difficulté liée à l'aménagement d'un parking enterré

Le projet intègre l'aménagement d'un parking enterré sur son secteur Nord (bassin versant 2). Ce type d'aménagement représente des contraintes en termes d'hydraulique :

- Pour des raisons techniques (étanchéité) il est impossible d'assurer une transparence hydraulique au dessus de la dalle du futur parking. La transparence hydraulique sera restituée le long du pont de Sète.
- Le parking enterré crée une contrainte forte pour le passage d'éventuels nouveaux collecteurs pluviaux, en raison de l'altimétrie prévue des niveaux, déjà intégrée à la conception de la ligne 2 du tramway.
- Il existe de nombreux réseaux sur la zone et en particulier une galerie technique de la SNCF, qui relie le Centre de Contrôle Régional aux voies. Cette galerie ne peut être déviée et empêche tout passage d'un éventuel collecteur pluvial.

L'une des entrées du parking va être située à proximité de la rue du Grand St-Jean, dans laquelle des écoulements importants peuvent se produire.

Un modèle simplifié de la zone a été réalisé sous HEC-RAS pour estimer les hauteurs d'eau en cas de pluie centennale. Il s'agit d'une estimation car ce modèle ne peut rendre compte de la complexité des écoulements, qui se diffusent de part et d'autre de la rue du Grand St-Jean, qui sont influencés par les bordures de trottoir et par les éventuels véhicules ou autres obstacles potentiels (poubelles, conteneurs...).

Les débits de ruissellement sur la rue du Grand St-Jean sont estimés à 24 m³/s.

La répartition de ce débit est de 40 % vers la future ZAC St-Roch et 60 % vers la rue Levat orientée vers le point bas topographique.

Les cotes maximales obtenues sur le carrefour sont comprises entre 27.8 et 27.95 NGF sachant que les cotes de la voirie sont comprises entre 27.00 et 27.30 mNGF.

Le projet devra prendre en compte ces contraintes de topographie pour dimensionner son réseau afin d'obtenir des conditions d'écoulement en cas de crue acceptable sur le secteur.

5.2.1.2.3 Pollution des eaux

Deux types de pollutions peuvent avoir un impact sur la qualité des eaux : la pollution chronique et la pollution accidentelle.

- POLLUTION CHRONIQUE

Le fonctionnement de toute zone urbanisée se traduit par la production de polluants émis par les activités et la fréquentation humaine (poussières, hydrocarbures ou huiles issues de véhicules, déjections animales...). Le trafic des véhicules à l'intérieur de la ZAC, (frottement des pneus, matières résiduelles des pots d'échappement, huile de moteur) va contribuer à souiller la chaussée et à la charger en substances polluantes (graisse, métaux lourds, etc.).

Lors d'un événement pluviométrique, ces divers polluants sont entraînés par le ruissellement, plus ou moins dilués, et rejetés dans le milieu récepteur. En zone urbaine, les polluants principaux sont les matières en suspension (MES), la pollution organique (DCO, DBO), le plomb et les hydrocarbures. La majorité de ces polluants est fixée sur les particules solides décantables.

La dégradation de la qualité des eaux intra-ZAC aura une incidence sur la qualité des eaux du milieu récepteur (le Lez) ainsi que des exutoires finaux situés en aval (étangs palavasiens).

L'apport de pollution dans un cours d'eau est susceptible de provoquer à court terme (intoxication) et à plus long terme (contamination), des troubles dans les cycles biologiques des êtres vivants ainsi que dans les équilibres écologiques des populations aquatiques.

Pour préserver et répondre aux exigences de qualité des cours d'eau, des mesures simples de récupération et d'épuration des eaux de ruissellement seront mises en place.

- POLLUTION ACCIDENTELLE

Cette pollution est liée à un déversement de polluants consécutif à un accident de circulation, essentiellement lorsqu'est impliqué un transport de matières dangereuses.

Sur les voiries même de la ZAC, le risque est quasiment nul puisqu'elles n'ont pas vocation à accueillir ce type de véhicule. Néanmoins, en cas de déversement accidentel (fuite d'huile, etc.), il existe un risque de contamination des eaux.

Un système d'assainissement pluvial adapté permettra de palier à tout risque de pollution accidentelle.

5.2.1.3. Les eaux souterraines

La pédologie de la zone d'emprise du projet de ZAC indique que le sol est relativement perméable. De ce fait, les niveaux aquifères sous-jacents sont vulnérables à la pollution.

Néanmoins, cette vulnérabilité est à relativiser puisque la nappe n'est pas exploitée en aval immédiat du projet. Une éventuelle dégradation temporaire de sa qualité n'aura pas de conséquence directe sur les activités et populations en aval.

De plus, le risque de pollution accidentelle et de contamination de la nappe sur le site est très faible puisque les eaux de ruissellement seront récupérées et traitées par le système d'assainissement pluvial de la ZAC (bassins d'infiltration et de décantation des eaux).

Le risque de pollution des eaux souterraines est négligeable, de ce fait aucune mesure de réduction ou de compensation particulière n'est nécessaire.

5.2.1.4. Compatibilité avec le SDAGE

L'ensemble des paramètres défini dans ce document a été pris en compte dans l'élaboration même du projet : état des lieux du bassin, ensemble des problèmes et des enjeux relatifs à la qualité des eaux, aux ressources en eau, aux milieux aquatiques remarquables, etc....

Afin de juger de la compatibilité du projet avec les différentes orientations du SDAGE, celles-ci sont reprises ci-dessous et des réponses synthétiques renvoyant aux différentes pièces du présent dossier sont formulées :

Prévention : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité

Pour cette orientation, le SDAGE préconise notamment « *d'inscrire le principe de prévention de façon systématique dans la conception des projets* ».

Le projet d'aménagement prend en compte dans sa réalisation la gestion qualitative du milieu récepteur en mettant en place un système d'assainissement pluvial adapté aux sensibilités locales pour réduire les risques de pollution du milieu.

Le projet est non seulement compatible avec l'orientation du SDAGE, mais il en constitue une application directe de son principe.

Non dégradation : concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques

Le projet d'aménagement de la ZAC Nouveau St-Roch sera réalisé en prenant en compte les préconisations de protection des eaux aussi bien dans les phases de réalisation que dans les phases d'exploitation.

Vision sociale et économique : intégrer les dimensions sociale et économique dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux

La Ville de Montpellier, conformément à sa politique active d'aménagement durable intégrant les problématiques environnementales, sociologiques et économiques, a pris en compte l'ensemble de ces composantes dans le cadre de l'élaboration du projet.

Gestion locale et aménagement du territoire : organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux de développement durable

Les différents acteurs liés directement ou indirectement au projet ont été consultés. Des entretiens avec les différents services instructeurs du dossier ont été menés. Ainsi, le projet prend en compte les préconisations des acteurs locaux et territoriaux dans sa conception.

Pollutions : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions toxiques et la protection de la santé

Le projet de ZAC assurera la récupération de la majorité des eaux de ruissellement vers un bassin de rétention (parc paysager) qui assurera le traitement par épuration des eaux.

De même, l'organisation optimale de la circulation conduit à une amélioration des conditions de sécurité et de stationnement, et donc une réduction potentielle de la pollution accidentelle.

Des milieux fonctionnels : préserver et développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques

L'ensemble des composantes environnementales a été diagnostiqué et intégré dans la conception technique du projet.

La réalisation du projet d'aménagement de la ZAC Nouveau St-Roch a pris en compte, dans ses fondements, les sensibilités environnementales spécifiques des milieux récepteurs.

Partage de la ressource : atteindre et pérenniser l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir

Le projet n'a aucun impact sur la ressource en eau.

Gestion des inondations : gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau

L'étude hydraulique réalisée dans le cadre du projet permet de prendre en compte en amont la gestion quantitative des eaux de ruissellement interceptant la zone de projet et ainsi d'éviter tout risque d'inondation.

D'un point de vue global, le projet d'aménagement durable de la ZAC Nouveau St-Roch, associé à ses mesures compensatoires, est donc largement compatible avec les orientations du SDAGE.

5.2.1.5. Compatibilité avec le SAGE Lez-Mosson-Etangs Palavasiens

Le SAGE Lez - Mosson - Etangs Palavasiens approuvé en juillet 2003, s'inscrit dans le SDAGE du bassin Rhône Méditerranée Corse ; il intègre par conséquent ses orientations.

Il se compose de 4 orientations fondamentales pour répondre aux grands enjeux de la gestion de l'eau, ces orientations étant elles mêmes déclinées en un certain nombre de mesures et actions :

- préserver ou améliorer les ressources en eau,
- réduire le risque d'inondation,
- préserver ou restaurer les milieux aquatiques, les zones humides et leurs écosystèmes,
- améliorer l'information et la formation / développer l'action concertée.

Le projet d'aménagement s'inscrit dans l'orientation fondamentale n°1 de préserver la qualité des milieux aquatiques, et dans l'orientation n°2 de réduction du risque d'inondation :

- compensation de l'imperméabilisation des sols due aux nouvelles zones urbanisées par des systèmes de rétention des eaux de pluies ou des réaménagements,
- augmentation du taux de boisement avec de 12 000 à 15 000 m² d'espaces verts supplémentaires,
- mise en place d'un système de dépollution des eaux avant rejet dans le milieu (pollution chronique pluviale traitée par des séparateurs à hydrocarbures).

5.2.2. Effets sur le milieu naturel

5.2.2.1. Impacts sur la faune et la flore

La zone de projet ne présente pas d'intérêt écologique particulier. De fait, la réalisation de la Z.A.C permettra, d'une part, la mise en valeur des espaces verts et alignements d'arbres existants; et d'autre part, d'enrichir le patrimoine naturel de la ville par la création de nouveaux espaces verts.

La zone d'implantation de la Z.A.C Nouveau Saint Roch, au cœur du centre ville de Montpellier, offre des éléments naturels qui n'ont pas d'intérêt écologique particulier. Dans les zones largement urbanisées et anthropisées, les espèces présentes sont accoutumées à la présence de l'homme.

Le projet n'affecte pas de zone boisée classée. Ainsi, tous les alignements d'arbres (le long des voiries notamment) seront préservés.

La création d'un parc sous l'appellation « Parc René Dumont » permettra d'enrichir le patrimoine végétal et de réaliser une coupure dans l'urbanisation du centre ville. La faune sauvage pourra elle aussi venir coloniser ces nouveaux espaces.

Ces espaces seront pour les habitants des lieux de jeux et de repos essentiels à leur plénitude.

Le projet a un impact positif sur le milieu naturel, puisqu'en effet, la création de poumons verts au cœur de la Z.A.C permettra d'améliorer le patrimoine végétal de la ville. La conception paysagère du site constitue une mesure intégrée au projet.

5.2.2.2. Modification de l'occupation du sol

Le projet d'aménagement de la Z.A.C Nouveau Saint Roch prévoit l'implantation de bâtiments, la création d'un espace végétal : le « parc René Dumont » et la destruction de certains bâtiments de la SNCF/RFF existants. L'occupation des sols et la structure urbaine actuelle sera donc modifiée.

Le projet d'aménagement de la Z.A.C Nouveau St Roch envisage la création :

- de logements, de bureaux et de commerces (immeubles de 3 à 16 étages, en fonction de la situation des constructions) ;
- d'un grand parc urbain de 12 000 à 15 000 m², le « parc René Dumont » ;
- d'un équipement d'agglomération (théâtre de 1200 places).

Ces aménagements modifieront l'occupation actuelle du sol puisque certaines structures existantes seront modifiées voire détruites (bâtiments techniques et administratifs de la SNCF, parking du Grand St-Jean). L'ampleur des aménagements est estimée à environ 150 000 m² de SHON sur une surface totale de la Z.A.C. d'environ 7.6 hectares.

Ces aménagements permettront surtout une optimisation de l'occupation du sol et de la structure urbaine du quartier.

La conception architecturale du projet aura un effet positif en termes d'occupation du sol et de structure urbaine. Aucune mesure particulière ne sera envisagée.

5.2.3. Effets sur le patrimoine et le paysage

5.2.3.1. Patrimoine culturel

- MONUMENTS HISTORIQUES

Le secteur d'étude est concerné au titre des protections du patrimoine historique et du patrimoine architectural bâti.

Dès lors qu'un monument fait l'objet d'un classement ou d'une inscription à l'inventaire des Monuments Historiques, un périmètre de protection d'un rayon de 500 m est institué autour de ce bâtiment. Ce périmètre de protection crée une servitude. Le projet d'aménagement de la ZAC Nouveau Saint Roch est concerné par ce périmètre pour un Monument Historique : la partie centrale du bâtiment de la Gare

Dans ce cas, toute modification de l'aspect des espaces est soumise à cette servitude et ne peut être effectuée qu'avec l'autorisation des autorités compétentes (Architecte des Bâtiments de France).

- ZPPAUP

Le projet est situé à proximité de deux Zones de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain Paysager (ZPPAUP) définies sur la ville de Montpellier, et intercepte ponctuellement la ZPPAUP Gare-Clémenceau.

Les ZPPAUP définies sur Montpellier ont été adoptées en Commission des Sites en juin 2006, et sont depuis applicables. La mise en place d'une ZPPAUP est un outil réglementaire qui prend en compte la spécificité des lieux et définit un ensemble de règles pour assurer la gestion cohérente des espaces. De fait, le respect de ces règles permet de remplacer l'application ponctuelle des servitudes trop denses dans un secteur aussi riche que la ville de Montpellier et d'avoir une politique globale de sauvegarde et d'insertion.

Lorsque la ZPPAUP est créée, tous travaux de construction, de démolition, de déboisement et de modification de l'aspect des immeubles sont soumis à autorisation selon les dispositions de l'article L.642-3 du Code du patrimoine (permis de construire, permis de démolir, déclaration de travaux, installations et travaux divers). L'autorisation est accordée par le maire lorsque le plan local d'urbanisme est approuvé (sinon par le préfet), après avis conforme de l'architecte des bâtiments de France fondé sur les prescriptions et les recommandations de la ZPPAUP.

- SECTEUR SAUVEGARDE

Le projet est situé à proximité du secteur sauvegardé. Toutefois, le projet n'aura aucun impact sur ce site.

Afin d'être conforme aux servitudes liées aux monuments historiques, le projet devra respecter les prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France.

Le projet modifiera les perceptions paysagères internes et externes de la zone. Le projet est concerné par le périmètre de protection de plusieurs monuments historiques.

5.2.3.2. Paysage

L'aménagement de la Z.A.C Nouveau Saint Roch modifiera les perceptions paysagères de la zone de projet.

Elle entraînera la disparition du site industriel qui ferme aujourd'hui la zone, et de certains bâtiments qui bloquent les vues au profit de la création d'une zone résidentielle. Ces aménagements permettront également d'accentuer la modernisation apportée par les aménagements liés à la ligne 2 du tramway.

Le bâti actuel ancien, noirci contrastera avec les nouveaux bâtiments aux allures modernes.

Sans jouir d'une visibilité exceptionnelle la ZAC sera ainsi présente de manière significative dans le paysage urbain Montpellierain, et sera perçue depuis l'extérieur de certains points de vues majeurs :

- les deux points de vue qu'offrent les ponts de Sète et de Lattes,
- la vue qu'offrirait la rue d'Alger, depuis l'Écusson,
- et enfin, la vue qui se révélerait depuis les quais TGV, et qui vaudrait pour beaucoup de voyageurs comme première image de Montpellier.

Enfin, la réalisation du Parc « René Dumont » constituera une nouvelle entité paysagère ancrée dans le tissu urbain. Il permettra de garantir une articulation entre les diverses ambiances paysagères qui composent la zone de projet (cf. voir état initial).

Le futur parc constituera un pôle d'espace public équivalent au parc Clémenceau, à l'Esplanade Charles de Gaulle ou au Peyrou.

Les riverains situés autour de la zone de projet percevront une modification significative du paysage de proximité. Celui-ci se verra améliorer par la disparition d'un site exclusivement voué à l'activité ferroviaire.

Le paysage de la zone de projet sera modifié, mais la conception architecturale et la volonté d'insertion urbaine et paysagère permettront d'améliorer le paysage urbain global et de proximité.

5.2.4. Effets sur l'organisation et le fonctionnement urbain

5.2.4.1. Accessibilité au site

La volonté d'améliorer les déplacements dans le centre ville a conduit la ville de Montpellier à réaliser une série d'aménagements qui profiteront à terme à la ZAC. En effet, celle-ci, mieux desservie, se voudra alors plus attrayante.

La zone de projet, par sa position au cœur de la ville, son rôle de pôle d'échange, ses commerces, ses bureaux et ses habitations sera alors accessible :

- EN VOITURE

La question de la desserte du quartier St Roch, et donc de la zone de projet, par la voie automobile est toujours en cours d'étude. En effet, plusieurs scénarios sont envisagés afin d'améliorer l'accès automobile à l'hypercentre :

La préservation de la continuité de la 2^{ème} ceinture (boulevard de Strasbourg, Pont de Sète, rue du Grand saint Jean) est un invariant. Toutefois, cette deuxième ceinture étant saturée et à vocation urbaine, il est nécessaire de desservir le quartier à partir d'un grand axe structurant de l'agglomération.

La quatrième ceinture (avenue de la Liberté, avenue des Près d'Arènes) par l'intermédiaire du carrefour de la Perruque constitue, par sa position, une opportunité pour créer cette desserte. Trois alternatives sont envisageables pour cette liaison :

- l'utilisation des voies actuelles aménagées, avec accès par l'avenue de Maurin et retour par l'axe rue Peysson-avenue de la Perruque ;
- la mise en double sens de l'avenue de Maurin réaménagée dans le cadre de la réalisation de la 2^{ème} ligne de tramway ;
- la création d'une voie à sens unique ou à double sens en façade des constructions projetées.

La constante de toutes ces solutions est la nécessité d'aménager le carrefour de la Perruque (situé au sud de la zone de projet).

La bonne accessibilité automobile de ce quartier est un avantage très important, particulièrement propice à l'accueil d'équipement public d'agglomération.

- PAR LES TRANSPORTS PUBLICS

- La troisième ligne de tramway en projet, desservira le secteur qui bénéficie déjà de la présence des lignes 1 et 2. La future ligne 3 passera par la rue de la République, la rue Catalan, puis par la rue Jules Ferry et l'avenue de Maurin.
- Plusieurs arrêts de bus sont situés dans la zone de projet : l'arrêt de la Gare St-Roch (lignes 6, 7, 8, 11, 12, 15, et 16), l'arrêt de la gare routière (lignes 8, 12, 16 et 25), l'arrêt de la place de Strasbourg (lignes 8, 12 et 16), et l'arrêt Rondelet (lignes 6 et 7).

Le secteur jouira ainsi d'une desserte de transports publics puisqu'il se positionne à la convergence des réseaux urbains, des trois lignes de tramway, et du réseau TER.

- A PIED

La zone de projet est au contact des espaces piétons de l'hyper centre. Cette densité d'utilisation piétonne est un puissant vecteur d'incorporation des espaces à aménager à un hyper centre étendu. Le projet aménage des espaces piétons qui permettront la continuité avec le centre.

- A VELOS

La réalisation de pistes ou bandes cyclables conduisant à la gare à partir du réseau existant ou programmé, et notamment l'itinéraire cyclable parallèle à la ligne 2 du tramway, assurera une connexion avec le réseau existant.

La volonté de la ville d'améliorer le trafic dans le centre ville bénéficie à la zone de projet. En effet, celle-ci sera facilement accessible par différents modes de déplacement. De plus, le principe de conception du projet intègre directement les

mesures d'amélioration de l'accessibilité et ne nécessite pas la mise en place de mesures complémentaires.

5.2.4.2. Effets sur la circulation

Le projet n'entraînera pas une augmentation significative du trafic urbain, néanmoins il contribuera, par sa conception, à l'amélioration de la circulation dans le centre ville de Montpellier.

Les générateurs de trafic à terme sur la ZAC Nouveau Saint Roch seront principalement :

- les employés des entreprises;
- les employés et les clients des commerces et activités ;
- les habitants ;
- les visiteurs du parc « René Dumont ».

A ces personnes, il convient d'ajouter les usagers de la gare autour desquels s'organise le pôle d'échange tramway-bus-taxis-automobile susceptible de générer un trafic important.

Selon « L'étude du secteur gare » réalisée pour la ville de Montpellier, on constate que les flux journaliers moyens d'échanges avec la gare, au centre de la zone de projet à l'horizon 2010, se composent de :

- 12 100 véhicules,
- 5 700 passagers des transports en commun (bus, tramway...),
- 1 600 taxis.

Si l'on compare avec les chiffres de 2000 donnés dans l'état initial, on constate que l'augmentation est de 4 800 voitures, 300 passagers de transports en commun et de 650 taxis.

L'incidence sur la circulation automobile sera liée essentiellement à l'accroissement démographique et à l'augmentation du trafic général sur Montpellier. De plus, lors de la mise en place de la ligne 3 du tramway, il sera à prévoir une augmentation du trafic sur les rues d'Alger et du Grand St-Jean (environ 300 véhicules/heure), liée à la suppression de la circulation automobile sur la rue Saunerie.

Néanmoins, la ZAC pourra générer en elle même une faible augmentation du trafic général. Elle intègre dès sa conception des aménagements de voirie nouvelle et le recalibrage de certaines voiries existantes et notamment l'avenue de Maurin, la rue Catalan et la voie nouvelle. Elle permet donc une meilleure gestion des flux de trafic et donc une meilleure fluidité de circulation dans la zone de projet.

Enfin, la création d'un parking souterrain de 2000 places induira une amélioration de l'offre en stationnement, et limitera ainsi les situations compliquées telles que le stationnement illicite sur les voiries.

Du fait de la réflexion globale d'aménagement du quartier St Roch, et de la volonté de la ville de créer un pôle d'échange afin d'améliorer le trafic, le projet dès sa conception intègre des mesures pour palier les effets du projet sur la circulation.

5.2.4.3. Compatibilité avec les documents d'urbanisme

- PLAN LOCAL D'URBANISME

Le projet de création de la Z.A.C est compatible avec le règlement actuel du zonage du PLU de 2006.

Le projet de la Z.A.C qui comportera un parc, des bureaux, des commerces, des logements, un théâtre et un parking souterrain, répond à la réglementation du zonage du PLU de 2006.

Une modification du PLU sera nécessaire afin de le mettre en conformité avec le programme envisagé.

L'espace boisé classé n'entraîne pas par sa présence sur le site une modification du PLU dans la mesure où son affectation n'est pas modifiée.

- SCOT

Le projet de la ZAC Nouveau St-Roch vient s'inscrire directement dans l'esprit du SCOT. Il sera un levier majeur pour atteindre plusieurs objectifs mentionnés, en améliorant les conditions de circulation autour du secteur, en créant un pôle d'échanges et d'activités au niveau de la Gare St-Roch, et en proposant un nouveau parc de logements à proximité de l'Ecusson.

5.2.4.4. Réseaux

- AEP

Si l'on admet une consommation moyenne de 210 litres d'eau par jour et par personne, et une augmentation de la population liée à la ZAC de 5000 personnes (bâtiments d'activités inclus), la consommation d'eau induite peut être estimée à environ 1 000 000 litres par jour soit environ 1000 m³/j.

Le réseau d'alimentation en eau potable se raccordera sur les réseaux existants sur le secteur de la Gare.

- EAUX USEES

La future population engendrée par la création de la ZAC est de l'ordre de 5000 nouveaux utilisateurs.

Si l'on admet une consommation moyenne de 180 litres d'eau par jour et par personne, le volume d'effluents par jour s'élève à environ 900 000 l/jour. Les effluents seront dirigés vers la STEP Maera dont le dimensionnement intègre la population induite par la ZAC Nouveau St-Roch.

5.2.5. Effets sur le cadre de vie

Le projet de la Z.A.C Nouveau Saint Roch n'aura pas d'effet sur l'air, le bruit et sur la qualité de vie des populations riveraines. Par contre, à terme, les différents aménagements prévus dans le quartier favoriseront la qualité de vie des habitants de la Z.A.C.

5.2.5.1. L'ambiance sonore

D'après le constat sonore (cf. état initial), on remarque que le niveau sonore de la zone de projet est globalement élevé dû aux trafics automobiles et ferroviaires.

- **BRUIT LIE AU TRAFIC AUTOMOBILE**

A terme, sur Montpellier, le trafic va légèrement augmenter du fait de l'augmentation de la population. Ce phénomène pourra se retrouver dans la zone de projet. Néanmoins, après aménagement de l'ensemble du quartier Nouveau St Roch, la zone de projet sera facilement accessible par des moyens de transport en communs (lignes de tramway et réseau de bus urbains) et de transport « doux », ce qui diminuera le trafic automobile.

L'ambiance sonore de la zone de projet étant déjà élevée, le projet n'aura aucun impact sur l'ambiance sonore global du quartier.

- **BRUIT LIE A LA CREATION D'UNE NOUVELLE VOIE**

Le projet de Z.A.C. va créer des bâtiments au sein du quartier ainsi que réaménager ou créer de nouveaux accès, et notamment une voirie dans le prolongement de la rue Jules Ferry. Celle-ci n'aura aucune conséquence sur le niveau sonore global des riverains de la zone puisqu'il s'agit d'une rue située au cœur même de la Z.A.C et n'ayant aucun vis-à-vis avec les bâtiments existants actuellement.

La rue Catalan et l'avenue de Maurin seront redimensionnées. Elles accueilleront proportionnellement le même trafic qu'en situation actuelle mais le flux sera plus fluide et le phénomène de saturation pouvant exister sera atténué. Lorsque la Z.A.C. sera réalisée, le niveau sonore des habitations situées le long de ces voiries ne sera pas amplifié.

Une augmentation de 3 dB (A) résulterait d'un doublement de trafic automobile ; or la capacité des voies actuelles ne permet pas des reports de circulation de cette importance. En conséquence, l'impact de report de trafic sera inférieur strictement à 3 dB(A) et donc sans conséquence sur les niveaux de bruit perçus.

- **BRUIT LIE A LA VOCATION DE LA Z.A.C.**

Les activités pressenties sur la Z.A.C. (commerces, bureaux, habitat...) ne seront pas la cause de nuisances sonores particulières et ne participeront pas à une augmentation de l'ambiance sonore du quartier.

Le projet n'aura pas d'impact sur l'ambiance sonore du quartier et donc aucun effet nocif sur la santé des populations internes et riveraines de la zone de projet.

5.2.5.2. La qualité de l'Air

L'importante croissance démographique de la ville de Montpellier va induire une augmentation sensible du parc automobile. Le trafic risque alors d'être plus important aux abords de la zone de projet qui a un fort attrait du fait de sa situation en cœur de ville. Cette augmentation de trafic va induire une augmentation des rejets de gaz d'échappement susceptibles d'altérer la qualité de l'air.